



**CONSEIL AFRICAIN ET MALGACHE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

01 BP 134 Ouagadougou 01 BURKINA FASO – Téléphone: +226 25368146 – Télécopie: +226 25368573 - [comes@lecomes.org](mailto:comes@lecomes.org) – [www.lecomes.org](http://www.lecomes.org)

**CONCOURS D'AGREGATION DES SCIENCES JURIDIQUES,  
POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET DE GESTION**

**ANNEE 2021**

Section : Science politique

**THESE**

**Dr. KESSE Blé Adolphe**

Maître-Assistant

UFR des Sciences Sociales

Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo (Côte d'Ivoire)



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES SORBONNES À ABIDJAN:  
ARCHÉOLOGIE DE LA RECONSTRUCTION SOCIALE DU POLITIQUE

THÈSE

PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
ADOLPHE BLÉ KESSÉ

JUIN 2009

## REMERCIEMENTS

Je ne sais si j'aurais pu terminer mes études doctorales dans le délai sans le soutien sans faille de mon épouse Stéphanie Cohen. Qu'elle trouve ici mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance.

Je remercie très sincèrement Chantal Rondeau et Lawrence Olivier, mes co-directeurs pour leurs commentaires et leurs conseils pertinents dans la réalisation de cette thèse.

Je m'en voudrais d'oublier de remercier les secrétaires du département de science politique, notamment Laurence Viens et Louise Grignon à la retraite, pour leur générosité et leur écoute attentive dont j'ai bénéficiées tout le long de mes années d'études.

Les nombreuses discussions que j'ai eues avec mes ami(es) étudiant(es) ont bien souvent été des sources d'inspiration pour poursuivre la rédaction de cette thèse. Que toutes et tous trouvent ici l'expression de ma sincère reconnaissance.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	vii
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I.....	7
CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES .....	7
1. État de la connaissance.....	7
1.1. Définition liminaire.....	8
1.2. Genèse et figures théoriques de l'espace public .....	11
1.2.1. Le modèle grec ancien de l'espace public .....	12
1.2.2. La conceptualisation classique de l'espace public.....	15
1.2.3. L'espace public moderne bourgeois .....	18
1.2.4. Crise et recomposition de l'espace public .....	21
1.2.5. Recomposition de l'espace public : l'ère de la modernité tardive.....	25
1.2.6. De l'arbre à palabre africain à l'État ivoirien postcolonial.....	29
1.2.6.1. L'arbre à palabre comme figure du politique en Afrique traditionnelle .....	29
1.2.6.2. Le politique en Côte d'Ivoire postcolonie .....	35
1.3. Problématique et hypothèses.....	42
1.4. Cadre théorique .....	49
1.4.1. Pour une théorie de la reconstruction sociale du politique .....	52
1.4.1.1. Rencontre, parole et espace.....	52
1.4.1.2. Que faut-il entendre par reconstruction sociale du politique? .....	55
1.5. Méthodologie .....	61
CHAPITRE II .....	69
LA COMPRESSION DE LA PAROLE : LE SYSTÈME DE PARTI UNIQUE ET SES MYTHES COMME ÉLÉMENTS DE PROJET D'UNE SOCIÉTÉ ORGANIQUE .....	69

2.1. Le PDCI-RDA et le catéchisme du parti unique .....	71
2.2. Le mythe du développement par le libéralisme économique.....	82
2.3. Houphouët-Boigny : figure mythique du « père de la nation ».....	87
2.4. La paix comme religion .....	90
CHAPITRE III .....	95
MALAISE DANS LES MYTHES ET NOUVELLES RÉALITÉS DE LA PAROLE PUBLIQUE AU DÉBUT DES ANNÉES 1980.....	95
3.1. Tensions sociales et changement de ton dans la presse .....	97
3.2. Les « maquis » : lieux de restauration et espaces sociaux des opinions comme forme de résistance sociale.....	102
3.3. L'institution de la Sorbonne : critique publique du pouvoir par le détour du sacré.....	109
CHAPITRE IV .....	118
VIRAGE POLITIQUE DE LA SORBONNE À PARTIR DE 1990 ET MISE EN FORME INÉDITE D'UN ESPACE POLITIQUE AUTONOME .....	118
4.1. Rupture du « consensus », retour au multipartisme .....	120
4.2. La banalité au service du politique: investir l'imaginaire social des agents de changement .....	131
4.2.1. Déterminants psychosociaux : angoisse et imaginaire social comme repères du politique.....	131
4.2.2. L'éclatement du champ politique .....	143
4.3. La Sorbonne, un espace politique autonome.....	150
4.3.1. Prise en charge des luttes politiques et confrontations avec le pouvoir PDCI-RDA .....	151
4.3.2. Conflits internes à la Sorbonne.....	158
4.3.3. Les réceptions politisées des Sorbonnes.....	160
CHAPITRE V .....	169
LES SORBONNES COMME LIEUX D'UN ORDONNANCEMENT SOCIAL DU POLITIQUE.....	169
5.1. Structure sociale et fonctionnement des Sorbonnes.....	170
5.1.1. L'espace Sorbonne au Plateau .....	170
5.1.1.1. La Sorbonne, un marché-rencontre.....	172

5.1.1.2. La Sorbonne des cercles de discussion .....	175
5.1.2. Les autres Sorbonnes des quartiers.....	180
5.1.2.1. Les Sorbonnes en réseaux .....	184
5.2. Fonctions des Sorbonnes.....	187
5.2.1. Fonctions sociales comme expression citoyenne des Sorbonnes .....	187
5.2.2. Fonctions politiques.....	195
5.2.2.1. Les nouveaux « maîtres de la parole » et l'esprit d'une nouvelle perspective politique .....	196
5.2.2.2. Les Sorbonnes, une sphère de médiation sociétale.....	200
CHAPITRE VI.....	204
LES SORBONNES, SUPPORTS GÉOGRAPHIQUES DU PATRIOTISME IVOIRIEN EN TANT QUE SCHÈME DE RECONSTRUCTION SOCIALE DU POLITIQUE (2002-2007).....	204
6.1. Les Sorbonnes et les « patriotes », quel lien? .....	205
6.2. Le sens politique du « patriotisme » déployé dans les Sorbonnes .....	208
6.2.1. Le « patriotisme » dans les Sorbonnes comme une manifestation de la conscience des jeunes du fait national .....	209
6.2.2. Le « patriotisme » comme expression d'un attachement à l'État .....	212
6.2.3. De quelques modalités pratiques du <i>patriotisme étatique</i> comme éléments de reconstruction du politique par le bas .....	219
6.3. Violence et reconstruction sociale du politique .....	226
6.4. Des implications théoriques du patriotisme étatique .....	230
CONCLUSION .....	233
ANNEXE A .....	251
ANNEXE B.....	255
BIBLIOGRAPHIE .....	258

## LISTE DES FIGURES

Figure	page
1. Une vue de la Sorbonne-marché au Plateau .....	174
2. Une vue de la Sorbonne de la parole au Plateau .....	179
3. Une vue d'une Sorbonne de quartier : «Tout puissant congrès d'Abobo» ..	181



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CADO:	Cercle Alassane Dramane Ouattara
FENAPACI:	Fédération nationale des parlements et agoras de Côte d'Ivoire
FENOPACI:	Fédération nationale des orateurs des parlements et agoras de Côte d'Ivoire
FESCI:	Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire
FPI:	Front populaire ivoirien
GVC:	Groupement à vocation coopérative
JFPI:	Jeunesse du front populaire ivoirien
JPDCI:	Jeunesse du Parti démocratique de Côte d'Ivoire
JUDPCI:	Jeunesse de l'Union pour la démocratie et la paix de Côte d'Ivoire
ONG:	Organisation non gouvernementale
PDCI-RDA:	Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain.
PIT:	Parti ivoirien des travailleurs
RDR:	Rassemblement des républicains
RIOF:	Réseau ivoirien des organisations de femme
RJR:	Rassemblement des jeunes républicains
SYNARES:	Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur
SYNESCI:	Syndicat national des enseignants du secondaire de Côte d'Ivoire
TPCA:	Tout puissant congrès d'Abobo
UDECI:	Union pour le développement économique de Côte d'Ivoire
UDPCI:	Union pour la démocratie et la paix de Côte d'Ivoire
UGTCI:	Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire
UNEECI:	Union nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire
USD:	Union des sociaux-démocrates

## RÉSUMÉ

Depuis 1982, le système politique ivoirien est affecté par l'incursion des Sorbonnes sur la sphère publique. Les Sorbonnes sont des sites institués par des acteurs sociaux dominés, des jeunes en particulier, où ils se rencontrent pour discuter. Ce sont des espaces physiques concrets. Mais ce sont surtout des espaces sociaux réels et symboliques. La présente thèse s'attache à saisir leur signification et leur portée politique dans la société globale ivoirienne. Elle s'est construite à partir d'un problème de regard épistémologique que la science politique pouvait jeter sur ces espaces qui concerne leur position face à *la* politique et *au* politique dans la Côte d'Ivoire contemporaine.

Pour cela il a fallu situer les Sorbonnes par rapport aux figures théoriques classiques médiatrices du politique, restituer leur historicité propre pour faire ressortir leur identité culturelle, les liens sociaux significatifs qu'elles font apparaître, les pratiques et fonctionnement qui les déterminent, les façonnent et les incarnent. C'est en ayant pris acte de tout cela, à partir d'observations appuyées par des entrevues qu'il nous est apparu que les Sorbonnes sont un objet important du regard politiste qui peut les concevoir comme *lieux de reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la rencontre et de la parole*. Elles sont un objet important pour penser le social, le politique et le culturel en ce qu'elles expérimentent des formes de socialité particulière.

Un tel regard nécessitait qu'on revienne sur le paradigme *du politique par le bas* que les « pères fondateurs » ont abandonné sous prétexte que « les modes populaires d'action politique » en Afrique n'arrivent pas à opérer une alternative aux pouvoirs en place. Nous nous détournons de cette approche paradoxalement *du haut du politique par le bas*. Nous prêtons plutôt attention à la manière dont insidieusement ou ouvertement les acteurs sociaux dominés remettent en cause les pouvoirs qui, hier comme aujourd'hui, essaient de les maintenir dans la domination. Nous nous intéressons aussi aux formes de liens sociaux significatifs qui leur permettent de surmonter les difficultés du quotidien sans oublier les formes d'engagement politique qu'ils mobilisent en vue de la survie de l'État et de la démocratie. Pour y arriver, nous tentons d'esquisser une théorie: la théorie de la reconstruction sociale du politique; le tout dans une perspective archéologique.

MOTS CLÉS: Sorbonnes, Abidjan, Côte d'Ivoire, rencontre, parole, socialité, politique, maquis, arbre à palabre, espace public, archéologie, imaginaire sociale, reconstruction sociale du politique.

## INTRODUCTION

Cette thèse ne traite ni de la guerre en Côte d'Ivoire ni du concept d'*ivoirité*. Elle parle des Sorbonnes, ces espaces de rencontre, de discussion et d'échanges divers qui pullulent aujourd'hui à Abidjan. Il est vrai que depuis 1995 l'analyse du politique sur la Côte d'Ivoire est noyée par le concept d'*ivoirité* qui serait la principale cause de la crise politico-militaire qui a secoué le pays à partir du 19 septembre 2002. À lire les textes d'africanistes, on croirait qu'il n'y a du politique en Côte d'Ivoire que dans la perspective ethno-politique de l'*ivoirité*, et que toute analyse du politique ne doit porter que sur l'ethnicité. Pourtant, parmi les questions préoccupantes de notre époque celle du retour du politique occupe une place de choix. Par-delà les images chaotiques diffusées à longueur de journée sur le petit écran où l'on voit l'Afrique plongée dans l'habitude du malheur, il y a un besoin d'être ensemble. Ce besoin est exprimé par des ONG, des mouvements religieux, des mouvements artistiques, des associations de femmes et de jeunes; bref tous ces mouvements qu'on désigne par *société civile* ou mouvements sociaux et qui organisent chaque jour des contre-savoirs pratiques, des mécanismes de survie et de résistance sociale face à la dureté du quotidien. Ce retour du politique traduit à la fois l'idée de son épuisement ainsi que de la nécessité de sa reconstruction à partir de ces acteurs sociaux infra-étatiques, subordonnés, ces acteurs *d'en bas*.

Depuis 1982 le système politique ivoirien est affecté par l'incursion des Sorbonnes sur la sphère publique. Les Sorbonnes sont des sites institués par des acteurs sociaux dominés, des jeunes gens en particulier où ils se rencontrent pour échanger. Ce sont d'abord des espaces physiques concrets. Mais ce sont surtout des espaces sociaux, réels et symboliques. Ces sites apparaissent comme des lieux d'énonciation du politique en dehors de l'État. Cette thèse entend saisir leur

signification et leur portée politique dans la société globale ivoirienne. Un tel objectif se justifie à deux titres, au moins.

Premièrement, avec la crise politico-militaire qu'a traversée la Côte d'Ivoire, on a vite fait de reprendre le discours médiatique pour taxer ces acteurs d'« extrémistes proches du pouvoir », de « chômeurs qui n'ont rien à faire », d'« ultranationalistes », d'« acteurs sociaux alimentaires ». Il nous semble qu'on s'est refusé à investir ces scènes d'une signification complexe. Même si cette façon de présenter les Sorbonnes découlait d'une démonstration scientifique rigoureuse, elle n'épuiserait pas la complexité de la réalité. Telle n'est pas non plus notre prétention. La réalité des Sorbonnes est bien trop complexe, plurielle pour que nous prétendions entrer en résonance avec tout l'écheveau des faits. Au moins, on peut en parcourir le mouvement, en reconstruire la genèse, le fonctionnement et essayer d'en dégager une signification.

La deuxième justification du choix de ce sujet tient à l'originalité de ces espaces. En Occident la littérature est abondante qui fait état de l'effritement de l'espace public où les citoyens discutent et manifestent l'être-ensemble en dehors du cadre défini par l'État.<sup>1</sup> Mais en Afrique on peut découvrir des lieux où se manifeste la capacité des cadets sociaux dont « les stratégies d'action, les repères symboliques, les motivations et les langages »<sup>2</sup> bousculent les mythes fondateurs de l'État moderne comme le cadre privilégié du politique. Cependant des espaces formalisés de discussions publiques où convergent et se mobilisent des gens quotidiennement, il n'en existe très probablement pas ailleurs qu'en Côte d'Ivoire dans l'Afrique actuelle. Les Sorbonnes sont à cet effet une expérience inédite, originale. Elles ne laissent personne indifférent à Abidjan, aussi bien au niveau de la classe politique qu'au

---

<sup>1</sup> Il y a par exemple Hyde Park à Londres, un café-philo à Paris à la place de la Bastille.

<sup>2</sup> Ela, Jean-Marc, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire. Les défis du « monde d'en-bas »*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.300

niveau des citoyens ordinaires. Elles ont acquis par le fait une importance certaine dans le système politique global ivoirien. Autour de la problématique centrale de leur signification politique, nous chercherons à analyser les Sorbonnes d'Abidjan comme des lieux où le politique sort de son biais institutionnel étatique, à comprendre leur cohérence interne et à saisir leur rapport avec la société entière.

Au commencement était la place de la Sorbonne instituée en 1982. C'est un espace ouvert au cœur du Plateau, quartier administratif, des affaires et de commerces à Abidjan (capitale économique de la Côte d'Ivoire). C'est un marché où on trouve des mets divers, des habits, des médicaments traditionnels, des journaux, des œuvres d'art etc. C'est aussi et surtout la place où l'on discute, où l'on vient s'informer et écouter les orateurs qui se tiennent au milieu d'un cercle d'auditeurs. Le nom Sorbonne fut donné à ce lieu parce que les réflexions y seraient si poussées que les étudiants et les élèves y venaient prendre « le savoir ». C'est une université en plein air où les débatteurs font étalage de leur connaissance dans tous les domaines du savoir. La Sorbonne est entourée des plus grandes institutions politiques du pays : au Sud le Palais présidentiel, au Nord l'Assemblée nationale, à l'Est le Conseil économique et social, et la Grande Chancellerie de l'ordre national. Elle est surplombée par deux gros arbres qui protègent du soleil de midi. Dans son enceinte clôturée d'un mur à plusieurs entrées les gens entrent et sortent dès le lever du soleil. Des chaises et des bancs sont disposés en cercle, du matériel de sonorisation n'est pas en reste pour amplifier la voix des orateurs qui se font appeler « professeurs », « docteurs », « sénateurs », « prophètes » etc.

Le précurseur de la Sorbonne s'appelait Ernesto Kouadio dit « Philo ». Il aurait fait des études de philosophie à l'Université Sorbonne à Paris. Revenu en Côte d'Ivoire il n'aurait pas pu réussir son insertion sociale parce qu'il était pris pour un malade mental. « Philo » parcourait les rues et quartiers d'Abidjan à la manière de Socrate dans l'antiquité grecque pour « enseigner le savoir » avant de s'installer

définitivement dans ce jardin public du Plateau. Là, des gens de toutes les catégories sociales et de tous les genres venaient l'écouter parler de politique, de religion, de science et lui posaient toutes sortes de questions. Par la suite, d'autres personnages, principalement des religieux sortis des temples et mosquée se sont joints à lui. Très critique à l'égard du régime d'Houphouët-Boigny, le fondateur « Philo » sera plusieurs fois arrêté puis relâché. Il meurt en 1990.

De 1982 à 1990 les débats à la Sorbonne étaient dominés par des sujets d'ordre philosophique et religieux. C'était des débats sur la catégorie de l'ETRE opposant souvent Musulmans, Chrétiens, Bouddhistes, Mystiques, Raéliens, philosophes, scientifiques etc. À partir de 1990 et à la faveur du vent de démocratisation qui souffle sur l'Afrique, le débat politique va s'imposer comme sujet principal. Commence alors une période de répression des animateurs de la Sorbonne par les régimes d'Houphouët-Boigny (1990-1993) puis d'Henri Konan Bédié (1993-1999). Ces pouvoirs n'appréciaient pas le développement de l'esprit critique et la formation d'une opinion publique qui leur étaient hostiles. Les services de Renseignements généraux et les forces de l'ordre vont constamment investir les lieux et procéder à l'arrestation des principaux animateurs. De sorte qu'en 1998, sous Henri Konan Bédié, ils seront tous emprisonnés pour être libérés avec le coup d'État militaire du 24 décembre 1999.

En l'an 2000, après le coup d'État, la Sorbonne sort de l'informel. Elle s'institutionnalise en se dotant d'une structure exécutive et d'un comité de contrôle. Avec le conflit armé qui commence le 19 septembre 2002, la Sorbonne va avoir un effet d'entraînement dans presque tous les quartiers d'Abidjan et de certaines villes de l'intérieur qui étaient sous le contrôle du gouvernement central<sup>3</sup>. Des espaces

---

<sup>3</sup> À partir du 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire a été divisée en deux pour cause de conflit militaro-politique. Mais depuis les Accords politiques de Ouagadougou du 4 mars 2007 la situation se normalise, la division géographique du pays n'existe plus.

similaires vont peu à peu se créer sous d'autres noms dans les quartiers d'Abidjan. Ce sont par exemple : « Agoras », « Franc-parler », « Cours suprême », « Parlement », « Conscience noire », « Sagesse », « Les patriotes », « Inch'allah », « Congrès », « Les résistants », « Le Sénat », « Le peuple », « Le panthéon », « Maison blanche », « Le capitole », « La retrouvaille », « Le tribunal », etc. Ces lieux anthropologiques se sont érigés en points d'ancrage géographique de la résistance contre la guerre, et comme le nid du patriotisme ivoirien.

Tout savoir, nous semble-t-il, suppose de bien nommer les choses. Ainsi nous désignons ces espaces pluriels les Sorbonnes. Nous appelons *Sorbonniens* les orateurs et ceux qui animent quotidiennement ces espaces. Nous les appellerons aussi (indifféremment) les porteurs de la parole car ce sont de véritables tribuns, des maîtres de la parole. Puis, il y a ceux qui fréquentent régulièrement ces lieux pour écouter, s'informer, se former et participer aux débats. Nous les appelons les *Sorbonnards*.

Il existe très peu d'études sur les Sorbonnes. Les recherches de Aghi Bahi<sup>4</sup> sur la Sorbonne du Plateau, qu'il appréhende comme un espace public, constituent une porte d'entrée importante pour notre ambition. Encore faut-il cerner le sens du concept d'espace public. Qu'est ce que l'espace public? Comment émerge-t-il? Quelles sont ses figures théoriques? Comment nous permet-il de construire notre problématique sur les Sorbonnes? Ces questions nous permettent d'aborder la question de méthode. Elle constitue le premier chapitre qui nous conduira à énoncer notre hypothèse principale. Nous tenterons la démonstration sur six chapitres. Le deuxième chapitre parcourt les conditions de la naissance de la Sorbonne en 1982. Il

---

<sup>4</sup> Aghi, Bahi est professeur de communication à l'université d'Abidjan Cocody. Il a publié deux articles sur l'espace de la Sorbonne : « L'effet "titrologue" : étude exploratoire dans les espaces de discussion de rues d'Abidjan », *En-quête. Revue scientifique de lettres, arts et sciences humaines*, Université de Cocody, Abidjan, 2001, pp, 129-167 ; « La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue Africaine de Sociologie*, no.7, pp. 1-17, 2003

s'agit de parler du passage de la compression à la libération de la parole lorsque les acteurs sociaux dominés prennent l'initiative de subvertir le système de parti unique avec ses corollaires de pensée unique et de parole unique. Le troisième chapitre traite de la libération de la conscience politique à partir de 1990 lorsque la Sorbonne sortira de la parole métaphysique des années 1980 pour s'ériger en espace politique autonome. Le quatrième chapitre porte sur la structure sociale réelle et symbolique des Sorbonnes. Il vise à montrer la socialité qu'elles expérimentent. Le cinquième chapitre s'intéresse à la manière dont les Sorbonnes tentent d'instituer un nouvel ordonnancement social du politique et comment elles manifestent une subversion du pouvoir des aînés d'hier et d'aujourd'hui. Le sixième et dernier chapitre discute du patriotisme comme une phase importante de la reconstruction sociale du politique dont les Sorbonnes constituent les socles géographiques.



## CHAPITRE I

### CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES

#### 1. État de la connaissance

Quelle que soit la société considérée, l'espace public offre un intéressant site d'expérimentation, d'observation et d'analyse du politique. Que ce soit l'*Agora* dans la Grèce ancienne<sup>5</sup>, les sociétés de la Renaissance, l'*Arbre à palabre*<sup>6</sup> dans l'Afrique traditionnelle où se professe la parole fondatrice du monde<sup>7</sup>, la société moderne bourgeoise analysée par Habermas<sup>8</sup> et la société dite postmoderne, l'espace public est appréhendé comme un lieu matériel et abstrait de rapports sociaux constitutifs du politique.

Après une définition liminaire, nous présenterons la genèse et les figures théoriques de l'espace public depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne. Aujourd'hui, à l'heure de l'hypercapitalisme et du développement des technologies de l'information et de la communication, un certain accord se fait autour de l'idée de la décomposition de l'espace public. Mais est-ce une décomposition ou une mutation des lieux du politique? Plusieurs études se démarquent de l'idée de la crise pour

---

<sup>5</sup> Voir par exemple Meier, Christian, *La naissance du politique*, Éditions Gallimard, traduction française, 1995

<sup>6</sup> L'arbre à palabre est une métaphore pour désigner la place publique du village où se discutent les problèmes touchant la communauté

<sup>7</sup> Voir l'étude de Marcel Griaule sur le peuple Dogon au Mali dans *Dieu d'eau. Entretiens avec Ogotemeli*, Paris, Fayard, 1966

<sup>8</sup> Voir Habermas, Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1962

parler de recomposition ou de mutation de l'espace public. D'autres lieux du politique seraient en structuration sous diverses formes. Nous les parcourons dans un deuxième point. Dans un troisième temps nous parlerons de *l'Arbre à palabre* comme espace d'objectivation de la vie politique dans l'Afrique traditionnelle. Enfin, nous ferons l'état de la littérature sur la nature du politique en Côte d'Ivoire à partir des modèles d'analyse qui ont marqué la période des indépendances à aujourd'hui; ce qui nous conduira à notre objet spécifique d'étude.

### 1.1. Définition liminaire

Les philosophes, sociologues, anthropologues, urbanistes, géographes et architectes se sont intéressés à la problématique de l'espace public. Ils ont dans l'ensemble convenu qu'un espace ne devient public que si des rapports sociaux spécifiques l'instituaient comme tel. L'espace ne parviendrait à la publicité que s'il permettait une vie publique sans tenir compte de la position sociale des usagers. Un espace public serait donc intimement lié à un mode de relation égalitaire en vue de l'expérimentation d'un sentiment d'appartenance et de vivre ensemble.

C'est à Jürgen Habermas que les sciences sociales contemporaines doivent la construction de la notion d'espace public en concept lorsqu'il publie en 1962 *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Dans sa version originale, le philosophe parle de *Offentlichkeit* « sphère publique », traduit en français par « espace public ». Il y a tout de même un hiatus entre les deux termes. *Offentlichkeit* en allemand est une notion abstraite. Il signifie *publicité*, entendue comme le fait d'être public/ouvert/accessible. Chez Habermas, l'*offentlichkeit* s'incarne, il est vrai, dans des *lieux publics* (cafés, salons et clubs), mais sa signification première n'est pas spatiale. Plus qu'un espace physique,

il est une forme sociale; plus qu'un *lieu* de communication, il est un *rapport* de communication.<sup>9</sup>

La traduction française « espace public » renvoie à la notion de spatialité. C'est l'ensemble des espaces de circulation et de rassemblement de la ville accessibles à tous, soit parce qu'ils ne sont en droit la propriété de personne, soit qu'il relève du domaine public institué comme tel par l'autorité publique. Coextensif de la ville, il traduit une idée de l'urbanité. Mieux, c'est l'espace auquel tout le monde a accès sans égard pour la position sociale de chacun tout en observant les règles de bonne conduite et de savoir vivre.<sup>10</sup> Ce sont des *lieux publics* concrets susceptibles d'être investis par des pratiques sociales, des lieux de rencontre plus ou moins institués<sup>11</sup> (cours, églises, marchés, cimetières, etc.), les grandes avenues, les parcs centraux ou promenades aménagés, les artères, les espaces commerciaux, les lieux de mémoire.<sup>12</sup> Cette définition territorialisée traverse l'historiographie de la ville dans les études classiques.

À la notion d'espace public on associe aussi celles de domaine public et d'opinion publique. À l'opposé, il y a l'espace privé, le domaine privé, l'opinion privée. Est public tout ce qui engage l'ensemble de la population, de la *politie*. Il fait appel à la vie politique, à la culture et plus étroitement à l'exercice de la citoyenneté. Le domaine public est celui sur lequel l'autorité publique (par exemple l'État, la municipalité etc.) exerce sa puissance. C'est le domaine de la loi publique. Tandis qu'est du domaine privé tout ce qui n'est pas sous la juridiction de l'autorité

---

<sup>9</sup> Ibid. p.13-14

<sup>10</sup> Voir Edith Heurgon, « Imaginer des espaces publics constitutifs de « nous », dans Édith Heurgon et Josée Landrieu (Sous la direction, *Des « Nous » et des « Je » qui inventent la Cité*, Paris, L'Aube, p.189, 2003

<sup>11</sup> Morsel, J., *Appropriation communautaire du territoire, ou appropriation territoriale de la communauté ? Observation en guise de conclusion*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2005

<sup>12</sup> Driss, N.O, « L'irruption de Makkam Ech-Chahid dans le paysage algérois : monuments et vulnérabilité des représentations », *L'homme et la société*, no.146, 2003, pp.50

publique ou de la loi publique. Autrement dit, le domaine public c'est l'espace du public, celui que les citoyens ont en commun (le bien commun) et qui est politiquement organisé, c'est-à-dire selon Hannah Arendt « où chacun des hommes libres pût s'insérer par la parole et par l'action. »<sup>13</sup> Le domaine public objective la vie publique.

L'opinion publique est celle qui est donnée en public sans crainte pour sa vie. Elle donne un caractère allégorique au concept d'espace public, tout au moins dans la conceptualisation de Habermas. Dans ce cas, espace public et opinion publique se confondent. L'espace public est celui de l'opinion publique, c'est-à-dire l'espace de la circulation des informations nécessaires à la formation du jugement individuel et où la presse peut exercer en toute liberté. Alors qu'est qualifié de privé, tout ce qui ne concerne que les sujets singuliers ou les groupes familiaux.

Cette distinction oppositionnelle public/privé de l'espace est au cœur du droit moderne des sociétés occidentales. En effet, dans son idéal-type occidental, l'histoire des espaces publics illustre la question de leur circonscription et leur qualification par le droit comme domaine distinct des choses appropriables. Sous cet aspect, les travaux d'Albert Rigaudière sur les ordonnances de police dans la France du XIII<sup>e</sup> siècle sont intéressants. La France cherche alors à circonscrire un espace de la norme inappropriable. Le but étant de « délimiter et protéger un groupe de biens dont elles perçoivent, qu'en raison de leur affectation à l'usage de tous et de l'utilisation spécifique qui en est faite, ils doivent être soumis à un régime particulier. »<sup>14</sup>

Or, il y a nécessité de distinguer l'usage social des espaces de leur qualification juridique pour mettre de l'avant le code politique de la question. Car,

---

<sup>13</sup> Arendt, Hannah, *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, pp.192-193

<sup>14</sup> Rigaudière, Albert, *Penser et construire l'État dans la France du Moyen Âge (XIII-XV<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003, p.320

comme le dit Jean-Pierre Van Staëvel de façon précieuse, « ce qui fait le caractère public d'une rue, c'est avant tout l'usage réel qu'en font les passants »<sup>15</sup>. C'est l'usage d'un espace qui lui confère son caractère public et non la qualification ou la proclamation juridique. L'article de Shannon Mc Sheffrey est intéressant à ce propos. Elle montre qu'il y a une historicité de l'idée de *publicité* qui est « *situational as well as spatial* ».<sup>16</sup> La nature spatiale de l'espace devient alors secondaire (mais pas dérisoire) quand intervient la question de son *usage*, comme on peut le voir avec Van Staëvel et Mc Sheffrey, et sa dimension *allégorique* chez Habermas plus haut. Même les urbanistes qui pensaient l'espace public comme l'ensemble des lieux publics concrets en conviennent aujourd'hui. Finalement, il convient de s'accommoder avec la nature ambiguë de la notion d'espace public. Il a une nature spatiale et une nature politique. Sa spatialité est le support de sa nature politique par l'usage qu'en font les usagers. Ces précisions sémantiques faites, passons à présent à la genèse et aux conceptualisations de l'espace public.

## 1.2. Genèse et figures théoriques de l'espace public

Genèse et théories de l'espace public forment un tout. Aussi est-ce en les considérant comme tels qu'allons-nous les traiter. La littérature présente trois modèles canoniques de l'espace public : le modèle grec, le modèle classique, le modèle moderne. Ils constituent historiquement les fondements de la démocratie occidentale. La « postmodernité » manifesterait leur destin.

---

<sup>15</sup> Van Staëvel, Jean-Pierre, « Le quadi au bout du labyrinthe : l'impasse dans la littérature jurisprudentielle mâlikite (al-Andalus et Maghreb, 3<sup>e</sup>/IXe-9<sup>e</sup>/XVe s.) », dans Patrice Cressier, Mirabel Fierro et Jean-Pierre Van Staëvel (dir.), *L'urbanisme dans l'Occident musulman au Moyen Âge. Aspects juridiques*, Madrid, Casa de Velazquez, 2000, pp.39-63

<sup>16</sup> Mc Sheffrey, Shannon, « Place, space and Situation : Public and Private in the Making of Mariage in Late-Medieval London », *Speculum*, no.79, 4, 2004, p. 986

### 1.2.1. Le modèle grec ancien de l'espace public

Les Antiquisants ont une définition territorialisée et instituante de l'espace public. Pour eux, l'espace public renvoie essentiellement à des lieux découpés, marqués, institués comme tel, quelques fois monumentalisés. Selon cette conception, ce sont les *lieux publics* qui structurent et ordonnent la vie sociale. Ils en sont les signifiants. Ils symbolisent en droit une coupure entre ce qui est public, c'est-à-dire qui relève du politique, ouvert à tous, et ce qui est privé c'est-à-dire qui relève de la domesticité, des usages propres aux familles et aux sujets singuliers.

Les auteurs présentent généralement trois types d'espace dans la Grèce ancienne : l'acropole, réservé aux dieux; l'*Agora*, aux hommes et les nécropoles dédiés aux morts.<sup>17</sup> Ces lieux seraient coextensifs de la Cité et font figures de principe organisateur de la vie des Athéniens. Place publique des hommes, l'*Agora* était le lieu concret où les citoyens se rassemblaient pour échanger et discuter des affaires de la Cité, pour vendre et acheter. Ouvert à tous, il bouillonnait de monde affairé à divers usages sans discrimination de position sociale. C'est dans l'*Agora* aussi que les affaires de la Cité étaient débattues et décidées.

L'*Agora* naît d'une rupture radicale du besoin de liberté d'avec les contraintes de la nécessité. Pouvoir échapper au monde archaïque de la domesticité, de l'économique, de l'instrumental et de la communauté tribale, voilà la grande révolution des mentalités qui a présidé à la fondation de la Cité grecque. Les auteurs comme Hannah Arendt et Louis Gernet en esquissent quelques traits en reprenant pour la prolonger la conceptualisation de la Politique aristotélicienne. Selon Louis

---

<sup>17</sup> Voir par exemple, Sauvage, André, « Éveil à l'espace public » dans Jean-Yves Toussaint, Monique Zimmermann, sous la direction, *User, Observer, programmer et fabriquer l'espace public*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2001, pp.23-31

Gernet<sup>18</sup>, la Cité athénienne s'est fondée essentiellement sur la mise à distance et la décadence de la société tribale. Elle « s'est ritualisée dans les repas du *Prytanée* » dans diverses cérémonies qui mirent en scène l'unité de la communauté civique. L'avènement d'un droit de cité formalisait son unité politique. Comme le dit justement Arendt, la *polis* « n'est précisément construite qu'en vue de l'espace public, la place publique dans laquelle ceux qui sont libres et égaux peuvent se rencontrer à toute heure. »<sup>19</sup> L'ordre politique éclairant de la Cité s'autonomise par rapport à l'ordre obscur de la domesticité, de l'économique, l'*oikos*. Cette opposition radicale est présentée par Hannah Arendt en 1961.<sup>20</sup> Politique et sphère publique sont une seule et même chose. La politique renvoie à l'action commune, concertée, et elle vise le meilleur gouvernement de la cité après discussion, tandis que la sphère privée renvoie à « une rationalité qui ne porte pas sur la discussion des fins de la Cité, mais sur la bonne adaptation des moyens à mettre en œuvre en vue d'une fin donnée et non discutée. »<sup>21</sup> Celle-ci n'a rien à voir avec l'espace public, donc avec l'activité politique. La sphère privée accepte la domination, la contrainte du maître sur l'esclave, du père sur la femme et les enfants. Ici gouverne la *nécessité* alors que « la sphère publique est idéalisée comme un règne de la liberté (au sens des Anciens), une liberté s'exprimant dans un droit égal de tous les citoyens à participer directement aux affaires publiques. »<sup>22</sup> Par conséquent, se rendre à l'*Agora* était pour les Athéniens un acquis majeur; car ils sortaient de l'enclos de la tyrannie du maître pour celui de la liberté où ils pouvaient rencontrer et parler avec les autres. La Cité s'offrait ainsi en sanctuaire commun de la tranquillité pour ceux qui avaient osé franchir le seuil de la maison pour s'y aventurer en citoyen libre.

---

<sup>18</sup> Gernet, Louis, *Anthropologie de la Grèce antique*, Paris, Ed. François Maspéro, 1968, pp.392-393

<sup>19</sup> Arendt, Hannah, *Qu'est ce que la politique?*, Paris, éd. Seuil, 1995, p.62

<sup>20</sup> Arendt, Hannah, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Levy, 1961

<sup>21</sup> Ferry, Jean-Marc, « Les transformations de la publicité politique », dans *Hermès Cognition Communication Politique*, Paris, éd. du Centre National de la Recherche Scientifique, 1989, pp.15-26 (citation, p.16)

<sup>22</sup> Ibid.

Cela nous amène à considérer une autre expérience des Cités grecques de l'espace public présentée par Marcel Détienne se rapportant à la *publicité*.<sup>23</sup> Ici, l'espace public ne se résume pas à des lieux publics concrets liés entre eux. Il est défini par le principe de *publicité*, précisément celle des lois. Détienne affirme qu'à partir de 600 av. J.C. les lois écrites apparaissent en Gr  ce et sont affichées dans les endroits publics comme l'Hestia *koin  *, le foyer commun de la Cité, et sur les murs de certains grands sanctuaires pour les faire connaître. Dès lors, la Cité en fait la publicité. La publicité étant entendue à la fois comme ce qui appartient à l'ensemble de la communauté, et comme la qualité de ce qui est rendu public. Les lois doivent être publiées dans les lieux les plus fr  qu  nt  s afin que les décisions concernant la Cité soient visibles par tous ceux qui le désirent. Selon Détienne, « ce principe de publicité des lois joue un rôle structurant dans la création de l'espace public ». L'écriture est alors une nouvelle forme d'action sans équivalent dans les pratiques politiques antérieures. Elle circonscrit la sphère du bien, du *koinon*.

L'espace public en Gr  ce ancienne ne se limite pas aux lieux institués ou au principe de *publicité* des lois. Vincent Azoulay souligne que l'espace public y a aussi un caractère abstrait. Il désigne l'ensemble des circuits par lesquels les nouvelles se transmettent en dehors des canaux officiels d'information se situant au-delà du cadre des délibérations. Ce sont par exemple les ateliers d'artisans (coiffeur, barbier, cordonniers) possédant une masse d'informations; dans les associations religieuses ou non, les phratries ou même de simples rencontres dans l'*Agora*.<sup>24</sup>

Toujours dans son sens abstrait, l'espace public c'est également l'usage politique et critique de la raison: l'espace de la circulation des savoirs. On retrouve

---

<sup>23</sup> Détienne, Marcel, « L'espace de la publicité, ses opérateurs intellectuels dans la cité », dans M. Détienne (  d.), *Les savoir de l'écriture en Gr  ce ancienne*, Presses Universitaires de Lille, 1992, pp.29-81

<sup>24</sup> Azoulay, Vincent, « L'espace public : un concept opératoire en histoire grecque ? », <http://lampo.univ-paris1.fr/W3/espacepubliccitesgrecques.pdf>



dans la littérature des Antiquistes que dans l'Athènes du Ve et IVe siècle des espaces se sont développés à l'écart de ceux institutionnalisés formant le système démocratique. Ces espaces interstitiels étaient des lieux de discussion et de confrontation que furent les *symposia*, les gymnases, les banquets privés, remplacés plus tard au IVe siècle par les écoles de philosophie. Espaces de circulation d'idées et de savoirs, ils ont favorisé la naissance d'une culture politique et intellectuelle ainsi que l'invention d'un nouvel usage politique et critique de la raison.

Toutefois, l'espace public en Grèce ancienne ne peut être saisi uniquement dans le miroir habermassien, comme le fait Vincent Azoulay. Il faudrait comprendre son émergence comme quelque chose qui fait signe au politique en ce qu'il symbolisait un support de « la reconnaissance d'altérité entre citoyens grecs et de coopération stable en cours d'accomplissement en démocratie. »<sup>25</sup> Qu'en est-il du Moyen Âge?

### **1.2.2. La conceptualisation classique de l'espace public**

Le recours aux études sur le Moyen Âge apporte un autre éclairage qui renseigne le chercheur sur l'historicité de l'espace public. Pour les historiens de cette époque l'espace public est le fruit des luttes sociales et des aspirations morales des sociétés européennes de la Renaissance. Enjeux des guerres de religion et de la paix civile, l'émergence de l'espace public donne une idée nette de la distinction privé/public dans son acception moderne.<sup>26</sup> En effet, la philosophie politique situe dans la période du XVIe siècle l'origine de la distinction du public et du privé. Elle

---

<sup>25</sup> Sauvage, André, Art.cit, dans op.cit, p.25

<sup>26</sup> Voir Tarento, Dominico, « La métamorphose du privé. Réflexion sur la catégorie et son usage par Le Vayer », dans *Libertinage et philosophie au XVIIe siècle*, no.3, 2000, pp.45-66,

est construite par Montaigne comme le dit Gérard Hakam.<sup>27</sup> L'affirmation de l'opinion individuelle sur la place publique fait courir des risques d'éclatement de la paix civile. Les opinions personnelles n'intéressent pas la société politique. Selon Montaigne, tel que cité par Hakam, « il y a un grand amour de soy et présomption d'estimer ses opinions jusque-là que, pour établir, il faille renverser une paix publique et introduire tant de maux inévitables ».<sup>28</sup> Se détourner de l'expression du moi, de ce qui relève du privé était alors un moyen de conservation de la paix civile. En renvoyant dans le privé les opinions individuelles, l'État s'arroge le monopole du public et jette ainsi les bases de l'absolutisme fondé sur la « raison d'État » ou « le secret d'État ».

Sur cette trajectoire, Olivier Christin explique l'institution d'un espace public savant issu des altercations religieuses au XVI<sup>e</sup> siècle. Pour lui, les querelles religieuses (entre protestants et catholiques) institutionnalisées par la monarchie dans les années 1550-1560, puis à partir de 1598, appellent la création de cadres réels et idéels à leur expression. Cela se fait précisément, d'une part, en garantissant un espace de parole libre, officiel et public; et d'autre part en permettant un cérémoniel civilisé et normalisé réservé uniquement aux « techniciens » de la parole. En accordant ce droit, l'État met fin, du moins pour un temps aux violences physiques et verbales tout en laissant éclore une

sphère publique – voire une opinion publique – pacifiée (...) Comme pour le duel, la liberté des agents ne s'exerce donc que dans le cadre et les formes reconnues par la monarchie. Mises en scène pour une « opinion publique » que le roi entend former et contrôler, les disputes participent ainsi de la double émergence de l'espace public et de l'autonomie académique modernes, inséparablement liés.<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> Nakam, Gérard, *Les Essais de Montaigne, miroir et procès de leur temps. Témoignage historique et création littéraire*, Paris, Slatkine, 2001

<sup>28</sup> Ibid. p.47

<sup>29</sup> Christin, Olivier, « La formation étatique de l'espace savant. Les colloques religieux des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles », *Actes de recherche en sciences sociales*, no.133, juin 2000, pp.53-61

Ainsi, les affrontements religieux prennent une allure politique et les différentes positions ou idéologies s'affrontent sur l'arène publique. Celle-ci étant l'ensemble des lieux publics et les lieux de sociabilité de la ville. Les prédications, érigées en « parole instituée »<sup>30</sup> s'étendent au-delà des églises pour envahir tout l'espace de la ville. L'analyse d'André Sauvage sur la période considérée est empreinte de cette histoire des « altercations constructives » entre les autorités ecclésiastiques, les Juifs et les Franc Bourgeois dans les nouvelles villes nées de la chute de l'empire romain.<sup>31</sup>

La reconstruction de la genèse de l'espace public que fait R. Koselleck<sup>32</sup> est incontournable. Il explique comment à partir du XVI<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale et devant le risque de chaos que constituent les guerres de religion, la sauvegarde de l'unité sociale a nécessité l'expulsion de l'opinion et des croyances dans la sphère privée. La conscience individuelle doit être privatisée afin que s'affirme le domaine public ou s'exerce le monopole de la puissance de l'État. Idéologiquement neutre, le domaine public est réglé par une nouvelle raison, différente de l'opinion : la raison d'État. Toutefois, souligne Koselleck, le domaine public n'est pas élevé au niveau de l'espace public. Il est placardé dans l'espace de la « raison d'État » et du « secret d'État » lorsque « la monarchie construit au-dessus des religions un champ d'action rationnel déterminé par l'État et la politique. »<sup>33</sup> Dans ce cas, l'État ne peut impulser une ouverture à la *publicité*. Celle-ci sera l'œuvre d'une dynamique venue d'« en bas » instruite par la force de la critique qui opère un déplacement du domaine public à l'espace public. Ce sont les personnes privées rassemblées dans les salons, les clubs, les cafés qui, constituant les premières « sphères publiques » bourgeoises assurent cette transsubstantiation du domaine public en espace public. La libre

---

<sup>30</sup> Martin, Hervé, « La chaire, la prédication et la construction du public des croyants à la fin du Moyen Age », *Politix*, no.26, 1994, pp.42-50

<sup>31</sup> Sauvage, André, Art.cit, dans Op.cit., pp.25-27

<sup>32</sup> Koselleck, Reinhart, *Le règne de la critique*, Paris, éd. Minuit, 1979

<sup>33</sup> Ibid., p.14

affirmation, d'abord détournée puis ouverte de la conscience individuelle par le jeu de la critique fut l'instance morale où les individus interrogeront l'État et la politique. Le citoyen en devenir règle ses comptes à la raison d'État par la critique jusqu'à ce que celle-ci investisse tout le corps de la société civile constituée en une sphère publique dirigée contre l'État. On retiendra que pour R. Koselleck, « les guerres de religion » européenne auraient donc ouvert le chemin à l'éclosion d'un espace public politique orienté par le « règne de la critique ».

L'historicité de l'espace public au Moyen Age permet de voir la montée fulgurante de la bourgeoisie comme force sociale instruite par le principe de la parole et de la critique, donc par le *principe argumentatif*. Corollairement, c'est le sens même de l'espace public qui change. Il ne se réduit plus à l'espace physique. Sa conception spatiale est mise à l'épreuve en même temps que la délimitation étanche entre public et privé, dès lors que c'est le principe de la critique qui gouverne l'espace public. Celui-ci acquiert alors un sens *abstrait* qui rend intelligible la configuration de la politique au cœur de ce règne de la *critique* qui s'impose dans les Lumières. Nous sommes ainsi conduits à la conceptualisation de l'espace public moderne bourgeois.

### 1.2.3. L'espace public moderne bourgeois

Le repère conceptuel obligé de cette époque est celui de Jürgen Habermas. Dans sa conceptualisation, l'espace public s'inscrit dans le mouvement historique et politique bourgeois, celui de la *publicité* au XVIIIe siècle. Pour Habermas c'est le concept kantien de *publicité* qui donna à l'espace public bourgeois sa structure théorique parfaite. Chez Kant, la notion de *publicité* est la pierre angulaire d'une structure théorique achevée garantissant la symbiose de la politique et de la morale.<sup>34</sup> Au sein de la société occidentale du XVIIIe siècle naît un « espace public » ou une

---

<sup>34</sup> Kant, I. « Réponse à la question. Qu'est ce que les Lumières ? » in *Vers la paix perpétuelle*, Paris, Flammarion, 1991, p.45

« sphère publique » comme un principe fondamental du mouvement des Lumières en tant que principe de liberté consistant à faire un *usage public de la raison*. Cet usage public de la raison est lié à la production d'œuvres littéraires, puisqu'il est « celui qu'en fait quelqu'un en tant que savant devant l'ensemble du public qui lit »<sup>35</sup>. En d'autres termes, par son écrit, un auteur fait un usage public de sa raison dans le pont qu'il étend avec un public.

S'inspirant de Kant, Jürgen Habermas élabore sa théorie de l'espace public bourgeois. Pour lui, c'est « l'intérêt d'ordre public porté à la sphère privée qu'est la société bourgeoise, mais pris en compte par les sujets qui y voient leur affaire propre. »<sup>36</sup> Il est le produit d'un lent processus de la possibilité de se rassembler sans tenir compte des identités sociales de chacun au profit d'une égalité sur la capacité de chacun à émettre une opinion en usant publiquement de son raisonnement. Par contraste avec le Moyen Age, l'espace public propre à la modernité « est fondé sur l'affirmation, face au pouvoir, dont l'appartenance à la société est désormais postulée ou du moins réclamée, de l'existence d'un domaine unifié d'intérêts communs rationnels et légitimes dans lequel la recherche de l'avantage individuel coïncide idéologiquement avec la réalisation du bien commun. »<sup>37</sup>.

À la base de cette sphère publique, il y a une logique économique et médiatique. Ce sont les transformations structurelles liées aux activités de la bourgeoisie qui ont présidé à sa naissance. Cette classe considère que l'échange libre est un principe inaliénable de la vie en société : échange commercial, mais aussi libre circulation des informations nécessaires pour commercer et pour organiser la production. Initialement protégée par le secret d'État, la circulation des informations

---

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> Op.cit., p.38

<sup>37</sup> Alain Caillé, « Aporie du rationalisme individualiste méthodologique », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XXVI, no.82, 1988, p.143-156; « Nature du don archaïque », *Revue du MAUSS*, no.12, 1991, pp.51-78

se développe à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre (surtout) et en France au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le développement de la presse rend possible l'échange d'informations et d'opinions.<sup>38</sup> Le public lecteur est composé essentiellement de citadins et de bourgeois. Ceux-ci ajustent désormais leurs manières de lire aux nouvelles publications, particulièrement à l'avènement de l'analyse critique dans la presse quotidienne. Au sein de la sphère privée se constitue un réseau dynamique de communication publique. Il s'est alors mis en place de nouvelles formes de vivre ensemble sur la base de la discussion et de l'usage de la raison. Les discussions ont lieu dans les cafés, les salons, les réunions d'habitues où chacun donne son opinion et son jugement sur les informations diffusées par les journaux. Les personnes privées rassemblées en un public font usage de leur raison comme moyen de s'opposer au pouvoir. On essaie de passer de la critique littéraire à la critique politique. Le principe de *publicité* de l'information est dans les faits un principe de contrôle que le public bourgeois exerce sur le pouvoir pour mettre fin à l'autoritarisme de l'État absolu. Fondateur d'une véritable sphère publique, le principe de *publicité* circonscrit dès le XVIII<sup>e</sup> siècle un nouvel espace politique à l'interface entre l'État et la société civile. La sphère publique bourgeoise assure la médiation entre la société et l'État. Cette médiation demande que soit progressivement reconnue une opinion publique, c'est-à-dire un savoir et des aspirations élaborées dans un lieu rationnel de discussion collective. Habermas souligne de la sorte comment s'est constitué un espace public comme fondement d'une compétence politique et de la citoyenneté. Élément de transformation des mécanismes de légitimité politique, la publicité conduira à l'émergence de la notion de citoyenneté et à la concurrence électorale portée par un ensemble de mécanismes institutionnels : les structures de l'État constitutionnel, les élections, la presse et la publicité des débats parlementaires, donnant naissance à la démocratie représentative. En somme, d'après Habermas il n'y a d'espace public que dans l'association inaliénable de ces attributs : intermédiation de la sphère privée et

---

<sup>38</sup> Habermas, Op.cit., p.31

de celle de l'État, rationalité argumentative des débats, centrage sur les thèmes politiques d'intérêts public. Cet espace public bourgeois permet à l'État moderne de prendre forme.

#### 1.2.4. Crise et recomposition de l'espace public

Dans sa théorisation, Habermas en arrive au constat de la crise de l'espace public moderne. La modernité, selon lui, entraîne une dégradation radicale du fonctionnement de l'espace public avec l'emprise de l'intérêt économique. Celui-ci étant devenu le principal moteur de la production de l'information médiatique. L'accès à tout prix au public de plus en plus élargi requiert une manipulation du contenu de l'information pour répondre à ses besoins et à son niveau psychologique. Dans ces conditions, la dimension rationnelle propre au principe de *publicité* disparaît. Ce qui compte désormais c'est de « maintenir la consommation à un niveau déterminé par les lois du marché. »<sup>39</sup>

L'espace public traduit l'idée d'une crise du politique entendu comme lien, constate à son tour Thierry Hentsch.<sup>40</sup> Il n'existerait plus cet espace public où se tenait ensemble une communauté pour débattre des questions d'intérêt général. Il n'y aurait plus ces espaces de discussion qui ne réduisent pas la démocratie à l'instant du vote. Le vivre ensemble semble devenir un agrégat d'intérêts. La recherche effrénée de la richesse, des biens de consommation et du bien être social imposerait à l'humain l'oubli de lui-même et l'oubli des autres. *L'hyper-individualisation* de la société rend de plus en plus difficile la discussion autour des questions d'intérêt général.

---

<sup>39</sup> Habermas, Jürgen, Op.cit. p.38

<sup>40</sup> Hentsch, Thierry, *Introduction aux fondements du politique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002, p.11

Le XIXe siècle constitue un tournant dans cette crise du politique. En effet, la naissance de la démocratie de masse au milieu du XIXe siècle constitue une rupture dans la flèche de l'histoire de l'espace public politique. De prime à bord, l'opposition radicale entre le public et le privé s'est considérablement dissoute dans les méandres de la vie sociale, dans l'élément « social ». Ensuite, l'âge d'or de la critique semble régressé au profit du règne de l'opinion publique avec son pendant de despotisme de la majorité que Alexis de Tocqueville n'a pas manqué de dénoncer. Il y a une transsubstantiation du sens de « l'opinion publique ». Ce n'est plus cette opinion éclairée dont parle Habermas. Elle n'est plus ce concept normatif des Lumières se formant par l'usage de la raison. L'opinion publique se construit désormais dans ce que Bernard Miège appelle « relations publiques généralisées » instruites par les transformations radicales des formes de communication sociale. Les relations publiques généralisées désignent : l'émiettement d'avis privés incluant un plus grand nombre de personnes où se font entendre des intérêts fragmentés, voire antagoniques; l'affaiblissement du poids du discours argumenté selon « le modèle canonique » exclusif des modalités de participation et de constitution de l'espace public. Enfin, les fonctions de l'espace public s'élargissent en même temps qu'il se fragmente avec les espaces de communication auxquels la grande majorité des citoyens participent comme spectateur (la télévision), et des espaces de communication réservés à des cibles avisés (la presse professionnelle).<sup>41</sup> Le nouvel espace public en travail dit Miège,

a peu à voir avec le modèle habermassien. Ses caractéristiques paraissent être : l'asymétrie (en raison de l'importance grandissante des dispositifs communicationnels – aujourd'hui utilisés par la plupart des institutions sociales – et qui mettent les sujets citoyens en situation d'« interaction partielle »; la diversification des modalités d'exercice (qui ne se limite plus à l'usage du discours argumentatif); l'éclatement et même le morcellement en « espaces » qui se juxtaposent, voire se superposent; l'inégalité de participation selon les classes et groupes sociaux (en fin de XXe siècle, les classes populaires n'en sont pas exclues comme plus d'un siècle auparavant; mais elles ne prennent part qu'occasionnellement ou par le biais de dispositifs de masse (...); et enfin une

---

<sup>41</sup> Miège, Bernard, *La société conquise par la communication. Logiques sociales*, Grenoble, PUG, 1989



tendance à une certaine interpénétration avec une vie professionnelle ainsi qu'avec l'espace privé.<sup>42</sup>

Par conséquent, la nature publique de l'opinion, sa représentation comme expression de la volonté générale ne saurait être dorénavant, comme dans le bon vieux temps, considérée comme la norme. D'où la crise de la *Publicité* au sens bourgeois du terme. L'avènement politique de la société de masse consacré par l'institution du Suffrage universel prolonge cette crise; remettant ainsi en cause les idéaux démocratiques proclamés au XVIIIe siècle. La rupture entre l'opinion et la raison est consommée à tel point que la souveraineté populaire et sa représentation parlementaire (démocratique) ne pouvaient s'en tirer indemnes. Il est devenu donc difficile d'espérer une rationalité politique d'un espace public démocratique étendue à un nombre hétérogène d'opinions individuels et de groupes où s'exprime la multiplicité antagonique d'intérêts partiels de la société civile. L'enjeu, c'est en soi la représentation démocratique. L'espace public occidental porte, en le renforçant, en héritage le fardeau de la crise de la démocratie représentative. « La société de masse démocratique, dit Jean-Marc Ferry, ne peut plus mobiliser l'éthique de la conviction démocratique pour ériger en puissance politiquement responsable sa propre sphère publique, c'est-à-dire la *Publicité* résultant de sa propre mise en scène dans l'espace politique. »<sup>43</sup>.

Cette conscience de la crise de l'espace public occidental est éclairée de sa lumière par l'instrumentalisation de la ville à travers la nouvelle logique capitaliste. Cette logique, à suivre R. Sennett, va de pair avec « la privatisation, la massification de la production et de la consommation, et la sécularisation de la société ».<sup>44</sup> Cette dynamique qui fait perdre de sa légitimité à l'espace public a réussi à mouler les outils des nouvelles technologies de communication et d'information en fonction de

---

<sup>42</sup> Ibid., p.166

<sup>43</sup> Ferry, Jean-Marc, Art.cit., p.19

<sup>44</sup> Sennett, R., *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil, 1979, p.27

ses propres impératifs. Elle a ainsi changé un certain nombre de villes en points d'ancrage de réseaux économiques transnationaux, a également enclenché une progressive disparition des cadres de la vie publique au profit de sa privatisation. Certes, les espaces publics ne disparaissent pas, pas plus qu'ils ne sont rayés d'un seul coup de l'espace de la ville. Mais le sens qu'on leur conférerait change et évolue de manière à ne plus les voir que comme des lieux dédiés à la circulation. La dévalorisation des espaces publics, réduits à la simple mobilité et au rang de simple patrimoine ne peut que conforter le processus de leur privatisation pour ne plus assumer que les fonctions marchandes et ludiques.<sup>45</sup> Désormais les espaces privatisés comme les parkings des supermarchés sont appréhendés comme le cadre de référence de la vie publique. Ce qui laisserait entendre que les espaces publics pensés uniquement pour le consommateur pourraient devenir les lieux de la construction d'une identité collective. Or justement ces lieux publics privés sont l'image vivante de la crise de l'espace public en tant que lieu de rencontre des citoyens pour discuter des affaires touchant le bien commun.

La *Publicité* sortie de l'idéal candide bourgeois n'est plus fondée à voir dans le pouvoir politique des lois l'image de la représentation de sa puissance; en tout cas si on considère toujours la loi comme expression de la volonté générale. Cependant, peut-on négliger la réalité de l'espace public sous prétexte qu'il est devenu désuet sous l'effet de l'hyper-modernisation? Ou alors faut-il constater que l'espace public n'a pas disparu, mais se recompose? Des auteurs abondent dans cette dernière perspective.

---

<sup>45</sup> Ghorra-Gobin, Cynthia, (Sous la direction), *Réinventer le sens de la ville : Les espaces public à l'heure globale*, Introduction, Paris, L'Harmattan, 2001, p.8

### 1.2.5. Recomposition de l'espace public : l'ère de la modernité tardive

Pour plusieurs auteurs, en cette époque de la modernité avancée, ou de la modernité tardive (pour parler de postmodernité) des innovations sociales revitalisent l'espace public en lui donnant un nouveau sens. Aujourd'hui, l'identité collective en construction se ferait par *le bas* : la société civile réussit à imprimer sa marque sur la scène politique par la mise en scène d'autres schèmes de légitimité du politique et du pouvoir. En parvenant à saisir ces nouvelles modalités de production de la sociabilité, les sciences sociales décèlent les nouvelles fonctions civilisatrices de l'espace public en recomposition. La recomposition ne signifie pas ici décomposition. Elle instruit l'idée que la modernité est éclatée. L'allégeance à un corps social ou politique défini par *le haut* ne va plus de soi. Des innovations sociales et les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent aux citoyens de construire d'autres formes de liens sociaux, de nouveaux espaces publics où ils expriment leurs opinions, et leur capacité à construire de nouvelles formes d'identité et de citoyenneté. Sur ce terrain, la rue, la démocratie électronique, les arts de la rue, les échanges sur le Web, et nouvelles technologies d'information et de communication (dans la perspective sociale et politique), les sondages d'opinions sont autant de figures recomposées de l'espace public. En un mot, elles représentent des formes d'énonciation du politique qui raniment l'idée de l'espace public aujourd'hui.

Sur la rue, Annelise Ballegaard Petersen montre qu'elle n'est pas simplement destinée à la circulation, à la mobilité comme on le croit bien souvent. Elle est bien plus un espace où les citoyens échangent leurs convictions et communiquent leurs revendications politiques. La rue, selon elle, est un champ de bataille et de symbolisation. Elle accueille le spectacle de la vie parce qu'elle est un espace ouvert. La rue accueille tous les citoyens quels que soient leur sexe et leur position sociale. On y communique, on y échange des marchandises de tous genres, le sexe, l'argent,

des paroles et des regards. C'est en vertu de cette multitude possibilité de son utilisation que la rue est susceptible d'être le théâtre de la vie telle qu'elle se déroule dans la ville.<sup>46</sup>

Dans la figure culturelle de l'espace public, Philippe Chaudoir affirme qu'au début des années 1970 se développe en France une forme d'événements festifs particuliers appelés ordinairement aujourd'hui « Arts de la rue ». Même si cette forme d'investissement de l'espace urbain n'est pas nouvelle, elle assume cependant son temps. Ce développement de manifestation festive traduit en réalité une crise urbaine, sociale et politique, puisque ces interventions culturelles redonnent sens à la vie urbaine et à l'animation de la ville. Contrairement à l'idée que la ville aurait perdu sa capacité de fréquentation publique et, plus globalement, que le lien social en ville se dissout, les nouvelles formes d'investissement culturel prennent le pari volontaire d'un "déblocage" de l'ordre urbain par le surgissement d'une vie publique. Cette forme d'intervention culturelle est bien plus politique qu'on ne pourrait le croire.<sup>47</sup>

Dans la perspective d'une nouvelle forme de citoyenneté technologique, Stefano Rodotà aborde la problématique de *la démocratie électronique*.<sup>48</sup> Selon lui, le développement des technologies de l'information et de la communication en supprimant les frontières territoriales et en défiant l'espace et le temps, redessine les lieux du politique. Cette nouvelle réalité n'est pas seulement l'expression d'un modèle politique particulier. Elle met surtout en scène une mutation profonde de la société globale. La démocratie dépasse son modèle représentatif et celui de démocratie directe. La nouvelle démocratie qu'impulsent les technologies de

---

<sup>46</sup> Petersen, Annelise Ballegaard, « Sert uniquement à faire circuler » dans Larsen, Svend Erik et Petersen, Annelise Ballegaard, *La rue, espace ouvert*, Odense university Press, 1997, pp.169-195

<sup>47</sup> Chaudoir, Philippe, « Des arts de la rue : l'émergence d'une nouvelle forme d'investissement de l'espace urbain » dans *Discours et figures de l'espace public à travers les « Arts de la rue »*. *La ville en scène*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.25-30 et pp.59-69

<sup>48</sup> Rodotà, Stefano, « L'avènement de la technopolitique », *La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques*. Éditions Apogée, 1999, pp.25-33 et 34-49

l'information et de la communication est la démocratie *continue*. Car, quel que soit l'endroit où se trouvent les citoyens et de manière continue, ils peuvent s'exprimer et participer quotidiennement au processus politique. La démocratie ne se réduit plus seulement au moment des élections. La communication électronique offre à tout citoyen la possibilité de participer à la vie politique. Les forums de discussion sur internet, les échanges de tous genres qui s'y font manifestent une nouvelle configuration de l'espace public et de nouvelles expériences politiques.

Il est vrai qu'avec le réseau électronique, l'association d'une communauté à un territoire ne va plus de soi. Mais la déterritorialisation ne semble pas à ce point créer ces effets de déracinement et de délocalisation. L'internet, selon André Fortin,<sup>49</sup> peut au contraire devenir un lieu de réaffirmation des identités territoriales. En même temps que les territoires s'étendent et trouvent de nouvelles dimensions. Cette réaffirmation de l'identité est aussi bien celle des identités individuelles que collectives. Cela exige un espace social. Les liens sociaux les plus solides ne se forment pas nécessairement avec les gens les plus proches géographiquement. Les outils de communication actuels permettent des liens serrés par-delà les continents. Sur le Web, la communauté cherche à se représenter autrement que par le passé. Le Web se présente comme une nouvelle place publique où tout le monde peut faire entendre sa voix, diffuser des textes, des images, des sons. Le cyberspace est un lieu d'expérimentation sociale. Support de réseaux personnels et communautaires, le cyberspace est un espace de sociabilité et de socialisation.

La formation démocratique d'une *opinion* est au cœur de la recomposition de l'espace public. Le vote au suffrage universel a été pendant longtemps l'unité de mesure publique. Les élus et les partis politiques en constituaient la réalité. La presse

---

<sup>49</sup> Fortin, André et Sanderson, Duncan, L'introduction : « Internet. Projets identitaires, projets de société? », et chapitre 3 : « Le cyberspace. Lieu ou non-lieu? », *Espaces et identités en construction. Le Web et les régions du Québec*, Montréal, Éditions Nota bene, 2004, pp.7-11 et pp.37-52

de masse s'en faisait l'écho. Mais aujourd'hui, ce système de représentation serait en crise. Cette crise est accompagnée par l'importante utilisation des sondages et le rôle des médias de masse dans l'information politique. Patrick Champagne traite de cette incursion des sondages comme modalité de publicisation des opinions.<sup>50</sup> Les sondages d'opinion élargissent l'espace public. Finis les temps où l'opinion publique n'était que l'opinion des minorités politiquement actives, c'est-à-dire les parlementaires et élus du peuple. L'opinion publique était l'opinion que les élites politiques jugeaient bonne pour eux et pour le peuple. Avec le développement de l'industrie de sondage un grand nombre de citoyens est amené à s'exprimer sur des aspects de la politique d'un parti politique, des gouvernants, ou simplement sur des enjeux qui touchent la société. Les élus et les partis n'ont plus le monopole de la production de l'opinion publique. Aujourd'hui, la formation de l'opinion publique, pense Champagne, est d'une part, liée au mode de légitimation des rôles des médias, des institutions de sondage et des conseillers en communication vis-à-vis de la classe politique. Elle assume d'autre part, une fonction de régulation ou de gestion des représentations collectives.

Ce parcours historique laisse découvrir que l'espace public occidental traduit une auto-institution explicite de la société comme espace de la démocratie. Dans sa flèche du temps qui part de la Grèce antique à ce que certains appellent aujourd'hui la postmodernité, l'espace public modèle et remodèle le sens du politique. Dans le fond, c'est une structuration particulière de la praxis sociale. Espace public et démocratie sont intrinsèquement liés.<sup>51</sup> Le politique cesse d'être artificiellement emprisonné dans un champ séparé de la praxis sociale. Et la démocratie n'est pas qu'un agrégat de mécanismes institutionnels permettant l'exercice des libertés et droits fondamentaux des individus et collectivités, mais elle est plus hautement « une forme de société ».

---

<sup>50</sup> Champagne, Patrick, « Opinion publique » et débat public » dans Isabelle Paillart (sous la direction) *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, 2000, pp.17-36

<sup>51</sup> Levasseur, Carol, *Incertitude, pouvoir et résistances : les enjeux du politique dans la modernité*, Québec, Presses universitaires de Laval, 2006, p.328

C'est-à-dire « une société qui s'interroge sur elle-même, qui se questionne en permanence et remet en cause constamment ses structures les plus profondes, ses modes de fonctionnement, ses formes d'organisation quotidienne, ses règles de jeu, ses valeurs et ses orientations fondamentales. »<sup>52</sup> Ainsi compris, l'espace public occidental est l'horizon de production du politique. Quel est l'horizon africain et ivoirien de cette production?

#### **1.2.6. De l'arbre à palabre africain à l'État ivoirien postcolonial**

L'analyse du politique en Afrique ne peut faire l'économie de deux phénomènes : l'*arbre à palabre* et l'État moderne. Si le deuxième a retenu plus d'attention de la part des sciences sociales en général, et de la politologie africaniste en particulier, il n'en est pas de même pour le premier. Pourtant, il nous semble que s'il y a lieu de parler de politique en Afrique il est impossible de ne pas considérer l'*arbre à palabre* comme son horizon premier, son sol de naissance.

##### **1.2.6.1. L'arbre à palabre comme figure du politique en Afrique traditionnelle**

C'est principalement l'ethnographie coloniale, l'anthropologie et les œuvres littéraires africaines qui se sont penchés sur l'*arbre à palabre* comme forme d'organisation et de gouvernement des sociétés traditionnelles africaines. Il faudra véritablement attendre les années 1990 pour que l'*arbre à palabre* fasse l'objet d'attention de la part de la science politique et de la philosophie politique africaine. Cette attention, disons-le net, reste toutefois encore marginale.

L'*arbre à palabre* est une métaphore de l'espace public du village où se réunissent les villageois pour débattre librement et prendre des décisions concernant

---

<sup>52</sup> Ibid. p.329

la communauté. Originellement, le mot palabre vient de l'espagnol « palabra » qui signifie parole, discussion longue et oiseuse. Mais au-delà du cliché colonial présentant la Palabre comme des discussions interminables et inorganisées, la *Palabre* est une manifestation structurée de la parole. Dans sa dimension spatiale, elle désigne un espace concret, la place publique du village. Dans son acception abstraite, c'est l'espace de la parole. La *Palabre* c'est la parole fondatrice du monde. C'est ce que l'ethnologue Marcel Griaule découvre chez les Dogons au Mali qu'il présente dans *Dieu d'eau*.<sup>53</sup> C'est par la parole que tout vient au monde. C'est par elle que la communauté recoud le lien social brisé par ses errements, de sorte à maintenir la stabilité du vivre-ensemble. C'est le sens de l'image du tisserand dans *Dieu D'eau*. Elle est l'horizon par lequel se saisit le politique en ce qu'elle pose la question de la socialité immédiate.

Considéré par plusieurs auteurs comme le principal système sociopolitique précolonial, la *Palabre* est à la fois une institution juridique et politique. Comme institution juridique, elle est un tribunal dont le but est de rétablir la paix troublée au sein de la communauté. Par exemple selon Octave Nicoué Broohm, la *Palabre* est un espace de « débat ouvert, contradictoire et public qui vise à réduire la violence contenue dans le conflit et partant à rétablir la paix troublée dans une communauté donnée. »<sup>54</sup> Atangana disait à cet effet que « c'est la violence prise humainement dans la discussion ». <sup>55</sup> L'objectif étant en fin de compte de dédramatiser le conflit et de ressouder l'ordre social rompu. Le conflit alors maîtrisé cesse d'être aussi menaçant qu'il ne l'était. La négociation, la médiation, l'arbitrage et le cas échéant le sacrifice d'un animal considéré comme bouc-émissaire constituent la trajectoire de la recherche de la paix et de la justice. Au cœur de ce processus, il y a la question de la

---

<sup>53</sup> Griaule, Marcel, *Dieu d'eau. Entretien avec Ogotemmêli*, Paris, A. Fayard, 1997

<sup>54</sup> Broohm, Octave Nicoué, « De la gestion traditionnelle à la gestion moderne des conflits : repenser les pratiques anciennes », *Ethiopiennes Revue négro-africaine de littérature et de philosophie*, no.72, 2004

<sup>55</sup> Cité par Rivière, Claude, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988, p.115



VÉRITÉ, catégorie essentielle dans le recollement du lien social. Mgr Théodore MUDIJI l'exprime en affirmant que la Palabre

est prioritairement une instance rationnelle du droit naturel et du droit coutumier... Dans la palabre, tout le monde doit *voir*; la procédure, l'établissement des faits, leur interprétation, les arguments et le verdict doivent convaincre tout le public, en référence à un ordre juridique connu. L'audition attentive des parties en conflit par le chef et les notables, suivie de la série des questions pour déterminer la force ou la faiblesse des positions en présence constitue une épreuve rationnelle au crible du droit coutumier. Cela prépare une prise de décision à l'unanimité qui exprimera publiquement le verdict opposable à tous à la suite d'un huis-clos des sages et personnes compétentes, en fin de la palabre.<sup>56</sup>

Cette procédure fait dire à Sebahire Mbonykebe qu'en « Afrique traditionnelle la parole consacre, « mutatis mutandis », l'esprit démocratique au sens athénien du mot en tant que système où le corps des citoyens possède la souveraineté, l'exercice en assemblée délibérative et la délègue à des magistrats ou à des fonctionnaires nommés par lui. »<sup>57</sup> Mais la finalité de la *Palabre* n'est pas de définir les torts respectifs des protagonistes et de prononcer des verdicts qui poussent au bannissement et au rejet. Elle apparaît comme la guérison par la parole, une logothérapie cherchant à sortir la communauté du cercle vicieux de la violence pour maintenir l'harmonie sociale. C'est pour quoi, par exemple, chez les Dogon la sagesse impose qu'en cas de conflit les parties partagent les responsabilités, la considération ultime étant le règne de la tranquillité à travers le pardon mutuel.<sup>58</sup>

<sup>56</sup> Mgr Mudiji, Théodore, « Les ressources pour la paix dans les religions traditionnelles africaines », [http://www.afrikaworld.net/afrel/mudiji.htm\\_ftn1](http://www.afrikaworld.net/afrel/mudiji.htm_ftn1) consulté le 21 novembre 2006

<sup>57</sup> Mbonykebe, Sebahire, « Faute, péché et réconciliation », dans *Aspects du catholicisme au Zaïre*, Kinshasa, CERA, FCK, 1980, p.277 ; sur la nature démocratique de la Palabre voir aussi (par exemple), Sylla, Lanciné, « Démocratie de l'arbre à palabre et bois sacré. Essai sur le pouvoir parallèle des sociétés initiatiques africaines », *Annales de l'Université d'Abidjan*, Série D, t.13, 1980, Mudiji, M. « Bases de la culture politique démocratique : entre l'agora et l'arbre à palabre » dans *La Responsabilité politique du philosophe africain*, Actes du IXe Séminaire scientifique de philosophie (Kinshasa, 20-23 juin 1993), Kinshasa, FCK, 1996 ; Mandela, Nelson, *Un long chemin vers la liberté*, Paris, Fayard, 1995

<sup>58</sup> Dieterlen, G, et Fortes, M, *African system of Thought*, London, Oxford University Press, 1991

La *Palabre* africaine n'est donc pas un phénomène honorant le désordre, hors de toute rationalité, un ordre social désuet. C'est un principe rationnel lié à la manifestation et à la production de la parole. « Ce sont, dit Mgr Mudiji, l'argumentation comme force de la parole vraie, opposable à tous ainsi que l'usage des médiations symboliques qui frappent, marquent et peuvent contraindre à l'acquiescement collectif par le biais des images et des signes efficaces en provenance de tout l'univers ou cosmos. »<sup>59</sup>.

Jean-Godefroy Bidima apporte un point d'honneur sur la *Palabre* pour la replacer dans le contexte de la démocratisation en Afrique Noire au début des années 1990. Il envisage d'approcher la question de l'espace public politique africain via la *Palabre* en voyant dans cette institution « le lieu par excellence du politique. »<sup>60</sup> Sa méthode pour approcher cette institution politique est la méthode « *agonistique* » (agôn : lutte en grec). C'est dans la *Palabre* que se manifeste en Afrique la raison pratique. On peut y voir se dérouler, se mouvoir une pensée de l'action concrète dans et sur le social. Elle supposerait l'égalité et la liberté d'expression des membres d'une communauté. La *Palabre*, dit Bidima, « relance au sein d'une communauté sa place symbolique, elle redéfinit son identité, rappelle l'origine, assume la violence et apprête des solutions pour consolider le vivre ensemble. »<sup>61</sup> La *Palabre* n'est pas absence de conflit, de contradiction. La *Palabre*, c'est l'instance des affrontements constructifs avec sa violence décompressive et cathartique permettant à chacun de se libérer de son agressivité. L'important étant que chacun ait à l'esprit le souci de la paix et de la réconciliation. La confiance à la parole approuve la vitalité du lien social composite, la conscience de l'altérité. L'essentiel aussi est de renouer le lien sous

---

<sup>59</sup> Mgr Mudiji, Théodore, site.cit.

<sup>60</sup> Bidima, Jean-Godefroy, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris, Michalon, 1997, p.10

<sup>61</sup> Ibid., p.92

l'*arbre à palabre* qui « symbolise l'enracinement et surplombe les conflits par le vouloir vivre ensemble »<sup>62</sup>.

Le grand apport de Bidima est de ne pas penser la *Palabre* africaine pour elle-même, comme un âge d'or perdu; mais comme le lieu d'un ressourcement, d'une Renaissance nécessaire de la pratique politique en Afrique postcoloniale en proie à de graves crises et conflits politiques. Pour cela, pense-t-il, il faut sortir de la référence à une figure transcendante de l'unité enchâssée dans la nation représentée dans la figure métaphorique du « Père de la nation ». Ce qui implique nécessairement aussi de sortir de l'idéalisme consensuel des sociétés traditionnelles africaines ou de l'irréductibilité des valeurs religieuses, afin de faire prévaloir la conscience de l'altérité dans la pratique politique. Il pose ainsi la question de la pluralité avec son pendant d'une théorie de l'agir, l'agir communicationnel certainement, mais l'agir politique qui s'organise « *par le bas* » en faisant participer les populations aux débats. Un défi que les conférences nationales des années 1990 n'auraient pas réussi à relever.

Cela pose le problème général et plus fondamental de la crise de la tradition de la *Palabre*. Certes, aujourd'hui encore persiste dans les villages d'Afrique la *Palabre*. Mais aux prix d'un relâchement au profit de l'État. L'avènement de l'État et son monopole sur la régulation sociopolitique met en crise la tradition de la *Palabre*. L'État est devenu le cadre privilégié du politique, et l'objet principal de la politologie africaniste.

Le regard positif posé sur les sociétés africaines précoloniales n'est pas partagé par tous les auteurs. Pour Francis Akindès, par exemple, la culture africaine est autoritaire par essence parce qu'elle se caractérise par le règne des inégalités à tous les niveaux de la société, le communautarisme, et le peu d'importance accordée à

---

<sup>62</sup> Ibid., p.19

l'individualisme.<sup>63</sup> Daniel Bourmaud ne dit pas autre chose quand il dit que « les sociétés précoloniales de l'Afrique subsaharienne ont développé des systèmes politiques dont l'architecture générale écartaient les éléments fondamentaux de la démocratie. »<sup>64</sup> De plus, Bayart découvre à partir d'une sociologie historique du Cameroun qu'« il y avait, il subsiste une parole des dominants et une parole des dominés », en occurrence celle des jeunes et des femmes.<sup>65</sup>

Cette controverse, en fait, attire l'attention sur le fait que les sociétés africaines précoloniales sont non seulement plurielles, mais que ce rapport d'inégalité pose en fin de compte une question idéologique de rapport de pouvoir.<sup>66</sup> Dans leur diversité et les rapports de pouvoir qu'elles permettent de repérer, une réalité les unit : la prégnance de la Parole comme élément structurant du politique, même si par ailleurs le rapport à la parole n'est pas nécessairement égalitaire : il y a la parole des hommes, la parole des femmes, la parole des jeunes, la parole des Dieux (qui n'est accessible que par les initiés). De la diversité de la parole il ne faut pas voir aussi nécessairement un rapport d'inégalité; puisque chaque parole a une force, une importance dans la recherche de la stabilité de la communauté. Dans le cas des femmes, par exemple, il est courant d'entendre en Afrique traditionnelle que « la nuit porte conseil ». Cela veut dire que lorsque les hommes ne parviennent pas à délibérer sur un problème, ils ont recours à leurs femmes qui sont porteuses de sagesse capable de décanter une situation donnée à travers leur judicieux conseil nocturne. Aussi est-il important de dire que le droit à la parole ne se limite pas à *l'arbre à palabre* au sens classique du terme. La parole traverse tout le corps social. Que ce soit les situations de conflits, de mariage, de fêtes coutumières etc., il y a des médiateurs pour régler les problèmes sans recourir à *l'arbre à palabre*. *L'arbre à palabre*, comme institution

---

<sup>63</sup> Akindès, Francis, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Codesria/Karthala, 1996, chap.4

<sup>64</sup> Bourmaud, Daniel, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997, p.9

<sup>65</sup> Bayart, Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode » dans *Politique africaine*, no.1, janvier 1981, p.58

<sup>66</sup> Augé, Marc, *Théorie des pouvoirs et idéologie. Étude de cas en Côte d'Ivoire*, Paris, Hermann, 1975

sociale se situe à un niveau supérieur où les problèmes touchant l'ensemble de la communauté sont réglés. Et à ce niveau, il est classiquement admis que *l'arbre à palabre* qui supportait l'organisation des sociétés africaines précoloniales (dans leur pluralité) protégeait de sources de différenciation et d'inégalités sociales.<sup>67</sup> La conquête européenne et la pénétration capitaliste ont effrité leur autonomie en substituant aux anciennes institutions villageoises l'ordre de l'État moderne.<sup>68</sup>

#### 1.2.6.2. Le politique en Côte d'Ivoire postcolonie

Le dévoilement de la réalité du politique en Côte d'Ivoire postcolonie a reposé essentiellement sur l'horizon de l'État comme producteur privilégié du sens politique. Deux conceptions théoriques privilégiant des problématiques dualistes ont dominé les analyses : entre 1960 et 1990, les travaux se sont intéressés à la manière dont le parti unique du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA) a gouverné la société ivoirienne, ainsi qu'à la nature de l'État ivoirien. Ce sont les théories, libérale développementaliste et le dépendantisme marxisant qui étaient maîtresses de l'analyse politique. Entre les deux, des approches de moindre portée ont essayé de recentrer le débat sur les dynamiques internes. Depuis 1990, les conflits et la compétition pour le pouvoir politique ont revitalisé les théories globalisantes.

---

<sup>67</sup> Ki-Zerbo, Joseph, *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978 ; Mémel-Fotê, Harris, *Le système politique de L'adjoukrou*, Paris, NEA, 1980

<sup>68</sup> Cela ne veut pas dire que les mécanismes traditionnels de gestion des problèmes de la communauté ont disparu, loin de là. Dans les villages africains les ressources de la Palabre sont encore mobilisées dans maintes situations. Ce qu'il faut comprendre, c'est que contrairement à l'Europe où l'État moderne a été le produit de la société sous l'impulsion de la bourgeoisie, en Afrique l'État a été greffé à la société. Il a un fonctionnement propre qui heurte à bien des égards les manières de faire dans les villages africains. Aujourd'hui ce sont les ressources administratives et politiques de l'État qui dominent le gouvernement des sociétés africaines. L'État est le lieu de promotion d'une société organique qui, à son tour, lui fait allégeance. De sorte que désormais, et dans la plupart des cas, les problèmes des villages sont renvoyés devant la Gendarmerie, la sous-préfecture ou la préfecture plutôt que devant le chef du village. Dans une sorte de chavirement de culture, l'État est perçu par les populations comme le lieu de gestion de leurs problèmes, puisque d'ailleurs c'est comme cela que l'État se présente.

Entre 1960 et les années 1980, la théorie libérale développementaliste s'est exercée à comprendre les nouvelles perspectives du politique dans la Côte d'Ivoire indépendante. À l'instar de sa visée occidental-centriste de type évolutionniste avec par exemple Michael A. Cohen qui souligne le passage de la *ethnic politics* à la *cross-ethnic mobilization*<sup>69</sup>, le politique est défini comme « une conscience objective » rattachée aux affaires de l'État. Le politique honore son sens libéral comme tout ce qui concerne le gouvernement de l'État. La façon libérale de déterminer le politique en Côte d'Ivoire a été de dévoiler « l'art de gouverner » des dirigeants ivoiriens avec le maître d'orchestre qui était Houphouët-Boigny. Ainsi, pour Yves-André Fauré, le choix du libéralisme économique dans la dépendance est la clef de compréhension du bon gouvernement de la société ivoirienne. Ce choix a favorisé une croissance qui a permis au pouvoir d'Houphouët-Boigny de « faire face aux tensions fondamentales de la société... Mais aussi pour dépasser ou repousser les contradictions et les hypothèques »<sup>70</sup> dont était périlleuse la stratégie de la dépendance. La production du politique passe essentiellement par le pragmatisme plutôt que par l'idéologie. L'accent mis sur le développement aura donné des coudées franches au pouvoir pour transformer les fruits de la croissance économique en ressources politiques, en une économie de « rentabilité sociale »<sup>71</sup>. Cette instrumentalisation du politique au service de l'économie forme le complexe politico-économique. Fauré identifie le politique dans ce complexe politico-économique, en ce sens qu'il est une *décision* qui a fait la preuve de la vitalité et le socle de la stabilité sociopolitique de la Côte d'Ivoire. « Le type de développement, souligne-t-il, a été, en grande partie, l'objet d'une décision, qu'il a été un acte de volonté et que les conséquences de cette politique ne sont pas

---

<sup>69</sup> Relever par Jean-François Bayart, Art.cit dans Revue.cit., p.66

<sup>70</sup> Fauré, Y.-A., « Le complexe politico-économique », dans Fauré, Y.-A et Médard, J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, p.37

<sup>71</sup> Contamin, Bernard et Fauré, Yves-André, *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire. L'histoire d'un ajustement interne*, Paris, Karthala-ORSTOM, 1990

les monstruosités indépendantes de la volonté initiale (...) mais les contreparties du choix originaire, originairement présenté à l'esprit des décideurs ivoiriens. »<sup>72</sup>

Jean-François Médard partage cette conception du politique comme art de gouverner en s'intéressant au mécanisme sociopolitique de régulation de la société ivoirienne. L'habileté à gouverner comporte des mécanismes politiques adossés à un dispositif institutionnel qu'est « le présidentialisme de parti unique ainsi qu'à un style de gouvernement à caractère paternaliste qui en oriente le fonctionnement. »<sup>73</sup>. Ce qu'il appelle alors « régulation sociopolitique » n'est rien d'autre que la gouvernance de type néopatrimonial ou prébendier structurant les comportements politiques, sociaux et économiques.<sup>74</sup> Médard repère dans le paternalisme, somme toute autoritaire incarné par le président Houphouët-Boigny, le phénomène politique par excellence.

En gros, les approches libérales se sont intéressées au fonctionnement de l'État ivoirien, en indexant le paternalisme, le clientélisme, le patronage comme des traits donnant sens au politique en Côte d'Ivoire, non sans une certaine fascination puisqu'elles voyaient dans ce système la marque du « miracle ivoirien ». L'État ivoirien de parti unique serait, dans cette perspective fonctionnaliste, fondateur de la nation de par son mode de fonctionnement.

L'autre approche d'analyse du politique en Côte d'Ivoire est celle critique marxisant. Elle regroupe des perspectives économiques et politiques. Dans sa perspective économique, les travaux cherchent à mettre en évidence le caractère illusoire du développement économique ivoirien. Son chef de file est incontestablement Samir Amin qui, en opposition avec la théorie

---

<sup>72</sup> Fauré, Y.-A, Op.cit, p.23

<sup>73</sup> Médard, Jean-François, « La régulation sociopolitique » dans Fauré, Y.-A et Médard, J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, pp.61-88

<sup>74</sup> Tessy, Bakary fait aussi la même analyse dans *La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1992

développementaliste, a démontré dès 1967 que la croissance économique de la Côte d'Ivoire ne pouvait déboucher sur le développement à cause de sa dépendance au système international.<sup>75</sup> Cette position est partagée par plusieurs autres auteurs qui attirent l'attention sur une indépendance conservatrice du pays, un État extraverti et néo-colonial.<sup>76</sup> La critique politique ne voit pas seulement dans le système ivoirien une mainmise de l'ex-puissance colonisatrice (la France) sur l'économie en contrepartie de l'indépendance politique, comme le faisait savoir la politologue économiste canadienne, Bonnie Campbell. La dépendance serait l'essence même du politique en Côte d'Ivoire. « La situation politique y est caractérisée, dit Marcel Amondji, par la substitution complète de la volonté étrangère à la volonté nationale. »<sup>77</sup> De sorte que les institutions que les dirigeants ont édifiées, n'ont pas tenu compte d'une société civile ivoirienne « qui n'est que l'amalgame en perpétuelle modification de la société traditionnelle moribonde et d'une société moderne en voie de formation. »<sup>78</sup> Au contraire, le choix politique de la dépendance signifie que les gouvernants voulaient faire table rase des spécificités de la société ivoirienne. Une des manières, outre l'école, c'est la domination de l'ensemble de la société à travers la diffusion par les dirigeants ivoiriens de modèles culturels européens. Cette diffusion de la culture étrangère est en fait un procès de domination « sur la voie du développement des sociétés dites en essai de développement par celles dites développées. »<sup>79</sup> Les auteurs stigmatisaient le fait que le parti unique P.D.C.I-RDA et le Président Houphouët-Boigny ont doté le pays d'un système d'institutions

---

<sup>75</sup> Amin, Samir, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions de Minuit, 1967

<sup>76</sup> Voir par exemple, Campbell, Bonnie Kathleen, *L'idéologie de la croissance : une analyse du plan quinquennal de développement (1971-1975) de la Côte d'Ivoire*, Québec, Association canadienne d'études africaines, 1976 ; Gbagbo, Laurent, *Côte d'Ivoire : Économie et société à la veille de l'indépendance (1940-1960)*, Paris, L'Harmattan, 1982 ; Dubresson, A., *Villes et industries en Côte d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala, 1989 ; Bazin, Laurent, *Entreprise, politique et parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte d'Ivoire dans le monde actuel*, Paris, L'Harmattan, 1998

<sup>77</sup> Amondji, Marcel, *Côte d'Ivoire. Le P.D.C.I. et la vie politique en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1986, p.131

<sup>78</sup> Ibid., p.9

<sup>79</sup> Touré, Abdou, *La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire. Procès d'occidentalisation*, Paris, Karthala, 1981, p.60



politiques et administratives servilement copié sur l'ex-colonisateur plutôt que de penser un projet de société qui répondrait aux aspirations de la société ivoirienne.<sup>80</sup> Cet état de fait, et le mode de régulation du système politique global ivoirien anti-démocratique, autoritaire et clientéliste étaient annonceurs de crise que Louis Gouffern n'a pas manqué lui aussi de prévenir.<sup>81</sup> En somme, l'État ivoirien, selon cette approche est un dispositif de contrainte, un continuateur du pouvoir colonial.

On retient des théories développementalistes et dépendantistes qu'elles placent l'État au centre de leurs préoccupations. Pour ces deux paradigmes, l'objet politique par excellence est le système de parti unique et son choix de libéralisme autoritaire pensés comme clés d'accès à l'intelligibilité du politique en Côte d'Ivoire. Ils croient ainsi saisir le politique dans sa totalité. Ce faisant, ces deux paradigmes restent prisonniers de la problématique dualiste, saisissant de quoi est fait le système politique ivoirien que par rapport à l'Occident. Par la même occasion, ils sont prisonniers des cadres classiques de l'analyse du politique.

Parallèlement et pour tenir compte des dynamiques locales, des cadres d'analyse de moindre portée ont essayé d'accéder à la compréhension de la production du politique à travers la *banalité quotidienne*. Les phénomènes d'exode rural et son renversement, l'attitude des jeunes face à l'urbanisation accélérée<sup>82</sup>, « la mode du pagne »<sup>83</sup>, les « maquis » (restaurants populaires)<sup>84</sup> et le développement de

---

<sup>80</sup> Ibid., voir aussi, Gbagbo, Laurent, Op.cit., Teya Koffi Pascal, *Côte d'Ivoire : le roi est nu*, Paris, L'Harmattan, 1985 ; Amondji, Marcel, *Côte d'Ivoire : La dépendance et l'épreuve des faits*, Paris, L'Harmattan, 1988 ; Mémel-Fotê, Harris (Dir.), *Front populaire ivoirien, Fonder une nation africaine démocratique et socialiste en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1998

<sup>81</sup> Gouffern, Louis, « Les limites d'un modèle ? À propos d'État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, 1982

<sup>82</sup> Touré, Abdou, « La jeunesse face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire », *Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines*, 1985, 21 (2-3), pp.275-293

<sup>83</sup> Gold, G., Gadou, D., Cissé, G., « La mode du pagne à Abidjan: Pratiques et représentations féminines en milieu urbain » dans *Bioterre, Rev.Inter. Sci. de la Terre*, no. Spécial, 2002, Actes du colloque international, Centre Suisse du 27-29 Août 2001, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire

l'économie informelle, l'art musical Zouglou et le français populaire *nouchi*, l'espace ludique<sup>85</sup> et les espaces de rencontres et de discussions quotidiennes à Abidjan (les Sorbonnes)<sup>86</sup> sont autant de comportements, et de sites d'analyse « par le bas » qui manifestent la capacité des acteurs sociaux à inventer des espaces de liberté individuelle et collective. Ces micro-comportements apparaissent comme un système informel de résistance sociale, indiquant que l'indiscipline, l'indocilité, la dérision, les innovations sociales sont des formes de production du sens politique échappant aux objets classiques de la politologie.

Pourtant, les années 1990 et 2000 auront donné un nouveau souffle aux analyses globalisantes. Le retour aux objets traditionnels de la science est nourri par le processus de transition démocratique et la course au pouvoir d'État. Au début des années 1990, la survivance des mouvements de contestation sociale et de revendication démocratique ont nourri une vision triomphaliste voyant dans ce que vivait le pays, à l'instar de toute l'Afrique subsaharienne, la secousse du *vent de l'Est* européen.<sup>87</sup> La violence du vent avait été tellement surestimée qu'on le pensait capable d'emporter le président Houphouët-Boigny.<sup>88</sup> Mais les faits ont montré que cet optimisme négligeait les retours en arrière et la capacité des régimes contestés à se

---

<sup>84</sup> N'guessan, Kouakou François, « Les 'maquis' d'Abidjan. Nourriture du terroir et fraternité citadine, ou la conscience de classe autour d'un foutou d'igname », *Cahiers ORSTOM., Série Sciences Humaines.*, vol. XIX, no.4, 1983, pp.545-550

<sup>85</sup> Konaté, Yacouba, « Génération zouglou », *Cahiers d'études africaines*, no.168, 2002; « Abidjan : malentendu, poésies et lieux propres », *Outre-Terre*, no.11, 2005, pp.319-328 ; Voho, Sahi Alphonse, *Focal. Les mots pour le dire*, Abidjan, NEI, 2005 ; Boa Thiemelé, Ramsès L., *L'ivoirité Entre culture et politique*, ch.II, Ière partie, pp.67-77, Paris, L'Harmattan, 2004 ; Blé, Raoul Germain, « Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire » in *Afrique et développement*, vol. XXXI, no.1, 2006, pp.168-184

<sup>86</sup> Voir les deux articles susmentionnés de Aghi Bahi sur la Sorbonne ; Boa Thiemelé, Ramsès L. Op.cit.; Raoul Germain Blé, Art.cit.

<sup>87</sup> Plusieurs politistes américains et européens plaçaient le continent africain noir aux côtés de l'Europe de l'Est, les confortant dans leur vision politique universaliste et téléologique. Voir par exemple, Michael Bratton et Nicolas Van de Walle, *Democratic Experiments in Africa : Regime Transition in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997

<sup>88</sup> Voir par exemple, Diégou Bailly, *La réinstauration du multipartisme ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995

reproduire. Le constat de cette réalité a laissé place aux analyses pessimistes. Outre que la situation générale en Afrique autorise, d'une part, à parler de « brouhaha sur les transitions vers la « démocratie » et le « multipartisme »<sup>89</sup>, d'« aventurisme démocratique »<sup>90</sup>, et d'autre part, à soutenir que « les véritables projets de construction démocratique en Afrique supposent l'invention de projets plus radicaux que ceux qui ont été proposés au début des années 1990 et surtout l'émergence de groupes distincts des élites néopatrimoniales existantes »<sup>91</sup>, en Côte d'Ivoire le dénouement de la demande démocratique des années 1990 a été la refermeture de l'espace politique par le régime du PDCI-RDA.<sup>92</sup> Dans l'ensemble les analyses sont demeurées dans l'externalité, ne proposant pas vraiment de modèles endogènes.

Le coup d'État militaire de décembre 1999, l'élection de Laurent Gbagbo et la guerre civile déclenchée le 19 septembre 2002 sont des événements majeurs qui ont revitalisé ces deux grands modèles. Ces événements sont saisis en soi par certains comme l'expression d'une pathologie du politique dont la montée de l'ethnonationalisme serait la configuration la plus vraie. Celle-ci se manifestant à travers le développement de stratégies de division et d'exclusion.<sup>93</sup> Pour d'autres, ils seraient des phénomènes de transition politique<sup>94</sup>, se jouant contre les forces conservatrices.<sup>95</sup>

---

<sup>89</sup> Mbembé, Achille, « Brouhaha sur les transitions vers la « démocratie » et le « multipartisme », dans *Le Monde diplomatique*, mai, 1993, pp.16-17

<sup>90</sup> Francis, Akindès, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Codesria-Karthala, 1996, p.45

<sup>91</sup> Quantin, Patrick, « Les élites politiques face aux transitions démocratiques », dans CEAN, *L'Afrique politique 1995 : le meilleur, le pire et l'incertain*, Paris, Karthala, 1995, p.284

<sup>92</sup> Paul N'da, *Le drame démocratique africain sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1999

<sup>93</sup> Voir les articles de *Politique africaine*, no.78, juin 2000 sur la Côte d'Ivoire, « Côte d'Ivoire. La tentation ethnonationaliste » ; Kouamé N'guessan, « Le coup d'État de décembre 1999 : espoirs et désenchantements » in Marc Le Pape et Claudine Vidal (eds) *Côte d'Ivoire L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002 ; Dembélé Ousmane, « Côte d'Ivoire : La fracture communautaire », *Politique africaine*, 2003

<sup>94</sup> Bailly, Séry, *Deux guerres de transition guerres civiles américaines et ivoirienne*, Abidjan, EDUCI, 2003

<sup>95</sup> Sur le coup d'État et l'élection de Laurent Gbagbo, Pierre Kipré, « Les discours politiques de décembre 1999 et l'élection présidentielle d'octobre 2000 : thèmes, enjeux et confrontations » in Marc

Pour intéressantes qu'elles soient à cause de leur portée heuristique, ces théories n'épuisent pas pour autant la connaissance du politique en Côte d'Ivoire. Dans ce pays, le tout n'est pas la recherche du contrôle du pouvoir d'État en amont avec les stratégies et tactiques des acteurs politiques. Il y a autre chose. Il y a aussi des micromutations sociales se situant à l'autre rive de la science politique positiviste. Elles constituent des formes autres d'énonciation du politique dont l'influence sur le système politique global est considérable. C'est ce défi épistémologique et analytique qui traverse notre problématique sur les Sorbonnes à Abidjan.

### **1.3. Problématique et hypothèses**

Le parcours de la littérature sur l'essence du politique depuis l'Antiquité grecque jusqu'à la Côte d'Ivoire postcolonie fait apparaître deux moments critiques en Occident et en Afrique. En Occident l'avènement du politique est indissociable de la séparation du public et du privé. Le public est l'horizon du politique. Le public ici est moins à saisir comme spatialité que comme le domaine de l'usage critique de la raison et de la circulation d'informations formant l'opinion publique des citoyens. Il est au fondement de l'État moderne bourgeois et de la démocratie représentative dont la Révolution française achève la valeur transcendante. L'État occidental est le produit de la société. D'où le concept d'État-nation; laissant entendre que les intérêts de l'État et de la nation coïncident. Or, comme le dit Michel Freitag

il est important d'insister sur le fait que l'espace public moderne classique bourgeois reste polarisé par le pouvoir, qu'il s'agisse d'abord de la monarchie absolutiste, ou ensuite de l'État démocratique dont les institutions unifiées ne coïncident pas immédiatement avec les intérêts des « gens ». C'est dans cette tension qu'est assurée son unité propre et que se trouve son caractère critique; et c'est sur cette unité critique que repose

alors la valeur de référence justificative (transcendantale) qui lui est conférée.<sup>96</sup>

En fait, l'État est une forme spécifique d'organisation de la société qui met le pouvoir dans une position d'extériorité, portant en lui les objets de la politologie, et considéré par celle-ci comme le cadre privilégié d'énonciation du politique. Le règne du capitalisme, la technicisation et l'informatisation de la société sont présentés aujourd'hui comme un moment critique de l'espace public politique. Moment critique entendu à la fois en termes de crise, de déclin, mais aussi comme mutations et recompositions de l'espace du politique. Lesquelles mutations/recompositions transporterait le monde dans la postmodernité en invitant à un renouvellement épistémologique du politique devant être compris comme *lien*. Telle est la perspective d'un certain nombre d'auteurs canadiens.<sup>97</sup> À partir de l'examen de diverses formes de communautés et les socialités qu'elles mettent en scène, ils définissent le *lien* comme ce qui « se substitue au tout de la communauté, et la socialité ce qui permet de saisir les liens comme formes et figures du vivre ensemble ailleurs que dans l'imaginaire de la communauté d'hier. »<sup>98</sup> Cette démarche, aussi pertinente qu'elle se présente, suscite néanmoins un *hic*. Elle situe le politique sur la flèche du temps occidental dont le point de départ serait l'antiquité grecque et le point de chute, la postmodernité. Cette vision téléologique, du reste hégélienne, devrait, il nous semble, à travers les objets d'analyse privilégiés renverser la direction de la flèche. Car il apparaît clairement que les univers des *liens* sociaux que la pensée postmoderne traverse, et dont la *rencontre* et la *parole*, virtuelles ou réelles, constituent les médiums, autorise plutôt à revenir aux fondements des choses, et non pas à les considérer comme des nouveautés qui marqueraient un moment de progrès dans l'histoire vertigineuse du politique.

---

<sup>96</sup> Freitag, Michel avec la collaboration de Yves Bonny, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002, p.239

<sup>97</sup> Saillant, Francine et Gagnon, Éric (dir.), *Communautés et socialités. Formes et force du lien dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005

<sup>98</sup> Ibid., « Introduction », p.10

L'idée de progrès et d'universalité est au cœur des problématiques de l'espace public politique en Occident. C'est une position de légitimation qui autorise l'expansion planétaire, faisant de l'État extra-occidental un « État importé » selon la formule de Bertrand Badie.<sup>99</sup> Il faudrait certainement parler de « l'État exporté », même si par la suite il a été approprié par les régions conquises, puisque la demande d'État n'a pas été originellement formulée par les sociétés non occidentales. Mais il est le résultat de conquête et de rapports de force qui furent à l'avantage de l'Europe. En Afrique, l'exportation de l'État moderne avec ses attributs institutionnels, administratifs, promouvant un mode de production capitaliste, mit d'abord fin aux processus historiques propres des sociétés africaines dont l'expérience politique reposait sur l'*arbre à Palabre*. En effet, l'*arbre à Palabre* était et est encore pour les sociétés africaines villageoises, même dans une situation de relâchement, ce qu'était l'*agora* pour les anciens grecs, ou encore les cafés et salons des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles en Europe. Instance politico-juridique par excellence, l'*arbre à palabre* organise le vivre ensemble et configure la *démocratie villageoise*. Cette structuration du politique a été évincée par la conquête coloniale et l'avènement de l'État moderne.<sup>100</sup>

Partout dans le continent noir et en particulier en Côte d'Ivoire postcolonie, les dirigeants ont trouvé dans l'État moderne le lieu d'inscription de leurs discours et pratiques politiques. Les mécanismes de gouvernance ont réprimé la *publicité* au sens kantien du terme repris par Habermas, c'est-à-dire l'usage public de la raison. Ils ont plutôt gouverné dans l'arbitraire, la cooptation des élites et contre-élites au pouvoir d'État; reproduisant d'une part, l'héritage jacobin de la révolution française qui met l'accent sur son statut transcendantal et sur le paradigme colonial du commandement; d'autre part, en ne retenant de la société traditionnelle que son caractère

---

<sup>99</sup> Badie, Bertrand, *L'État importé : essai d'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, A. Fayard, 1992

<sup>100</sup> Amondji, Marcel, Op.cit.

communautariste et inégalitaire dont les régimes autoritaires africains seraient la représentation.<sup>101</sup> Dans les deux cas, l'unité du peuple est socio-ontologiquement déchirée par l'érection d'un système étatique monolithique. Ce dernier étant considéré comme la seule source de sens et d'ordonnement de la réalité sociétale. Les mythologies du « Père de la nation », de l'État et de l'unité nationale procèdent idéologiquement de cette déchirure sociale et ontologique. Car d'un côté, l'État postcolonial est faussement saisi par le peuple comme formant l'unité des individus éclairés, l'instance « monopolistique de production du politique, du droit, de l'économique, du social et du culturel »;<sup>102</sup> de l'autre côté, ce peuple, pour parler comme Michel Freitag, « est encore la communauté des sujets qui se reconnaît de manière holistique dans le partage d'un même statut d'assujettissement, de dépendance et d'infériorisation sociale, de déni de droit. »<sup>103</sup> De cette manière, le peuple confère aux figures mythologiques du pouvoir le sens escathologique de salut.<sup>104</sup> Sur ces deux registres, les dirigeants ivoiriens postcoloniaux ont développé des technologies de gouvernement fondées sur la neutralisation de la pensée et de la parole plurielles.

L'État ivoirien, même dans son appropriation historique propre, est une structuration particulière du politique, un enjeu de pouvoir en greffe. Il est la reproduction d'un univers commandé par « la rationalité instrumentale, la logique de la puissance, le calcul minutieux des répercussions de l'action, la recherche tâtonnante de l'efficacité au milieu du tourbillon des passions, le souci du compromis et de l'arbitrage, le savant mélange des impératifs stratégiques et des exigences

---

<sup>101</sup> Akindès, Francis, Op.cit.

<sup>102</sup> Tshiyembé, Mwayila, *État multinational et démocratie en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.250

<sup>103</sup> Freitag, Michel, Op.cit, p.238

<sup>104</sup> Mémel-Fotê, Harris, « De la stabilité au changement : les représentations de la crise politique et la réalité des changements », dans Contamin, Bernard et Mémel-Fotê (sous la direction), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala et L'ORSTOM, 1997

tactiques. »<sup>105</sup> Son exportation/importation est allée de pair avec l'export/import des schèmes et outils d'analyses classiques du politique.

Depuis les indépendances, les analyses politiques dominantes sur la Côte d'Ivoire ont mis de l'avant des approches du politique réduit à son champ formel de pouvoir d'État et de ses institutions. Elles sont restées prisonnières d'une ontologie de l'État constructeur de l'unité nationale *versus* un État dominé. L'État ivoirien, qu'il soit producteur de « miracle » grâce au génie politique d'Houphouët-Boigny, « néopatrimonialiste », « prébendier », « clientéliste » pour les uns; ou encore « néocolonial », « autoritaire », « anti-démocratique » pour les autres, ou même qu'il soit devenu « ethnonationaliste » et « pathologique », attire l'attention des sciences sociales comme le lieu propre du politique. Ces postures épistémologiques confèrent un sens positif au politique, en restant de la sorte cantonnées sur la conception féminine de la notion de politique : *la* politique, entendue comme l'art de gouverner et/ou la lutte pour le pouvoir où les acteurs, les formations politiques développent des stratégies et tactiques pour parvenir à leurs fins. Toutefois, cette trajectoire n'épuise pas le sens du fait politique. Loin s'en faut.

L'histoire de la formation de l'État que nous avons essayée de visiter sur l'horizon de l'espace public occidental montre qu'il s'est fondé, primordialement, sur *la rencontre* et *la parole*. Dans la Grèce antique, la naissance du politique nécessite que les gens sortent de l'enclos aliénant de la domesticité pour aller à la rencontre des autres, et pour échanger avec eux dans le monde libre de l'*agora*. La rencontre, l'échange symbolique et matériel dans l'*agora* ont fait des grecs anciens des citoyens libres. L'*arbre à palabre* en Afrique configure cette place de rencontre et de profession de la parole fondatrice du monde, garant de la paix et de la socialité

---

<sup>105</sup> Levasseur, Carol, *Incertitude, pouvoir et résistances ; les enjeux du politique dans la modernité*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2006, p.321



immédiate, authentique, originelle. Ces deux expériences historiques peuvent suffire à repenser l'essence du politique.

Une autre manière donc de penser la notion de politique est de s'attacher à son genre masculin : *le* politique en tant que ce qui fait *lien*, le *lien* qui fait sens. C'est-à-dire « ce qui concourt à assurer la vie commune », <sup>106</sup> ce qui fait du vivre ensemble « autre chose qu'une fatalité ou qu'un agrégat d'intérêts. » Le politique étant en un mot « ce qui transforme les accidents de l'histoire et les nécessités matérielles en communauté humaine, en volonté collective », <sup>107</sup> sans que nécessairement ce vouloir collectif se produise sous le mode de la tranquillité. La société n'est pas un fleuve dormant; encore qu'il faille se méfier des eaux dormantes.

Notre question spécifique principale de recherche est alors la suivante : comment les Sorbonnes d'Abidjan se positionnent-elles par rapport à ces deux définitions du politique? Autrement dit, quelle est la signification politique des Sorbonnes d'Abidjan? Cette question principale clarifiée entraîne avec elle des questions de présupposés : quelles sont les conditions qui ont rendu possible la naissance et le développement de ces espaces? Quelles sont leurs structures sociales réelles et symboliques? Comment fonctionnent-ils? Quelle est leur fonction sociopolitique? Quelle est leur portée politique dans la société globale ivoirienne? En un mot en quoi ces espaces constituent-ils une nouvelle structuration en devenir du politique en Côte d'Ivoire?

Notre proposition centrale est la suivante : *Les Sorbonnes à Abidjan sont des espaces publics particuliers de reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la rencontre et de la parole.*

---

<sup>106</sup> C'est notamment la position de Lawrence Olivier, « Vouloir vivre-ensemble et science », in *Épistémologie de la science politique*, sous la dir. De Guy Bédard, Lawrence Olivier et Jean-François Thibeault, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p.94

<sup>107</sup>Thierry, Hentsch, Op.cit., p.IX

Elle est soutenue par trois propositions secondaires qui seront développés sur cinq chapitres :

1) En 1982 des acteurs sociaux dominés initient à Abidjan un espace de rencontre et de discussion publique (la Sorbonne) traduisant une double libération : libération de la parole confisquée par le système de parti unique, et libération d'une conscience politique à partir de 1990 pour s'ériger en espace politique autonome.

2) Sa structure sociale réelle et symbolique articule les porteurs de la parole (les sorbonniens) et les receveurs de la parole (les sorbonnards), la musique zouglou, le marché, comme points d'ancrage d'une structuration singulière du politique.

3) Depuis 2002 la Sorbonne figure des espaces pluriels qui supportent le patriotisme étatique comme schème de la reconstruction sociale du politique.

Ces propositions font des Sorbonnes un objet de savoir politiste. Elles le sont d'abord parce qu'elles sont des espaces de la vie politique. Dans ces lieux, l'information politique a un sens pour ceux que la vie politique de la Côte d'Ivoire intéresse. Dès lors, elles se prêtent à l'analyse liée à ce qui s'y passe. Les Sorbonnes sont porteuses d'un savoir d'autant plus qu'elles forment un corps social qui a de la consistance, qui continue d'exister depuis 1982. Si les Sorbonnes sont les lieux du savoir, donc de la formation, de l'information et de la diffusion, c'est qu'elles construisent une sociabilité urbaine particulière.

Les Sorbonnes sont également un objet de savoir parce qu'elles sont des lieux de conflits, des lieux dans lesquels apparaissent à la lumière les conflits politiques, les conflits sociaux, les conflits de représentations et d'idées. Comme l'Agora athénien, les Sorbonnes sont des endroits où les confrontations sociales qui sont au fondement de la sociabilité parviennent à une ritualisation scénique, à la vue de tous. Les récriminations contre le pouvoir, les attentes, les angoisses et les espoirs sont mises en scène par des acteurs sociaux. Cette ritualisation scénique des conflits sociaux des gens « d'en bas » comme moyen de résistance contre ceux « d'en haut » et pour leur

survie scandent l'histoire des Sorbonnes. Les débats souvent houleux dans ces espaces, les répressions menées contre les animateurs de la Sorbonne de 1990 à 2000, le fait que ces espaces soient depuis 2002 des sites où s'organisent le patriotisme étatique, et font l'objet d'une réception politisée par les Abidjanais, sont des facteurs conflictuels qui confèrent aux Sorbonnes une signification politique. C'est en donnant toute sa dignité à cette conflictualité constitutive de la sociabilité que les Sorbonnes à Abidjan donnent au politique sa consistance, et que ceux qui les fréquentent (les *sorbonnards*) ainsi que ceux qui les animent (les *sorbonniens*) font l'expérience de la citoyenneté. Mais ces conflits se jouent effectivement dans *la parole* qui présuppose *la rencontre*. La *parole* n'est pas un fait neutre. Elle habille les contradictions qui traversent une société. Les Sorbonnes sont des lieux de la *parole*, de la communication. En leur sein, les rapports entre les différents acteurs sont inscrits dans la *parole*. Elle unifie autant qu'elle travaille à la quête de la satisfaction des besoins, elle est un moyen par lequel ces besoins arrivent à se formuler. Mais que ces besoins parviennent à s'exprimer uniquement par le verbe et non par les armes, voilà ce en quoi les Sorbonnes l'honorent. Que ce soit la parole politique, la parole des commerçant(es), la parole religieuse, la parole musicale, la réalité des rapports sociaux dans les Sorbonnes est verbale. D'où la réalité qu'orateurs et auditeurs sont tous liés par le souci de donner à *la rencontre* (condition de la parole) et à la *parole* leur consistance comme essence du politique.

#### **1.4. Cadre théorique**

Les Sorbonnes nous mettent en route sur le chemin de la problématique du « politique par le bas » dont les objets d'étude ne sont pas ceux de la science politique

classique, mais certains politologues comme Denis-Constant Martin appellent pertinemment les Objets politiques non identifiés (OPNI).<sup>108</sup>

Dans les années 1980, prend corps en France le paradigme du *politique par le bas*. Appelé aussi l'école de *politique africaine*. Ce paradigme se propose, au contraire des théories développementalistes et dépendantistes, un retour à l'historicité propre des sociétés africaines, à la recherche du « politique par le bas ». La figure de proue de ce paradigme est Jean-François Bayart qui, dans ses travaux sur *l'État au Cameroun*,<sup>109</sup> mobilise le concept de « modes populaires d'action politique ».

L'objet de notre étude et la recherche empirique imposent de privilégier cette approche. C'est donc à une problématique *du politique par le bas* qu'il convient de soumettre *les Sorbonnes* à Abidjan. Dès lors qu'on épouse cette approche, on renonce à une conception politiste occidental-centriste. On doit aussi se garder, contrairement à Bayart et ses collègues, d'être prisonnier d'une perception extensive de l'État<sup>110</sup> au point d'être déçu de ce que « les modes populaires d'action politique » des acteurs sociaux ne conduisent pas à une alternance au pouvoir mais plutôt à une assimilation réciproque des gens d'*en haut* et *du bas*. Selon Comi Toulabor analysant la situation au Togo, cela s'expliquerait par plusieurs facteurs interactifs : « la peur politique », « la relation ainé-cadet », « le rapport à l'argent », « la notion populaire du destin ».<sup>111</sup> Ces raisons d'ordre psychologique, économique, sociologique et

---

<sup>108</sup> Martin, Denis-Constant, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés) » dans Martin, Denis-Constant (sous la direction), *Sur la piste des OPNI (objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002, pp.73-104

<sup>109</sup> Bayart, Jean-François, *L'État au Cameroun*, Paris, Fayard, 1979

<sup>110</sup> C'est une des critiques adressée aux tenants de l'approche « du politique par le bas » par Robert Buijtenhuijs dans « les hauts et les bas de la politique par le bas » in, *Politique africaine*, no.46, juin 1992, pp.150-153

<sup>111</sup> L'analyse de Comi Toulabor des acteurs sociaux dominés au Togo est expressive de cette déception, « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo » dans Bayart, Jean-François, Mbembe, Achille et Toulabor, Comi, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1998, pp.109-130

cosmogonique (la question du destin) constitueraient un frein vers le passage au politique en tant qu'exercice du pouvoir que les acteurs sociaux n'arrivent pas à réaliser. Les groupes sociaux subalternes africains demeureraient dès lors au stade du mode de la banalisation des dirigeants sans pour autant rien changer aux pratiques des pouvoirs publics et sans apporter grand-chose à l'évolution politique en Afrique. Les demandes des acteurs sociaux seraient en définitive orientées vers l'intégration au pouvoir, au système de « la politique du ventre » plutôt que de constituer un bloc-hégémonique.<sup>112</sup> Vrai motif de déception pour ces politistes *du bas* qui reproduisent en fin de compte ce qu'ils reprochent aux analyses développementalistes et dépendantistes : leur externalité par rapport aux réalités africaines propres. Dans leur interprétation « des modes populaires d'action politique », ils ont refusé d'y reconnaître toute velléité en faveur de la reconnaissance d'une identité collective, ou encore d'y lire le principe d'une reconnaissance tacite d'un destin commun. Et ce, sans que les subordonnés soient nécessairement des acteurs sociaux alimentaires. Il conviendrait de dire que pour les théoriciens des « modes populaires d'action politique », le banal ne peut accéder au domaine de la connaissance politique.

Or n'y a pas de politique que du point de vue de la *conscience objective* (sens libéral). Toute forme de résistance au pouvoir dont le but est d'intégrer le bloc hégémonique n'épuise pas l'essence du politique. Nous sommes d'avis avec Robert Buijtenhuijs<sup>113</sup> pour qui, il ne faut pas abandonner l'analyse du *politique par le bas* comme l'ont déjà fait les « pères » de cette approche. Notre démarche sera donc celle d'un renouvellement de la perspective du *politique par le bas* à partir des modalités de socialité mises en œuvre par les acteurs des Sorbonnes à Abidjan. Cela portera à conséquence au double plan de la théorie et de la démarche de recherche.

---

<sup>112</sup> Ibid.

<sup>113</sup> Buijtenhuijs, Robert, Art.cit.

### 1.4.1. Pour une théorie de la reconstruction sociale du politique

La démarche qui consiste à ne pas enfermer hermétiquement l'analyse du politique dans le champ classique de la science politique est nécessaire si l'on considère le phénomène des Sorbonnes d'Abidjan, jusqu'ici très peu abordé. Ce phénomène et la posture épistémologique adoptée peuvent enrichir la compréhension du politique comme *lien* qui fait sens. Ce lien tissé par et dans la *rencontre* et la *parole* est la forme primordiale de la socialité se produisant dans un espace propre de sociabilité. Une fois cerné les schèmes du *lien*: rencontre, parole, espace, il nous faudra définir notre concept de *reconstruction sociale du politique* plus en détail du point de vue de l'imaginaire et de la pratique sociale des acteurs des Sorbonnes.

Cette démarche théorique du politique et l'angle épistémologique de la rencontre et de la parole sont sans doute arbitraires. Nous ne prétendons pas saisir de la sorte l'essence du politique dans sa totalité. Il peut y avoir plusieurs manières d'appréhender le phénomène « Sorbonnes ». Il n'en demeure pas moins que notre regard est projeté dans une perspective strictement opératoire (nous conceptualisons ce que nous avons vu et entendu) et, nous l'espérons heuristique.

#### 1.4.1.1. Rencontre, parole et espace

L'historicité de l'espace public montre que la naissance du politique dont le sol serait la Grèce antique dans le cas de l'Occident, et de l'*arbre à palabre* en ce qui concerne l'Afrique traditionnelle est consubstantielle à la rencontre. Que ce soit dans l'agora, les salons, les cafés et les cabarets etc., la *publicité* qui est au fondement du politique entoure la *rencontre* et la *parole* s'engendrant mutuellement.

Traditionnellement pour toucher du doigt le champ des liens, les sciences sociales utilisent les concepts de relations sociales, rapports sociaux, interactions, classes sociales, mouvements sociaux. Mais ces univers de liens ne peuvent évacuer la prégnance de la *rencontre* et de la *parole* sous prétexte d'une unité transcendante qui aurait une mission disciplinaire sur elles. Reconnaître la force de la *rencontre* et de la *parole* dans la production/reproduction du politique, c'est retourner au fondement de ce politique pour le reconstruire socialement. Une reconstruction d'autant plus nécessaire que nous sommes engagés dans un monde caractérisé par le désenchantement, la perte du sens dont la rationalité intellectualiste<sup>114</sup> est la figure concrète. C'est donc à partir de ces deux univers de lien que nous nous efforçons d'esquisser et de fonder une politologie de *la reconstruction sociale du politique* dont les Sorbonnes à Abidjan constituent le sol épistémologique.

*Rencontre* et *parole* confèrent dialectiquement une intelligibilité à la sociabilité. C'est parce que les gens se rencontrent qu'ils se parlent. Et en se parlant ils créent du lien dans un jeu de partage de significations multiples de nature à fonder leur identité. Cela veut dire que la parole qui se professe dans la *rencontre* a un effet sur les individus et la société. *Parole* et *rencontre* ont une fonction sociale, économique, politique, psychologique puissante. Leur destin le plus évident est la socialité. Que celle-ci soit considérée comme « l'agencement concret des interactions au sein d'environnements concrets »<sup>115</sup> ou comme « ce qui permet de saisir les liens comme formes et figures du vivre ensemble »,<sup>116</sup> cela revient à la même chose. La socialité est l'attribut du politique, c'est-à-dire ce qui saisit le lien comme trajectoire de l'être-ensemble.

---

<sup>114</sup> Weber, Max, « Le métier et la vocation du savant » dans *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'éditions, 1963

<sup>115</sup> Javeau, Claude, *La société au jour le jour Écrits sur la vie quotidienne*, Bruxelles, De Boeck-Wesmaels, 1991, 38

<sup>116</sup> Francine Saillant et Éric Gagnon (dir.) « Introduction » dans op.cit, p.10

Selon Bernard Lamizet, « La *rencontre* de l'autre, moment fondateur de l'expérience de la communication est, en même temps, le moment fondateur de l'espace pour le sujet : c'est parce qu'il rencontre l'autre à l'horizon de son regard qu'il se sait dans un espace de sociabilité. »<sup>117</sup> La *rencontre* produit la communication, la *parole*. La *rencontre* fonde l'espace, lieu propre où se tiennent ceux qui parlent, qui communiquent. On se parle à partir de quelque part. La rencontre est incarnée par le lieu. Le lieu de communication qu'est l'espace confère une identité aux usagers car il figure une structuration de notre subjectivité, du regard que nous portons sur nous-mêmes. C'est pour cela que « l'espace constitue une catégorie primitive de l'activité symbolique, puisque c'est dans l'expérience de l'espace que se fonde la connaissance même que nous avons de notre subjectivité et de notre identité. »<sup>118</sup> Le manque de *rencontre* conduit à la fragmentation, à l'angoisse; tandis que l'espace de *rencontre* permet de lutter contre la fragmentation. Chacun vient avec ses angoisses dans le point focal qui concentre toute l'énergie de la communauté. Les Sorbonnes sont le *Centre* vers lequel la *rencontre* rapproche les usagers. Elles sont les scènes de la *rencontre* des uns avec les autres, en même temps que chaque sorbonne se rapproche des autres sorbonnes. Elles sont dans ce dernier cas un Centre fragmenté, de mobilité. Chaque sorbonne est certes autonome, mais elle a aussi un rapport avec les autres. Il y a là une dynamique propre aux Sorbonnes qui en fait des espaces sociaux organisés, configurés culturellement et anthropologiquement par la *parole* qui se dit, qui s'y diffuse ainsi que par le mouvement qui y est en oeuvre. La langue institue l'appartenance à un même espace. Cette appartenance est nécessairement politique. Mais elle est aussi appartenance à un même statut, celui de la citoyenneté, à la patrie et à la classe sociale. La *rencontre* et la *parole* inscrivent les citoyens dans une trame collective.

---

<sup>117</sup> Lamizet, Bernard, *Le sens de la ville*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.9

<sup>118</sup> Ibid.



Dès lors, l'élection ou plutôt la re-élection, le retour à la *rencontre* et à la *parole* comme cadres de manifestation des diverses pratiques sociales, qu'elles soient symboliques ou matérielles, implique le retour au significatif inscrit au cœur de l'expérience de la banalité : *rencontre*, *parole* et socialité sont des lieux d'explosion, de représentation, d'ostentation de la société.

#### 1.4.1.2. Que faut-il entendre par reconstruction sociale du politique?

La reconstruction sociale du politique se veut une méthode d'analyse du politique qui, tout en se trouvant dans le sillage du *politique par le bas* ne conçoit pas le politique dans sa qualité institutionnelle étatique ni comme l'extension de l'État.<sup>119</sup> Il faut y entendre deux choses. La première est l'idée d'une nouvelle construction, une institution particulière, une fondation du champ politique par les acteurs sociaux, en l'occurrence ici les Sorbonnes d'Abidjan, avec tout ce que cela comporte d'imaginaire et de réel. Elle établit un pont entre le présent et le passé. Selon Séry Bailly, la reconstruction « consiste à entretenir le sentiment d'une continuité entre le passé et le présent, la totalité de celui-là venant s'inscrire dans celui-ci. »<sup>120</sup> La reconstruction est l'action de construire quelque chose de nouveau, de le rétablir en référence à son état originel. Dans cette définition, il y a l'idée du nouveau et de continuité de l'ancien. Il ne s'agit pas de n'importe quelle continuité, mais d'une continuité fondatrice. Quelque chose de radicalement nouveau vient au monde tout en conservant une permanence. L'état de reconstruction est un état de dépassement, de fondation. Du point de vue des Sorbonnes, la reconstruction sociale du politique signifie l'éclosion d'une nouvelle perspective politique, une renaissance politique. Ce

---

<sup>119</sup> Ce qui ne veut pas dire que les Sorbonnes n'ont pas de rapport avec l'État. C'est par rapport à l'État et contre certaines technologies de gouvernement que la Sorbonne est née en 1982. En même temps c'est pour l'État et le respect de ses institutions que la Sorbonne s'écartere pour donner des espaces similaires à partir de 2002 pour se battre contre la guerre à travers les marches à Abidjan.

<sup>120</sup> Bailly, Séry, *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2005, p.40

renouvellement se veut le remplacement du politique là où il retrouve l'*arbre à palabre* comme son fondement, sa source d'inspiration. Cette reconstruction est un processus instruit par un imaginaire, par le constat d'échec des chantres de la Négritude<sup>121</sup> et, enfin par l'échec de l'État postcolonial qui développe des mécanismes excentrés de gestion de la société.

La reconstruction sociale du politique traduit aussi l'idée qu'il faut penser le politique au-delà des objets classiques de la science politique. Au-delà de la *pratique* politique, il faudrait nous intéresser au *champ* politique quand le champ politique fait de la *rencontre* et de la *parole* les conditions de possibilité de la réciprocité fondatrice du lien social. À cet effet, il convient de voir dans la banalité du quotidien, dans les pulsions du corps social, la part du politique. Penser donc la reconstruction du politique c'est penser le politique *par le banal*, c'est s'intéresser à la part d'anodin du quotidien<sup>122</sup> du fait politique. Par exemple, dire à quelqu'un « bonjour, ça va ? » est un acte banal. Mais « Bonjour, ça va ? » est au cœur du phénomène social. Par dessus l'écume des mots, cette expression est une marque de civilité. S'intéresser à la part d'anodin du politique c'est chercher à dévoiler les faits sociaux, les événements du quotidien sous l'éclairage du non-dit, de l'implicite du langage et des comportements. Penser *le banal* en fin de compte, c'est opérer une mutation du regard pour voir les acteurs sociaux et leurs comportements autrement. Ce regard questionne, si ce n'est pour les mettre entre parenthèses, les schémas traditionnels qui dominent l'analyse de l'activité politique, le cadre normatif libéral de l'espace public, pour comprendre les mutations que provoquent les mouvements sociaux, les *espaces publics faibles*.

---

<sup>121</sup> La Négritude est un mouvement littéraire et politique d'exaltation de l'identité africaine et de la fierté d'être Noir. Aimé Césaire l'Antillais, Léon-Gontran Damas le Guyanais, et Léopold S. Senghor le Sénégalais sont ses figures emblématiques.

<sup>122</sup> Pour comprendre l'approche par le banal voir par exemple, G. Balandier, *Le désordre, Éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1985; J. Duvignaud, *Fêtes et civilisations*, Paris, Actes Sud, 1991

Cela requiert qu'on considère la politique comme *champ* plutôt que comme *pratique*. Comme *pratique* elle désigne l'habileté dans la prise de décision pour le bien commun. Cette habileté dans la décision impose la prudence dans le choix des moyens et des buts. L'incapacité ou l'absence d'habileté dans la conduite politique débouche sur ce que Julien Freund appelle l'impolitique. L'impolitique désignant alors « ce qui contrevient à l'intelligence et à la pertinence dans l'action politique ou qui blesse l'esprit et la vocation de la politique. »<sup>123</sup> La *pratique* politique exige aussi la décision pour trancher entre la pluralité des choix et des aspirations dans l'espace commun. Sans cette décision, la délibération est insuffisante à conduire l'action.

La politique est aussi un *champ* (celui que nous privilégions). C'est l'espace public social, distinct de la sphère privée (familiale, domestique, économique) que les Anciens grecs appelaient la sphère de la *nécessité*. Alors que la dimension publique du social est celle de la liberté, de son accès et de son usage, donc finalement de la manifestation et de la réalisation pleine de soi. « Le champ politique, dit Alain de Benoist, est un espace de réciprocité, où les hommes (on ajoutera et les femmes) ne se rencontrent pas en tant que personnes privées, mais apparaissent mutuellement en tant que citoyens pour agir et décider en commun. Le politique tient son rôle fondateur de ce qu'il organise les communautés humaines en les faisant tenir ensemble. Il institutionnalise le lien social, il fonde la coappartenance, le vouloir vivre ensemble ». L'auteur conclut que « la politique ne se réduit donc pas à l'organisation des pouvoirs ou à la capacité de « désigner l'ennemi », et moins encore à un simple système d'obéissance et de commandement. Le politique n'est pas l'étatique. »<sup>124</sup>

L'observation des Sorbonnes d'Abidjan conduit à les considérer comme *champ politique*. Ils sont une structuration horizontale de la société civile s'inscrivant

---

<sup>123</sup> Freund, Julien, *Politique et impolitique*, Paris, Édition Sirey, 1987, p.1

<sup>124</sup>De Benoist, Alain, « La politique menacée, la politique retrouvée » en ligne, [http://www.alaindebenoist.com/pdf/la\\_politique-menacee\\_la\\_politique\\_retrouvee.pdf](http://www.alaindebenoist.com/pdf/la_politique-menacee_la_politique_retrouvee.pdf)

dans des modalités d'appropriation politique de l'espace : le parcours, la diffusion, la gouvernementalité.

Intéressons nous d'abord à la catégorie du *parcours*. Selon Bernard Lamizet « le parcours est le processus par lequel, en allant de lieu en lieu dans l'espace de la ville, on se l'approprie en le reconnaissant et en lui donnant un sens. »<sup>125</sup> La Sorbonne de 1982 est une figure du parcours urbain. D'abord celui qui consiste symboliquement dans la sortie des « maquis » (restaurants populaires) lieu où la *parole* est « murmurée », à l'abri de l'État autoritaire de parti unique qui ne veut l'entendre que si elle le magnifie, vers le jardin public du Plateau (centre ville administrative et des affaires d'Abidjan). Le parcours des « sans grades de la société » des « maquis », espace politique fermé, vers un espace politiquement ouvert, est un acte fondateur. Acte fondateur d'un espace où la *parole* se libère, se fait entendre publiquement, même si elle se profère encore dans la métaphore de la critique du pouvoir sous la catégorie de l'Être. Le parcours est aussi celui du fondateur de la Sorbonne du Plateau : Ernesto Kouadio dit « philo ». Avant qu'il n'érige la Sorbonne en lieu de rencontre et de discussion, c'est-à-dire lieu de sens, il se promenait, errait dans les quartiers d'Abidjan pour « enseigner le savoir » comme Socrate à Athènes.

La présence de la religion dans la Sorbonne traduit un autre parcours. La religion sort des lieux de culte (Églises, Mosquées) pour se manifester en plein air en constituant un élément structurel de la Sorbonne de par la force qu'elle exerce sur la conscience des usagers des lieux. D'une manière évidente la religion se décline comme une bretelle sociale, elle crée du lien pour tenir ensemble ceux qui fréquentent la Sorbonne à travers les réponses qu'elle tente d'apporter à l'angoisse des uns, les interrogations qu'elle suscite chez les autres.

---

<sup>125</sup> Lamizet, Bernard., Op.cit., p.11

Enfin, la Sorbonne est la figure du parcours de tous ceux et celles qui quittent leurs maisons, leurs lieux de travail, leurs écoles pour aller parler, écouter, pour échanger avec les autres, pour vendre ou acheter, ou tout simplement pour honorer un rendez-vous. Sous ces aspects, la Sorbonne est un point de convergences, de décentrement de soi vers autrui. Univers complexe de tous les bruits, elle est l'entre-deux de la rue dont parle Janin.<sup>126</sup> La rue n'est plus simplement dédiée à la circulation. Elle est aussi et surtout lieu d'explosion de la colère sociale, d'ostentation de soi, d'expression des désirs, des angoisses et des espoirs d'une jeunesse en quête d'identité et de bien être. À ce titre, la rue est un espace essentiel de renforcement de groupe social politiquement organisé qui se l'approprie pour en faire un lieu de gouvernance. La « gouvernance par la rue » dont parle Jean-Marc Éla<sup>127</sup> signifie l'ouverture d'un nouvel espace du politique où le pouvoir ne se trouve plus nécessairement au Palais présidentiel et dans les institutions classiques. Bref, le pouvoir se trouve dans ce lieu mouvant. On sort ainsi de la définition conceptuellement et idéologiquement marquée d'un Paul Veyne pour qui est politique « ce qui se rapporte à l'appareil d'État lui-même et, par voie de conséquence, à la perpétuation du groupe qui utilise l'appareil. »<sup>128</sup>

Cette perspective théorique s'applique aux Sorbonnes à Abidjan pour une grande part. D'abord la naissance de la Sorbonne au début des années 1980 est liée à la nature autoritaire de l'État ivoirien postcolonial. Elle en est le produit, comme un type particulier de résistance aux technologies de gouvernement qui était celui de cet État; visant à la formation d'une société organique et disciplinée au nom du

---

<sup>126</sup> Janin, P., « Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire) », *Politique africaine*, no.82, 2001, pp.177-189

<sup>127</sup> Éla, Jean-Marc, texte inédit, « Fonder » le politique dans la crise actuelle des rapports Nord-Sud: un défi pour les générations africaines? », présenté au Colloque CURFP-FPI sur le thème *La crise ivoirienne et l'avenir d'une nation en voie de refondation*, Abidjan, 4 et 5 juillet 2003

<sup>128</sup> Veyne, Paul, *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1976, p. 727

développement économique, de l'école et de l'idéologie de la paix. Ensuite, et dès lors qu'on se refuse à une explication positive classique pour expliquer par « le bas » le politique, il convient alors de s'intéresser aux mécanismes par lesquels les acteurs sociaux subordonnés se gouvernent, se conduisent. On est là dans l'élément de sujets qui se définiraient par le rapport de soi à soi et aux autres (gouvernementalité). Il semble bien que les Sorbonnes ne sont pas polarisées par le pouvoir étatique. Elles portent bien sûr un discours sur le pouvoir, qu'il soit celui du libéralisme autoritaire du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA) qui serait responsable de leur malheur, ou celui de la refondation technocratique du Front populaire ivoirien (FPI) qu'elles adulent en apparence. Pourtant, l'observation semble offrir que les Sorbonnes se situent dans une sorte d'extériorité du pouvoir à travers des mécanismes propres de gouvernementalité. Et cette position particulière des Sorbonnes font d'elles un champ d'influence de la mobilité, de la fragmentation, « en même temps, dirait Michel Freitag, que se produit l'élargissement de l'exigence de participation sociétale du domaine politique au domaine social, transformation dans laquelle le politique finira lui-même par se redéfinir comme capacité de gestion du social. » Il ajoute que « tout cela comportant une redéfinition radicale de ce qu'est la société, ainsi que du rapport que les individus et les groupes particuliers entretiennent en elle et vis-à-vis d'elle. »<sup>129</sup> Le gouvernement de soi à soi et aux autres fait des Sorbonnes des acteurs sociaux complets, capables d'occuper une place importante dans le système social global et d'orienter l'attention sur eux, d'orienter sur eux les discours politiques (donc une réception politisée), donc finalement de se positionner comme des acteurs sociaux importants. La réception politisée des Sorbonnes fait d'elles des espaces incontournables dans le système politique global car, et comme le dit bien Leo Strauss, « par leur nature même, les choses politiques sont soumises à

---

<sup>129</sup> Freitag, Michel, Op.cit., p.240

l'approbation et à la désapprobation, au consentement ou au rejet, à la louange et au blâme. »<sup>130</sup>

Cette posture théorique suggérée par les faits signifie que les Sorbonnes se donnent à être interprétées comme des lieux de déplacement, de communication, d'échange économique; mais aussi, et finalement de redéploiement des forces sociales et politiques. Elles contribueraient, sous cette prise, à un renouvellement de la conscience et du fait politique.

### 1.5. Méthodologie

Pour étudier les Sorbonnes nous avons procédé à la recherche et à l'analyse documentaire appuyées par une enquête de terrain. Le champ de l'enquête est le district d'Abidjan. Notre démarche a été de localiser les Sorbonnes sur cette superficie pour connaître le nombre exact qui fonctionne. Nous en avons identifié quarante trois (43). Nous avons évalué approximativement le nombre moyen de personnes qui fréquentent chaque Sorbonne par jour. Cela nous a permis de faire des statistiques sur les tranches d'âge et de sexe. Par le nombre moyen de personnes nous désignons la population moyenne qu'abrite une Sorbonne par jour. Cette population peut doubler, même tripler quand l'actualité est très brûlante. Les « jeunes » sont des individus dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans; les « adultes » entre 35 ans et plus. Pour chaque Sorbonne, nous avons interrogé entre cinq et dix personnes, dépendamment de la densité démographique.<sup>131</sup>

Il n'était pas nécessaire d'étendre la recherche sur des villes de l'intérieur du pays. D'abord, parce que tous les espaces fonctionnent en général de la même

---

<sup>130</sup> Strauss, Leo, « Qu'est ce que la philosophie politique ? » dans *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, p.17

<sup>131</sup> Certaines Sorbonnes abritent plus de personnes que d'autres

manière, ensuite et surtout parce que le district d'Abidjan concentre à lui seul l'essentiel de ces lieux en Côte d'Ivoire. Abidjan est le creuset des activités politiques nationales (toutes les institutions de la République et les sièges centraux de tous les partis politiques s'y trouvent etc..), des activités économiques (c'est la capitale économique), et des organes de presse, d'information et de communication. Enfin le pays étant en crise politico-militaire, il se posait un problème évident de sécurité.

L'enquête s'est faite sur neuf mois, en trois étapes. La première s'est déroulée entre février et mai 2005. La deuxième a été menée au cours des mois de mai et juillet 2006 et, la dernière entre février et mai 2008. La méthodologie adoptée est essentiellement qualitative, mais pas uniquement. Les données statistiques sur l'âge, le genre et la population participante à ces Sorbonnes nous sont apparues nécessaires pour expliquer leur structure sociale. La démarche repose principalement sur l'observation participante. Celle-ci visait à saisir la structuration de ces espaces, leur fonctionnement, les sujets débattus, à évaluer la qualité et la quantité des gens qui les fréquentent, pour en saisir la cohérence interne et le sens politique.

L'observation participante est appuyée par des entrevues individuelles au moyen d'un questionnaire préalablement établi qui se trouve à l'annexe de cette recherche. Les entrevues devaient nous permettre d'enrichir et d'approfondir la compréhension du phénomène et sa portée dans le système politique global. Trois types d'entrevues ont été éprouvés : le premier s'adressait aux responsables ou animateurs des Sorbonnes. Il devait permettre le dévoilement de leur histoire (du moins telle que les acteurs racontent et saisissent cette histoire), les motivations et le sens qu'eux-mêmes confèrent à ces espaces. Dans trente sept (37) sorbonnes visitées une seule fois, nous avons interrogé en tout soixante quatorze (74) responsables des lieux. Nous avons ensuite concentré nos recherches sur six (6) sorbonnes : la *Sorbonne originelle* (5 responsables interrogés), la *Sorbonne solidarité* née de la scission d'avec la première et voisine d'elle de quelques mètres seulement, du Plateau



(4 responsables interrogés), le Tout puissant congrès d'Abobo (TPCA) (4 responsables interrogés), le Parlement-Abidjan-banco (3 responsables interrogés), le Parlement-Wakouboué (2 responsables interrogés), le Parlement du terminus 47 (2 responsables interrogés).

Nous avons aussi questionné des participants ou auditeurs de chaque place que nous avons visitée pour comprendre ce qui les pousse à la fréquenter. Sur les quarante trois sites des sorbonnes visités, nous avons parlé avec plusieurs dizaines de participants. Dans les 37 sorbonnes visitées une seule fois nous avons interrogés en moyenne 5 personnes par site de recherche, soit environ 185 participants.

Dans les 6 sorbonnes visitées plus d'une fois et plus peuplées nous avons interrogé plus de 389 participants ou auditeurs : la *Sorbonne originelle* et la *Sorbonne solidarité* ont été visités 25 fois, le Tout puissant congrès d'Abobo (TPCA) visité 7 fois, le Parlement-Abidjan-banco visité 4 fois, le Parlement-Wakouboué visité 4 fois, le Parlement du terminus 47 visité 3 fois. Dix personnes en moyenne ont été interrogées à chaque visite. Dans un contexte de crise politique ou l'image retenue de la Côte d'Ivoire est celle d'un pays divisé en Nord et Sud, ethniquement et confessionnellement fragmenté, il importe de dire que nous n'avons pas interrogés les gens sur la base de leur appartenance régionale, ethnique et confessionnelle.

Le deuxième type d'entrevues a été réalisé auprès de gens qui ne fréquentent pas particulièrement les Sorbonnes. Dans ce cas, nous nous sommes intéressés à trois catégories de personnes : la première est composée d'intellectuels universitaires : les intellectuels auxquels nous nous sommes adressés sont des professeurs de sociologie, de communication, de philosophie, de lettres. Nous avons pu échanger au total avec huit enseignant(e)s. Ils enseignent pour la plupart à l'Université d'Abidjan Cocody, mais une d'entre eux enseigne à l'Université de Bouaké délocalisée à Abidjan. Il était primordial de savoir le regard des intellectuels sur ce phénomène ivoirien. Ils ont une

certaine liberté de pensée et une pratique de la recherche scientifique. Toutes choses qui sont rassurantes pour l'enquêteur qui peut faire l'objet de méfiance.

La deuxième catégorie est composée de responsables de jeunesse des principaux partis politiques : le Front Populaire Ivoirien (FPI) au pouvoir; le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le Rassemblement Des Républicains (RDR) et l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), de l'opposition). Nous avons interrogé formellement deux responsables par groupement politique.

La troisième catégorie de personnes est composée de ceux qu'on appellerait de simples citoyens de quartier. C'est quasi quotidiennement que nous enquêtons auprès de gens que nous rencontrons, majoritairement dans ces maquis d'Abidjan qui grouillent de monde. Plus d'une centaine de personnes ont été interrogées dans des maquis de Cocody (quartier présidentiel), de Yopougon, d'Abobo, de Marcory, dans la banlieue de Bingerville etc.<sup>132</sup> L'écoute attentive dans ces lieux permet d'avoir les opinions réelles de gens qui autour d'un plat ou de quelques bières parlent à cœur ouvert.

Dans cette même catégorie, nous nous sommes intéressés à des femmes et à des hommes d'âge assez avancé ou des gens peu ou pas du tout scolarisés. Nous les avons rencontrés, surtout, dans des quartiers populeux de Yopougon et d'Abobo. Ce sont des propriétaires de commerces ou de « maquis ». Ce ne sont pas les seuls types de personnes que nous avons interrogées dans les quartiers populeux. Mais les activités et les lieux qui les encadrent étaient un atout pour notre démarche. Car il était plus facile d'engager une discussion avec elles dans le déroulement des échanges commerciaux. De plus, elles exercent dans des lieux fixes qui permettent le retour éventuel de l'enquêteur afin de continuer les échanges. Une propriétaire de

---

<sup>132</sup> Il est difficile d'en déterminer le nombre exact.

« maquis » dans la soixantaine et ses enfants, au nombre de cinq ont été interrogés à Yopougon Ciporex. Dans le marché de Yopougon Ciporex se trouvant en bordure de route nous avons discuté avec des commerçants; discussion déclenchée à l'occasion d'achat de vêtements pour ma fille. Nous avons commencé la discussion avec le vendeur dans la quarantaine qui nous servait. Mais très rapidement certains autres vendeurs se sont invités dans le débat, à notre plus grand enchantement. Pour nous, il s'agissait à partir des questions de les amener à parler, à se vider le plus possible tant sur notre objet de recherche que sur la politique nationale globale avec évidemment son lot de crise politico-militaire. Nous sommes retournés là pour continuer la discussion une semaine après avec comme prétexte l'achat de chaussure toujours pour ma fille. À Abobo avocatier, nous avons eu un entretien avec un propriétaire de « maquis » avec son épouse et une de ses filles qui se sont prêtés à nos questions. Nous sommes retournés dans ce « maquis » après une participation à une des activités quotidiennes de la grande Sorbonne d'Abobo avocatier, qui se nomme « TPCA », c'est-à-dire « le Tout puissant congrès d'Abobo ». C'est le plus grand espace des sorbonnes des quartiers à Abidjan. L'intérêt de cette troisième catégorie de personnes approchées (les simples citoyens de quartier) est, pour l'enquêteur, de savoir l'écho et la portée des espaces étudiés dans la société en général. En outre, les entretiens avec les simples citoyens de quartier devaient nous permettre de déjouer d'éventuelle déification du phénomène étudié par les acteurs et animateurs eux-mêmes. Les propos des interviewés sont en italique entre guillemets.

Le lecteur retrouvera les données de nos enquêtes intégrées dans une analyse d'ensemble pour éprouver notre hypothèse centrale. Nous refusons de tomber dans un empirisme appauvri qui consisterait dans une exposition plate des éléments de l'enquête. Nous exposons explicitement les propos des interviewés quand nous le jugeons nécessaire, et leurs propos sont exposés entre guillemets en italique. Tout ce qui est dit ici vient du terrain. Il n'est pas le produit de l'imagination. La manière de le

dire et la structuration de la thèse est le fait du chercheur. Le tout est soutenu par des réflexions et analyses personnelles.

La méthode de recherche adoptée vise en dernier ressort à conférer aux Sorbonnes leur sens politique fondamental. Comprendre leur sens politique profond, c'est pour nous se mettre en chemin vers le fondement de ce politique. Nous sommes alors placés dans une perspective archéologique. Cette perspective nous engage dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire postcolonie. La littérature est abondante qui explique les stratégies et méthode de gouvernement de l'État ivoirien postcolonial sous la « bienveillance » du « Père de la nation », le président Houphouët-Boigny. Lesquelles stratégies et méthodes sont fondées essentiellement sur la nécessité de fonder une société organique (donc une société sans contradiction, de contrainte) et disciplinée sur le chemin du développement économique capitaliste avec pour l'État et le parti unique (en réalité parti-État) comme instruments. La naissance de la Sorbonne en 1982 est une réponse à cette gouvernamentalité. Une fois née, des événements majeurs vont présider à leur développement. Le premier est celui du processus démocratique enclenché en 1990; le deuxième est la guerre civile qui commence le 19 septembre 2002. La littérature qui constitue notre source documentaire traverse différentes disciplines des sciences sociales.

L'approche archéologique ne consiste pas uniquement dans la recherche historiographique. Au demeurant, cette thèse ne cherche pas à décrire des faits. Elle veut les interpréter; elle s'efforce de donner un sens politique nouveau à ce qui se passe dans les Sorbonnes. Cela est possible en pénétrant au fond de l'imaginaire et des gestes des acteurs. Ainsi, tout en établissant les conditions de la naissance et du développement des Sorbonnes, nous cherchons à comprendre le sens politique et social profond qu'elles laissent entrevoir; le sens que les acteurs leur confèrent. Dans ce mouvement il serait vain de rechercher une chronologie téléologique. On verra par exemple que le chapitre quatre ne parle pas uniquement des années 1990; il parle

aussi des années 2000; 1990 n'étant que le point de départ de l'engagement politique ouverte de la Sorbonne qui se continue.

Notre relative connaissance de la situation politique générale de la Côte d'Ivoire, et nos réseaux de relations sociales ne peuvent cacher cependant les difficultés qui peuvent être celles de tout chercheur dans un contexte de guerre. Si elles ne peuvent être dramatisées, elles méritent quand même d'être présentées. La toute première difficulté est d'ordre financier en dépit de l'aide de quelques bonnes volontés. La deuxième difficulté est la méfiance de certains interviewés, surtout les gens que nous avons rencontrés dans des quartiers populeux. Cette méfiance s'explique, à notre avis, par le fait que la Côte d'Ivoire est en situation de conflit. Les positions dans un tel contexte étant bien souvent tranchées, on ne sait pas toujours à qui on a affaire, et quelles sont ses intentions profondes.

Mais la guerre n'explique pas tout. En général les Africains ne se dévoilent pas à un « étranger » comme ça. La Côte d'Ivoire ne fait pas exception. Il y a donc une dimension culturelle de ruse de l'intelligence, et du camouflage; ce qui fait que l'interviewé peut dire ce que l'enquêteur veut bien entendre et non ce qu'il pense réellement de la question à lui posée. Notre avantage en pareille circonstance, c'est de savoir ces deux réalités. Nous avons pu développer des stratégies de familiarisation pour arriver à nos fins. Dans les Sorbonnes, c'était relativement facile, parce que nous sommes connus de certains responsables et animateurs des lieux. Mais il fallait chaque fois les approcher, décliner son identité, expliquer l'objet de la recherche et demander la permission de prendre des photos ou filmer. À vrai dire nous n'avons pas eu de problème particulier avec les acteurs des Sorbonnes. C'était d'ailleurs pour la plupart des *Sorbonniens* un privilège d'être au centre d'une thèse de doctorat à présenter au Canada. Nous avons d'ailleurs pu constater que les Ivoiriens en général ont une très bonne image du Canada.

Ajoutons pour finir que notre enquête s'est déroulée dans des conditions relativement difficiles. Mais ces difficultés ont été minimisées par notre relative connaissance de la culture ivoirienne, et par nos réseaux de relations sociales.

## CHAPITRE II

### LA COMPRESSION DE LA PAROLE : LE SYSTÈME DE PARTI UNIQUE ET SES MYTHES COMME ÉLÉMENTS DE PROJET D'UNE SOCIÉTÉ ORGANIQUE

L'idée centrale de ce chapitre est que l'idéologie du système postcolonial ivoirien se décline comme l'ensemble des visions et des actions politiques conscients de nature mythique structurant l'imaginaire collectif ivoirien en vue d'une société organique, une société qui ne fait pas de place à la contradiction.

Dès les indépendances, les dirigeants ivoiriens ont opté pour un système de parti unique. Un système peut être défini, à la manière d'Edgard Morin, comme une « unité globale organisée d'interrelations entre éléments, actions ou individus. »<sup>133</sup> Le système a un moment de sa mise en forme, les interrelations entre unités forment le système. Elle en constitue l'organisation. Le système de parti unique ivoirien se met en place entre 1951 et 1959, d'une part, par une alliance stratégique scellée entre Houphouët-Boigny et la France comme contrepartie de l'indépendance politique, et d'autre part, par l'intégration des autres partis politiques au PDCI-RDA. Ce système repose sur trois piliers : le politique (le parti PDCI-RDA), l'économique (le libéralisme économique et l'économie de plantation) et, la personne même d'Houphouët-Boigny, figure mythique du père fondateur. Le PDCI-RDA et son chef ont pensé que le parti unique était la seule voie pour sortir du sous-développement et

---

<sup>133</sup>

Morin, Edgar, *La méthode, la nature de la nature*, Paris, Seuil, 1977, p.102

pour cimenter l'unité nationale. Pour réaliser ces deux objectifs, il n'y avait pas besoin de s'encombrer d'idéologie mais de faire preuve de pragmatisme. Ce serait à première vue une gageure de parler d'idéologie dans la démarche du parti unique ivoirien et son chef Houphouët-Boigny qui se veut empreint de pragmatisme? Guy Rocher définit l'idéologie comme « *un système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité* ». <sup>134</sup> Ainsi comprise, on ne peut parler d'idéologie du PDCI-RDA. Nulle part il n'a formulé clairement un projet de société. Pourtant ce refus de l'idéologie par le parti n'est qu'une attitude de façade. Car, le refus de l'idéologie est déjà en soi l'invocation d'une. Le PDCI-RDA ne peut fuir l'idéologie qu'au nom de quelque chose qui, même s'il n'est pas clairement formulé, n'est pas pour autant inexistant. L'idéologie ne serait-elle plus le sens au service du pouvoir? Le choix du monolithisme politique et du libéralisme économique ressortit à une idéologie.

Notre démonstration repose sur trois points qui présentent à la fois l'idéologie et les piliers du système de parti unique ivoirien. Le premier point explique le pilier politique du système qui est le PDCI-RDA. Le deuxième point présente le pilier économique, soit le libéralisme économique. Quant au troisième point, il expose le pilier qui est la personne même du président Houphouët-Boigny, alors que le quatrième point discute de la paix comme un mécanisme de conduite des âmes des Ivoiriens en vue du même objectif de la construction d'une société organique.

---

<sup>134</sup> Rocher, Guy, *Introduction à la sociologie générale*, Tome1, Paris, L'action sociale, 1968, p.127



## 2.1. Le PDCI-RDA et le catéchisme du parti unique

Avant 1960, la Côte d'Ivoire était un pays multipartiste. À l'accession à l'indépendance il n'y avait plus que le PDCI-RDA. Par divers mécanismes de phagocytage, de coercition mais aussi de négociation, ce parti a digéré les autres formations politiques pour imposer le consensus autour de lui.<sup>135</sup> Il occupe et contrôle tout l'espace politique et social en étouffant toute expression libre de la parole politique. Il impose un unanimisme de pensée entre les populations et le pouvoir, autour du « guide suprême » Houphouët-Boigny qui pouvait alors affirmer : « tant que je serai au pouvoir, il ne sera jamais question de multipartisme. »<sup>136</sup> Un parti unique, un chef unique avec un pouvoir fort sont les voies de l'unité nationale et du développement. Mais ce consensualisme imposé repose sur des préjugés faux et dogmatiques de nature idéologique.

Le premier préjugé faux et dogmatique est que la tradition africaine est étrangère à la démocratie. Le multipartisme serait source de division de la société ivoirienne, qui serait une société homogène, indifférenciée,<sup>137</sup> sans conflits. En revanche, le parti unique mettrait le pays à l'abri des divisions sociales liées aux tensions idéologiques et partisans que provoquerait la démocratie pluraliste. Il fallait maintenir l'homogénéité de la société et forger une conscience de l'unité nationale afin de se mettre en chemin vers le développement. Tels sont les termes du catéchisme du parti unique.

---

<sup>135</sup> Entre 1956 et 1960 Houphouët-Boigny phagocyte les autres partis politiques existants par la coercition ou par la négociation pour réduire l'espace politique à sa seule formation, le PDCI-RDA, Voir par exemple, Gbagbo, Laurent, *Côte d'Ivoire. Économie et société à la veille de l'indépendance (1940-1960)*, Paris, L'Harmattan, 1982

<sup>136</sup> Cité par Amadou Koné, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2003, p.113

<sup>137</sup> C'est une idéologie des dirigeants postcoloniaux qui pensaient que les sociétés africaines sont des sociétés sans classes.

L'idée que les sociétés africaines sont consubstantiellement anti-démocratiques a été travaillée par les sciences sociales africanistes de tradition coloniale. Elle s'enferme dans une analyse bipolaire tradition/modernité. Essentiellement communautaristes, les sociétés africaines laisseraient peu de place à l'individu, donc à l'égalité. Elles sont ainsi anti-démocratiques. L'historicité des sociétés africaines n'est pas abordée sous l'angle de leur capacité à « s'auto-instituer », dans l'entendement de Cornelius Castoriadis.<sup>138</sup> Les dirigeants africains en général, et ceux ivoiriens en particuliers, ont assis leur pouvoir sur cette vision communautariste en projetant les représentations des liens sociaux traditionnels mécaniques au sein de l'État.<sup>139</sup> Même si la Côte d'Ivoire a opté pour le libéralisme, c'est cependant un *libéralisme autoritaire* fondé sur la même idéologie politique que les pays qui ont choisi le socialisme, selon laquelle la culture et les cosmogonies des sociétés africaines les prédisposent au monolithisme.<sup>140</sup>

Or, l'histoire des sociétés africaines montre que dans plusieurs régions d'Afrique précoloniale, les systèmes d'organisation politique étaient d'inspiration démocratique. La tradition de l'*arbre à palabre* est une des expressions vivantes de cette démocratie avec bien sûr ces insuffisances. Les insuffisances appartiennent notamment à la place des femmes et des jeunes dont la parole était une parole dominée. Mais la condition de dominée de la femme n'est pas propre à l'Afrique. On sait notamment avec Christiane Fauré que la démocratie bourgeoise en Europe du XVIe au XXe est une démocratie sans les femmes lorsqu'elle parle du libéralisme en France sur cette période.<sup>141</sup> On ne peut fermer les yeux sur le fait qu'en Afrique

---

<sup>138</sup> Castoriadis, Cornelius, *La montée de l'insignifiance*, Paris, Édition Seuil, 1996, p.196

<sup>139</sup> Akindès, Francis, « Le lien social en question dans une Afrique en mutation » dans Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville (sous la dir.), *Souveraineté en crise*, Québec, L'Harmattan et les Presses de l'Université Laval, 2003, pp.379-403

<sup>140</sup> Voir l'analyse de Thomas, Louis-Vincent, *L'idéologie socialiste et les voies africaines du développement*, Paris, Livre africain, 1966

<sup>141</sup> Fauré, Christiane, *La démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1985

précoloniale les femmes ont occupé des positions dominantes dans certaines régions. En fait, ce qu'il convient de retenir ici est que les sociétés africaines traditionnelles ne sont pas primordialement, essentiellement enclines à l'autoritarisme absolu. Or, telle est la prétention des régimes postcoloniaux pour imposer le parti unique et la dictature en Afrique.<sup>142</sup>

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, Mémel-Fotê a montré qu'avant la pénétration coloniale il existait des *démocraties villageoises*. Ces démocraties revêtaient des formes multiples. Elles étaient des modes d'organisation politique de type libéral ou plus ou moins fortement hiérarchisés et étaient relativement soucieuses de préserver des inégalités et de la fragmentation sociale.<sup>143</sup> La forme « républicaine » de cette démocratie se retrouve dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire où les chefs des villages sont élus et peuvent être destitués. Il y a une égalité entre les hommes, bien qu'en général les femmes jouent un rôle d'arrière plan, se contentant parfois du rôle de grande conseillère nocturne.<sup>144</sup> Dans sa forme hiérarchisée qu'on retrouve au Sud-est, où par ailleurs prévaut le système matrilineaire, les femmes sont reconnues aptes à gouverner. La prise de grande décision concernant la communauté requiert la participation de tous les segments de la société. C'est ainsi que dans les monarchies du Nord-Ouest, Amadou Koné relève que pour « établir l'état du royaume ou prendre les grandes décisions d'orientation, les représentants de toutes les fractions de la société sont associés au Conseil. »<sup>145</sup> Ces exemples montrent qu'en dépit des imperfections inhérentes à ces modes d'organisation politique, les sociétés traditionnelles ivoiriennes ne sont pas congénitalement anti-démocratiques. Et rien ne dit que ces sociétés n'étaient pas en procès d'auto-institutionnalisation vers des rapports sociaux supérieurs. On ne peut ignorer la nature dynamique des liens sociaux

<sup>142</sup> Sur cette question lire notamment l'analyse relativement récente de Bidima, Jean-Godfroy, Op.cit.

<sup>143</sup> Mémel Fotê, H. *Le système politique de Ladjoukrou*, Paris, Présence Africaine, 1980

<sup>144</sup> Cela justifie l'adage selon lequel « derrière un grand homme, se trouve une grande femme » ; ou encore que « la nuit porte conseil »

<sup>145</sup> Koné, Amadou, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2003, p.123

sous prétextes que les sociétés africaines sont a-historiques. Justifier le parti unique sur cette base est un préjugé idéologique en accord avec le projet de construction d'une société organique. Ce préjugé idéologique lui-même justifie le soutien des puissances occidentales (notamment la France) au parti unique en Afrique francophone.<sup>146</sup> C'est aussi une mystification ancrée dans le projet d'affirmation de la suprématie de l'État sur les institutions traditionnelles villageoises. Par là même, ce préjugé participe en soi d'un mécanisme de différenciation sociale où, pour dire comme Marcel Amondji, « parfois des individus qui n'étaient pas forcément les plus dignes furent tirés de l'anonymat et de la collégialité qui était jusqu'alors la règle pour être hissés au-dessus des autres membres de la communauté », <sup>147</sup> grâce principalement à l'école.

La conséquence de ce préjugé faux et dogmatique est que l'ouverture de l'espace politique et la liberté d'expression sont rejetées, du moins refoulées. Les velléités politiques et syndicales contraires à la ligne tracée par le PDCI-RDA sont ouvertement combattues sous prétextes de se prémunir contre le désordre. Houphouët-Boigny disait alors qu'il préfère l'injustice au désordre parce qu'on peut réparer une injustice. Ce qui ne serait pas le cas pour le désordre. Les organisations professionnelles (syndicats) sont unifiées en une centrale unique (Union des travailleurs de Côte d'Ivoire, UGTCI); sauf le Syndicat national des enseignants du secondaire (SYNESCI) et le Syndicat africain de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES). Ces deux syndicats ont maintenu, non sans souffrir de la répression du pouvoir, la ligne de l'autonomie syndicale. L'UGTCI est instrumentalisée, ses dirigeants siègent dans les instances du parti. Celui-ci se confond avec l'État et avec la société qu'il supprime. C'est un parti-État, et l'unité nationale signifie en définitive l'unité autour du parti. En cherchant ainsi à fixer une

---

<sup>146</sup> L'ex président français Jacques Chirac affirma en 1990 que la démocratie est un luxe pour l'Afrique.

<sup>147</sup> Amondji, Marcel, Op.cit. p.106

société organique, le parti unique promeut une politique de contrainte. Il circonscrit la parole publique. Ce qui est un obstacle aux libertés individuelles et collectives, un monopole politique qui, selon Jean-Noël Loucou, « a pour corollaire un recours à la coercition, à la répression contre toute contestation du pouvoir, qu'elle revêt la formule de délits d'opinion, de grèves, d'actions politiques ou de luttes armées. »<sup>148</sup>

En refusant l'opposition sous la forme classique de partis politiques ou d'organisations socioprofessionnelles autonomes, le parti unique l'a suscitée sous d'autres formes de nature potentiellement plus dangereuses. Il n'est pas historiquement possible d'obstruer la liberté des individus. Tôt ou tard, ils se donnent les moyens de la conquérir. Or, en cherchant à fixer une société de contrainte, le pouvoir fait l'économie de cet axiome social-historique. Ce qui fait du projet même d'une société organique un leurre, une illusion. L'opposition à ce projet se manifeste sous deux grandes formes : une forme organisée et une forme diffuse.

Dans sa forme organisée, il y a les syndicats d'enseignants (SYNESCI et SYNARES) et d'élèves et étudiants, notamment l'Union nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (l'UNEECI). Ils luttent pour des motifs corporatistes, certes, mais également contre l'unanimisme politique. Ils ont été des supports au service des opposants politiques pour contester le parti unique. Ce sont eux qui offrent des moyens d'action directe contre le régime. À cet égard, ils sont un enjeu de luttes ouvertes ou larvées entre la tendance incorporée au pouvoir et instrumentalisée, et la tendance de ceux qui veulent en faire des organisations autonomes et des espaces d'opposition ouverte au pouvoir. Il y a les cellules politiques clandestines qui luttent aussi contre le pouvoir unique pour le multipartisme et la démocratie. Ces cellules politiques clandestines donneront essentiellement naissance aux partis

---

<sup>148</sup> Loucou, Jean-Noël, *Le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Neter, 1992, p.131, l'auteur est un historien et cadre du PDCI-RDA. Il a été directeur de cabinet de Henri Konan Bédié du temps où il était chef de l'État (1993-1999)

officiels d'opposition au début des années 1990 sous les rafales du vent de démocratisation. Enfin, l'opposition organisée se manifeste sous la forme de tentative de sécession. Ce fut le cas des Sanwi au Sud-est en 1969 et des Guébié au Centre-ouest avec Kragbé Gnagbé en 1970. Ce dernier n'ayant pas obtenu l'application de l'article 7 de la Constitution qui reconnaissait le multipartisme a proclamé « sa République » dans sa région d'origine. Évidemment ces deux tentatives de sécession ont été réprimées par le pouvoir PDCI-RDA.

La forme diffuse d'opposition se manifeste sous forme de malaise sociale, de mécontentements plus ou moins exprimés. Le malaise a deux caractéristiques essentielles. D'abord, il résulte de la méfiance à l'égard des gouvernants. Il est permanent. N'ayant pas de lieu propre pour s'exprimer, il se concentre, s'entretient lui-même en restant diffus. Il se manifeste sous forme de « murmures ». Ce qui veut dire que le malaise n'est pas une forme ouverte de contestation. Dans les salons, les bureaux et autres lieux de travail, dans les restaurants populaires (les maquis) les populations « chuchotent » leur colère et leurs inquiétudes vis-à-vis du pouvoir. Le silence de la parole réserve souvent des surprises aux ordres politiques autoritaires. Nous sommes ici dans l'élément où le malaise fait courir des risques au pouvoir. Il est menaçant pour lui parce qu'il est permanent, diffus, incontrôlable. De cette manière, le malaise conserve toute sa capacité désorganisationnelle. De sorte que tout événement, même banal, peut dégénérer en mouvement de contestation sociale ouverte capable d'ébranler un régime si autoritaire soit-il.

En imposant donc le consensualisme sous prétexte d'une culture africaine incompatible avec le pluralisme, en refusant toute opposition au parti unique, le PDCI-RDA en secrétait. D'où sa nature mythique entendue comme illusion du parti unique. Ces oppositions ouvertes ou diffuses montrent bien que la société n'est pas un fleuve tranquille en dépit de ce qu'on voudrait en faire.

La deuxième idéologie de nature mythique est que le parti unique permet de dépasser les clivages des loyautés traditionnelles. On sait que l'unité nationale est l'autre objectif fondamental du PDCI-RDA, à côté du développement. Le pluralisme politique est considéré comme un obstacle à ce but. Cette idée se nourrit non seulement du préjugé faux et dogmatique d'une culture anthropologique africaine anti-démocratique, mais elle s'appuie également sur l'expérience du pluralisme politique pendant la colonisation. En effet, les partis politiques étaient des partis régionaux fondés en général sur les loyautés traditionnelles.<sup>149</sup> La répartition régionale des partis politiques était vue comme un ferment de division ethnique. Elle ne permettrait pas l'intégration des segments nationaux. En conséquence, le parti unique se donne pour tâche de briser les crispations, les clivages entre les différents peuplements nationaux. Il devait être l'unique centre où devaient converger toutes les énergies nationales. Toutefois, la question se pose de savoir si le parti unique permet véritablement de résoudre les clivages entre loyautés régionales et ethniques. Ne contribue-t-il pas au contraire à les nourrir?

Si le PDCI-RDA comme parti unique est supposé être le pilier de l'intégration nationale, le fait est qu'il se sert des identités traditionnelles pour se consolider. Deux moyens sont utilisés : d'une part, « le PDCI utilise le tribalisme en faisant confondre ses structures de base avec la structure tribale du pays »,<sup>150</sup> d'autre part, il y a la géopolitique nationale qui est la représentation nationale des appartenances traditionnelles plus ou moins équilibrée aux postes de responsabilité étatique. En soubassement de ces deux moyens politiques, il y a le mythe de la supériorité et de la capacité naturelle de l'*Akan* (groupe d'appartenance traditionnelle large

---

<sup>149</sup> Voir par exemple, Sylla, Lanciné, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire*, Paris, Presses de la fondation nationales des sciences politiques, 1977

<sup>150</sup> Ibid., p.240

d'Houphouët-Boigny), plus particulièrement le *Baoulé* (peuple de son appartenance immédiate), à gouverner. Les autres peuples n'auraient pas cette qualité.<sup>151</sup>

En effet, le PDCI-RDA a utilisé politiquement les identités traditionnelles (ou ethnies) dans sa structure organisationnelle pour mieux encadrer les masses. L'identité traditionnelle est alors l'élément moteur de l'intégration des segments nationaux au parti. Par son instrumentalisation, le parti cherche à étouffer dans l'œuf les forces anoniques que constitueraient ces identités. C'est pour cela que des regroupements traditionnels de nature régionale ou ethnique seront intégrés au parti comme ses démembrements de base, et au gouvernement. C'est par exemple, le cas de l'Union pour le développement économique de Côte d'Ivoire (UDECI) que souligne à grand trait Sylla Lanciné.<sup>152</sup> Supposée être un regroupement de partis autonomes, l'UDECI est devenue une tactique de cooptation et de recrutement de militants du PDCI-RDA sur la base du chantage du développement régional. En clair pour bénéficier des investissements de l'État, les régions devaient adhérer à l'UDECI, c'est-à-dire en réalité au PDCI-RDA. Toute région qui s'opposait au PDCI-RDA était considérée comme refusant le développement. Et les cadres qui se rendaient coupables de ce refus du développement étaient considérés par leurs confrères comme étant contre la région. De cette façon, l'UDECI était une stratégie relativement efficace du PDCI-RDA pour une société ivoirienne intégrée et sans contradictions majeures. Le PDCI-RDA parvenait ainsi à lutter contre la fragmentation des intérêts traditionnels et régionaux pouvant déboucher sur une opposition ouverte au pouvoir.

L'UDECI comme mécanisme d'instrumentalisation identitaire et d'intégration au parti unique n'est pas la seule stratégie. Pour confondre les structures

---

<sup>151</sup> Des chercheurs et auteurs Akan ont légitimé et entretenu cette catégorisation ethnique. Voir par exemple, Akoto, Yao Paul, *L'envol du tisserin*, Roman, Abidjan, CEDA, 1986 ; l'ex-président Henri Konan Bédié certainement le dernier à réveiller cette catégorisation ethnique dans son livre, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999.

<sup>152</sup> Sylla, Lanciné, Op.cit. p.211



traditionnelles au parti et au gouvernement, le PDCI allait bien plus loin dans son projet d'une société organique. Dans son étude sur l'impact de la structure du PDCI sur l'intégration nationale, Zolberg constate que les leaders du parti ont réussi à déplacer la puissance politique des autorités coutumières vers les organes centraux du gouvernement moderne. Parallèlement à cette alliance hégémonique des segments traditionnels, les cellules de base du parti renforçaient la solidité des liens tribaux et familiaux.<sup>153</sup> La structure du parti s'étendait dans les villages, quartiers, régions pour se confondre avec les entités ethniques ivoiriennes. Les comités de base des villages suivent la ligne tribale, clanique ou lignagère. Dans les petites villes où les quartiers sont habités par des communautés distinctes, les comités du parti sont des comités ethniques, souligne aussi Sylla Lanciné.<sup>154</sup> La situation n'est guère différente dans les grandes villes multiethniques, comme Abidjan.

À Abidjan, Zolberg fait remarquer que l'administration coloniale avait mis fin aux chefferies de quartier. Les liens sociaux entre les habitants n'étaient pas basés sur l'appartenance ethnique, mais sur une solidarité de classe. Dans la période de l'indépendance, le PDCI-RDA a remis en cause la socialité urbaine détachée des loyautés traditionnelles en divisant les quartiers d'Abidjan, notamment Treichville auquel l'auteur s'est intéressé, en sous-comités ethniques. Le parti unique remettait ainsi au goût du jour les polarisations identitaires. Si cette méthode se justifiait dans le passé colonial comme stratégie de mobilisation et d'élargissement des bases du parti, sa persistance au plus fort du monopartisme cache mal la peur du pouvoir de voir dans les quartiers prolétariens abidjanais des lieux d'organisation de la contestation sociale. Dans la période coloniale, le PDCI-RDA « avait besoin d'un réseau de communication efficace dans chaque dialecte et chaque ethnie; il fallait des unités homogènes pour vendre les cartes de membres, recueillir les cotisations,

---

<sup>153</sup> Zolberg, A.R., « Effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale », *Cahiers d'Études africaines*, octobre 1960, pp.140-149

<sup>154</sup> Sylla, Lanciné, *Op.cit*, p.112

convaincre les récalcitrants... »<sup>155</sup> Or, en maintenant cette méthode d'organisation, le pouvoir voulait exercer un contrôle sur les populations. Il entendait les encadrer de peur que la masse de gens dans ces quartiers s'organisent en contre-pouvoir. Pour ce faire, le parti unique utilise l'élément ethnique. Treichville était divisé en 177 sous-comités tribaux. Les réunions ne concernaient que les membres du groupe ethnique. Il n'y avait pas de lien entre les différents quartiers. Chaque chef de quartier ne se souciait que de ses confrères et les élections étaient guidées par un choix sur la représentation ethnique.<sup>156</sup> Les leaders des sous-comités occupaient une position importante dans la structure organisationnelle du parti. Et ils entendaient bien conserver cette position d'autant plus qu'ils l'avaient acquise, avec le prestige qui en découlait, grâce au soutien de leurs frères de la même ethnie. Ils se sentaient alors investis de la mission de les défendre.

Le PDCI-RDA a de cette manière instrumentalisé les loyautés traditionnelles au service de son hégémonie sur l'espace politique ivoirien. Le secrétaire général d'alors du parti, Philippe Yacé aura beau assuré en 1983 que les structures de base fondées sur les identités traditionnelles n'existaient qu'à Abidjan,<sup>157</sup> le fait est que la prétention du parti unique à gommer les polarisations des identités immédiates en vue de l'unité nationale est un mythe. Pour un temps, le pouvoir peut empêcher que les divisions entre appartenances traditionnelles gênent les activités du gouvernement. Mais le couvercle de la marmite bouillonnante ne peut tenir indéfiniment dans ce jeu où l'unité nationale, entendue comme unité du parti, ne peut se maintenir que par la manipulation des segments ethniques. Dans ce jeu de puissance où même les clans se détachent de leur lien d'appartenance élargie pour se donner des allures de peuples

---

<sup>155</sup> Mahiou, Ahmed, *L'avènement du parti unique en Afrique noire. L'expérience des États d'expression française*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1969, p.196

<sup>156</sup> Sy, S. Madani, *Recherche sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali)*, Paris, A. Pedone, 1965

<sup>157</sup> Ibid., p.150

autonomes afin de fonder un comité de base pour participer au festin national, parler de l'unité nationale relève de l'illusion.

Une autre utilisation des identités traditionnelles qui est source de tensions sociales est la « géopolitique nationale ». Elle est une économie de la diversité sociale, une politique d'équilibre et de dosage des appartenances traditionnelles consistant dans la représentation des principaux segments de peuplement dans les instances du parti et au gouvernement. Vu sur ce seul prisme, la *géopolitique nationale* semble être un moyen d'unification. Pourtant dans le fond, cette politique repose sur le mythe de la supériorité des *Akan* en général et des *Baoulé* en particulier. Ce mythe légitime Houphouët-Boigny à confier les importants leviers de l'État aux cadres de son groupe d'appartenance originelle,<sup>158</sup> les autres segments traditionnels nationaux devant se contenter du dosage « géopolitique nationale ». Disons-le autrement : la géopolitique est un calcul politique d'Houphouët-Boigny pour raffermir la supériorité de son groupe d'appartenance traditionnelle, et son pouvoir sans s'attirer les foudres des autres groupes sociétaux traditionnels. Si cette politique a pu convaincre des observateurs de l'art politique du président ivoirien, il reste que réside là le levain d'une profonde division nationale. L'unité nationale qu'elle prétend construire s'avère un leurre; car si le parti unique a domestiqué, manipulé l'ethnicité pour un temps, il ne l'a pas digérée. Au contraire, dit Aghi Bahi, « l'action politique n'a cessé de conforter les identités pour juguler les crises et conforter le pouvoir. »<sup>159</sup>

---

<sup>158</sup> Voir par exemple, Teya, Koffi Pascal, *Côte d'Ivoire, le roi est nu*, Paris, L'Harmattan, 1985 ; Mémel-Fotê Harris qui montre sa nature mythique, « Un mythe politique des Akans en Côte d'Ivoire : le sens de l'État » dans P. Valsecchi et F. Viti (eds), *Monde Akan. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp.21-42 ; Akindès, Francis, « Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire », Séries monographiques, Dakar, CODESRIA, 2004

<sup>159</sup> Bahi, Aghi, « Permanence et bifurcation du sentiment nationaliste ivoirien », Abidjan, *CERCOM Université de Cocody*, p.19

## 2.2. Le mythe du développement par le libéralisme économique

S'attaquer au problème du sous-développement en vue du « décollage » économique fut une des tâches fondamentales des pays africains aux lendemains des indépendances. Contrairement à plusieurs pays qui ont opté pour le socialisme comme la voie propice au développement de l'Afrique, la Côte d'Ivoire a choisi le libéralisme économique.

Dans son discours du 9 juin 1961 à l'Assemblée nationale, Houphouët-Boigny déclarait : « la politique économique que nous avons suivie fait appel à toutes les initiatives privées ou publiques dans un régime de libre entreprise. »<sup>160</sup> Le libéralisme permettrait à la Côte d'Ivoire de se mettre au diapason des pays prospères à économie de marché par son insertion dans l'économie mondiale. Il produirait la richesse et mettrait les Ivoiriens à l'abri du besoin. Le développement est l'idéologie en vogue structurant cette ambition. La stratégie au service du développement est la renonciation à l'indépendance politique par le maintien de liens organiques avec la France. C'est ce que Laurent Bazin, par exemple, appelle « une décolonisation conservatrice ».<sup>161</sup> Le recours systématique aux capitaux, technologies, assistants techniques et à la main-d'œuvre étrangère font partie de la stratégie.<sup>162</sup> Le code d'investissement de 1959 en détermine les modalités. Il a permis d'attirer les capitaux et investisseurs privés étrangers en leur concédant d'importantes marges de manœuvre dans le processus d'accumulation. Il leur offrait notamment la possibilité de rapatrier les profits et capitaux dans leur pays d'origine. A ce sujet, le congrès du PDCI-RDA de mars 1959 est, on ne peut plus clair : « en ce qui concerne les

---

<sup>160</sup> Cf. Discours à l'Assemblée nationale en janvier, 1961.

<sup>161</sup> Bazin, Laurent, *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologie sur la Côte d'Ivoire dans le monde actuel*, Paris, L'Harmattan, 1998

<sup>162</sup> Sur cette stratégie de la politique économique ivoirienne, voir notamment les analyses de Bach, Daniel, « L'insertion ivoirienne dans les rapports mondiaux » dans Fauré, Y.-A. et Médard, J.-F, *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, pp.88-120 ; Duruflé, Gilles, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Paris, Karthala, 1988

investissements privés, en particulier, nous affirmons que seront toujours possibles hors de notre pays les transferts de capitaux. Il en sera de même d'une partie des bénéfices réalisés sur notre sol à moins qu'ils ne soient réinvestis sur place pour concourir à l'équipement et au bien-être général. »<sup>163</sup>

L'économie repose essentiellement sur l'agriculture extensive des produits d'exportation tels que le café et le cacao. L'État encourage fortement les populations à s'investir dans la production de ces cultures de rente à travers diverses mesures incitatives que sont la « coupe nationale de progrès »,<sup>164</sup> des primes aux productions de qualité, aux regroupements coopératifs (GVC), et la garantie du prix aux paysans. L'État a inculqué aux populations rurales, qualifiées de « braves paysans », l'idée qu'avec les revenus des cultures de rente il leur était possible d'avoir accès aux autres produits de consommation et de loisirs, et de se les approprier. L'État assignait et organisait ainsi une société destinée à l'économie de plantation et à la marchandisation. L'exportation des matières premières devrait surtout permettre de remplir les caisses de l'État et de faciliter par ce biais le développement global. Selon Daniel Bach, les dirigeants ivoiriens entendaient par cette approche tirer un meilleur profit de l'échange international.<sup>165</sup> Tout de même, le pari était risqué puisqu'il ne semblait pas prendre en compte le fait que les prix des matières premières sur le marché international sont contrôlés par les puissances occidentales.

Le capitalisme d'État est le moyen au service du développement économique. Pour les gouvernants, la sortie du sous-développement commande une intervention vigoureuse de l'État dans l'économie. Cet interventionnisme ne saurait, en tout état de cause, poser de problème structurel à la mécanique du libéralisme économique si l'État ne se substituait pas quasi entièrement aux initiatives privées. Or, telle est la

---

<sup>163</sup> Cité par Nandjui, Pierre, *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp.52-53

<sup>164</sup> C'était un prix qui récompensait chaque année le plus grand planteur de cacao

<sup>165</sup> Art.cit. dans Fauré, Y.-A et Médard, J.-F., op.cit.

situation dans l'expérience du capitalisme ivoirien. C'est un néo-capitalisme. L'État procède aux investissements dans la création d'entreprises et d'organismes publics qui ont été des maillons du miracle économique ivoirien de 1960 à 1979.<sup>166</sup> Il est producteur de biens et services. C'est en fait un État « macro-régulateur » pour dire comme Philippe Hugon.<sup>167</sup> Cependant, en suivant Contamin et Fauré on comprend que ces investissements de l'État n'appartiennent pas seulement à une rationalité économique mais appartiennent également à une « rationalité sociale »<sup>168</sup> puisqu'ils sont une source de redistribution clientéliste. Dès lors, la pertinence économique des entreprises créées reste une nébuleuse quant à leur bonne gestion.

Toutefois, la critique doit le reconnaître, l'option libérale en matière économique a fait les beaux jours de la Côte d'Ivoire. Le pays a connu vingt ans (1960-1979) de performance économique et s'est imposé comme le centre de l'économie ouest-africaine. Pendant vingt ans la Côte d'Ivoire a connu la prospérité et s'est donné les moyens de construire un État moderne envié des pays voisins. Sur cette période, le taux de croissance a maintenu la tendance moyenne de 8%, et même dans les années 1990, en pleine crise économique le pays reste le pôle le plus puissant de l'économie dans l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest.<sup>169</sup> Cette position de puissance est sans doute le résultat du choix du libéralisme économique qui a fait bénéficier la Côte d'Ivoire du soutien des puissances occidentales et des institutions financières internationales dans un contexte international bipolaire. Les pays africains qui ont pris l'option du développement par le socialisme n'ont pu réaliser les prouesses de la Côte d'Ivoire, non seulement à cause du contexte international de la bipolarité mais surtout à cause de l'option autoritaire du socialisme comme ce fut le

---

<sup>166</sup> Voir l'étude récente de l'historien Kipré, Pierre, *Côte d'Ivoire. La formation d'un peuple*, Paris, Sides-Ima, 2005, pp. 221-226

<sup>167</sup> Hugon, Philippe, « La crise économique à Madagascar », *Afrique Contemporaine*, no.144, octobre/décembre 1987, p.20

<sup>168</sup> Contamin, Bernard et Fauré, Yves-A., *La batailles des entreprises publiques en Côte d'Ivoire. L'histoire d'un ajustement interne*, Paris, Karthala-ORSTOM, 1990

<sup>169</sup> Kipré, Pierre, Op.cit, p.225

cas en Guinée-Conakry avec Sékou Touré. Ce n'est pas, disons-le net, le socialisme lui-même qui est en cause mais son usage autoritaire sous prétexte que seul un pouvoir fort et unique pouvait conduire au développement.

Si la Côte d'Ivoire a connu une forte croissance économique au point où on a pu parler des « vingt glorieuses », de « miracle ivoirien » qu'en est-il du développement pour lequel le monolithisme a été préféré au pluralisme ? La réponse à cette question est que le développement n'est pas encore advenu. Le développement pensé uniquement en termes économiques traduit une confusion entre *croissance* et *développement*. La croissance n'est pas le développement. En dépit de ses prouesses économiques, la Côte d'Ivoire souffre de tendances structurelles qui étranglent son « décollage » vers le développement économique véritable.

La première tendance structurelle est la nature extravertie de l'économie ivoirienne. Samir Amin est certainement le premier à avoir observé en 1967<sup>170</sup> qu'une telle économie ne peut conduire au développement. Ce qui est advenu pour un temps c'est la croissance, mais une croissance sans développement. En effet, le pays est fortement dépendant des matières premières agricoles, principalement le café et le cacao dont il ne maîtrise pas les coûts mondiaux. Pourtant, l'économie de plantation a été organisée sur l'idée qu'elle devrait être pourvoyeuse de devises pour financer la modernisation de l'État. Les détenteurs des capitaux qui circulent dans le pays, fait remarquer Samir Amin, sont des étrangers qui rapatrient sans entrave les profits de leurs investissements. Ce qui impose des contraintes à l'épargne intérieure. Le tissu industriel se développe sans entrepreneurs nationaux. Il repose sur le capitalisme d'État et le recours au capital étranger.<sup>171</sup> Dans la période de vache à lait, la Côte

---

<sup>170</sup> Amin, Samir, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions de Minuit, 1967

<sup>171</sup> Dubresson, A., *Villes et industries en Côte d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala, 1989

d'Ivoire est devenue une « plantation de crédits »<sup>172</sup> pour les marchands et autres « marabouts » du développement que sont les institutions financières internationales. L'endettement est à la mesure de la prospérité pour financer la construction d'infrastructures routières, scolaires, sanitaires et autres équipements sociaux. Pierre Kipré relève que la dette extérieure est passée de 3,84% du PNB en 1960 à 41,9% en 1980.<sup>173</sup> Cette tendance à l'endettement a conduit le pays dans le cercle vicieux de la dette et la difficulté à s'en sortir. Par ailleurs, les partenaires économiques extérieurs sont très peu diversifiés. La France maintient son monopole sur l'économie du pays. Partenaire privilégié, c'est elle qui décide de la direction des échanges de la Côte d'Ivoire à l'extérieur selon les termes des *Accords de défense* signé en avril 1961. Le discours du développement est en tout état de cause un discours de légitimation idéologique qui s'exprime réflexivement par le mythe du développement. Ce type de discours de perroquet circonscrit la parole publique acceptée et constitue « un rite de soumission favorisant la langue de bois. »<sup>174</sup>

En définitive, si le capitalisme ivoirien est censé créer la richesse, il produit aussi des inégalités sociales et des déséquilibres régionaux.<sup>175</sup> Il y a les *en haut d'en haut*, une minorité, qui jouissent de la croissance économique et qui font un usage ostentatoire de leur richesse, et il y a la grande majorité de la population, les *en bas d'en bas* qui voient leur niveau de vie s'amenuiser drastiquement et qui s'enfoncent dans une pauvreté humiliante<sup>176</sup> à mesure que le discours du développement s'intensifie. Cette polarisation sociale montre bien le caractère illusoire de l'idée

---

<sup>172</sup> Jarret, Marie-France et Mahieu, François-Régis, *La Côte d'Ivoire. De la déstabilisation à la refondation*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.9

<sup>173</sup> Kipré, Pierre, Op.cit, p.227

<sup>174</sup> N'da, Paul, *Le drame démocratique africain sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.36

<sup>175</sup> Front Populaire ivoirien, *Fonder une nation africaine démocratique et socialiste en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.30

<sup>176</sup> Sur la paupérisation en Côte d'Ivoire lire par exemple, Akindès, Francis, « Inégalités sociales et régulations politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible ? », *Politique Africaine*, no.78, juin 2000 ; Cogneau, Denis et Mesplé-Somps, Sandrine, « Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique », *Afrique Contemporaine*, no, 206, été 2003



d'une société ivoirienne sans classes et le projet même de construire une société organique au centre duquel se trouve le chef d'orchestre Houphouët-Boigny.

### **2.3. Houphouët-Boigny : figure mythique du « père de la nation »**

La fin de la colonisation a consacré en Afrique Noire l'émergence des « pères de la nation ». Sont ainsi appelés, nous dit Mémel-Fotê, les « leaders qui ont acquis l'indépendance de leurs pays et fondé la nation comme communauté politiques des personnes libres en droit ».<sup>177</sup> La nation recouvre une signification autre que ce qu'elle signifie en Europe à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Elle se confond avec l'État. Celui-ci justifie la construction nationale au moyen d'un parti unique. La nation est définie en termes « génétique, domestique, esthétique et religieux ». Elle nécessite l'autorité du père, grand géniteur : géniteur de la société, géniteur du savoir sur la société; ses fins, le chemin à suivre et les moyens à mobiliser.

Dans le cas spécifique de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny est la figure mythique du « père ». Le mythe se construit de lui-même à travers un processus d'héroïsation qui fait de lui un être exceptionnel : chef traditionnel, il est né dans de l'or, il est médecin de l'école William-Ponty de Dakar, il a participé à neuf gouvernements français sous le Général De Gaulle dans les années 1950. Comme député africain, il a œuvré et a obtenu l'abolition du travail forcé, il a créé un grand parti politique le PDCI-RDA. C'est son habileté politique qui l'aurait amené à faire le choix judicieux du libéralisme économique qui a mis le pays sur la voie du développement en prenant ses distances vis-à-vis du communisme. Ses discours en faveur de la paix font de lui un sage, « le sage d'Afrique » comme on aimait à l'appeler. Telle est globalement la courbe du processus d'héroïsation d'Houphouët-

---

<sup>177</sup> Mémel-Fotê, Harris, « Des ancêtres fondateurs aux pères de la nation », *Conférences Marc Bloch*, 1991, en ligne, <http://cmb.ehess.fr/documents40.html>, consulté le 31 août 2007

Boigny. Dans la conscience collective, il est un « sauveur ». C'est lui qui a délivré les masses rurales du travail forcé et les Ivoiriens de la colonisation. Il est érigé en « père », le « père de la nation ». Les Ivoiriens lui doivent le prestige qui est le leur en Afrique. Il est à la fois Cibouê (l'arbre de vie); Nanan (Seigneur); Mitigbélizan (le rédempteur de l'Homme Noir); le Bélier; le Guide éclairé etc. Ce regard projeté sur Houphouët-Boigny amène Mémel-Fotê à affirmer que les Ivoiriens « ont acclimaté en politique le thème thérapeutique et eschatologique du salut. »<sup>178</sup> C'est que Houphouët-Boigny appartient à la catégorie du « père de la nation comme incarnation des ancêtres fondateurs de type politico-religieux. »<sup>179</sup>

Depuis l'époque de la colonisation, il est l'objet de prophétisme. Jean-Pierre Dozon fait remarquer à cet effet que depuis les années 1940, les prophètes, à la suite de Marie Lalou voient en cet homme un Dieu sur terre. Ils sont unanimes à vouer un culte quasi-divin au personnage et à sa politique. Ils considèrent « qu'Houphouët-Boigny était le plus fort et le meilleur d'entre eux, que sa nature était bien plus qu'humaine comme le proférait Kakou Essan (un prophète) par cette formule incisive : « si tu veux voir Dieu, va à Yamoussoukro ». <sup>180</sup> Ou encore Laurent Dona-Fologo, le secrétaire général du PDCI-RDA de 1990 à 2000 peut dire : « si Houphouët-Boigny n'est pas Dieu, il lui ressemble! », « comme l'Égypte est un don du Nil, la Côte d'Ivoire est un don d'Houphouët-Boigny ». <sup>181</sup> La geste prophétique qui entourait Houphouët-Boigny donne la mesure du pouvoir politico-religieux qu'incarnait le personnage pour qui le peuple émanait de lui, qu'il en était le géniteur,

---

<sup>178</sup> Mémel-Fotê, Harris, « De la stabilité au changement : les représentations de la crise politique et la réalité des changements », dans Contamin, Bernard et Mémel-Fotê, Harris (sous la direction), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala et l'ORSTOM, 1997, p.614

<sup>179</sup> Mémel-Fotê, Harris, site.cit.

<sup>180</sup> Dozon, Jean-Pierre, « Gbahié Koudou Jeannot : le prophète annonciateur de la crise », *Cahiers d'Études Africaines*, 1995, no.138-139, p.310

<sup>181</sup> Voir dans Bailly, Diégou, *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.18

le « guide suprême » vers le bonheur : le développement économique et l'unité nationale.

Ce pouvoir de type pastoral, pour dire comme Foucault, dont l'investissent aussi bien le parti que la société dans son ensemble, cette sacralisation d'Houphouët-Boigny, le préserve de toute opposition et lui donne du coup des ressources pour « dévorer les personnalités à l'intérieur de son propre parti, à commencer par les lieutenants et les militants de première heure. »<sup>182</sup> En témoignent les emprisonnements des cadres du PDCI-RDA et proches collaborateurs d'Houphouët-Boigny en 1963 pour complots contre la sûreté de l'État.<sup>183</sup> Le caractère exceptionnel du personnage justifie le monocratisme : un seul et même chef, un parti unique entre ses mains pour réaliser les fins du développement et de l'unité nationale. Il est président de la république et chef du gouvernement. Houphouët-Boigny a préséance sur le parti (PDCI-RDA) qui n'est qu'un instrument entre ses mains pour le contrôle de l'ensemble de la société. Seydou Madani Sy a pu dire que « face à un personnage quasi-mythique, le PDCI-RDA ne peut prétendre jouer un rôle de direction dans la vie politique du pays. Le parti unique ne gouverne ni ne légifère. »<sup>184</sup> Le président impose sa personne. Il est au centre du système de parti unique, le maître d'orchestre de l'organisation de l'État et de la société toute entière. Comme le dit également le sociologue Paul N'da, « c'est lui qui, du sommet de la pyramide, distribue les privilèges et les promotions; c'est lui qui, du jour au lendemain, peut faire le "bonheur" ou le "malheur" de quelqu'un. Il tient ainsi le contrôle des hommes en organisant en sa faveur leur coopération. »<sup>185</sup> Autorité patronale crainte et magnifiée, le président n'avait pas besoin d'institutions solides pour gouverner. Sa personne qui avait force de lois suffisait. Son travail était de fortifier son pouvoir, le légitimer afin

---

<sup>182</sup> Sylla, Lanciné, Op.cit, p.276

<sup>183</sup> Voir Diarra, Samba, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny. Fracture dans le destin d'une nation*, Paris, Karthala, 1997

<sup>184</sup> Sy, Madani Seydou, Op.cit, p.167

<sup>185</sup> N'da, Paul, Op.cit., p.36

de rendre la soumission acceptable. Cette autorité s'exerçait pleinement dans des procédures gouvernementales comme moyens de régulation sociopolitique, organisés et promus par Houphouët-Boigny.

Ces procédures sont le patrimonialisme économique, le patronage politique, le « dialogue à l'ivoirienne », puisque c'est en réalité un dialogue-monologue du président; et la répression au besoin. Le patrimonialisme économique se légitime de lui-même en tant que source de redistribution de la richesse. Il donne l'illusion aux segments sociaux subordonnés d'un nivellement par le bas de la jouissance du festin national; permettant ainsi de digérer dans une certaine mesure les tensions sociales. Le patronage et le dialogue-monologue du père bienveillant lui permettaient tout autant d'absorber les contradictions. Quand cela était nécessaire, il employait la solution de la force pour mettre au pas les récalcitrants. Tout compte fait, le « père » doit surveiller et punir les écarts de « ses enfants ». Surveiller et punir, voilà des procédures gouvernementales qui montrent la toute-puissance sur la société ivoirienne de celui qui va finir par devenir « l'apôtre de la paix ». Bref, le « père de la nation » ivoirienne est au centre de cette gouvernamentalité dont le but est de domestiquer les contradictions, les crises réelles ou potentielles en vue de l'unité nationale. L'idéologie de la paix comme religion joue un rôle important dans ce système de contrainte comme une prise sur l'esprit des Ivoiriens.

#### **2.4. La paix comme religion**

Le président Houphouët-Boigny aimait à dire que « la paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement », qu'elle est « la seconde religion » et le « bien le plus précieux » des Ivoiriens. Il en était le prédicateur, l'apôtre; bref une sorte de « prophète ou le grand prêtre, ayant prééminence sur le clergé des religions

civiles ». <sup>186</sup> Le discours de la paix comme religion a pour objectif de conjurer la riposte sociale des forces antagoniques face à la violence du pouvoir. Il a une efficacité psychologique en tant qu'il est un mécanisme de conduite des âmes des citoyens. Il est une stratégie politique de régulation de la société et des rapports au pouvoir comme moyen de maintenir la fermeture de l'espace politique et l'hégémonie du parti unique. La paix comme religion est une économie de la discipline.

Dans le cas de la répression des opinions dissidentes, la gestion de la discipline requiert le recours à la force. Par contre, dans le cas où la paix est proclamée comme religion l'économie de la discipline est un travail sur les esprits, une prise sur les âmes. Le travail sur les âmes montre que l'âme est également dans la mire des mécanismes de pouvoir du parti unique. Il vise à structurer l'imaginaire collectif ivoirien et à créer la peur chez les citoyens. Le gouvernement des âmes doit toucher tous les recoins de la société. La Côte d'Ivoire est présentée et perçue comme un pays de paix. Les Ivoiriens se regardent dans leur propre miroir comme des gens de paix, pacifistes. <sup>187</sup> Ce regard réflexif se renforce des situations d'instabilité politique et de guerres civiles dans les pays voisins. <sup>188</sup> Les images des guerres que la télévision fait un point d'honneur à diffuser abondamment travaillent cette conscience de peur et de répulsion de tout désordre en terre ivoirienne. Elles participent du travail de pacification. Ces images sont pour faire une mise en garde aux Ivoiriens, comme pour leur dire « vous voyez ce qui pourrait vous arriver? » L'Ivoirien pourrait alors accepter l'injustice au désordre comme le lui demande le président, chef d'orchestre de la pacification. Il doit préserver ce « bien précieux » en n'empruntant pas ou en ne cautionnant pas la voie des aventures contestataires, source de désordre. Toute

---

<sup>186</sup> Front Populaire ivoirien, *Fonder une nation africaine démocratique et socialiste en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.32

<sup>187</sup> Depuis septembre 2002, le miroir est brisé. Les Ivoiriens ont connu la guerre. Ils ne sont plus vierges des situations de guerre en Afrique. Ça n'arrive pas qu'aux autres !

<sup>188</sup> Pourtant, il est de notoriété que le président Houphouët-Boigny n'est pas étranger à ces situations de déstabilisation politique et de guerres civiles dans ces pays africains. Lire par exemple, Amadou Koné, Op.cit., pp.164-182

personne qui se soustrait à l'impératif de la paix pour oser contester ouvertement le régime devra être dénoncée par ses parents ou les membres de son groupe ethnique. C'est ainsi qu'en 1982, à la suite d'un vaste mouvement de grève à l'Université d'Abidjan et dans les lycées et collèges imputé aux enseignants de l'ethnie Bété (c'est celle du président actuel Laurent Gbagbo), les cadres Bété du régime sont allés rencontrer Houphouët-Boigny pour signifier le soutien indéfectible du peuple Bété à sa personne, dénoncer les « fils égarés » et demander le pardon du président face aux agissements d'agitateurs qui seraient indignes du Bété. C'est le même scénario qu'Houphouët-Boigny essaya d'organiser en 1989 en convoquant Laurent Gbagbo en présence de son père au Palais présidentiel.<sup>189</sup> Ce genre de rite d'intimidation et de soumission au « père de la nation » fortement médiatisé fut fréquent pendant le long règne d'Houphouët-Boigny.

Dès lors, la paix comme religion signifie que les Ivoiriens doivent se conformer dans le silence à des technologies gouvernementales diffuses d'un pouvoir qui impose des conduites, des manières de se comporter. La paix n'est-elle pas un comportement? Si l'on reconnaît l'importance de la paix pour maintenir un état sociétal viable et vivable, le fait est que la problématique de la paix *houphouétienne* appartient à la surenchère idéologique qui se renforce au moment où la montée de la contestation sociale et politique se nourrit de la compression de la parole et du contrôle total de la société. La paix comme religion signifie, pour aller avec Mamadou Koulibaly, « imposer, par la tombe et le cimetière, le calme et la concorde entre les peuples, les ethnies, les tribus ». Ainsi donc, « la paix ou le déluge, tels sont les maîtres mots pour faire peur. »<sup>190</sup> La paix n'est plus alors une simple conduite, un simple comportement, elle devient souffrance, peine, compression de la parole. En un

---

<sup>189</sup> Ehivet, Gbagbo Simone, *Paroles d'honneur. La première dame de Côte d'Ivoire parle...*, Paris, Éditions Pharos Jacques-Marie Lafont/Ramsay, 2007, pp.118-119

<sup>190</sup> Koulibaly, Mamadou, *Sur la route de la liberté*, Abidjan, Presses des Universités de Côte d'Ivoire, 2004, pp.80-81

mot, la paix devient le moyen par lequel le pouvoir confisque les libertés : la liberté de pensée, la liberté de parole, la liberté politique.

La paix comme religion suppose, en effet, que la paix ne peut être atteinte que dans le renoncement à la liberté, dans sa confiscation, dans sa prise en otage. Le parti unique et son chef n'ont pas su joindre l'esprit de la paix à l'esprit du droit, ou si on veut à l'esprit de la liberté. Cela ne semblait même pas être leur préoccupation. C'est que l'option du développement extraverti et le parapluie des forces néocoloniales les tenaient prisonniers d'une sécurité que lui assurerait l'extérieur, en l'occurrence la France. Les *Accords de défense* entre la Côte d'Ivoire et la France sont exemplaires de cette prise en otage de la liberté des Ivoiriens : dans le fond, tout s'organise comme si la France devrait faire main-basse sur les richesses du pays, et en retour elle devra veiller à sa sécurité. Dans ce contrat de dupe la tâche du régime Houphouët-Boigny est de travailler pour la paix, la paix à tout prix en réduisant « les Ivoiriens à être des enfants incapables » et « tout ce que (leur liberté les) poussera à entreprendre en tant qu'homme devrait avoir d'abord, l'autorisation de ceux qui sont supposés (leur) apporter la sécurité. »<sup>191</sup> Toutes sortes de chantages sont alors justifiées : chantage financier, chantage économique, chantage politique, chantage tribal etc. pour inspirer, voire semer la peur dans la conscience collective. Le grand « apôtre de la paix » Houphouët-Boigny étouffe la liberté d'expression, comprime l'espace public, puisque pour lui le multipartisme est une vue de l'esprit aussi longtemps qu'il sera en vie. Il promeut la pensée unique, puisque pour lui la liberté de pensée est de nature subversive dans la mesure où elle conduit au changement de mentalité. Depuis Jean-Jacques Rousseau on sait que le culte de la paix veut dire « gémir et se taire » qui invite à comprendre que le culte de la paix signifie qu'on a renoncé à la paix. L'auteur *du contrat social* écrit en effet :

Je vois des peuples infortunés, gémissant sous un joug de fer, le genre humain écrasé par une poignée d'opresseurs, une foule affamée, accablée de peine et

---

<sup>191</sup> Ibid., p.78

de faim, dont le riche boit en paix le sang et les larmes. (...) Tout cela se fait paisiblement et sans résistance; c'est la tranquillité des compagnons d'Ulysse enfermés dans la caverne du Cyclope, en attendant qu'ils soient dévorés.<sup>192</sup>

Le culte de la paix comme religion, la paix du parti unique, n'est pas fondé en droit. Il est une fuite en avant contre la liberté, il est la négation même de la liberté. Le modelage de la conduite des Ivoiriens par le culte de la paix est une procédure disciplinaire pour conforter le pouvoir. Si elle est « un bien précieux » pour les Ivoiriens c'est parce qu'elle est une monnaie d'échange pour leur sécurité. D'où sa charge psychologique : inspirer la peur. On est dans l'économie des âmes. Ce qui signifie que le contrôle du corps (à travers les emprisonnements et les tortures des opposants ou présumés opposants au système) s'accompagne de la gestion des âmes. Le but étant d'étouffer les réponses à la violence exercée par le pouvoir sur la société et sur les forces centrifuges qui constituent des menaces potentielles. Houphouët-Boigny, en se posant comme « apôtre de la paix », en incarnant la paix dans la religion se fait, en tout état de cause, un *moraliste politique*, pour parler comme Kant,<sup>193</sup> il se forge une morale qui est profitable à sa personne et au système qu'il inspire.

Le projet même d'érection d'une société organique, le sens de l'unité qui échoue dans l'adoration et la crainte d'un chef unique, toujours le même et le libéralisme autoritaire conduisent ultimement dans la crise. Celle-ci se situe à deux niveaux révélant une même réalité : d'abord c'est une crise d'autorité du président au sein même du parti; ensuite la crise se généralise pour atteindre le système même de parti unique. Ces deux types de crise traduisent la réalité qu'on ne peut indéfiniment comprimer la parole, confisquer les libertés individuelles et collectives. Le projet d'une société organique ne peut tenir durablement dans le temps.

---

<sup>192</sup> Rousseau, J-J, Fragments sur la guerre, « Que l'état de guerre naît de l'état social », *Contrat social*, Paris, Seuil, p.385

<sup>193</sup> Voir, Kant, E., *Vers la paix perpétuelle*, Éditions GF Flammarion, p.112



### CHAPITRE III

#### MALAISE DANS LES MYTHES ET NOUVELLES RÉALITÉS DE LA PAROLE PUBLIQUE AU DÉBUT DES ANNÉES 1980

L'hypothèse principale ici est qu'au début des années 1980 le système de parti unique ivoirien est traversé par des malaises profonds qui vont permettre l'émergence d'espaces critiques et impulser une dynamique de libération de la parole.

En effet, si le PDCI-RDA a bien pour objectif l'édification d'une société organique, corrélativement sont apparus des formes spécifiques d'indocilité sociale qui bousculent les mythes du parti unique. À la fin des années 1970, deux faits majeurs marquent la Côte d'Ivoire. Le premier, de nature politique au sein du parti, concerne la crise de l'autorité du président Houphouët-Boigny. Des velléités se manifestent pour sa succession en raison de son âge relativement avancé (75 ans). Les populations ne se reconnaissaient plus dans leurs députés qui sont jusque là désignés par et à l'ombre du président. Le mythe du père est bousculé. Cette situation appelle de sa part, un nécessaire coup de balai; d'abord au sein du gouvernement où il renvoie des ministres pour corruption. Ensuite, il procède à un nettoyage dans le parti consistant dans son rajeunissement, la mise à l'écart de certains dignitaires et vieux compagnons, et la proclamation de la démocratie sans multipartisme au VIIe congrès de 1980. À ce congrès, le président a affirmé la nécessité d'une « liberté totale » des Ivoiriens pour choisir leurs élus locaux. Le deuxième fait marquant est économique. Le pays est en récession, les finances publiques donnent des signes sérieux de tarissement. La crise est durement ressentie par les populations qui s'enfoncent dans

les rets de la précarité quotidienne. Dans le même temps, la crise inquiète le système politique qui voyait diminuer les ressources nécessaires pour affronter les nouvelles demandes sociales, la régulation sociopolitique.<sup>194</sup>

Ces deux conjonctures liées seront l'occasion d'une dynamique de libération de la parole publique. Pour le président, l'annonce de la démocratie et la proclamation de la « liberté totale » des Ivoiriens entrent dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des antagonismes qui se manifestent au sein du parti unique, et des tensions sociales au sein de la population générale. Cette décision sera prise au pied de la lettre par les populations; elles qui sont de plus en plus prolétarisées et qui vont montrer leur capacité à intervenir dans les affaires politiques parce que la vie de la nation les intéresse. Elles manifestent un besoin d'espace critique dans une situation où le parti unique a imposé son contrôle sur l'espace public. La presse, les « maquis » et la Sorbonne seront des espaces politiques critiques où les prolétarisés, notamment, à Abidjan font l'expérience de la liberté de la parole publique. La presse, même toujours au service du pouvoir, opérait un changement de ton, les « maquis » sont devenus des lieux d'explosion de la parole, parole politique sous le mode diffus mais traduisant un profond malaise social. Ensuite, et symboliquement, les « conjoncturés » d'Abidjan vont oser sortir du refuge des « maquis » pour prendre la parole publiquement en donnant naissance à la Sorbonne en 1982; néanmoins toujours sous le mode de la critique du pouvoir par détour, par contournement à travers la catégorie philosophico-religieuse de l'Être.

---

<sup>194</sup> Médard, Jean-François, « Jeunes et aînés en Côte d'Ivoire. Le VIIe congrès du P.D.C.I.-R.D.A », *Politique africaine*, no.1, janvier 1980

### 3.1. Tensions sociales et changement de ton dans la presse

Dès 1980, il est visible que le miracle économique ivoirien se transforme en mirage. Le pays bascule dans la précarité. Pays de toutes les abondances des « vingt glorieuses », la Côte d'Ivoire devient progressivement l'empire de la rareté : il y a rareté du travail salarié, les salaires des fonctionnaires sont bloqués, la vie est devenue chère, il y a des problèmes de transport et de logement avec une population abidjanaise de plus en plus nombreuse. Les prix des denrées alimentaires augmentent. Des parents doivent se rendre compte de la réalité que leurs enfants ne peuvent plus retrouver le chemin de l'école à cause du manque de moyen financier; d'où l'explosion des déscolarisés.<sup>195</sup> Bref, la grande majorité des Ivoiriens plongent dans l'incertitude de lendemains meilleurs, dans l'angoisse existentielle.

Les populations abidjanaises redoutent l'insécurité à cause de la montée du banditisme juvénile. Le banditisme est, en grande partie, le revers de l'exode rural des jeunes à la recherche d'une meilleure vie en ville. Abidjan est certes la capitale politique à l'époque, mais il est surtout le centre de l'économie ivoirienne et ouest-africaine. Il attire du monde de tous les horizons. Ces gens qui accourent vers Abidjan ont cru dans le discours du développement économique, ainsi que dans le discours de la ville comme seul lieu de réussite. Le banditisme est aussi le résultat de la déscolarisation.<sup>196</sup> L'école pourtant présentée comme le seul moyen de s'en sortir nécessite de plus en plus de moyens financiers qui se font rares désormais pour *les en bas d'en bas*. La désillusion est grande dans l'esprit des jeunes et des parents qui croyaient dans les discours de la ville et de l'école comme lieux et moyens du bonheur. Cette double désillusion est profondément ressentie dans le corps social. La

---

<sup>195</sup> Sur l'explosion des déscolarisés, voir par exemple, Touré, Abdou, « La jeunesse face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire », *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XXI, no.2-3, 1985, pp.275-293 ; Le Pape, Marc, « Les statuts d'une génération. Les déscolarisés d'Abidjan entre 1976 et 1986 », *Politique africaine*, no.24, décembre 1986, pp.104-112

<sup>196</sup> Idem.

pauvreté est le lot de nombreuses personnes qui ne sont pas les privilégiés du parti unique. Ce sont les déconnectés du système, les laissés-pour-compte d'un système qui a fait le choix de coopter certains acteurs sociaux, notamment dans le milieu étudiant et scolaire, de jeunes cadres, mais aussi de certains opposants, etc. afin de préserver son hégémonie. Les autres opposants irrécupérables, les durs ou les moins dangereux pour le Parti-État peuvent se débrouiller. Pendant ce temps, il y a les privilégiés, les riches, les *en haut d'en haut* qui brandissent leur richesse. Le pouvoir semblait alors oublier que lorsque « les pauvres n'ont plus les moyens de survivre, ils deviennent dangereux ».<sup>197</sup>

Dans ce contexte de précarité des conditions sociales, les populations commencent à dénoncer la politique du pouvoir et de son chef Houphouët-Boigny. Elles manifestent en fait une plus grande liberté de parole pour dire leur mot sur les maux qui minent déjà le pays. Dans des bureaux et autres lieux de travail, les marchés, la rue, les cours et salons, et dans les « maquis » qui grouillent de monde, les gens se plaignent des problèmes auxquels le pays est confronté, stigmatisent les maux qui les envoûtent. Leur inquiétude, leur préoccupation et même les récriminations contre les pouvoirs publics sont de plus en plus relayées dans la Presse. Philippe Haeringer constate qu'entre le 27 janvier et le 26 février 1980 le quotidien *Fraternité Matin*, organe de diffusion de l'idéologie du parti unique, « orne de moins en moins sa « une » des activités du gouvernement et du chef de l'État Houphouët-Boigny pour rendre compte des problèmes des « prolétarisés », des tensions, voire de la crise sociale.<sup>198</sup> Cette constatation est claire de ce que cet organe du parti-État semble vouloir se libérer des contraintes de l'autocensure. Haeringer souligne en effet que « les médias ivoiriens furent longtemps médiocrement sensibles aux échos de la ville, à ses états d'âme et à ses problèmes sociaux. Il n'en est plus de

---

<sup>197</sup> Touré, Abdou, Art.cit. p.292

<sup>198</sup> Haeringer, Philippe, « Ville cruelle à la une. Un mois de presse en Côte d'Ivoire », *Cah. ORSTOM., Sér. Sci. Hum.*, vol. XIX, no.4, 1983, pp. 585-589

même aujourd'hui. L'évolution est évidente pour le quotidien *Fraternité-matin* qui, en dépit de sa situation de monopole et de sa qualité d'organe du parti unique pare sa « une » de titres qui témoignent à l'évidence du souci de répondre aux émois, aux inquiétudes et à certaines interrogations populaires, notamment dans le domaine du quotidien.»<sup>199</sup> Le quotidien affiche à ses « une » et parle abondamment de l'insécurité, de la baisse du pouvoir d'achat, de la montée des prix des denrées alimentaires, des problèmes de transports urbains, de l'urbanisme, de l'équipement, du logement, de la santé, de l'emploi, des salaires. Toutes ces difficultés qui minent la quotidienneté des Abidjanais et auxquels ils doivent faire face. La culture et les loisirs ne sont pas en reste même s'ils sont évoqués avec plus de sérénité. Le quotidien ose même rejeter en page intérieure la formation du gouvernement rajeuni de 1980; pourtant un fait saillant de la réforme politique au sein du parti unique en ces temps de « démocratie » et de la *revanche des cadets* sur les aînés.<sup>200</sup> Le journal consacre des pages aux consommateurs, à la vie dans les quartiers, aux droits et devoirs des citoyens, des petits métiers. Ces petits métiers, pour parler comme Jean-Marc Éla, qui montrent « la vitalité des sociétés dont le rapport à l'argent s'opère en rupture avec le contrôle de l'État et la tutelle du F.M.I. »<sup>201</sup> En un mot, *Fraternité-matin* fait écho de tous les problèmes qui concernent la vie de la communauté urbaine sans oublier ceux des paysans, et qui font monter d'un cran la tension sociale dans le pays. Tout est rapporté pour interpellier les pouvoirs publics en donnant la parole aux citoyens.

La question de l'école occupe une place importante dans *Fraternité-Matin*. L'inquiétude sur la recrudescence du banditisme répond d'une grande inquiétude sur la déscolarisation en puissance au moment où l'État n'arrête pas d'insister sur la sévérité des sélections par les examens scolaires. Sur les nouvelles options de la politique scolaire du pouvoir, le président Houphouët-Boigny déclare au Conseil

---

<sup>199</sup> Idem. P.585

<sup>200</sup> Voir Médard, Jean-François, Art.cit.

<sup>201</sup> Éla, Jean-Marc, *Afrique. L'irruption des pauvres. Société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, L'Harmattan, 1994, p.257

national de 1981 qu'en la matière « des mesures dont la sévérité ira croissante »<sup>202</sup> sont en marche. Même si cette sévérité répond, officiellement pour l'État, d'un souci d'excellence académique, il reste qu'une ligne d'opposition est tracée dorénavant entre le pouvoir et les pauvres. Et les médias ivoiriens qui relayent les inquiétudes et les appréhensions des disqualifiés assument une fonction critique, qui comme ailleurs en Europe à partir de la fin du XVIIe et surtout au XVIIIe siècle a contribué à la formation de l'opinion publique et de la société civile bourgeoise. Sur la question de la scolarité, le journal gouvernemental *Fraternité-Matin* se fait le porte-voix des gens moins nantis. Il diffuse l'opinion des parents d'élèves. Marc Le Pape qui s'est intéressé à ce sujet a montré comment le journal a construit les convictions sur la tension entre la scolarité et le coût élevé de la vie entre 1978 et 1985. Il souligne qu'au-delà de l'information diffusée sur les résultats et la politique scolaire, le journal traite régulièrement des questions d'argent. Il fait part des doléances et désarrois des parents à travers un vocabulaire dramatique. Il en arrive à constater que « deux convictions sont construites par les médias comme caractéristiques d'une opinion des parents. D'une part, l'idée que le succès dans le système scolaire dépend pour beaucoup de l'argent que l'on peut y investir; d'autre part, que l'école est un système tendu, fait pour éliminer, et où chacun doit perpétuellement négocier. »<sup>203</sup>

Cette situation est révélatrice du changement de ton, de l'orientation des flux d'informations qui s'opère dans la Presse. Même si ce changement de ton doit se manifester dans les limites d'une démocratie partielle, d'une semi-démocratie, puisque c'est une démocratie au sein et dans le cadre du parti unique, la Presse semble bien vouloir prendre le pouvoir au mot. Le président Houphouët-Boigny a bien affirmé en cette année 1980 que : « la presse de Côte d'Ivoire peut critiquer. Nous acceptons les critiques de la presse étrangère sans rien dire, pourquoi donc refuserions-nous celles de la presse nationale? La liberté est donc totale. Nous

---

<sup>202</sup> *Fraternité Matin*, 17 novembre 1981, cité par Marc Le Pape, art.cit.

<sup>203</sup> Marc, Le Pape, Art.cit, p.105

voulons cependant une critique constructive, et non pas des critiques à l'occidentale, c'est-à-dire critiquer pour critiquer. »<sup>204</sup> Cette liberté que le président veut totale, la Presse entend l'exercer pleinement à travers des titres, reportages et analyses qui interpellent le pouvoir. Elle se fait médiateur de la parole des gens *d'en bas*, dans un contexte où même la réussite scolaire ne peut éviter la recrudescence des déscolarisés. Elle change l'orientation de la circulation de l'information en ne se contentant plus seulement de répercuter les mots d'ordre du pouvoir sur le peuple. Elle ne se fait plus simplement l'instrument de propagande du parti unique. Dorénavant, au centre du flot de paroles que la Presse s'autorise, il y a les préoccupations populaires en affrontant le malaise, voire explicitement la crise sociale. Cependant, à la base de ce malaise il n'y a pas au départ une logique médiatique. Il n'y a pas en effet dans le cas de la Côte d'Ivoire des années 1980 un corps social de lecteur qui oriente son regard par rapport aux publications des journaux contrairement à ce qui se passait dans l'Europe des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, tel qu'expliqué par Habermas. Ce que les gens disent dans les quartiers d'Abidjan n'est pas construit par les informations critiques que diffusent *Fraternité-Matin*. Cela ne semble pas être le cas, même si par souci d'un esprit dialectique, on peut être tenté de voir dans le rapport entre la parole populaire et la parole médiatique le rapport de la poule et de l'œuf.

La logique à la base des tensions sociales et des formes de discussions populaires qui scandent la vie citadine est la crise du mythe du développement économique par un pouvoir fort et unique avec un chef toujours unique. La Presse se met au diapason des discours populaires sur la précarité de la vie, les alimente en les publicisant pour les rapporter jusqu'au cœur du pouvoir. Ainsi, la Presse apparaît profondément compatissante à l'égard des paroles de la rue, des cours, des bureaux, des autobus et des « maquis ». Elle semble se reconnaître dans les paroles des

---

<sup>204</sup> *Fraternité-Matin*, 3 octobre 1980, p.15, cité par Abdou Touré, *Politique africaine*, no.3, 1981, p.45

« prolétariés » parce que ceux-ci posent les problèmes réels du quotidien urbain. Elle traite, pour tout dire, des plaintes et des demandes sociales. Non pas que ces demandes trouvent toujours des réponses de la part de l'État, mais elle contribue, autant que possible, à ouvrir des brèches dans l'édifice du système du parti unique, à le démystifier symboliquement, du moins pour un temps. Ouverture de brèche et démystification symbolique parce que la Presse, en ces temps de démocratie superficielle ou limitée ne prétend pas formuler clairement un projet de révolution sociale et les moyens de son avènement. Ce qui est pourtant évident, c'est que la crise des mythes qui s'amorce engendre une nouvelle réalité de la parole que la Presse ne voudrait s'empêcher de dire. C'est à l'interstice de cette conjoncture que l'on peut comprendre son changement de ton, même encore dans un système monolithique.

Mais, rappelons-le, cette parole que le journal officiel ivoirien se donne un temps soit peu de faire circuler vient d'une impulsion populaire; en des lieux pluriels de circulations d'informations et de formation de l'opinion publique. Si cette parole vient de la rue, des cours, des salons, des marchés, des bureaux ou des autobus, c'est pourtant aux « maquis » que nous nous intéressons.

### **3.2. Les « maquis » : lieux de restauration et espaces sociaux des opinions comme forme de résistance sociale**

Le choix des « maquis » est sans doute arbitraire. Mais leur charge stratégique dans un contexte de parti unique où rien n'est véritablement acquis pour la liberté d'expression est si remarquable qu'elle justifie notre choix. Ce sont des lieux d'opposition diffuse au pouvoir et de formation d'une opinion publique sur les problèmes du pays.

Le petit Larousse confère trois significations au mot « maquis » : une signification botanique, une signification géographique et une signification stratégique. Dans sa



description botanique et géographique il désigne une végétation dans les régions méditerranéennes touffue et dense caractérisant les sols siliceux des massifs anciens remplacés par des espèces arbustives souvent impénétrables. Dans sa description stratégique, le « maquis » est un lieu retiré, généralement dans les montagnes ou les forêts où se cachaient et se regroupaient les résistants français armés au cours de la Seconde Guerre mondiale pour échapper à l'occupant et le harceler. Autrement dit, la définition stratégique fait du « maquis » une couverture, un refuge, un endroit d'organisation et de conception de stratégies de combat et d'action. Dans les années de revendications des indépendances (en Afrique par exemple), le concept se rapporte à la lutte de libération nationale, à la confrontation armée contre le pouvoir central pour prendre le pouvoir politique au nom des masses populaires. Les forces progressistes prenaient alors le « maquis » pour réaliser l'idéal d'un nouvel ordre politique et social plus juste, plus démocratique et plus respectueux de la dignité nationale.

Les « maquis » ivoiriens qui émergent au début des années 1970 s'inscrivent dans la définition stratégique du concept, mais ils n'ont rien à voir avec la lutte armée, l'opposition ouverte contre le pouvoir PDCI-RDA. Selon le sociologue ivoirien Kouakou N'guessan, le mot « maquis » renvoie en Côte d'Ivoire à une triple réalité qui est à la fois gastronomique, culturelle et politique. »<sup>205</sup> Ce sont des restaurants populaires où l'on trouve de la nourriture locale (viande de brousse, *foutou*, *attiéké*, *riz*, *kédjénou de poulet*, de la bière et du vin, etc.) à prix modiques destinés aux prolétarisés. À la fin des années 1970, il y a rareté de l'espace critique. Face à cette rareté des opposants au système de parti unique vont s'organiser en mouvements politiques clandestins. Ce sont essentiellement des syndicalistes du monde scolaire et universitaire. De ces mouvements clandestins de lutte politique

---

<sup>205</sup> Kouakou, N'guessan François, « Les « maquis » d'Abidjan. Nourriture du terroir et fraternité citadine, ou la conscience de classe autour d'un foutou d'igname », *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XIX, no.4, 1983, p.545

naîtra le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo en 1982. Mais le pouvoir se donne les moyens de réprimer pour contrôler les oppositions classiques, organisées. Mais si le pouvoir peut tenter et tente de contrôler les mouvements syndicaux et politiques organisés, comment contenir le flot de parole dans des lieux de restauration que sont les « maquis »? Comment contenir ces paroles multiples, qui ne dérogent pas à leur fonction critique du pouvoir, mais qui se manifeste sous sa forme diffuse?

Rappelons qu'en ce début des années 1980, les populations abidjanaises commencent à décrier le pouvoir. Le ras-le-bol du petit peuple est de plus en plus audible, visible. Les pauvres en processus d'étouffement, de tous les étouffements (étouffement économique, étouffement politique, étouffement de la parole) dans Abidjan devenue « ville cruelle » vont démontrer leur capacité d'innovation, d'invention sociale. Au plan économique, les dominés sociaux scrutent la vie quotidienne dans les petits métiers où ils semblent trouver dans l'informel une stratégie de résistance sociale pour affronter les vrais besoins du quotidien.<sup>206</sup> C'est dans ce processus d'une société en voie d'informalisation que prennent de l'importance les « maquis » à Abidjan. Dans les années 1970, les « maquis » participaient d'une stratégie d'insertion dans la vie économique urbaine. Ils reposaient alors « exclusivement sur des initiatives individuelles de femmes ghanéennes et appolloniennes<sup>207</sup> qui, à Treichville, proposent une version améliorée des restaurants de fortune qui accompagnent les travailleurs sur les nombreux chantiers de la cité. »<sup>208</sup> Au début des années 1980, la crise économique fait qu'il y a une prolifération de ces restaurants populaires à Abidjan. Ils sont pour les familles pauvres des moyens de survie, tandis que, parfois, ils sont pour certains

---

<sup>206</sup> Voir Touré, Abdou, *Les petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture*, Paris, Karthala, 1985

<sup>207</sup> Les Appolloniens sont un peuple qui se trouve au Sud littoral de la Côte d'Ivoire

<sup>208</sup> Konaté, Yacouba, art.cit., p.323

fonctionnaires des sources de revenus supplémentaires pour arrondir les fins de mois. Le petit peuple pauvre y trouve le moyen d'une sécurité alimentaire.<sup>209</sup>

Progressivement, ces « maquis » qui n'arrêtent pas de pulluler à Abidjan (et bien sûr dans les autres villes du pays) dépassent le simple cadre de restauration. Ils deviennent des supports de « stratégie de résistance générale contre la cherté de la vie, l'occidentalisation des mœurs alimentaires, la restriction des espaces critiques ».<sup>210</sup> Ils s'affichent bien plus comme des espaces culturels et politiques où les usagers, autour des plats locaux, font preuve d'une plus grande liberté d'expression. Lieux ouverts à tous, les « maquis » grouillent de gens qui autour de leur plat échangent, murmurent. Se nourrir n'est pas moins une occasion que la multitude ne rate pour se parler, créer des cadres d'une nouvelle convivialité citadine transethnique, s'autoriser à intervenir sur les affaires politiques. Elle se donne le droit de se parler à elle-même et au pouvoir. Elle bavarde. Elle revendique cette liberté. Les Ivoiriens dans les « maquis » s'autorisent cette liberté en tout état de cause dans un flot de parole plurielle : paroles pour rire, fraterniser, informer, décrier les pouvoirs publics, exposer leurs problèmes et pour s'entraider. Ces lieux permettent ainsi de tisser des liens, donnent un sens fort à la socialité. Les usagers s'accaparent cette liberté d'expression légitimement car ils prennent à la lettre, eux aussi, la proclamation de la démocratie faite par Houphouët-Boigny le 13 juin 1980. Le président n'a-t-il pas affirmé, de manière tout à fait révolutionnaire, de manière décisive, que « la liberté est totale »?<sup>211</sup> Mais on sait trop bien que ce discours est une stratégie de contrôle des antagonismes déjà manifestes aussi bien au sein du parti unique que dans la société en général. Véritables lieux d'ostentation de la culture

---

<sup>209</sup> Akindès Francis, « Restauration populaire et sécurité alimentaire » *ORSTOM, ch. Sci. Hum.*, 27, 1991, pp.169-179

<sup>210</sup> Konaté, Yacouba, art.cit., p.324

<sup>211</sup> Touré, Abdou, « la petite histoire de Nalewe Kpingbin Tiecoroba » Une émission de la radiodiffusion nationale ivoirienne », *Politique africaine*, no.3, 1981 p.45

citadine, les « maquis » sont ces espaces de prise de conscience et d'éveil politique insoupçonnés.

Lieux mouvants, lieux de tous les flots de parole et d'expression des opinions publiques, les « maquis » ivoiriens révèlent que le fait de se nourrir est inséparable du fait politique. N'guessan Kouakou est certainement le premier à percevoir ce statut politique du « maquis » : son lien avec le politique. Pour lui, le « maquis » abidjanais est un forum politique, au sens étendu de la chose de la cité. Plus qu'un espace politisé, il est un espace militant puisque des groupes sociaux s'y retrouvent pour discuter des problèmes concernant leur vie mais aussi la vie du pays. De ce fait, le « maquis » n'est pas simplement un lieu de restauration. Les usagers ne vont pas simplement pour manger. C'est aussi un lieu de paroles et de conscientisation. *Le petit Larousse* enseigne que conscientiser c'est « faire prendre conscience à quelqu'un de la réalité, notamment dans le domaine politique ». Cela implique pour celui qui fait prendre conscience un état de conscience déjà affirmé. Il est lui-même conscient de quelque chose. Ou si l'on veut il a pris déjà conscience du fait dont il conscientise. Sous cet angle, la conscientisation dans les « maquis » est une publicisation d'une opinion. Dès lors, le statut politique des « maquis » se comprend à partir du problème global des opinions publiques. Reflet de l'urbanisation à outrance sous l'effet conjugué du capitalisme et de l'exode rural, les « maquis » constituent le médium par lequel les *conjoncturés* murmurent leur colère, leur misère, leur rêve, bref, leurs opinions. Et l'on peut voir qu'à l'instar du changement de ton de la presse, les « maquis » manifestent à leur tour l'usure de tous les mythes qu'on a servi aux Ivoiriens. Ils constituent l'envers du développement par le capitalisme d'État, ils sont le support des critiques contre les pouvoirs publics et le système qu'ils promeuvent. Par ailleurs, ils manifestent la preuve que dans des circonstances historiques particulières les citoyens peuvent faire un usage public de leurs opinions sur la vie de leur pays contre tous les conservatismes, en se moquant de l'idéologie de société organique. Tout compte fait, et comme l'a si bien dit N'guessan Kouakou, « ces

forums populaires multipliés dans les communes de la capitale reprennent sans doute à leur manière la balle de la nouvelle démocratie ivoirienne avec la liberté de pensée et d'expression qu'elle inspire aux citoyens. »<sup>212</sup>

Le « maquis » semble se moquer de la puissance publique dans son projet d'une société organique parce qu'il est un endroit de contournement du pouvoir autoritaire qui a restreint l'espace public uniquement à ceux qui parlent dans le sens voulu par le parti unique. Il est le lieu de la parole de la société que l'État ne peut comprimer, restreindre, interdire. La parole que les usagers y professent est diffuse; de telle manière qu'elle ne semble pas attenter directement à l'ordre. Ce n'est pas une parole énoncée sur la voie publique, dans la rue, à l'attention et à la susceptibilité d'une foule agitée, spontanée. Il est, dans l'imaginaire des usagers, un lieu « caché » même s'il est identifiable. Ce statut du « maquis » suggère en lui-même l'impuissance de l'État. Il est quasi impossible de réprimer des opinions diffuses, murmurées. La parole du « maquis » est une parole murmurée tant qu'elle reste dans ce lieu. En cela justement, il est l'expression d'une ruse sociale, un des avatars de la revanche des cadets sociaux. La ruse sociale se traduit ici par le fait que les usagers du « maquis » réussissent à maintenir le lien entre le fait social et le fait politique comme deux faces d'une même réalité. Lien, au contraire, que le droit français a réussi à briser dans la volonté des autorités de réprimer les opinions publiques au 16<sup>e</sup> siècle.<sup>213</sup> Dans le cas ivoirien, les « maquis » semblent s'imposer dès 1980 comme des espaces sociaux échappant à la puissance du pouvoir : pouvoir de tout contrôler et pouvoir de programmer les opinions publiques. Les échanges et débats dont ils sont les supports sont une forme de l'action politique. Ils traduisent la réalité de l'échec d'une gouvernementalité fondée sur l'autoritarisme et la compression de l'espace public.

---

<sup>212</sup> Kouakou, N'guessan François, « Le maquis abidjanais : un lieu de restauration ou de conscientisation ? », *Kasa Bya Kasa revue Ivoirienne d'Anthropologie et de sociologie*, no.1, Août-septembre-octobre, 1982, p.132

<sup>213</sup> Reynié, Dominique, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVI<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1998, p.50

Pour dire comme Dominique Reynié, la compression de l'espace public est « une œuvre de qualification et de disqualification des actes sociaux, elle est aussi une entreprise de dissociation. L'espace social est séparé de l'espace public, mais en tant que l'espace public institué pour retirer la politique de l'espace social... »<sup>214</sup> Justement, il nous semble que c'est l'erreur que commet le pouvoir lorsqu'il dissocie l'espace social de l'espace politique. Car « le maquis » figure un espace public spécifique qui accélère, amplifie la circulation de l'information, dramatise l'information elle-même. »<sup>215</sup> Il est un espace public parce qu'il est un support de rencontre des groupes sociaux, un *lien* politique entre les citoyens.

Les revendications démocratiques des années 1990 ont transformé le « maquis ». Il n'est plus un espace de chuchotement de ceux qui ont quelque chose à reprocher au pouvoir public. Les gens y parlent à haute voix sans crainte pour leur vie et pour leur liberté. Dans le contexte de crise aigue qui appartient à l'ère de la mondialisation de l'économie, les « maquis » sont devenus d'importantes unités de production économique et sociale. Ils n'appartiennent plus seulement aux prolétariés. Des privilégiés sociaux les fréquentent à un rythme de pression. Aussi, les propriétaires de « maquis » doivent-ils tenir compte des exigences d'hygiène, d'esthétique et exigences culturelles de cette nouvelle clientèle. Les « maquis » s'équipent de système de sons et deviennent des lieux de diffusion de la musique. Tout espace social est culturel. Il porte une culture spécifique. Il produit du sens en fonction du groupe qui s'en approprie. Il ne peut l'être véritablement que dans la situation où il est susceptible de modeler ou d'intensifier l'esprit du groupe, la sensibilité commune. Les « maquis » contribuent à renforcer l'identité de groupe de ceux qui les fréquentent. Pour chaque jeune, ils peuvent être, et ils sont un refuge contre l'ennui. On y trouve à tout moment, ambiance, chaleur humaine, divertissement et fond sonore. Les jeunes vont dans ces bars pour rencontrer des

---

<sup>214</sup> Ibid., p.161

<sup>215</sup> Konaté, Yacouba, Art.cit. p.323

copains, écouter des tubes et pour boire suffisamment de bière. Dans ces endroits, le goût se forme, des habitudes se forge, des liens forts se tissent dans cette ambiance peut-être artificielle mais profondément ressentie et profondément vécue par les jeunes. On comprend alors que les « maquis » sont des espaces importants de regroupement et de (re)construction sociale du politique. Cette socialité revêt une signification forte pour des « maquisards » qui sont une entité collective parce que le « maquis » est plus que des espaces de rencontre de copains : il est un « chez soi », une sorte de foyer familial. Substitut du foyer familial, il devient un fief, un domaine réservé, quasiment privé, à travers lequel les jeunes affichent leur existence et leur identité dans le quartier.

On voit qu'initié au départ comme une stratégie de résistance socio-économique contre la cherté de la vie le « maquis » s'invente comme un espace public où se construisent des liens sociaux constitutifs du vouloir vivre-ensemble. L'exercice libre de la parole qui s'y construit prend une autre tournure, une autre dimension; c'est-à-dire une autre manière de faire exploser la compression de la parole à travers l'institution de la « Sorbonne ».

### **3.3. L'institution de la Sorbonne : critique publique du pouvoir par le détour du sacré**

La naissance de la Sorbonne en 1982 se propose à son tour d'être une réponse au pied de la lettre du discours de la démocratie de 1980. Cependant, c'est davantage autour du corpus qui est celui de la crise globale du système politique ivoirien qu'il faudrait l'analyser. Le malaise social qui traduit cette crise donne aux mouvements populaires un statut de genre où la figure de la contestation est récurrente dans la société ivoirienne, surtout à Abidjan. Dès lors, c'est bien du côté de la fonction

critique des groupes sociaux dominés que doit être envisagée une réflexion sur l'institution de la Sorbonne au début des années 1980. Face à un régime autoritaire, les mots de la contestation ne peuvent se dire cependant toujours explicitement, à l'intérieur des canaux normaux de communication. Ils se manifestent de manière à « pouvoir refuser sans paraître remettre en cause les règles premières de la vie en commun. »<sup>216</sup> Les politiques officielles sont mises à distance, interrogées par détour pour être implicitement rejetées.

Les acteurs de la Sorbonne à cette époque débattent essentiellement des questions d'ordre philosophico-religieux. La catégorie de l'Être, de Dieu et de son existence est au centre des préoccupations. Il semble que cette question est au cœur du politique comme critique publique du pouvoir par le détour du sacré dans un contexte où Houphouët-Boigny est l'objet de prophétisme et présenté comme un dieu sur terre. Telle est l'idée centrale qui traverse les lignes qui suivent.

La naissance de la Sorbonne appartient à ces événements anodins qui finissent par faire Histoire. Pour les orateurs/animateurs des lieux interrogés, la Sorbonne a été créée par un homme qui s'appelait *Ernesto Kouadio dit « Philo »*. Ce monsieur bizarre, à l'allure d'un malade mental aurait étudié la philosophie à l'Université Sorbonne à Paris. Barbu, accoutré dans un costume sale avec des sandales, il ressemblait à ces gens qu'on appelle des *fous* et qui attirent le rire de la foule. « *Philo* » parcourait les rues et quartiers d'Abidjan à la manière de Socrate dans l'antiquité grecque pour « enseigner le savoir ». À un moment donné, il va abandonner le nomadisme urbain pour s'installer dans un jardin public au Plateau. Là, des gens de toutes les catégories sociales et de tous les genres venaient l'écouter parler de politique, de religion, de science entre midi et quatorze heures. On lui posait des questions sur divers sujets. Véritable tribun, il arrivait à capter son auditoire qui

---

<sup>216</sup> Martin, Denis-Constant, *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988, p.256



lui manifestait une grande sympathie. « *Philo* » ne s'encombrait pas de faux-fuyant pour critiquer le pouvoir du président Houphouët-Boigny. Cet exercice public de la raison critique était un exercice de formation de l'opinion publique. L'entreprise était d'autant plus risquée pour le pouvoir qu'à quelques reprises « *philo* » fut arrêté, mais chaque fois relâché à cause de sa condition de « *fou* ». Le pouvoir avait alors *son fou du roi*. La non- considération de ses propos sous prétexte qu'il était *fou* était certainement une hypothèque lourde de conséquence pour le parti unique et son président. Le pouvoir aurait pu se rendre à l'évidence qu'un *fou* qui attire des dizaines de personnes qui l'écoutent sur les maux qui minent le quotidien des citoyens peut assumer une fonction subversive.

Si le « *fou* » peut utiliser le discours politique pour critiquer ouvertement le pouvoir, il reste que les débats à la Sorbonne au cours des années 1980 étaient dominés par des thèmes d'ordre philosophico-religieux. Ceux-ci ne sont pas moins critiques à l'égard du pouvoir et de celui qui l'inspire. Mais la critique ici est voilée, elle se fait par le détour de la catégorie de l'Être si bien qu'elle n'inquiète pas aussi le parti unique qui voyait dans ces « parleurs » des oisifs à tout le moins inoffensifs. »<sup>217</sup> En effet, d'autres acteurs ont rejoint « *Philo* ». C'était des leaders religieux : Musulmans, Chrétiens, Bouddhistes, Mystiques, Raéliens et autres intellectuels. Tous se retrouvaient quotidiennement à la Sorbonne pour faire étalage de leurs connaissances. Ils attiraient la foule qui allait les écouter dans des débats contradictoires sur Dieu : la réalité de son existence, les miracles de Jésus, son retour prochain dans le monde, la réalité des extraterrestres des Raéliens etc. Ces débats passionnent aussi bien les animateurs que les auditeurs. C'est dans cette dynamique de réflexion et de débats publics que le jardin public du Plateau eut le nom de « Sorbonne ». Selon les *Sorbonniens* interrogés, c'est un certain « *Bédé Bédé Gaston, chrétien ésotérique qui donna le nom de « Sorbonne » parce que les*

---

<sup>217</sup> Bahi, Aghi, La « Sorbonne » d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue Africaine de Sociologie*, no.7, (1), 2003

*réflexions étaient si poussées que les étudiants y venaient prendre le savoir* »<sup>218</sup>. Le nom de Sorbonne appartient ainsi à une métaphore universitaire qui ferait de la place une université à ciel ouvert.

Les précurseurs de la Sorbonne posaient, à notre avis, des questions d'ordre identitaire : qui sommes-nous? D'où venons-nous et où allons-nous? Les comprendre ainsi c'est établir le lien qu'elles ont avec la situation sociopolitique et économique de la Côte d'Ivoire en ces années 1980. Quoi qu'il en soit, ces débats méritent d'être interrogés par l'analyse. Il faut investir le non-dit du langage pour saisir ce que suggère la dynamique du verbe afin de comprendre les problématiques cachées derrière l'apparence des mots. La question politique nationale était sérieusement, nous semble-t-il, au cœur des débats. Comment rendre compte du sens de ce discours dans le champ social de la Sorbonne? Pourquoi les orateurs de la Sorbonne des années 1980 préfèrent-ils débattre de la catégorie de l'Être? Il n'est pas aisé de comprendre la portée de ce discours urbain des gens *du monde d'en bas*. On peut tout de même en dégager une interprétation en essayant de ne pas trahir le sens des choses. Pour ce faire, l'interprétation devra tenir compte non seulement de la conjoncture du moment, mais aussi de ce qu'il allait advenir de la Sorbonne à postériori, à partir de 1990 : son engagement ouvert sur les problèmes politiques (sujet que nous allons discuter dans le chapitre suivant).

Nous soutenons que le discours sur l'Être dans la place publique de la Sorbonne peut être saisi par l'analyse comme une critique implicite, par détour, par contournement du pouvoir par des cadets sociaux. Leur présence dans cette place publique témoigne de leur irruption dans le champ politique. Une attention au discours sur l'Être, le questionnement même de l'existence de Dieu, des miracles de Jésus, etc. que les débatteurs exposent laisse apparaître une tentative, sinon une

---

<sup>218</sup> Propos recueilli le 7 mars à la Sorbonne originelle au plateau

volonté chez ces acteurs de transgresser le mythe du « père divin » structurant l'imaginaire social ivoirien. Dans un pays où Houphouët-Boigny est vénéré comme un dieu par des prophètes,<sup>219</sup> où il a prééminence sur les clergés des Temples, interroger l'existence de Dieu n'est certainement pas innocent. Ce n'est pas un épiphénomène. Il y a là un détour manifestant les aspirations profondes des acteurs sociaux dominés en panne d'identité culturelle et qui la recherchent. Il y a comme une sorte de contre-culture en acte de soi. En questionnant l'existence de Dieu, ce n'est pas, nous semble-t-il, Dieu qui est attaqué directement dans son fondement. Sinon on se retrouverait dans un nihilisme désacralisant qui serait un désenchantement du monde.<sup>220</sup> Même les Raéliens qui remettent en cause le Dieu du christianisme n'empruntent pas cette voie. Ils maintiennent, même dans la négation de Dieu, le sacré en tant que fondement du politique. C'est le maintien de ce lien entre le politique et le religieux qui donne au discours sur l'Être sa force, son sens, et donne aussi une puissance à son caractère politique subversif. Le questionnement de Dieu vise le pouvoir de type pastoral d'Houphouët-Boigny. C'est comme si ces religieux qui sont sortis des Temples par acte de dissidence s'adonnaient à une sorte d'explosion des émotions collectives en s'acharnant à miner la sacralité d'Houphouët-Boigny. Le discours sur l'Être, en ces années 1980 encore difficiles pour la liberté d'expression est une des modalités de communication des gens dont la parole ne compte pas dans un système sociopolitique et économique qui les rejette dans la précarité de la vie quotidienne. Or, les grands bouleversements dans l'histoire sont parfois impulsés par des « insignifiants ». Comme quoi dans l'ordre de l'insignifiant il y a de la signification pour peu qu'on y fasse attention.

L'irruption du religieux dans la Sorbonne apparaît comme le signe d'une rupture avec les cultes dans les Temples (Églises, Mosquées, etc.), lieux

---

<sup>219</sup> Dozon, Jean-Pierre, « Gbahié Koudou Jeannot, le prophète annonciateur de la crise », *Cahiers d'Études Africaines*, no. 138-139, XXXV- 2-3, 1995, pp.305-331

<sup>220</sup> Gauchet, Marcel, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985

institutionnels clos sous la gouverne de clergés, d'Imams ou de prophètes qui s'obligent à louer et à prier pour, si ce n'est prier « le père de la nation », « le guide », « le sauveur » afin de bénéficier de sa « Grâce ». C'est une opération de « déconnexion » s'inscrivant, selon les termes de Jean-Marc Éla, dans « la logique de « l'informel » où, précisément, l'imagination est puissante et active ».<sup>221</sup> Cette irruption par rupture se fait au moment où la Côte d'Ivoire connaît un renouveau du phénomène des prophètes. Gadou souligne en fait que dans les années 1980 le phénomène des prophètes et des guérisseurs, déjà en vogue pendant la période coloniale, connaît un regain de vitalité. Après l'arrestation et l'emprisonnement du prophète Gbahié Koudou Jeannot en 1986, plusieurs prophètes d'origine traditionnelle, chrétienne ou islamiques sont apparus sur l'étendue du territoire ivoirien.<sup>222</sup> C'est parmi eux que certains appartenant à des groupes dissidents du Christianisme ou de l'Islam vont se retrouver à côté de « *philo* » dans le jardin public du Plateau. Ils sont sortis des Temples pour aller à la Sorbonne en gestation. C'est comme si pour ces religieux *sorbonniens* la sortie des Temples pour aller sur la place publique, dans ce lieu où la foi semble parvenir à se manifester pleinement est la voie de libération des contraintes du pouvoir politique et de l'obligation de le vénérer. Il faut aussi échapper à l'emprise des gourous des Temples pour entreprendre une autre expression de la parole religieuse. Et c'est dans cette expérience que la parole religieuse semble pleinement s'épanouir, se manifester, puisque diverses expériences de la foi se rencontrent et se parlent. La Sorbonne en gestation est un lien, le lien qui permet à des citoyens de se rencontrer et de se parler. Elle est en cela un support du politique.

---

<sup>221</sup> Éla, Jean-Marc, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.29

<sup>222</sup> Gadou, D.M., « Effervescence religieuse en Afrique noire : approche historique et anthropologique », *Kasa Bya Kasa Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de sociologie*, no.2, 2001, pp.9-38

Le langage religieux de la Sorbonne emprunte la rue et l'épouse. Il s'expose en s'explosant alors comme le langage des gens *d'en bas*. Ceux-ci semblent y avoir trouvé une autre voie d'affirmation de soi à travers des modes de protestations insoupçonnés. En sous-bassement, il s'instaure une nouvelle cohabitation, un nouveau lien entre le pouvoir et le sacré où le mythe du « père fondateur » ne semble plus tout à fait habiter « l'univers symbolique des gouvernés ».<sup>223</sup> Cet état de fait nous paraît être véritablement la source de l'amorce de la crise du mythe divin du « Dieu-berger » qu'incarnait Houphouët-Boigny aux yeux de ces prophètes thuriféraires, véhiculé par les médias propagandistes de l'idéologie dominante. Pour Jean-Pierre Dozon, c'est le prophète Gbahié Koudou Jeannot qui au début des années 1980 remet en cause cette divination d'Houphouët-Boigny, annonçant par là même la crise du mythe du « père sauveur » de la nation. Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis. Il est vrai que Koudou Jeannot a joué un grand rôle dans la rupture annonciatrice de la crise du mythe de la divinité d'Houphouët-Boigny. Certainement parce que ce prophète a dérangé le pouvoir au point qu'il a été assigné en résidence surveillée. Cependant, pour ce qui est du long terme et de la profondeur, au contraire, le discours de la Sorbonne au début des années 1980 entourant la catégorie de l'Être fut indubitablement le principal facteur annonciateur de cette crise à cause de sa puissance stratégique. Le discours sur l'Être, en tant que discours par détour échappe à la vigilance du pouvoir qui n'y voit rien de dangereux. Pourtant, il semble bien que c'était le cas. L'engagement politique de la Sorbonne à partir de 1990, moment d'écroulement de tous les piliers du système du parti unique en est visiblement une parfaite illustration. Il est tout de même difficile de penser que cet engagement politique appartienne à la spontanéité! À moins qu'on croit à l'idée de génération spontanée, et qu'on considère qu'un tel engagement politique puisse advenir *ex-nihilo*.

---

<sup>223</sup>

Ibid., p.57

Pour finir avec ce point, disons que l'histoire de la Sorbonne appartient à la crise des mythes du parti unique qui s'amorce à partir de 1980. Les acteurs sociaux qui ne pouvaient festoyer avec les gouvernants dans la jouissance des fruits du « miracle économique ivoirien » en voie de tarissement prenaient la proclamation de la démocratie par Houphouët-Boigny au pied de la lettre. Ils vont sortir des « maquis » (symboliquement puisque les « maquis » continuent d'être des lieux de discussions politiques) où ils s'étaient créés des espaces de liberté et de conscientisation sur les problèmes du pays pour créer la place publique de la Sorbonne. La naissance de la Sorbonne s'affiche dans cette situation comme une libération de la parole de sa cachette. Car, rappelons-le, le fait que les petits restaurants de quartier portent le nom de « maquis » est une métaphore qui rend compte de la confiscation de la parole par les gouvernants. Corollairement, ils rendent compte de la capacité d'innovation sociale des acteurs sociaux subordonnés qui ont su en faire plus que des lieux de restauration. Mais la sortie du « maquis » ne signifiait pas nécessairement la possibilité de parler de politique et de critiquer ouvertement le pouvoir. Il fallait être un *fou* pour le faire comme le fondateur de la Sorbonne. C'est sous la figure du religieux que la critique du pouvoir était insidieusement formulée. Des « maquis » à la Sorbonne, il y a un mouvement social qui montre que l'espace public ivoirien se dérobe de l'emprise du parti unique qui croyait en avoir l'entier contrôle.

À partir de 1990, les débats à la Sorbonne seront ouvertement politiques. La parole ayant retrouvé une plus grande liberté avec le retour au multipartisme, elle est devenue un phénomène politique qui négocie son autonomie à travers les différents conflits qu'elle affronte tout en se multipliant.



## CHAPITRE IV

### VIRAGE POLITIQUE DE LA SORBONNE À PARTIR DE 1990 ET MISE EN FORME INÉDITE D'UN ESPACE POLITIQUE AUTONOME

Le but de ce chapitre est de montrer comment à partir de 1990 la Sorbonne devient une forme sociale autonome particulière dans l'espace urbain abidjanais. Notre idée est que la révolution démocratique de 1990 en Côte d'Ivoire a projeté la « Sorbonne » au niveau politique lorsque les jeunes ont manifesté une prise de conscience de leur statut d'agents de changement. Les hostilités avec le pouvoir PDCI-RDA, la prise en charge des conflits globaux de la société, les conflits en son sein même et sa réception politisée depuis 2002 ont contribué à faire d'elle un phénomène politique autonome. Elle semble vouloir se vider de la densité de la domination sociale de l'État autoritaire pour s'emplir de la densité de la liberté d'action. Le changement fondamental est que la Sorbonne n'est plus un espace de débats philosophico-religieux, de critique par détour. Elle devient un espace de débats ouvertement politiques, un espace de critique directe du pouvoir, un espace de contestations sociales et où les acteurs expriment les problèmes généraux de la société ivoirienne: c'est la Sorbonne politique, jalouse de son autonomie.

La question du virage politique de la Sorbonne se pose quant aux modalités de ce virage. Il devra se comprendre en termes de mouvement d'auto-institution explicite du social; c'est-à-dire de l'expérience de l'autonomie. On dirait que l'engagement politique de la Sorbonne s'appréhende comme une institution



imaginaire de la société.<sup>224</sup> C'est une mise en ordre de l'espace social qui « est en même temps une mise en sens et une mise en scène ».<sup>225</sup> Cette mise en ordre du champ social devient explicitement politique que si elle tend à l'autonomie. Ce processus vise, dans le fond, à transporter un espace social qui n'est pas encore totalement politique, dont les activités se déroulent dans l'ombre, l'implicite, le contournement, le « murmure », au niveau explicitement politique.

La Sorbonne politique, la Sorbonne comme mouvement d'auto-institution s'est construite suite à un lent cheminement dans l'ombre, depuis « le maquis » des années 1970-1980 où la *parole* était « chuchotée », en passant par la Sorbonne philosophico-religieuse où l'usage critique de la raison se fait par contournement, jusqu'à l'explosion au grand jour à l'heure de la révolution démocratique qui commence le 19 février 1990. Laquelle révolution aboutira au retour du multipartisme. L'engagement politique de la Sorbonne signifie que la *parole* et les activités réelles et symboliques qui s'y déroulent sortent de l'ombre et de l'implicite. Il signifie que tout ce qui touche la vie des Ivoiriens peut apparaître et se dire publiquement. C'est le moment où les couches sociales ivoiriennes, particulièrement les jeunes prennent conscience de leur importance politique quand ils considèrent que l'ordre du parti unique est insupportable et inacceptable. La Sorbonne devient alors une des matrices de la projection hors de soi de la société ivoirienne, précisément à Abidjan. On peut donc parler de la Sorbonne comme l'espace des *émotions collectives*, concept qui désigne « les traits caractéristiques des mouvements effervescents dans lesquels l'action collective se trouve comme projetée en dehors du

---

<sup>224</sup> Sur comment s'institue un mouvement social comme forme sociale autonome on peut lire par exemple, Castoriadis, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 ; Levasseur, Carol, *Incertitude, pouvoir et résistances : les enjeux du politique dans la modernité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, chapitre 9

<sup>225</sup> Lefort, Claude, « Les droits de l'homme et l'État providence », dans *Essais sur le politique XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986, pp.31-57

cadre normatif habituel des pratiques sociales. »<sup>226</sup> Les gens *d'en bas*, en première ligne les jeunes, s'agrègent en ordre anémique face au système de parti unique pour éclater en *émotions collectives* en vue de la démocratie vraie; et non celle de l'exigence occidentale de contrôle des États africains à travers une « société civile d'élite » pour l'accumulation globalisée se jouant contre la « société civile populaire ».<sup>227</sup>

Comment se fait cette mutation? Quels en sont les déterminants? Quels sont les ressorts de l'autonomie des Sorbonnes? C'est à ces questions que nous nous attachons à répondre. Le chapitre comporte trois points. Dans le premier, nous parlons du processus de la révolution démocratique de 1990 qui a contribué à instituer la Sorbonne comme un champ politique. Dans le deuxième point nous discutons des déterminants de cette mutation politique qui nous apparaissent inscrits dans l'imaginaire social des acteurs. Enfin, nous rendons compte des éléments qui font des Sorbonnes un espace politique autonome.

#### **4.1. Rupture du « consensus », retour au multipartisme**

Comment commence une révolution? Quels sont les mots et gestes qui impulsent le grand bond en avant de l'Histoire? Il n'existe certainement pas de catalogue de recettes prédéfinies. Des faits en apparence anodins, banals, peuvent devenir structurants et faire basculer un ordre établi. Certains analystes ont regardé dans les mutations politiques des années 1990 en Côte d'Ivoire le jeu des acteurs par

---

<sup>226</sup> Freitag, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Laval, PUL, 2002, p.227,

<sup>227</sup> Lire l'analyse de Jean-Philippe Peemans sur les ambiguïtés du concept de « société civile » derrière lequel se profilent des catégories socio-économiques et des groupes d'acteurs » qui se sont constitués en relais crédibles de l'Occident dans les pays du Sud, *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp.172-179

le *haut*<sup>228</sup> ou les idéologies qui animent les partis.<sup>229</sup> D'autres se sont intéressés aux formes de protestation et de mobilisations collectives construites par les acteurs du *bas* pour impulser la révolution démocratique en Côte d'Ivoire.<sup>230</sup> Dans l'ordre des faits significatifs, le philosophe ivoirien Voho Sahi repère cinq événements qui font basculer l'ordre politique ancien de parti unique. Les relater peut paraître donner un caractère événementiel et même anecdotique à l'analyse. L'histoire demande d'être relatée avant d'y inscrire une signification. Le basculement de l'ordre politique ancien à partir des événements ci-dessous présentés ont conduit au virage politique de la Sorbonne.

Le premier fait est la demande claire et ferme de la fin du parti unique formulée par le SYNARES de la bouche de son secrétaire général, le professeur Etté Marcel. C'était au cours des « journées nationales du dialogue » au Palais présidentiel du 21 au 28 septembre 1989. Ces journées auxquelles les Ivoiriens étaient habitués depuis déjà quelques années sont une occasion pour le président Houphouët-Boigny d'afficher le « lien sacré » qui existe entre lui et « son peuple ». Les gens de toutes les catégories sociales, de la ville comme de la campagne, des corps constitués, les dignitaires du parti défilaient devant le « père de la nation » pour lui redire leur amour, leur « indéfectible attachement » ainsi qu'au parti unique (PDCI-RDA) dont il est le géniteur. Mais cette année là, tout le monde n'est pas venu pour encenser le chef de l'État. « Au terme d'une analyse sans complaisance de la situation, qui tranche autant par le ton que par le contenu, l'élite intellectuelle réclame,

---

<sup>228</sup> Voir par exemple, Bakary Tassy, *La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1992, Yves-André Fauré qui analyse le processus démocratique à partir du jeu électoral, dans « L'économie politique d'une démocratisation. Éléments d'analyse à propos de l'expérience récente de la Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, no.43, 1991, pp.31-49

<sup>229</sup> Kouï, Théophile, *Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire. Droite, centre, gauche*, Paris, L'Harmattan, 2006

<sup>230</sup> Diégou, Bailly, *La réinstauration du multipartisme ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995; N'da, Paul, *Le drame démocratique africain sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1999; Sahi, Voho, *Une chronique de la révolution démocratique en Côte d'Ivoire (1989-1995)*, Paris, L'Harmattan, 2006

« l'application effective et le respect de la constitution, notamment en son article 7 »<sup>231</sup> qui reconnaît le pluralisme démocratique. Le chef de l'État fait face à une contradiction principale directe devant les Ivoiriens. Le ver vient de pénétrer dans le fruit. Le chant du changement est entonné. Cette intervention est entendue comme une déclaration de guerre ouverte contre le régime et contre le « père de la nation ». Houphouët-Boigny répondra non sans ambiguïté que « tous les changements sont possibles ». Si tous les changements sont possibles alors il n'y a plus de raison de maintenir tout le monde dans un seul parti. Il y avait à l'évidence « un pavé dans la marre ». Maintenant, qui va gagner les hostilités ouvertes? Pour le parti unique et Houphouët-Boigny il n'était pas question de proclamer le multipartisme, même si cela est conforme à la Constitution. Pour « Le Vieux »<sup>232</sup> *le multipartisme est une vue de l'esprit*. Le pouvoir était encore sûr de sa capacité à bander sa puissance pour anéantir toute velléité de rupture du « consensus ». Or, à partir du 19 février 1990 tout va aller vite. Le pouvoir perdra la guerre de l'hivernage lorsque « le manque de lumière (dans les résidences universitaires) provoque une accélération de l'Histoire ».<sup>233</sup>

Le deuxième fait déclencheur de l'élan démocratique est donc la coupure de l'électricité qui survient le 19 février 1990 dans les résidences universitaires à Abidjan. C'est là sans doute le tournant de la révolution démocratique ivoirienne. Elle commence ce jour où les étudiants sont plongés dans l'obscurité alors qu'ils sont en pleine préparation des examens du premier semestre de 1990. Comme la goûte d'eau qui fait chavirer le bateau, les étudiants de la Cité universitaire de Yopougon<sup>234</sup> et ceux de la « Cité rouge » de Cocody<sup>235</sup> protestent vigoureusement toute la nuit. Ils protestent selon eux contre « l'obscurité et l'obscurantisme » que le pouvoir veut leur

---

<sup>231</sup> Sahi, Voho op.cit., p.27

<sup>232</sup> Les Ivoiriens appellent affectueusement Houphouët-Boigny « Le Vieux »

<sup>233</sup> Sahi, Voho op.cit., p.23

<sup>234</sup> Banlieue populeuse d'Abidjan

<sup>235</sup> Commune présidentielle à Abidjan

imposer. Contre l'obscurantisme, ils préfèrent la Lumière. Il est visible et audible que les étudiants, ce jour là et les jours qui vont suivre, protestent moins contre l'obscurité de la nuit que contre l'obscurantisme du parti unique. Ils ne veulent pas simplement la Lumière des ampoules qui illuminent leurs chambres, mais plus profondément ils revendiquent celle de la démocratie.

En effet, à la suite de cette coupure d'électricité, constate Diégou Bailly, les étudiants « hurlent des slogans hostiles au président de la république, déchirent et brûlent le drapeau vert et blanc du PDCI-RDA... Le 20 février, [ils] se déversent sur la ville d'Abidjan. »<sup>236</sup> Pendant des jours, tout Abidjan vit au rythme des manifestations de rue des élèves et étudiants de tous les établissements scolaires qui, tout en réclamant de meilleures conditions d'étude et de vie, traitent aussi Houphouët-Boigny de « voleur ». Ils demandent sa démission. Ces slogans sont amplifiés par les élèves dans les autres villes du pays. La jeunesse scolaire vient de « tuer le père ». Ce parricide symboliquement réel semble indiquer que les grands bouleversements commencent souvent par un sacrilège. La jeunesse a osé s'attaquer directement au cœur du système de parti unique pour l'atteindre à l'endroit où il le fragilise profondément : Houphouët-Boigny est démystifié. La crise est devenue nettement politique.

Mais comme le sphinx qui renaît de ses cendres le pouvoir déverse sa force aveugle sur la jeunesse scolaire et universitaire. Il réprime les manifestations de rue, emprisonne et ferme les écoles. En décidant de la première fermeture de l'école le 2 mars 1990, le pouvoir croyait avoir trouvé le moyen de maîtriser la tension. Étrangement, comme pris de la malédiction de Sisyphe, qui n'arrivera jamais à maintenir la pierre au sommet de la montagne sans que celle-ci ne redescende, le pouvoir met du feu à la paille en décidant le 22 février à travers le Bureau politique

---

<sup>236</sup> Bailly, Diégou, op.cit. p.35

du PDCI-RDA de diminuer les salaires des travailleurs. C'est la troisième phase de la révolution démocratique.

Ce troisième mouvement du changement démocratique ivoirien montre que l'enjeu de la crise n'est pas que politique. Il est aussi économique. Depuis la fin des années 1970, l'échec du modèle économique ivoirien est patent. À la fin des années 1980, la précarité étouffe les Ivoiriens. Désespoir et désarroi s'emparent des familles, les licenciements dans les entreprises sont les certitudes pour les travailleurs, les nouveaux diplômés rejoignent le lot des sans emploi, le grand banditisme traumatise les populations dans les villes. Les temps sont sérieusement durs à la veille de 1990. Les Ivoiriens perdent leur sens de l'humour et leur gaieté. L'heure n'est plus au rire. Les grandes crises sociétales telle que la guerre ne commencent-elles pas quand les citoyens ont perdu le sens de l'humour et du rire? Les discours et promesses des autorités politiques n'ont plus tellement d'effet anesthésiant sur le peuple. Il n'y croit plus, ou presque plus. Les matchs de football entre les deux grandes rivales que sont l'équipe de l'ASEC et celle de l'AFRICA, souvent organisés pour amuser le peuple, ne jouent plus leur fonction *d'opium*. Bref, « la vie est devenue morose. La crise est profonde, pernicieuse, tenace. »<sup>237</sup> Mais malgré tout, beaucoup d'Ivoiriens parviennent à se convaincre que « ça va aller ». Ils veulent garder espoir comme le gouvernement le leur demande. Ils s'en doutaient qu'accumulé par la profondeur de la crise, le pouvoir ne trouverait d'autres solutions que celle de diminuer les salaires des travailleurs à la demande des institutions financières internationales. Ce qui n'était que rumeur sera confirmé par le parti unique le 22 février 1990 lorsqu'il décide qu'« à l'instar des paysans qui ont accepté leur part de sacrifice, il sera fait appel à l'esprit de civisme et de nationalisme de tous les Ivoiriens, et les moyens nécessaires afin de faire face aux difficultés que nous impose la crise économique. »<sup>238</sup> Tels sont

---

<sup>237</sup> Bailly, Diégou, Op.cit., p.34

<sup>238</sup> Communiqué final de la réunion du Bureau politique (du PDCI-RDA) élargie aux membres du gouvernement, *Fraternité-Matin* du 23 février 1990, p.1, cité par Bailly Diégou, Op.cit, p.37

les termes de l'espoir que le pouvoir veut bien donner aux Ivoiriens : diminuer les salaires des travailleurs. C'est la substance du plan de relance des finances publiques du ministre de l'Économie et des finances Koumoué Koffi, annoncé le 31 mars 1990. Le président Houphouët-Boigny montera lui-même au créneau pour affirmer, sur un ton de fermeté, que ce plan sera appliqué « in-té-gra-le-ment ». En réaction, les Ivoiriens, dans toute leur composante, descendent immédiatement dans les rues pour dire « NON! » à cette décision. Voho Sahi écrit que « la diminution des salaires fait en effet l'unanimité du pays contre le régime. Pendant une semaine, travailleurs, chômeurs, élèves et étudiants occupent les rues d'Abidjan. Le gouvernement est alors contraint de reculer. »<sup>239</sup> Les parents rejoignent leurs enfants dans la rue. Car, depuis le 19 février les jeunes occupent cette rue, et ils ne semblent pas vouloir lâcher prise tellement leur inquiétude est grande quant à leur avenir. La descente spontanée du peuple dans la rue est à la fois un baroud d'honneur quand vient le temps de combattre pour la survie. C'est aussi un soutien à la jeunesse. Au cours de ses jours tumultueux on entendait des parents crier à l'endroit des jeunes « on est avec vous! On vous soutient! ».

Si « un homme qui a faim n'est pas un homme libre » comme aimait à répéter Houphouët-Boigny, on peut se demander si la liberté se réduit à *l'avoir* immédiat? La liberté n'est-elle pas plus grande et plus précieuse que la promotion de « la politique du ventre »? Toujours est-il que pour la jeunesse ivoirienne dans sa couche urbaine et scolarisée la liberté nécessite que soit ouvert l'horizon, que soit éclairé le ciel brumeux qui l'empêche de parier sur un avenir radieux. Les parents peuvent pour un temps libérer la rue préoccupés qu'ils sont par d'autres soucis. Mais il n'est pas question pour les jeunes d'arrêter le combat. Ils ont encore l'énergie débordante pour continuer à se battre. Le 6 avril 1990 les manifestations enregistrent une première victime parmi les jeunes. Si la révolution peut commencer par un sacrilège, elle

---

<sup>239</sup> Sahi, Voho, Op.cit., p.31

aboutit certainement qu'en faisant des victimes qui hantent le pouvoir pour le faire sauter, pris de panique qu'il est. C'est le quatrième tournant des mutations politiques ivoiriennes.

Le 6 avril le pouvoir fait une première victime. Ce jour-là les élèves des Lycées et collèges d'Adzopé, ville du Sud-Est du pays, occupent la rue à l'instar de ceux d'Abidjan et des autres villes. Ils scandent eux-aussi des slogans contre le régime. Depuis le commencement, le pouvoir a connu des revers face à une jeunesse déterminée. Mais il semblait tenir encore, même ébranlé. À la manière des agonisants le régime continue de jeter ses forces contre les élèves et étudiants, jusqu'à la mort par balle du Lycéen Edouard Kpéa Domin à Adzopé. Dans la conscience collective ivoirienne, la mort de ce Lycéen donne une signification particulière à la date du 6 avril dans le processus démocratique en Côte d'Ivoire. Kpéa Domin est une victime expiatoire. C'est à partir de ce moment que le pouvoir prend conscience de la profondeur et de la nature politiques de la crise par son intensité, « par sa durée et par la détermination des forces du changements. »<sup>240</sup> Il panique. Son attitude devant cette mort tragique montre que rien ne sera comme avant. Il sait désormais que des yeux, en Côte d'Ivoire comme à l'Extérieur, le regardent. C'est peut-être pour cela qu'il s'empare de la Télévision et de la Radio nationales pour essayer de masquer son forfait en déployant toute une machine de désinformation sur ce qui s'est passé à Adzopé. Mais est-ce possible de cacher le soleil avec sa main? La lumière de la mort du Lycéen transperce les doigts du pouvoir jusqu'à illuminer les cœurs les plus perplexes. Le pouvoir ne peut cacher cette mort. De messages contradictoires en messages contradictoires, les autorités qui se succèdent à la Télévision et à la Radio ne peuvent convaincre personne. Ce meurtre et l'atmosphère générale de révolte sociale poussent le régime à la recherche du compromis et à l'acceptation du multipartisme. D'abord, le 18 avril le Bureau politique du PDCI-RDA déclare :

---

<sup>240</sup> Bailly, Diégou, Op.cit, pp.80-81



Le président Houphouët-Boigny a fait au bureau politique les propositions suivantes :

- suspension des mesures d'ajustement et des mesures d'accompagnement;
- poursuite du dialogue et de la concertation avec les couches socioprofessionnelles;
- création d'un Comité interministériel chargé de réviser toutes ces mesures en vue de la relance économique.<sup>241</sup>

La recherche du compromis exige un regard nouveau sur les jeunes. Le régime semble dorénavant se rendre à l'évidence que les jeunes sont une force politique et qu'ils sont un enjeu politique et social. Et que par ailleurs, si le pouvoir peut jeter son dévolu sur eux pour les intimider, (mais aussi pour « démasquer » les aînés qu'ils croient les manipuler), il s'impose à lui tout aussi de tenir un discours apaisant. Il doit montrer que le temps où le parti unique ne considérerait pas la jeunesse comme une entité sociale complète, le temps où la jeunesse était embrigadée et instrumentalisée dans le parti est en train de finir. Comme par une subite prise de conscience, le 25 avril, le régime moribond, de la bouche du dauphin constitutionnel Henri Konan Bédié, veut miser sur l'avenir en s'adressant à la jeunesse, particulièrement en sa composante estudiantine :

Les tensions sociales montent quand la réalité objective rompt avec la représentation de l'avenir. Ce n'est pas la dépossession qui fait qu'on se rebelle contre l'ordre social, ce sont les attentes insatisfaites et les espoirs déçus (...). Parmi les générations nouvelles, la vision du monde n'est pas nécessairement celle des générations antérieures (...). C'est pourquoi nous devons évoluer avec les jeunes en vue de maintenir la chaîne de compréhension, de solidarité, de fraternité; la chaîne de l'harmonie des générations.<sup>242</sup>

Comment maintenir la chaîne de l'harmonie des générations quand la confiance est rompue? Comment retisser la confiance avec les jeunes après trente ans de méprise envers eux? Mieux, dans quel cadre ce lien doit-il se recoudre afin qu'il soit durable et viable? Est-ce dans le cadre du parti unique, ou dans le cadre du pluralisme démocratique? Les jeunes Ivoiriens semblaient avoir choisi la seconde

<sup>241</sup> Cité par Bailly, Diégou, Op.cit., p.83

<sup>242</sup> In Fraternité-Matin, cité par Bailly, Diégou, Op.cit, p.85

alternative. C'est pour quoi aux revendications pour de meilleures conditions de vie et d'étude s'ajoutent les slogans hostiles au régime en réclamant la liberté d'opinion, d'expression sans doute dans un cadre multipartiste. Acculé par la rue et les forces de changement organisées en partis politiques clandestins, le régime va lâcher du lest le 30 avril 1990 en proclamant le retour au multipartisme. C'est le cinquième temps fort de la révolution démocratique ivoirienne.

Au cours de ces manifestations de rue qui rythment la vie des Ivoiriens, le 3 avril 1990 alors qu'on est encore loin de la recherche de compromis par le pouvoir, le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo déposait les documents requis pour sa reconnaissance officielle au Ministère de l'Intérieur. Le Parti ivoirien des travailleurs (PIT) de Francis Wodié, l'Union des sociaux-démocrates (l'USD) de Zady Zaourou lui emboîtaient le pas. De fait, ces partis sortaient ainsi de la clandestinité, et le PDCI-RDA n'était plus le seul parti dans le paysage politique ivoirien. Coincé à l'intérieur par les forces du changement et à l'extérieur par la perte des béquilles idéologiques des blocs Est/Ouest, le PDCI-RDA se résoud à reconnaître que « le consensus est rompu ». Le communiqué final de la réunion du Bureau politique réuni le 30 avril 1990 à Yamoussoukro annonce :

Le multipartisme n'a pas toujours été absent du paysage politique ivoirien (...). Il faut se souvenir que c'est en 1951, après un appel solennel devenu historique au stade "Géo André" par le président Houphouët-Boigny en faveur du rassemblement et de l'unité des Ivoiriens, que les autres frères ont ralliés le PDCI-RDA, en toute liberté dans l'intérêt supérieur du pays.

Aujourd'hui, le consensus national semble rompu, à la faveur de nouveaux courants qui agitent le monde puisque certains de nos compatriotes ont manifesté le désir de créer leurs propres partis (...). Le bureau politique du PDCI-RDA prenant acte de ces faits, invite le gouvernement, conformément à la Constitution, à prendre toutes les dispositions nécessaires en conformité avec les lois et règlement en vigueur pour autoriser la Constitution légale de ces partis politiques.<sup>243</sup>

---

<sup>243</sup> Cité par Bailly, Diégou, Op.cit., p.87

Et voilà officiellement le multipartisme concédé en Côte d'Ivoire. « La transition démocratique » prend une pause ici. Car le multipartisme n'est pas encore la démocratie. Celle-ci est à chaque moment menacée de se transmuier en « démocratie ». <sup>244</sup> Le pouvoir peut bien le concéder « en trompe l'œil pour le placer aussitôt au service de ses intérêts, tout en continuant de s'appuyer sur les organes de sécurité et les législations répressives ». <sup>245</sup> Les années et des moments de périls sont à venir qui montrent que le chemin de la démocratie est encore étroit. Toutefois, le multipartisme permet au moins la fin du monopole politique du PDCI-RDA, l'émergence d'une presse plus libre qu'elle ne l'a été auparavant, de syndicats autonomes, la liberté d'expression et d'opinion plus réelles que par le passé sur les problèmes du pays.

C'est au confluent de cette évolution sociopolitique qu'il convient d'apprécier le virage politique de la Sorbonne. Les jeunes se sont décidés à être des agents du changement, sans doute parce qu'ils savent aussi qu'ils sont les enjeux de ce changement. Mais en même temps en ces années 1990, la jeunesse ivoirienne est à la croisée des chemins sur la route de la liberté. Elle peut s'engager dans la voie de la lutte armée comme au Libéria <sup>246</sup> ou alors elle peut choisir la voie de la contestation légale : par des marches, des meetings, en s'organisant en syndicats ou groupements autonomes etc. « D'un côté, dira encore Voho Sahi, une jeunesse qui pense qu'elle peut obtenir des changements sociaux ou politiques par des procédés légaux, de l'autre une jeunesse qui pensent qu'elle peut parvenir au même résultat par les armes ». <sup>247</sup>

---

<sup>244</sup> Le concept désigne la dictature camouflée sous le verni de la démocratie. Voir par exemple, Hounnikpo, C. Mathurin, *L'illusion démocratique en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2004

<sup>245</sup> N'da, Paul, Op.cit, p.217

<sup>246</sup> Depuis le 31 décembre 1989 le Libéria est entré dans la guerre civile suite à une rébellion contre le régime du président Samuel Doe

<sup>247</sup> Sahi, Voho, Op.cit., p.30

Les acteurs de la Sorbonne font le choix de la première alternative. Alors qu'à l'Université des étudiants créent la puissante Fédération des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (FESCI), d'autres jeunes instruits investissent la « Sorbonne » pour l'arrimer au nouveau contexte politique en y imposant, sous l'impulsion de Vazoumana Dembélé, les sujets ouvertement et principalement politiques. Même si la religion n'est pas évacuée de l'espace social de la Sorbonne, elle est d'une certaine manière mise à distance tout en restant proche. Les discours qui enflamment et qui attirent sont des plus politiques. La religiosité manifestée quelques fois par les *Sorbonnards* et *Sorbonniens* aujourd'hui a pour fonction d'apaiser les esprits. Selon le philosophe Biaka Ignace interrogé sur la question, la religion viendrait apporter son réconfort psychologique aux problèmes existentiels sans réponses posés par les acteurs des « Sorbonnes ». Par moment, on se tourne vers le Ciel comme pour stigmatiser l'incapacité de l'autorité terrestre à assurer le bien-être des citoyens. Cependant dans l'occupation spatiale des lieux, les entrepreneurs religieux ont bien cédé les tribunes les plus convoités aux entrepreneurs politiques. La « Sorbonne » des années 1980, qui était celle des *penseurs de l'être* est devenue à partir de 1990 la « Sorbonne » des *penseurs des problèmes politiques concrets*. Et à mesure que la société ivoirienne se politise à travers les confrontations des partis politiques qui ne recherchent que le pouvoir d'État, la « Sorbonne » aussi déploie ses potentialités politiques. Car ce qui touche la vie de la nation intéresse les entrepreneurs sorbonniens. Nous y reviendrons par la suite. Pour l'instant continuons pour dire que la Sorbonne du Plateau est apparue comme témoin et actrice des mutations politiques du début des années 1990.

Mais comment une banale coupure d'électricité peut-elle conduire à un tel changement politique? C'est à cette question que nous sommes conviés à répondre à présent. Nous entendons montrer la part du sens dans le banal, la signification de « l'insignifiant » quand on prend la peine d'investir l'univers mental des acteurs sociaux.

## **4.2. La banalité au service du politique: investir l'imaginaire social des agents de changement**

Nous soutenons que la prise de la rue en Côte d'Ivoire et en Afrique par les acteurs populaires au début des années 1990 est insufflée par un environnement mental fait d'inquiétude, de volonté de changement face à la violence des pouvoirs politiques locaux et de celle des pouvoirs économiques internationaux. Loin d'être passifs, et au-delà des contestations de rue, les acteurs sociaux subordonnés montrent leur capacité de résistance à travers de multiples savoirs-pratiques qui passent de la pure vivote à la reconstruction de liens sociaux. Au-delà des études qui surestiment le poids des facteurs externes, nous entendons ici investir l'imaginaire social des acteurs pour comprendre leur revanche sur les pouvoirs qui les pressurent. S'attarder sur l'environnement mental des agents de mutations peut être une démarche féconde dans la mesure où elle pourrait conduire à une meilleure compréhension de la façon dont les exclus politiques et économiques parviennent à retourner, à travers des manières de faire, les situations de crise à leur avantage, tout en restant dominés. Elle permettrait de ne pas lier uniquement les revendications populaires à la disette. Le concept d'*émotion collective* apparaît alors opératoire pour situer l'enjeu du débat théorique. Il se passe effectivement quelque chose dans l'esprit de ceux et celles qui, face à la violence de l'État et des institutions de Bretton Woods, expérimentent des modes de résistance et d'énonciation du politique.

### **4.2.1. Déterminants psychosociaux : angoisse et imaginaire social comme repères du politique**

Nous avons dit que la Sorbonne des années 1980 est née du besoin d'espace critique. Et que si la critique se faisait par détour elle a gardé sa potentialité subversive contre l'ordre politique autoritaire du parti unique. C'est pour cela, nous semble-t-il, que le passage au politique en 1990, en tant que ce politique n'est plus

inscrit dans son biais étatique, se libère plus facilement. Tout de même un tel avènement n'a pu survenir à partir de rien. Les ingrédients psychosociaux étaient déjà réunis dans l'environnement mental des acteurs. Autrement, qu'est-ce qui peut expliquer qu'une simple coupure d'électricité fasse basculer l'ordre politique postcolonial? Y aurait-il d'ailleurs quelque chose à comprendre là? Il n'est pas toujours évident que la rationalité qui nous gouverne puisse rentrer en résonance avec la banalité de la vie quotidienne. Elle peut ne pas y trouver quelque chose de significatif. Une coupure d'électricité ne pourrait être quelque chose de proprement significatif. Si *le réel est vrai* comme dit Hegel, ce réel ne trouverait sa consistance que dans la Raison. Mais la Raison elle-même, la Raison pratique peut-elle tout comprendre sans investir l'imaginaire des acteurs sociaux? La signification des faits sociaux ne se trouve-t-elle pas au cœur du banal, de l'épiphénomène logé dans cet imaginaire?

Plusieurs auteurs ont soutenu que les changements politiques africains de la fin des années 1980 inséraient le continent dans un mouvement historique de propagation des valeurs libérales occidentales.<sup>248</sup> Et que ces mutations constituaient « une troisième vague de démocratisation »<sup>249</sup> mise en marche par la désintégration du bloc communiste et accélérée par des pressions extérieures contraignantes, comme les conditionnalités de la Baule et de celles de la Banque mondiale. Le démantèlement des partis uniques serait l'effet de la tourmente du « vent de l'Est » ou du discours de la Baule de Mitterrand contre les dictatures africaines en liant l'aide à la démocratie. Ce serait les Institutions de Bretton Woods qui seraient les catalyseurs des mouvements de démocratisation des années 1990.<sup>250</sup> La transition démocratique serait en fin de compte un processus d'entrée de l'Afrique dans la rationalité

<sup>248</sup> Voir par exemple, Muravchik, J. *Exporting democracy Fulfilling America's destiny*, Washington, AEI, 1991

<sup>249</sup> Voir Huntington, Samuel, *The third wave. Democratization in the late twentieth Century*, Norman, Univ. of Oklahoma, Press, 1991

<sup>250</sup> Lire notamment Akindès, Francis, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Karthala, 1996, pp.19-39

occidentale. On se trouverait face à la réactualisation des problématiques de *l'anthropologie de l'Homme* africain qui se caractériserait par l'inertie, l'immobilisme; se situant en dehors de l'histoire, étranger aux processus qui conduisent aux changements.<sup>251</sup>

Pourtant, la sortie de soi collective des jeunes pour exploser sur la place publique nous semble peu influencée par la raison occidentale. Il ne faut certes pas négliger les facteurs extérieurs des transitions politiques en Afrique à la fin des années 1980. Mais ils ne nous semblent pas être les facteurs déterminant la volonté de changement des peuples africains. Le politique ne se construit pas par la volonté du législateur (instance rationnelle par excellence), aussi fort soit-il. Ce n'est ni l'État ni la loi, encore moins un hypothétique gouvernement mondial qui décide de nos désirs et rêves. Ce ne sont pas les pouvoirs africains qui ont déversé leur population dans les rues contre eux-mêmes au cours des années 1990. Ce ne sont pas les conditionnalités politiques du FMI et de la Banque mondiale qui ont poussé les jeunes africains à revendiquer un changement de l'ordre politique. On peut convenir avec Mwatha Musanji Ngalasso qui dit que cet élan démocratique traduit « d'abord la volonté clairement affirmée des populations de davantage prendre part à la gestion des affaires de leurs pays; c'est aussi la demande sans équivoque d'exercer, sans restriction d'aucune sorte, un droit fondamental des gens, le droit de faire, de dire. »<sup>252</sup>

Les mouvements de contestations des pouvoirs africains sont certainement similaires à ce qui s'est produit en Europe de l'Est, sans que cela ne relève du

---

<sup>251</sup> L'historiographie de Hegel est certainement au fondement de cette anthropologie dans, Hegel, G.W. Friedrich, *La raison dans l'histoire : introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Union générale d'éditions, 1965 ; Olivier de Sardan, J.-P a adressé une réflexion critique à ce savoir, « Sciences sociales, africanistes et faits de développement », dans P. Boiral et al, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, Paris, Ciface-Karthala, 1985

<sup>252</sup> Mwatha, Musanji Ngalasso, « Démocratie : le pouvoir des mots », *Politique Africaine*, no.64, 1996, pp.3-17

mimétisme. On peut observer avec S. Decalo que ce temps mondial a sans doute eu un effet psychologique sur les mouvements pro-démocratiques en Afrique, mais il ne dit pas toute l'histoire.<sup>253</sup> Et comme le dit plus clairement René Banégas, « le poids des facteurs externes, du contexte mondial, des bailleurs de fonds ou de l'ajustement structurel est peut-être à relativiser. »<sup>254</sup>

Depuis déjà très longtemps les sociétés africaines sont prises dans un processus de paupérisation<sup>255</sup> et dans un champ politique dominé par *le principe autoritaire*<sup>256</sup> pour que leurs conditions matérielles et symboliques d'existence ne les amènent à revendiquer de meilleures conditions de vie et un nouvel ordre politique. Depuis les années 1970, par exemple, bien avant « le vent de l'Est », et les demandes démocratiques de Bretton Woods (qui ne datent que de 1989 et plus explicitement de 1992<sup>257</sup>) les questions comme l'éducation, la santé, le logement, la liberté et la sécurité sont l'objet de revendications qui s'élaborent dans presque toutes les universités africaines et qui fait voir la capacité de contestation des jeunes. Achille Mbembé a montré de manière décisive qu'à travers diverses stratégies et pratiques socioculturelles les jeunes de la « génération des indépendances » inventent de nouveaux espaces du politique à travers des tactiques subtiles de rupture et de retrait de leur confiance dans l'ordre politique autoritaire de la postcolonie.<sup>258</sup> La contestation des systèmes monopartistes des années 1990 se situe donc dans la continuité de ce passé.

---

<sup>253</sup> Decalo, S., « The Process, prospect and constraints of democracy in Africa », *African Affairs*, no.91, 1992, p.14

<sup>254</sup> Banégas, René, « Retour sur une transition modèle. Les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise » dans Quantin P. et Daloz J.-P., *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, p.26

<sup>255</sup> Sur ce processus dans la longue durée, voir par exemple, Coquery-Vidrovitch, C. *Afrique Noire : permanences et ruptures*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp.280-296

<sup>256</sup> Mbembé, Achille, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988, pp.127-157

<sup>257</sup> Voir les rapports de la Banque Mondiale de ces deux dates

<sup>258</sup> Mbembé, Achille, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp.107-121



Au risque de choquer l'esprit de ceux qui ne lisent l'Afrique que dans leur propre miroir, les mutations politiques du début des années 1990 ne relèvent pas d'une reproduction artificielle de ce qui s'est produit en Europe de l'Est. Elles signifient que la mémoire africaine porte également les marques du sens de l'histoire, de la révolution quoi qu'en pensent plusieurs africanistes. La similarité des explosions sociales avec la contestation des dictatures en l'Europe de l'Est indique sérieusement que dans les mêmes conditions matérielles de vie les individus réagissent à peu près de la même manière dans des aires culturelles différentes. Il y a une grande part de naïveté que de voir dans le sale temps des dictatures africaines le souffle lointain du « vent de l'Est » ou de l'exécution d'un mot d'ordre venu de Washington et des pays occidentaux. La preuve est que ces pays occidentaux n'ont pas tenu leur promesse du début des années 1990 de soutenir les démocraties en Afrique.

Au contraire, ils ont contribué à la restauration des dictatures masquées sous les habits de démocratie. C'est ce qu'on a appelé « démocrature ». Par exemple, lors du Sommet France-Afrique du 21 juin 1990, le président français François Mitterrand a appelé les chefs d'État Africains à emprunter la voie démocratique et leur affirmé que dorénavant la France liera ses aides aux efforts faits pour aller vers la liberté.<sup>259</sup> Comble d'ironie, en 1991 face à la remise en cause radicale des dictatures sur le continent noir, mais aussi devant les pressions de certains dictateurs africains tels que Oumar Bongo du Gabon, Éyadéma du Togo, Mobutu du Zaïre sur l'Élysée, le président français a modifié son discours en faveur de la démocratie. Au Sommet francophone de Chaillot, il dira « démocratie, bien sûr, mais chacun à son rythme » et comme pour dire aux Africains que la démocratie n'est pas faite pour eux, « la France fera tout sur les plans militaire, diplomatique et politique pour contribuer à la restauration des autoritarismes dans la plupart des pays d'Afrique francophone au

---

<sup>259</sup> Voir par exemple, Marchesin, P., (sous la dir.), « Mitterrand et l'Afrique », *Politique Africaine*, no. Spécial 58, 1995

Sud du Sahara ».<sup>260</sup> Malgré tout, les Africains continuent de se battre contre les ordres contraignants, montrant par là qu'il n'y a pas de rupture mais permanence de leur capacité de résistance et de remise en cause des aliénations.

L'explosion des *émotions collectives* n'est pas socialement désincarnée. Il y a quelque chose de strictement rationnel. Gilles Deleuze nous apprend qu'il n'y a pas d'imaginaire sans matérialité : « l'imaginaire, écrit-il, ce n'est pas l'irréel, mais l'indiscernabilité du réel et de l'irréel. »<sup>261</sup> Cette indiscernabilité ne conduit-elle pas à la confusion? Dans les explosions juvéniles en Afrique, il y a sans doute quelque chose de rationnellement incompris; quelque chose que le positivisme scientifique ambiant à prétention hégémonique a du mal à saisir, et qui invite à considérer l'historicité des sociétés africaines. Ce quelque chose baigne dans l'imaginaire social des acteurs. Nous convenons que les conditions matérielles de vie des individus agissent sur leurs manières de penser et influencent leurs représentations du monde. Mais nous savons tout autant que l'eau ne bout pas à 99 degré. Le degré restant est nécessaire pour déclencher l'ébullition comme figure de la révolution. Ce degré correspond ici, à notre avis, à la saturation de l'inquiétude et de l'angoisse liées à la précarité de la quotidienneté.

L'angoisse existentielle est un environnement psychosocial anxieux de la faillite des lendemains qui chantent. Cet environnement est structuré, organisé ou produit par des ingrédients que nous appelons les ingrédients psychosociaux. Ces ingrédients sont entre autre la nature autoritaire des pouvoirs africains postcoloniaux, qui se sont érigés en grands manitous de l'*État-théologien*<sup>262</sup> privilégiant des

---

<sup>260</sup> Assogba, Yao, « Problématique de la gouvernance en Afrique au Sud du Sahara. Tendance générale en Afrique francophone », *Revue Canadienne d'Études du développement*, no. Spécial, 1996, pp. 65-66 (pp57-73)

<sup>261</sup> Deleuze, Gilles, *Pourpalers. 1972-1990*, Paris, Minuit, 1990, p.93

<sup>262</sup> Achille Mbembe définit l'État-théologien de la manière suivante : « C'est un État qui ne se préoccupe pas seulement des pratiques touchant à la distribution du pouvoir et de l'influence, aux relations sociales, aux arrangements économiques et aux processus politiques. C'est aussi celui qui

technologies disciplinaires sur la société. Ce faisant, ce type d'État a fourni aux dominés sociaux un équipement mental et cognitif leur permettant de déployer et d'orienter des contre-savoirs pratiques. Ils se rebiffent et essaient de mener une résistance contre la prétention hégémonique du pouvoir.<sup>263</sup> Nous avons déjà expliqué en quoi les mutations politiques des années 1990 en Côte d'Ivoire procèdent d'un long processus inscrit dans la nature autoritaire du pouvoir PDCI-RDA qui s'est arrogé le monopole de la vérité et de la parole autorisée.

L'autre ingrédient psychosocial se trouve être l'offensive néolibérale à travers les politiques drastiques d'ajustement structurel (PAS). L'ajustement structurel est une violence économique contre les populations africaines, surtout contre les catégories sociales les plus vulnérables. Dans cette attaque, il ne faudrait pas voir quelque chose de radicalement extérieur. Au centre du processus de prédation économique en Afrique il y a un enchevêtrement de dynamiques du dedans et du dehors de ceux qui en tirent profit. Les uns (corps de technocrates au sommet des États africains imprégnés des valeurs d'économie libérale) constituant des relais locaux des autres (les Institutions financières internationales).<sup>264</sup> De toutes les façons, depuis les indépendances les pouvoirs extravertis africains ont établi « un lien organique entre le « principe autoritaire » et l'état d'« improduction économique »<sup>265</sup> sous le parapluie assuré des pays occidentaux, notamment dans un contexte d'affrontement des blocs idéologiques (Est/Ouest). On peut bien considérer les analyses sur la spécificité des pouvoirs africains en termes de « l'État sous-développé »<sup>266</sup> qui se laisseraient mieux saisir dans les pratiques de « politique du

---

aspire explicitement à définir, pour les agents sociaux, la manière dont ils doivent se voir, s'interpréter et interpréter le monde. », dans *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcolonie*, Paris, Karthala, 1988, p.128

<sup>263</sup> C'est par ailleurs un tel processus de retour du bâton que J. Scott explique à propos des paysans, dans « Everyday Forms of Peasant Resistnce », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 13, no.2, 1986

<sup>264</sup> Gibbon, Peter, « Towards a Political Economy of the World Banks, 1970-1990 » Communication à la Conférence sur « *Les enjeux politiques de l'ajustement structurel* », Dakar, CODESRIA, 1991

<sup>265</sup> Mbembe, Achille, *État, violence et accumulation, Leçons d'Afrique Noire*, Centre Lebreton, 1988, p.5

<sup>266</sup> Médard, J.-F. « Les pouvoirs africains », *Pouvoirs*, no.25, 1983

ventre », de la « privatisation de l'État »<sup>267</sup>, mais c'est aussi dans cette articulation des intérêts des pouvoirs locaux et des « maîtres du monde » qu'il faudrait comprendre l'improduction économique de l'État africain désormais sous ajustement. Le processus de libération de la parole des années 1990 s'opère donc au moment où l'urgence de l'ajustement des économies nationales à l'économie mondiale est devenue, sous la direction du F.M.I. et de la Banque mondiale, l'impératif catégorique d'un capitalisme si triomphant qu'il pèse dramatiquement sur la vie quotidienne des populations africaines. Il secrète dans l'imaginaire des acteurs sociaux marginalisés des solutions de survie comme sphère d'innovations sociales et de construction de leur identité.

À partir du début des années 1980, les pays africains vont devenir les uns après les autres des pays sous ajustement structurel. La littérature est nombreuse qui explique les procédures techniques de cette mise sous tutelle économique des pays dits du Tiers-monde. Notre objectif ici n'est pas de ressasser ces mécanismes.<sup>268</sup> Rappelons seulement que les pays d'Afrique se sont laissés aller dans le cercle vicieux de l'endettement pendant l'embellie des marchés financiers internationaux des années 1974-1979 due aux chocs pétroliers et au recyclage des pétrodollars. Ces États sont alors devenus « des plantations de crédit »,<sup>269</sup> souvent à n'importe quel prix au nom de l'obsession religieuse du développement.<sup>270</sup> Les cours élevés des matières premières dans lesquelles ils étaient confinés comme leur part de tâche dans la

---

<sup>267</sup> Bayart, Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, A. Fayard, 1989 ; Bayart, Jean-François, Stephen, Ellis et Hibou, Béatrice, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997

<sup>268</sup> Pour comprendre les prescriptions et les méthodes de l'ajustement structure, voir par exemple, les contributions croisées dans Rolph van der Hoeven et F.P.M. Van der Kraaij (dir.), *L'ajustement structurel et au-delà en Afrique Subsaharienne*, Paris, Karthala, 1995

<sup>269</sup> Le constat de Jarret, Marie-France et Mahieu, François-Régis concernant la Côte d'Ivoire est sans doute valable pour tous les pays africains ; *La Côte d'Ivoire. De la déstabilisation à la refondation*, Paris, L'Harmattan, 2002

<sup>270</sup> Gilbert Rist fait une analyse remarquable de la croyance religieuse dans le développement, dans *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1996

division internationale du travail les avaient aveuglés. Ils semblaient avoir oublié que les prix de leurs produits étaient fixés ailleurs. En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny l'a appris à ses dépens. En 1988, face à la chute du prix mondial du cacao dont le pays est le premier producteur mondial, il dénonce la spéculation internationale. À son corps défendant, il appliqua la politique de rétention du cacao pensant pouvoir influencer, mais sans succès, le marché mondial.<sup>271</sup> Les pays africains se sont retrouvés en fin compte enfoncés dans les rets de l'endettement. C'est à ce moment là que la Banque mondiale et le FMI vont faire de l'ingérence dans les États africains pour leur imposer des plans d'ajustement structurel. Leur souci immédiat est d'obtenir de ces États le remboursement de leur dette exorbitante. Cela nécessite de dures conditionnalités liées à l'équilibre budgétaire (qui nécessitent le sacrifice des secteurs sociaux, la réduction de la masse salariale etc.), la promotion des exportations, la compression de la consommation interne, les privatisations, la dévaluation et à un environnement institutionnel propice au déploiement du marché. Sous ce jour, on ne peut éviter de voir l'ajustement structurel comme une utilisation politique de la crise de l'endettement des pays africains.<sup>272</sup> En plus de ce souci immédiat, l'action des institutions financières internationales est marquée plus profondément par l'imaginaire occidental qui voit dans ses valeurs le point d'ancrage de l'universel. La logique politique derrière l'étau économique de l'ajustement (souvent sous la couverture de la neutralité des experts) est l'ajustement des économies nationales africaines à l'économie occidentale libérale. Ils défendent et promeuvent le système capitaliste.<sup>273</sup>

---

<sup>271</sup> Sur cette expérience, lire, Gombo, Jean-Louis et al, *La guerre du cacao. Histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Lévy, 1990

<sup>272</sup> Lire par exemple, Williams, Gavin, « Les contradictions de la Banque mondiale et la crise de l'État en Afrique, dans Terray, Emmanuel, *L'État contemporain en Afrique* (sous la dir.), Paris, L'Harmattan, 1987, pp.359-385; Dieng, Amady Aly, « Les enjeux de l'ajustement structurel en Afrique », Communication à la Conférence sur *Les enjeux politiques de l'ajustement structurel*, Dakar, CODESRIA, 9-12 septembre 1991

<sup>273</sup> Dieng, Amady Aly, Art.cit, dans op.cit, p.2

Rappelons aussi ce qui fait consensus dans la littérature. Les coûts sociaux de l'ajustement structurel sont dramatiques, surtout pour les maillons faibles de la société. Il a des conséquences économiques lourdes sur l'État qui voit se réduire ses marges de manœuvre macro-économique ainsi que la réduction des allocations sociales. Même un pays comme la Côte d'Ivoire sous ajustement depuis 1980,<sup>274</sup> et qui a été jugé comme un bon élève a fini par craquer. Elle est devenue par la suite un mauvais élève,<sup>275</sup> un mendiant endetté jusqu'au cou. Le pays ne pouvait continuer d'être le bon élève de Bretton Woods alors même que tarissaient les ressources nécessaires à la régulation sociale. Et qu'en outre, la recherche de la légitimité externe<sup>276</sup> constitue une menace à sa légitimité interne, secrète des antagonismes, des mécontentements populaires. Sous le coup de l'ajustement, les États africains sont devenus des empires de la rareté : rareté de l'emploi salarié, rareté de structures sanitaires et éducatives, insécurité alimentaire<sup>277</sup> etc. La vie est devenue chère alors que les poches sont de plus en plus vides. Les inégalités sociales augmentent. Les jeunes plus touchés par la crise se trouvent au seuil critique de pression psychosociale: leurs sources principales de soutien (l'État et les parents) et la voie principale de réussite (l'école) sont fermées. L'intensité de la crise est telle que les liens de solidarités traditionnelles que sont les familles se délitent. La pression sur les revenus de ceux des parents qui en ont provoqué, comme le dit Alain Marie, « une

---

<sup>274</sup> Voir notamment, Duruflé, Gilles, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Paris, Karthala, 1988

<sup>275</sup> Lire, Campbell, Bonnie, « L'ajustement structurel en Afrique : l'expérience de la Côte d'Ivoire », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 29, No. 2 (1995), pp. 290-302

<sup>276</sup> En appliquant les PAS, les États africains sont à la recherche de légitimité externe. De cette manière ils jouent le jeu de la dépendance. Ce qui ne manquera pas de provoquer des oppositions internes.

<sup>277</sup> Sur les coûts sociaux de l'ajustement structurel voir notamment, Diouf, Mokhtar, « La crise de l'ajustement », *Politique Africaine*, no.45, 1992 ; Azoulay, Gérard et Dillon, Jean-Claude ; *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*, Paris, Karthala, 1993 ; Bruno, Sarrasin, « Les coûts sociaux de l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne: Evolution des critiques externes et des réponses de la Banque Mondiale », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 31, No. 3, 1997, pp. 517-553

précarisation des solidarités communautaires ».<sup>278</sup> La crise fait donc qu'il a une tendance à l'individualisme où chacun est convoqué à « se chercher » sans devoir à personne, même pas à un aîné de la famille, afin de recouvrer sa liberté.<sup>279</sup> L'école est devenue une industrie de production des sans emploi et de désœuvrés, pour ceux qui arrivent à passer les mailles des examens très sélectifs. L'ampleur des dégâts sociaux dans les pays « ajustés » est à la mesure de la précarité du quotidien.

Les premières victimes de ce processus sont les jeunes. Ils vivent dans l'angoisse, dans l'inquiétude quant à leur avenir. Le F.M.I et la Banque mondiale semblent devenir, dans l'imaginaire social africain, des agents distributeurs de la pauvreté. Pris dans l'engrenage de la paupérisation et d'un avenir incertain, les jeunes sont devenus insensibles aux discours périmé des « pères de la nation ». Ils semblaient, à des degrés variables, avoir pris conscience que la liberté ne se donne pas. Elle se conquiert. La conquête de leur liberté, qui les pousse à serrer l'étau autour des pouvoirs politiques africains, nous paraît être fortement mise en marche par la prise de conscience d'un avenir aussi imprévisible qu'invisible. Économiquement et socialement marginalisés, les jeunes ont alors emprunté le chemin du *refus* notamment au début de 1990. L'itinéraire du *refus* s'est traduit par des récriminations contre le pouvoir PDCI-RDA qu'ils jugèrent injuste et corrompu. À partir de cette coupure d'électricité dans les résidences universitaires ce 19 février 1990 ils déchaînaient leurs frustrations refoulées comme expression de leur *refus* pour devenir une masse critique à la disposition des partis de l'opposition naissants.<sup>280</sup>

---

<sup>278</sup> Marie, Alain, « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », in A. Marie (dir.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, 1997, p.53

<sup>279</sup> Voir l'enquête d'Isabelle Sévédé-Bardem au Burkina-Faso, *Précarités juvéniles en milieu urbain africain*. « Aujourd'hui, chacun doit se chercher », Paris, L'Harmattan, 1997

<sup>280</sup> Marie, Alain, « Pas de société civile sans démocratie. Contre l'État et sa société, l'exigence des jeunes chômeurs abidjanais engagés dans l'opposition », in F. Leimdorfer et A. Marie (dir.), *Individualisations citadines et développement d'une société civile : Abidjan et Dakar*, Paris, Université de Paris-Gescivia-Iedes, 1998, pp.63-111

Une banale affaire de coupure d'électricité a soulevé la colère des étudiants et en quelques jours seulement tout le corps social s'est retrouvé dans la rue pour des revendications bien plus politiques que corporatistes. Selon A.Mahou cela montre que « l'opinion publique est dans un état d'inquiétude, qu'elle secrète des pressions politiques qui profitent de la moindre occasion pour se détendre. Les manifestations subites ne sont donc que des moyens d'expression, de libération d'une agressivité contenue. »<sup>281</sup> Derrière les contestations de la jeunesse urbaine se cachent donc des frustrations contenues depuis longtemps. L'explosion dans la rue est dans ces conditions une libération de charges émotionnelles. Au moment où le vécu de la jeunesse se conjugue avec la précarité, l'angoisse est un repère du politique et prend sens dans la cristallisation des contestations du pouvoir dans la rue. Les jeunes concurrencent le pouvoir dans l'appropriation de la rue. La rue n'est plus seulement un espace d'exhibition de la puissance publique. Les *gens d'en bas* s'en approprient pour en faire un nouvel espace du politique débordant le pouvoir central et où ils essaient de défendre leurs intérêts. La Sorbonne en tant qu'espace de discussion de rue constitue une figure prépondérante de ce politique.

La coupure d'électricité du 19 février nous apparaît sérieusement expressive de ce que la question « comment commence l'histoire? » peut nous conduire dans les profondeurs des faits les plus banals. S'il faut trouver de la signification aux mutations politiques de 1990 en Côte d'Ivoire c'est dans cette coupure d'électricité à laquelle les Ivoiriens étaient pourtant habitués depuis le milieu des années 1980. Mais ce qui donne du sens à ce fait banal est logé dans l'imaginaire des acteurs : leur perception du monde, de l'ordre politique, du quotidien et de ce qu'ils entendent faire de ce quotidien. L'histoire est aussi et surtout une vision, une projection dans le futur. La vision du futur organise l'environnement mental, produit un état d'esprit comme moteur de l'histoire. Et cet état d'esprit est hors de contrôle de quelque pouvoir que

---

<sup>281</sup> Mahou, A. *L'avènement du parti unique en Afrique Noire*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1969, p.207



ce soit. Ni les pouvoirs locaux qui ont rendu l'État improductif ni les « nouveaux maîtres du monde »<sup>282</sup> qui exercent une violence économique sur les pays faibles ne peuvent contrôler la volonté de ceux qui refusent des états de choses inacceptables à leurs yeux. Ce qu'ils parviennent à faire par le type de pouvoir qu'ils exercent c'est de structurer l'environnement mental ou psychosocial de ceux qui en sont les victimes.

#### 4.2.2. L'éclatement du champ politique

Face à la violence du marché triomphant, ceux dont les conditions de vie sont marquées par l'univers de l'incertitude ne restent pas passifs. Ils développent des mécanismes qui dépassent souvent la simple logique de survie pour se créer des lieux de sociabilité, des lieux d'innovations créatrices démontrant leur capacité de résistance sociale. C'est à l'interstice de ces nouveaux lieux en construction permanente que se loge la reconstruction sociale du politique.

En Afrique, ces lieux sont nombreux qui manifestent la « revanche des sociétés africaines. » Celle-ci étant, dit Achille Mbembé, « l'ensemble des procédures par lesquelles ces dernières érodent les dominations qui pèsent sur elles et tentent de se dégager des structures de contrainte qui tentent de les capturer. » Il ajoute que « c'est cette capacité de rebondissement qui met en échec la recherche hégémonique, et rend celle-ci instable, fragile et constamment inachevé. »<sup>283</sup> Les cadets sociaux que sont les jeunes et les femmes participent avec vitalité à la construction de nouvelles identités sociales. Les femmes par exemple, actrices de l'économie sociale et de l'économie des ménages ont acquis une plus grande visibilité dans un contexte de

---

<sup>282</sup> Les « nouveaux maîtres du monde » sont selon Jean Ziegler ceux qui contrôlent l'ordre de la finance internationale, qui depuis la fin de la bipolarité est devenu le nouvel ordre de la gouvernance mondial. Lire *Les nouveaux maîtres du monde : et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2003

<sup>283</sup> Mbembé, Achille, Op.cit., p.30

crise du salariat<sup>284</sup> où la culotte de l'homme ne tient plus sous la ceinture qu'il ne cesse de serrer. Les jeunes se sont réappropriés les religions comme l'Islam et le Christianisme pour en faire des lieux de revendications politiques.<sup>285</sup> Analysant la société civile dans son champ religieux en Côte d'Ivoire, Nathalie Leblanc affirme que « la religion permet aux jeunes de se négocier un espace de légitimité sociale face aux diverses relations de pouvoir, dont la gérontocratie. »<sup>286</sup> La culture populaire est aussi un univers de socialité qui confirme les jeunes comme des acteurs politiques indociles. La musique (notamment le Rap, le Reggae, le Zouglou, le coupé-décalé etc.) est devenue pour les jeunes Ivoiriens marginalisés un espace de visibilité et de sociabilité. La culture populaire est un lieu propre d'affirmation identitaire des jeunes.<sup>287</sup>

L'anthropologie de la quotidienneté nous plonge dans ces univers de liens qui montrent que le champ du politique est éclaté. L'État ne décide pas du tout politique. Le politique est une création de ceux qui en prennent l'initiative parce qu'ils y trouvent le besoin. Le politique se (re)construit progressivement en ces lieux où les acteurs sociaux subalternes retrouvent le lien de la *parole* quand les gens *d'en haut* l'ont mise en faillite. Par exemple l'état de guerre qu'a connu la Côte d'Ivoire à partir du 19 septembre 2002 nous paraît être d'abord et avant tout l'expression de la faillite

---

<sup>284</sup> Le Pape, M., *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*, Paris, Karthala, 1997

<sup>285</sup> Sur ce sujet lire notamment, Constantin, F. et Coulon, C. (dir.), *Religion et transition démocratique en Afrique*, Paris, Karthala, 1997

<sup>286</sup> Leblanc, Marie-Nathalie, « Les trajectoires de conversion et l'identité sociale chez les jeunes dans le contexte postcolonial ouest-africain : les jeunes musulmans et les jeunes chrétiens en Côte d'Ivoire », dans *Anthropologie et Sociétés*, vol.27, no.1, 2003, pp.85-110

<sup>287</sup> Lire, Biaya, Tshikala K., « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », dans *Politique Africaine*, no.80, décembre 2000, pp.12-31; Sur la Côte d'Ivoire voir notamment, Konaté, Yacouba, « Génération zouglou », *Cahiers d'études africaines*, no.168, 2002 et « Abidjan : malentendu, poésies et lieux propres », *Outre-Terre*, no.11 2005, pp.319-328

de la parole, la régression du principe du langage politique démocratique<sup>288</sup> entre les élites politiques. Rien n'indique qu'il s'apparente à un irrédentisme.

Notre objectif à ce niveau de l'analyse n'est pas en réalité de discuter des causes de la guerre ivoirienne. En pleine crise, des observateurs de la scène politique ivoirienne ont mené ce débat, qui a laissé voir deux grandes représentations du conflit.<sup>289</sup> Le bref détour que nous faisons par cette guerre vise à situer nos propos quant à la manière dont la parole tombe en crise par ses détenteurs du *haut* afin de voir comment elle est récupérée par des gens *du bas*. Et ce en articulation avec notre problématique de la reconstruction sociale du politique.

En effet, la rupture de la parole entre les leaders politiques d'en *haut* est inscrite dans leurs appétits du pouvoir d'État. D'abord, elle est le résultat de la guerre de succession entre les héritiers du Président Houphouët-Boigny<sup>290</sup> depuis sa mort en

---

<sup>288</sup> Ce principe proscriit l'usage des armes pour accéder au pouvoir, et le seul moyen politique de se faire entendre.

<sup>289</sup> Pour certains, c'est le jeu des entrepreneurs politiques et/ou identitaires et la crise de légitimité du politique qui constitueraient les facteurs du déclenchement du conflit ivoirien. Voir par exemple, Banégas, Richard ; Losch, Bruno, «La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion», *Politique africaine* no.87, octobre 2002, pp.139-161; Campbell, Bonnie, «Désamorcer la carte ethnique», *Le Devoir*, Montréal, 15 octobre 2002; Conte, Bernard, «Du clientélisme «éclairé» au clientélisme «appauvri», *Le Temps*, Abidjan, 5 mars 2003; Hugon, Philippe, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncées », *Afrique contemporaine* no.206, Été 2003, pp.105-127; Cogneau, Denis; Mesplé-Somps, Sandrine, «Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique », *Afrique contemporaine*, no.206, Été 2003, pp.87-103; Dembélé, Ousmane, «Côte d'Ivoire : la fracture communautaire», *Politique africaine*, Paris, Karthala, mars 2003, pp.34-48; Le Pape, Marc, «Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003», *Afrique contemporaine*, no.206, Été 2003, pp.29-39

Pour d'autres, la crise ivoirienne n'est pas structurellement ethnique et/ou religieuse. Elle trouverait ses racines dans la boulimie du néocolonialisme qui refuse toutes formes de résistances dans son aventure à travers le continent africain. Voir notamment, Amaïzo, Yves, « Quand les multinationales refusent la transparence », *Jeune Afrique économie*, no.349 du 3 au 16 mars 2003; Bayart, Jean-François, interview dans *Le Nouvel Observateur*, France, 6 février 2003; Koulibaly, Mamadou et al, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan, La Refondation, mai 2003; Éla, Jean-Marc, « Refonder » le politique dans la crise actuelle des rapports Nord-Sud : Un défi pour les générations africaines ? », Colloque International CURF-FPI, *La crise Ivoirienne et l'Avenir d'une Nation en Voie de Refondation*, Abidjan, 4 et 5 juillet 2003.

<sup>290</sup> Sur cette bataille pour la succession voir N'da, Paul, *Le drame démocratique en Afrique sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp.101-108

1993.<sup>291</sup> Après la mort du « Père de la nation », Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et le Général Robert Guéï (les héritiers d'Houphouët-Boigny) ont affiché une haine viscérale les uns envers les autres ayant pour enjeu le contrôle de l'État pensé par eux en termes d'héritage. Quoi que l'on ait pu dire sur la crise ivoirienne, le fait est qu'elle est le prolongement de la guerre des héritiers dans un contexte de crise économique insupportable pour la majorité des Ivoiriens. Ensuite, cette rupture de la *parole* est la conséquence de l'antagonisme profond entre les héritiers d'Houphouët-Boigny et ceux qui se sont opposés depuis longtemps à la philosophie politique de la dépendance qu'ils promeuvent : *l'houphouétisme*. Ces derniers promeuvent quant à eux l'idéologie de la « refondation » de la Côte d'Ivoire. Ils ont pour chef de file Laurent Gbagbo.<sup>292</sup> Depuis 1990 les uns semblent chercher une légitimité externe (régionale et mondiale) tandis que les autres paraissent rechercher principalement une légitimité politique interne. Les compositions, décompositions et recompositions des alliances politiques entre 1994 et 2002 montrent la profondeur de la division entre « houphouétistes » et « refondateurs ». On observe en fin de compte que les « houphouétistes » de tous les partis politiques se sont retrouvés en 2002 après leurs turpitudes et péripéties d'alliance contre-nature. L'enjeu reste le contrôle de l'État.

Le tarissement de la parole dont le concept d'« ivoirité »<sup>293</sup> est certainement l'un des points focaux a provoqué des crispations politiques en *haut*. Lesquelles

---

<sup>291</sup> Ces héritiers sont : Alassane Dramane Ouattara (premier ministre sous Houphouët-Boigny); Henri Konan Bédié (président de l'Assemblée nationale sous Houphouët-Boigny et président de la république après lui) et le Général Robert Guéï (chef d'État major des armées sous Houphouët-Boigny).

<sup>292</sup> Le président actuel de la Côte d'Ivoire depuis le 26 octobre 2000

<sup>293</sup> Le concept d'« ivoirité » a été inventé au milieu des années 1980 par un poète Ivoirien, Niangoran Porquet. Considéré alors comme un concept culturel il n'attire pas plus d'attention qu'il en faut. En 1995 Henri Konan Bédié, alors président de la république se réapproprie le concept qu'il conçoit aussi comme un concept culturel unificateur autour des valeurs qui définissent l'Ivoirien. Seulement, la conceptualisation académique et idéologique qui en est faite par les intellectuels proches du président Konan Bédié, réunis au sein de la CURDIPH (Cellule universitaire de recherche et de diffusion des idées et actions politiques du président Konan Bédié), *Études et théories de l'humanisme ivoirien pour la synthèse culturelle*, Abidjan, 1997; le livre de Bédié lui-même, *Les chemins de ma vie* de 1999 où les auteurs font une différenciation entre les différents groupes ethniques du pays, ont fini par

crispations ont fini par dégénérer en conflit armé, aggravant la situation déjà difficile des gens *d'en bas*. La crise ivoirienne est sans doute une hostilité entre deux systèmes de pensée politique : *l'houphouétisme* (système de dépendance) et la *refondation* (système nationaliste). C'est la guerre entre les « enfants » d'Houphouët-Boigny et ceux qui ne sont pas considérés comme ses « enfants ». Les premiers se sont rendu compte à un moment donné que c'est leur guerre de succession qui leur a fait perdre le pouvoir, « leur » pouvoir au profit d'un « intrus » : Laurent Gbagbo. Ce n'est pas un hasard qu'à partir de mai 2001 Henri Konan Bédié, Robert Guéï et Alassane Ouattara se sont réconciliés. Ce n'est pas non plus un hasard qu'aux lendemains des Accords de Marcoussis<sup>294</sup> en janvier 2003, les partis de ces trois leaders ont formé la coalition du G7 avec les groupes rebelles, puis la coalition des houphouétistes.<sup>295</sup> La géographie du conflit montre clairement que les régions occupées par la rébellion sont les régions d'origine des trois héritiers d'Houphouët-Boigny : le Nord d'Alassane Ouattara, le Centre de Konan Bédié et l'Ouest de Robert Guéï. Thomas Bassett, par exemple, a déjà montré en 2003 que cette vision était réductrice, empreinte du moule médiatique qui ne reflète pas la réalité du terrain. En étudiant en effet le dernier recensement général de la population de 1998, Bassett constate qu'en Côte d'Ivoire il y avait 39% de Musulmans, 30% de Chrétiens et 12% d'Animistes. Le détail des chiffres montre que 77% des Musulmans résidaient dans le Sud et seulement 23% dans le Nord. Mieux, 20% de tous les Musulmans vivaient à Abidjan. Selon l'auteur cela signifie qu'«il y avait alors trois fois plus de musulmans dans le Sud de la Côte d'Ivoire que dans le Nord.». Il constate avec étonnement, une sureprésentation, dans le Sud, des Musulmans par rapport aux Chrétiens, 35% contre

---

convaincre certains que l'ivoirité est un concept xénophobe, exclusionniste. Ce serait sur la base de ce concept que la candidature d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle de 2000 aurait été rejetée par la Cour Suprême. Il serait alors à la base de la guerre civile de septembre 2002.

<sup>294</sup> Le 15 janvier 2003, les protagonistes de la crise ivoirienne se sont réunis, à la convocation du gouvernement français (sous Jacques Chirac), dans la banlieue parisienne de Linas-Marcoussis en vue de signer un accord de paix. Cet accord conclu le 24 janvier 2003 porte le nom de son lieu de signature.

<sup>295</sup> Les groupes rebelles ne font pas partie de la coalition des « houphouétistes ».

33% respectivement. Il en conclut que « ceci contredit l'interprétation médiatique, "Nord musulman contre Sud chrétien". Le Sud n'a pas de prédominance chrétienne. ». <sup>296</sup> L'inventeur de l'*ivoirité* politique, concept qui serait la source de la guerre (une vision volontairement réductrice de la crise) est bien Konan Bédié qui, dans cette guerre, est allié avec Alassane Ouattara contre qui le concept aurait été inventé pour l'exclure de la compétition électorale présidentielle de 1995 et de 2000, puis pour le déposséder finalement de sa nationalité ivoirienne. Comment expliquer alors cette alliance guerrière des ennemis d'hier? Sinon par l'explication d'un antagonisme profond entre les héritiers d'Houphouët-Boigny qui pensent que la Côte d'Ivoire leur appartient et qu'ils sont les seuls aptes à gouverner et que les *refondateurs* n'ont pas cette qualité. Demeurés dans l'adversité depuis 1993, les trois leaders de l'opposition(?) <sup>297</sup> redécouvrent un matin leur lien dans « l'houphouétisme ».

Ainsi, l'antagonisme entre *houphouétistes* et *refondateurs* paraît être le facteur décisif de la guerre en Côte d'Ivoire <sup>298</sup> en ce qu'il est un élément de dissolution de la parole entre eux. Dès lors que le décor de la guerre est planté, tout le reste n'est

---

<sup>296</sup> Bassett, Thomas J. « "Nord musulman et Sud chrétien": les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique contemporaine*, été 2003, pp.12-27

<sup>297</sup> Depuis mars 2003 on ne peut pas dire qu'il y a une opposition en Côte d'Ivoire puisque tous les partis politiques sont dans le gouvernement avec une répartition de portefeuille ministériel qui tient compte de la force de chaque parti et des rebelles.

<sup>298</sup> Les rebelles ont joué le jeu de l'opposition en reprenant à leur compte leurs revendications politiques: la démission du président Gbagbo; la reprise des élections présidentielles de 2000; la participation de tous les candidats aux élections présidentielles; l'octroi de la nationalité ivoirienne à tous les habitants de la Côte d'Ivoire; la révision de la constitution en son article 35 qui fixe les conditions d'éligibilité; la modification de la loi portant sur le code foncier pour permettre aux étrangers d'accéder à la propriété foncière rurale; l'annulation de l'opération d'identification pour mettre fin à la catégorisation des populations. Mais depuis le 4 mars 2007, les chefs de la rébellion se sont rapprochés du président Gbagbo. Le chef de l'ex-rébellion Soro Guillaume a été nommé premier ministre. Son gouvernement procède à l'identification des populations, la loi sur le foncier rural n'est pas modifiée, la constitution n'est pas révisée, la nationalité ivoirienne n'est pas octroyée automatiquement à tous les habitants de la Côte d'Ivoire; sauf que tous les signataires des Accords de Marcoussis seront candidats à l'élection présidentielle « exceptionnellement ». Beaucoup d'observateurs sont à se demander pourquoi y a-t-il eu alors cette guerre. L'opposition semble avoir le sentiment de s'être fait avoir par ceux qu'ils croyaient se battre pour elle.

qu'une question de stratégies politiques et médiatiques pour rallier l'opinion nationale et internationale à sa cause, y compris la manipulation des identités. Ce qui est peut-être de bonne guère pour la *politique par le haut*. Mais ce faisant, ce sont les gens d'*en bas* qui en prennent le contrecoup. Les factions opposées sont parvenues à instrumentaliser la pauvreté et les identités ethniques et/ou religieuses de certaines catégories de gens d'*en bas* aux fins de leurs ambitions politiques. Des jeunes ont été amenés de gré ou de force à faire la guerre pour les aînés, à faire parler les armes par procuration alors que se creusait la distance entre les élites politiques.

Mais si la *parole* s'est tue *en haut* a-t-elle disparu à jamais? Ne s'est-elle pas déplacée pour se manifester en d'autres lieux qui la magnifient afin de chercher à recoudre les liens sociaux individuels ou collectifs brisés, à travers des formes de socialité mises en œuvre? Cette « recouture » des liens sociaux comme expression de la reconstruction sociale du politique ne trouve-t-elle pas aussi sa consistance dans la *rencontre* et dans la discussion? Le politique retrouve sa densité dans la *rencontre* et dans la *parole*. Sans toutefois que cela se déroule toujours dans la tranquillité du fleuve dormant. Une entreprise de (re)construction du politique n'est pas à confondre avec un dîner-gala. Comme s'il ne fallait pas tout aussi se méfier du fleuve qui dort que de celui qui est agité. Dans le bouillonnement de la parole ne se construit-il pas quelque chose qui manifeste le désir d'une société nouvelle? Il faudrait être attentif à ce qui se passe dans les *Sorbonnes* pour comprendre que la *parole* peut-être le support d'altercations constructives. On parviendrait à approcher le fait que les faits sociaux, qu'ils soient négatifs ou positifs, renvoient à la société le reflet de sa propre image. C'est dans la capacité d'une société (à travers certains de ses segments) de se regarder dans son propre miroir que réside certainement les ressorts de son renouvellement. Elles s'éveillent en des lieux insoupçonnés, en apparence insignifiants, souvent objets de nos fantasmes les plus négatifs. Nous sommes convoqués à la place publique de la Sorbonne au Plateau pour nous intéresser à la manière dont elle configure un univers politique autonome de nature à fonder

l'identité sociale de ceux qui la promeuvent et à jeter les bases de la reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la *rencontre* et de la *parole*.

#### 4.3. La Sorbonne, un espace politique autonome

La Sorbonne est une forme sociale autonome parce qu'elle appartient en propre aux acteurs sociaux qui l'ont inventée. Elle l'est aussi parce qu'elle est traversée par des contradictions qu'elle parvient à surmonter tout en en produisant. La Sorbonne ne résulte pas d'une décision de la puissance publique. Si celle-ci la regarde d'un mauvais œil ou d'un bon œil (selon les gouvernements) c'est justement en raison de cette autonomie. Elle repose sur trois principaux socles conflictuels. Il y a les confrontations qu'il y a eues avec l'ancien régime du PDCI-RDA, en étant attentive aux conflits globaux de la société ivoirienne, et il y a les conflits entre les animateurs même de la Sorbonne. Ces différents conflits passent pour être des altercations constructives.<sup>299</sup> Ils apparaissent comme une quête de sens qui ne saurait s'identifier à une corruption du politique, mais se situant dans l'ordre de la difficile (re)construction des conditions du vivre-ensemble. C'est dans ce processus que la Sorbonne sort de l'informel pour s'institutionnaliser. Cette institutionnalisation issue de conflits constructifs va se renforcer durant la période de la crise politico-militaire des années 2000.

---

<sup>299</sup> André Sauvage constate que la construction de l'espace public au Moyen Age est empreinte d'une histoire des « altercations constructives » entre les autorités ecclésiastiques, les Juifs et les Franc Bourgeois dans les nouvelles villes nées de la chute de l'empire romain : lire « Éveil à l'espace public » dans Jean-Yves Toussaint, Monique Zimmermann, sous la direction, *User, Observer, programmer et fabriquer l'espace public*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2001, pp.25-27. Loin de l'idée de voir dans la Sorbonne la réactualisation des pratiques moyenâgeuses, ce qu'il faut comprendre c'est que le conflit est inscrit au cœur du politique.



#### **4.3.1. Prise en charge des luttes politiques et confrontations avec le pouvoir PDCI-RDA**

Entre 1990 et 2000, les *Sorbonniens* ont supporté les conflits politiques qui ont marqué la Côte d'Ivoire, en prenant partie pour l'opposition. Ce faisant, ils ont dû affronter le pouvoir PDCI-RDA pour le contrôle de la place de la Sorbonne. Ils en sont sortis victorieux.

En effet dès 1990, la Sorbonne est devenue un haut lieu d'expression des revendications sociales. Les jeunes y posent les questions brûlantes de la vie du pays. Ils parlent du chômage, des difficultés d'accès à l'emploi, des ravages sociaux des plans d'ajustement structurel. Ils accusent le pouvoir PDCI-RDA d'incapacité à juguler la crise économique qui frappe les plus pauvres. Ils l'accusent aussi d'injustice sociale et d'être corrompu. Les marches de l'opposition au cours des années 1990 seront des occasions pour les *Sorbonniens* de sortir de leur espace pour s'exprimer dans la rue, pour se faire voir et entendre. Ils sont présents à toutes les marches de protestation ou de revendication de l'opposition adressées au pouvoir. Ils sont facilement repérables avec leur « bandeau rouge » autour de la tête. C'est le signe qu'ils sont des « révolutionnaires », signe aussi d'un certain radicalisme qui est à la mesure du désarroi social. Toujours à la marge des marches, ils ne se mélangeaient jamais à la foule des marcheurs militants des partis politiques de l'opposition. Ils se faisaient aussi remarquer par leurs discours enflammés et incendiaires contre le pouvoir. Ces envolées discursives attiraient un attroupement autour de ces « marcheurs spéciaux » tout le long du parcours. Quand ils ne s'arrêtaient pas pour improviser un *meeting* où un orateur se mettait en scène, ils faisaient des va-et-vient entre la « tête » de la marche et la « queue » au pas de course en chantant.

Aujourd'hui, les *Sorbonniens* au Plateau expliquent cet épisode de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire comme leur contribution au processus démocratique. La

Sorbonne prenait ainsi partie pour l'opposition dont le principal parti était le Front populaire ivoirien, dirigé à l'époque par Laurent Gbagbo (actuellement chef de l'État depuis octobre 2000). Au cours de notre enquête à la *Sorbonne originelle* un des dirigeants des lieux nous affirma que s'ils ont soutenu l'opposition depuis 1990 jusqu'à 2000 « *ce n'était pas pour les beaux yeux de ses leaders, mais c'est parce qu'elle disait des choses qui allaient dans le même sens que ce que nous voulons* ». <sup>300</sup> L'opposition posait les problèmes liés à la démocratie, à la liberté d'expression. Elle défendait les élèves et étudiants qui avaient maille à partie avec le pouvoir PDCI-RDA. Ce fut notamment le cas du 18 février 1992 lorsque les partis de l'opposition organisa une marche de protestation contre le refus du président Houphouët-Boigny de sanctionner l'armée qui avait violenté les étudiant(es) dans la nuit du 17 au 18 mai 1991 à la résidence universitaire de Yopougon (banlieue abidjanaise). <sup>301</sup>

La Sorbonne a continué à supporter l'opposition dans sa lutte pour des élections démocratiques et transparentes en 1995 en participants activement au boycott actif du scrutin présidentiel d'octobre de cette année décidé par le Front républicain. Sachons qu'en 1994, dans la confusion de la guerre de succession à Houphouët-Boigny qui oppose Henri Konan Bédié (au pouvoir) et l'ancien premier ministre Alassane Dramane Ouattara, le dernier se retire du PDCI-RDA et crée le RDR (Rassemblement des républicains). Au début de l'année 1995, le FPI et le RDR scelle une alliance politique appelée « Front républicain ». L'essentiel de leur plateforme politique est de contraindre le régime Bédié à organiser des « élections propres ». N'ayant pas obtenu les conditions d'une telle élection, le « Front républicain » fait le « boycott actif » qui a consisté à empêcher le déroulement normal des élections. À l'instar des militants des partis politiques FPI et RDR, les *Sorbonniens* vont s'investir dans les luttes du « Front républicain ». Ils ont participé

---

<sup>300</sup> Propos recueilli le 29 avril 2005 à la Sorbonne originelle au plateau

<sup>301</sup> Au cours de cette marche, les principaux leaders de l'opposition avec à leur tête Laurent Gbagbo ont été arrêtés et emprisonnés.

à leur manière à la vie de cette alliance en reprenant à leur compte ses revendications et en participant à ses manifestations. Henri Konan Bédié sera élu. Toutefois, il sortira affaibli de cette épreuve où l'hypothèque sur sa légitimité le conduisit à la répression contre les jeunes pour lesquels il n'avait visiblement pas de solution aux dénuements. Ce n'est pas son slogan *le progrès pour tous, le bonheur pour chacun* qui va impressionner la plupart des jeunes qui y voient une illusion. Leurs situations socio-économiques n'arrêtent pas de se dégrader alors que le pouvoir annonce des *pluies de milliards* suite à la dévaluation de la monnaie CFA en janvier 1994. Alors la Sorbonne, nid de réflexion et de production d'esprit critique devient la cible du pouvoir. Celui-ci n'apprécie pas le développement de l'esprit critique de nature à construire l'opinion publique. Il faut certainement, pour le pouvoir, éviter qu'elle corrompe les esprits. Cette fois, le pouvoir semble être conscient de l'importance subversive de la Sorbonne. Ce qui n'était pas le cas dans les années 1980 au cours desquelles le pouvoir ne voyait pas dans cette place publique quelque chose d'ébranlable, donc de répréhensible.

Entre 1998 et 1999, le président Bédié essaie d'anéantir la Sorbonne. Les Renseignements Généraux (RG) et les forces de l'ordre minent quotidiennement le territoire de ces «éveilleurs» particuliers de conscience. Le successeur d'Houphouët-Boigny veut les museler, étouffer la parole des jeunes qui abordent sur ce territoire les problèmes cruciaux des populations. Plusieurs orateurs sont condamnés à la clandestinité et seront finalement tous arrêtés le 30 septembre 1999 quand il eût une descente musclée de la police dans cette université en plein air. Ce fut, disent les anciens de la « Sorbonne », « *un jour de triste mémoire* » où ils ont été « *bastonnés, gazés, pourchassés, arrêtés et emprisonnés* ». Cette période représente pour les *sorbonniens* un moment d'atteinte à la liberté de la parole. Un responsable de la place rapporte que ce fut une période « *de bâillonnement de la parole* ».<sup>302</sup> À cette

---

<sup>302</sup> Ces propos ont été recueillis le 29 avril 2005 à la Sorbonne originelle au plateau

période là, deux logiques sont en branle et s'affrontent: la logique de l'ordre qui appartient au pouvoir, puis, la logique de la quête de la liberté de la parole qui est celle des jeunes en ces années d'éclosion de l'esprit démocratique. L'action du régime PDCI-RDA est orientée dans la perspective politique de l'ordre, son mouvement dit Paul N'da « n'est perçu que comme rationalisation de l'ordre, maîtrise de l'ordre, [lequel à ses yeux ne peut] se transformer en mouvement sans tomber dans l'anomie ou le désordre ». <sup>303</sup>

La place de la Sorbonne au Plateau devient de fait un lieu de concurrence. Le pouvoir veut y re-établir sa puissance, tandis que les jeunes veulent en faire un espace d'intermédiation du droit à la parole et d'action au nom de ceux et celles qui partagent leurs conditions sociales, leurs désirs ; c'est-à-dire finalement un espace autonome. Cette guerre pour le contrôle territorial de la Sorbonne aura été gagnée par les *Sorbonniens*. Car, la répression du pouvoir a forgé la Sorbonne, elle a contribué à en faire un phénomène politique autonome qui attire l'attention, qui suscite réflexion, produit la rencontre des uns avec les autres, etc. Elle en a fait, en un mot, une forme sociale. Tout ce qui est réprimé finit par se replier sur soi et peut devenir anémique quand la quête de la liberté dont il est privé dans le temps présent devient un impératif non négociable. Les anciens de la Sorbonne interrogés partagent cette expérience de la répression du pouvoir PDCI-RDA. Ils la racontent avec une sorte de fierté sans fausse modestie. Puisque selon eux, c'est le rapport au politique qui fait la renommée de l'espace de la Sorbonne et son prestige aux yeux de l'opinion publique. Et ce rapport au politique est une conquête de la parole libre qui s'est faite dans la douleur de la confrontation avec le pouvoir PDCI-RDA.

---

<sup>303</sup> N'da, Paul, Op,cit., p.168

Le coup d'État du 24 décembre 1999<sup>304</sup> contre le régime Bédié est un autre moment clé du conflit politique en Côte d'Ivoire. Ce coup d'État est accueilli par les *Sorbonniens* avec enthousiasme. La transition politico-militaire qui s'en est suivie est perçue par eux comme un mal nécessaire à la promotion de la démocratie et à l'instauration d'une mentalité nouvelle. La période de la transition a été un moment d'effervescence démocratique, « un moment crucial pour l'avenir politique du pays »<sup>305</sup> dominée par les questions constitutionnelles. L'explosion démocratique de la parole a permis à la Côte d'Ivoire de se doter d'une Constitution propre,<sup>306</sup> rédigée par les Ivoiriens de toutes tendances politiques, confessionnelles et socioprofessionnelles. Mais elle a eu aussi des effets corrosifs sur la société ivoirienne en raison des débats sur l'identité nationale et les conditions d'éligibilité<sup>307</sup> à la présidence de la république faisant de la période de transition une année terrible.<sup>308</sup> L'alliance « Front républicain » a été rompue. La querelle sur l'identité a fait naître spontanément à Abidjan un « front patriotique » le 22 mars 2000. Ce « front » est composé d'un ensemble de partis politiques (FPI, PDCI-RDA, PIT, USD), de syndicats et d'institutions de la société civile comme le Réseau ivoirien des organisations de femmes (RIOF). Selon eux, il y aurait des réseaux de fraudes sur l'identité ivoirienne qu'ils veulent combattre. Ils croient que l'importance de ce type de fraude est telle qu'elle peut « mettre en péril l'existence même de la communauté

---

<sup>304</sup> Le 24 décembre 1999 un coup d'État est orchestré contre le régime Bédié par le général Robert Guéi. Ce coup d'État met fin à quarante ans de pouvoir sans partage du PDCI-RDA. Ce coup d'État qui s'est fait sans effusion de sang est une manifestation de la guerre des héritiers du défunt président Houphouët-Boigny. Il aura sans doute ouvert la boîte de pandore en mettant fin à la virginité de la Côte d'Ivoire en matière de coup d'État. Il a été salué par une explosion populaire dans les rues.

<sup>305</sup> Campbell, Bonnie, « Réinvention du politique en Côte d'Ivoire », *Politique Africaine*, no.78, Juin 2000, p.152

<sup>306</sup> La Constitution qui régissait l'État ivoirien depuis 1960 a été rédigée en 1959 à l'Assemblée nationale française.

<sup>307</sup> Les conditions d'éligibilité à la présidence de la république de Côte d'Ivoire sont énoncées dans l'article 35 de la Constitution. Ces éléments problématiques sont que pour être candidat à la présidence, il faut être né de père et de mère ivoiriens, et qu'il ne faut s'être pas prévalu d'une autre nationalité.

<sup>308</sup> Pour avoir une idée des débats et enjeux de la transition lire Le Pape, Marc et Vidal, Claudine (eds), *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002

nationale ivoirienne ».<sup>309</sup> Pour ce groupe enfin, le choix du président ivoirien revient exclusivement aux Ivoiriens et la Côte d'Ivoire doit être dirigée par un président qui ne soit pas « un vagabon de nationalité ». Isolé par les partis politiques significatifs, le RDR organise la contre-attaque en dénonçant la dérive xénophobe et exclusionniste de la future constitution. Ainsi, le 31 mai, Alassane Ouattara déplore « les ambiguïtés et incohérences concernant les conditions d'éligibilité du Président de la république ».<sup>310</sup>

Pendant que l'Assemblée nationale bouillonne de débats contradictoires au sein de la Commission d'élaboration de la nouvelle Constitution, et que la classe politique est divisée sur l'avenir constitutionnel de la Côte d'Ivoire, la place de la Sorbonne au Plateau est aussi en effervescence. Les *Sorbonniens* suivent attentivement les débats qui se déroulent dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Ils les transposent dans la Sorbonne pour que « *rien n'échappe au peuple, pour qu'il soit informé de ce qui se passe dans la Commission consultative constitutionnelle* » disent nos enquêtés. Ils exposent les débats constitutionnels, les commentent, les analysent. Cette période est aussi un moment où la Sorbonne du Plateau grouille de monde. Pour beaucoup d'usagers, aller à la Sorbonne c'était comme assister en direct aux débats qui avaient lieu à l'Assemblée nationale. À travers la Sorbonne, le Parlement était mis dans la proximité de la masse. Là bas aussi, les débats étaient très houleux, semble-t-il. « *Chacun avait sa position* »<sup>311</sup> nous le fit-on savoir. Mais la tendance générale était le soutien de la Constitution qui met un point d'honneur sur la protection de l'identité nationale ivoirienne. Il n'était pas question pour eux de cautionner une possible fraude sur la carte nationale d'identité. Sur cette question d'ailleurs, les *Sorbonniens* ont fait preuve d'esprit critique.

---

<sup>309</sup> Voir Le Pape, Marc, « Chronologie politique de la Côte d'Ivoire, du coup d'État aux élections » dans Le Pape, Marc et Vidal, Claudine (eds), id. p.32

<sup>310</sup> Cité par Le Pape, Marc, idem., p.35

<sup>311</sup> Ces propos ont été recueillis le 29 avril 2005 à la Sorbonne originelle au plateau

Ils ne rejetèrent pas toute la responsabilité sur ceux qu'ils appellent les « étrangers fraudeurs ».<sup>312</sup> Ils pensaient aussi, que d'une part, l'État avait une grande part de responsabilité en imposant en 1991, sous le gouvernement d'Alassane Ouattara, la carte de séjours aux étrangers. L'intention du premier ministre Ouattara était de renflouer les caisses de l'État pour stabiliser les finances publiques dans la droite ligne des politiques néolibérales. L'impossibilité de la payer annuellement, surtout pour les familles nombreuses, a poussé certains à acquérir les pièces d'identité ivoirienne par des moyens détournés. D'autre part, les *Sorbonniens* stigmatisent et dénoncent la complicité de beaucoup d'Ivoirien(nes) dans les fraudes sur la carte nationale d'identité en faisant passer des étrangers pour leurs enfants ou parents, moyennant de l'argent. Les *Sorbonniens* sensibilisèrent alors les Ivoiriens à arrêter cette pratique. C'était aussi une invitation à situer leur propre responsabilité dans la querelle sur l'identité nationale.

En dépit du caractère terrible de l'année 1999-2000, ce qu'il faudrait surtout retenir, c'est que ce fut une année de bouillonnement démocratique. Quel que soit la nature des débats au sein de la Commission constitutionnelle et de la classe politique, ils semblent montrer que le temps où la France rédigeait la Constitution pour la Côte d'Ivoire est révolu, celui de la pensée unique et du consensus imposés par le PDCI-RDA est tout autant dépassé. Pour les *Sorbonniens* en particulier, c'est une année de libération de la parole du carcan du pouvoir PDCI-RDA qui prétendait en être le seul dépositaire. Ce n'est pas seulement la prise en charge des conflits et les confrontations avec le pouvoir qui travaillent à la politisation et à l'autonomisation de la Sorbonne. On retiendra aussi les conflits en son sein même.

---

<sup>312</sup> C'est-à-dire au sens juridique, et conformément au code de nationalité ivoirienne, les ressortissants d'autres pays qui n'ont pas la qualité de citoyen ivoirien soit parce qu'ils ne l'ont pas acquis soit par mariage, soit par un parent ivoirien ou par la procédure officielle de naturalisation, et qui par diverses moyens illégaux essaient d'obtenir les pièces d'identité nationale.

#### 4.3.2. Conflits internes à la Sorbonne

La Sorbonne comme forme sociale est aussi traversée par des conflits internes. Ceux qu'elle a connus à la fin des années 1990, après le coup d'État militaire ont provoqué une rupture idéologique entre les *Sorbonniens* au Plateau, et une scission de la Sorbonne *originelle* pour donner naissance à la Sorbonne *Solidarité*. La Sorbonne *originelle* et la Sorbonne *solidarité* partagent cependant le même espace, elles sont contigües: c'est la *Place de la Sorbonne*. Être à la Sorbonne au Plateau c'est être dans ces deux lieux à la fois.

Quand la Sorbonne prit le virage politique en 1990, elle fonctionnait toujours de manière informelle. C'était l'espace où des jeunes étudiants venus du campus et d'autres jeunes venaient exprimer leur colère contre le régime du PDCI-RDA, tout en posant les problèmes globaux du pays. Les plus remarquables étaient sans doute Vazoumana Dembélé et Richard Dacoury. Par leur fougue, leur maîtrise de la parole et des problèmes politiques du moment, ils étaient respectés et considérés par les autres orateurs et par ceux qui allaient les écouter. Dembélé faisait figure de « recteur » de cette université des temps nouveaux. Comme tel, il faisait office de responsable de la Sorbonne. Après le coup d'État de décembre 1999, quand tous les animateurs ont été libérés de prison et qu'ils sont revenus dans leur lieu propre, ils se sont organisés au sein d'une structure formelle: un bureau exécutif et un bureau de contrôle. Ils se dotent de textes et introduisent une demande de reconnaissance d'un statut juridique auprès du ministère de l'Intérieur. Cette démarche aboutira à la reconnaissance du statut d'association de la Sorbonne en 2001. Une fois formalisée, et à la suite de débats entre *sorbonniens*, la majorité décide d'engager la Sorbonne sur la voie du « *Socialisme et [de] la démocratie* ». Cette position idéologique serait la première pomme de discorde dans l'espace sorbonnien selon un responsable de la *Sorbonne originelle*. Il y a rupture entre les partisans de Richard Dacoury (président



actuel de la *Sorbonne originelle*) et ceux de Vazoumana Dembélé qui voulaient, semble-t-il, faire de la Sorbonne une zone d'influence du RDR. D'ailleurs, après l'échec de sa tentative, Dembélé quitte la Sorbonne pour s'engager politiquement pour le RDR. Il essaiera, sans succès, de créer un espace similaire sous l'appellation «grin»<sup>313</sup> au siège du RDR à la rue Lepic à Cocody. Ce «grin» était trop politiquement moulu pour qu'il connaisse l'assise et l'importance de la Sorbonne du plateau. À y voir de près, le conflit entre la tendance Richard et celle de Dembélé constitue le contrecoup de la fin du « Front républicain » en janvier 2000 et le début de la transition militaire. Cette période de transition est une période d'inversion politique où les acteurs sociaux significatifs comme les *Sorbonniens* ne sont pas à l'abri de la corruption des hommes politiques. Les *Sorbonniens* disent de la transition qu'elle a été un moment de tentation : « *des hommes politiques ont tenté de nous acheter, mais ils ont échoué. Nous ne sommes pas à vendre. Dis-nous quel est ton programme de gouvernement pour voir si ça nous arrange ou pas* ». Par contre, certains acteurs de la Sorbonne se seraient laissés récupérés par des dirigeants politiques. Ceux qui sont restés à la Sorbonne sont ceux qui auraient refusé de s'engager dans un parti politique. Ils veulent garder leur autonomie vis-à-vis des formations politiques classiques. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas soutenir les actions d'un parti politique ou d'une organisation sociale s'ils jugent ces actions conformes à leur vision des choses. Quand ils doivent le faire, ils le font librement. Les *Sorbonniens* disent agir toujours en leur « *âme et conscience* » et non sous le diktat d'une « *ligne de parti* » ou de « *qui que ce soit* ».<sup>314</sup>

---

<sup>313</sup> Le « grin » est traditionnellement un espace de rencontre et de discussion des jeunes du Nord de la Côte d'Ivoire et dans les pays voisins au Nord de la Côte d'Ivoire (Mali, Burkina Faso, Niger etc.) pour boire du thé. Moussa Ouattara écrit que le « grin est une réunion de personnes en Dioula. Les jeunes y devisent alors que l'un d'entre eux s'échine à faire le thé pour tous, un thé achi-bouilli qui a la vertu de perdre, dit-on, par cette cuisson prolongée, sa théine. On y parle de tout et de rien et, à un moment ou à un autre chacun va de sa blague », *Le grin : rires et blagues à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.10

<sup>314</sup> Ces propos ont été recueillis le 29 avril 2005 à la Sorbonne au plateau

Le deuxième conflit au sein de la Sorbonne n'est pas d'ordre idéologique. C'est un conflit de personne ou de leadership. C'est celui qui a présidé à la naissance de la *Sorbonne solidarité*. Des témoignages révèlent que la tendance de Nadeau Clément, président de la *Sorbonne solidarité* a récusé le leadership de Richard Dacoury comme président du territoire de la Sorbonne. C'est ainsi que sur le même territoire du Plateau cohabitent la *Sorbonne originelle* et la *Sorbonne solidarité*. Depuis 2002, l'institutionnalisation autonome des Sorbonnes a atteint un niveau important avec la création de deux structures à vocation unificatrice : c'est d'une part, la Fédération des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (FENAPACI) dirigée par Idriss Ouattara et, d'autre part, la Fédération nationale des orateurs des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (FENOPACI) dirigée Jean-Marie Konin. Ainsi l'institutionnalisation se poursuit et se renforce.

#### **4.3.3. Les réceptions politisées des Sorbonnes**

L'identité d'un mouvement social se construit aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. De l'extérieur, la définition d'un mouvement peut venir de l'État, de contre-mouvements et des médias.<sup>315</sup> Dans ce processus, entre en jeu une lutte symbolique pour l'identité du mouvement. Cette lutte advient au moment où le mouvement social atteint un niveau politique tel qu'il ne semble laisser personne indifférent. On sait avec Léo Strauss que les choses politiques attirent des jugements positifs ou négatifs, favorables ou défavorables. Par leur nature politique, les Sorbonnes orientent sur elles des réactions positives et négatives qui font d'elles une sphère sociale importante dans le système politique global ivoirien. C'est ce que nous

---

<sup>315</sup> Voir Désy, Carole, «La résistance transnationale: quelle vision du monde?» dans Duchastel, Jules et Canet, Raphaël, (sous la dir.), *Crise de l'État, revanche des sociétés*, Athéna Éditions, Québec, 2006, pp.205-218. Sur la lutte sur la définition d'un mouvement, voir pp. 206-207

avons constaté lors de notre enquête à Abidjan. Aussi bien dans les rues et autres lieux publics d'Abidjan, soit les « maquis », les marchés que dans les milieux de la jeunesse des partis politiques, la perception des Sorbonnes n'est pas uniforme. Certains interviewés<sup>316</sup> les voient positivement en prenant soin souvent de nuancer leur opinion. D'autres par contre, les chargent négativement.

Les Sorbonnes sont pour les premiers, résumé dans ces propos d'un jeune interrogé dans un « maquis » à Yopougon, *«des espaces de libres échanges. Ils permettent d'informer l'opinion publique sur l'évolution de la situation politique »*. Avec la guerre, il y voit *« un canal de véhicule de message (où) des experts parlent en sensibilisant sur la paix. »*<sup>317</sup> Même si cette opinion est partagée par plusieurs personnes parmi celles interrogées, il reste que certains déplorent le fait que des *Sorbonniens* semblent faire de l'animation des Sorbonnes un travail. Malgré cela, des gens estiment que les Sorbonnes sont *« bien pour le pays, car c'est une expression de la démocratie. »* Elles seraient d'autant plus nécessaires qu'elles *« constituent une réelle tribune d'information où on peut poser des questions pour mieux comprendre ce qu'on n'a pas bien saisi »*<sup>318</sup>. Il est donc plus avantageux de fréquenter les Sorbonnes plutôt que de se contenter de la lecture des journaux qui n'offrent pas la possibilité de poser des questions sur des zones d'ombre dans l'information livrée. Un ouvrier précise cette position en disant que *« même quand j'ai lu mon journal, je me rends dans un parlement si j'ai le temps pour des compléments d'information. »* Et d'ajouter, *« quand tu fréquentes les parlements et agoras, tu n'es pas surpris par les événements. Les orateurs ont une capacité d'anticiper sur ce qui arrive ou sur la suite de ce qui a déjà commencé. Le 6 novembre 2004, c'est au « Congrès d'Abobo » que j'ai appris la destruction des avions de la Côte d'Ivoire par les soldats français.*

---

<sup>316</sup> Précisons que l'essentiel des opinions sur les Sorbonnes a été recueillie en 2005. Il se peut que d'ici là il y ait eu des changements de perception. Plusieurs personnes ont été interrogées. Nous ne retenons cependant que les grandes tendances et les débats à distance que ces opinions instruisent.

<sup>317</sup> Propos recueilli le 5 mars 2005.

<sup>318</sup> Propos recueilli le 5 mars à Yopougon

*Si je devais attendre la radio ou la télévision, je devais d'abord rentrer à la maison avant de savoir ce qui se passe ».*<sup>319</sup>

En plus d'être des espaces de relais de l'information, les Sorbonnes sont considérées comme des lieux d'éveil de la conscience nationale. Elles sont en quelque sorte les porte-voix de la société. C'est cette idée qui est exprimée dans un style imagée par une employée de « maquis »: « *ils (les parlements et agoras) sont une bonne chose parce que grâce à eux nous entendons ce qui est dans notre gorge. À travers eux on se vide le cœur* »<sup>320</sup>. Elle entend dire que les Sorbonnes disent plus haut ce que beaucoup de personnes pensent plus bas. Elles sont à cet égard des exutoires pour ceux qui en ont gros sur le cœur pour dénoncer, contester, vider les rancœurs ou même pour appeler à la paix. De par leurs activités, les Sorbonnes suscitent quand même des interrogations chez certains. C'est le cas d'un enseignant qui se demande : « *Les informations divulguées sont-elles toujours vraies? Sont-elles fidèles à l'objectivité? Est-ce que ces éveilleurs de conscience éveillent les consciences de façon partisane ou pas?* »<sup>321</sup>. Une telle problématique ne peut être ignorée par l'enquêteur. C'est là qu'il fait face à un débat entre pourfendeurs et défenseurs des Sorbonnes.

Toutes les Abidjanais n'ont pas une perception positive des Sorbonnes. Un commerçant, par exemple, ne s'embarrasse pas de fioritures pour affirmer que « *ces personnes (les Sorbonniens) n'ont rien à faire, raison pour laquelle ils passent tout leur temps à parler* »<sup>322</sup>. Le fait de passer son temps à parler peut être synonyme d'oisiveté, laquelle peut finir par agacer. D'une certaine manière, ce commerçant rejoint ceux qui déplorent le fait que certains jeunes semblent faire de l'animation des Sorbonnes un emploi. Ce jugement est nuancé par ceux qui mettent l'accent sur

<sup>319</sup> Propos recueilli au « Congrès d'Abobo » le 10 mars 2005

<sup>320</sup> Propos recueilli dans un maquis à Yopougon le 5 mars 2005

<sup>321</sup> Propos recueilli le 8 mars 2005

<sup>322</sup> Propos recueilli le 3 mars dans un marché à Abobo

l'attitude partisane des *Sorbonniens* : « *ces espaces seraient bien, disent-ils, s'il y avait une sorte d'équilibre, si on laissait les différentes tendances politiques s'exprimer. On a l'impression que c'est réservé au seul parti au pouvoir.* »<sup>323</sup> Ce qui dérange alors, ce n'est pas que ce soit des espaces où des gens passent leur temps à parler; mais le développement d'une certaine forme de pensée unique. Sur cette question, le débat entre les leaders des jeunes des partis politiques et les responsables des Sorbonnes est édifiant. Ce débat donne une idée de ce que les Sorbonnes sont un enjeu de confrontations politiques.

Certains responsables des structures de la jeunesse des partis de l'opposition vont au-delà de l'impression pour affirmer que les Sorbonnes sont au service du pouvoir Gbagbo. Des jeunes du Rassemblement des jeunes républicains (RJR), du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (JPDCI) et de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (JUDPCI) partagent la position que les Sorbonnes sont des espaces du culte de la pensée unique et de l'instrumentalisation de la jeunesse au profit du FPI. Selon un jeune dirigeant du RJR, « *c'est un phénomène malheureux, ce sont des endroits où on sème la graine de la désunion, ce sont des endroits d'intoxication, des espaces de propagande au service du pouvoir* »<sup>324</sup>. Un autre responsable de la JUDPCI affirme : « *Je suis sûr de me faire lyncher si je m'y aventure. Ce sont des lieux où on organise des assassinats, où on planifie des descentes musclés chez les opposants* ». Dans la même veine, l'interviewé de la JPDCI estime qu'« *au parlement de Yopougon,*<sup>325</sup> *si tu dis des choses contre Gbagbo, ils vont te lyncher* ». <sup>326</sup>

---

<sup>323</sup> Propos recueilli dans un bureau au Plateau le 16 mars 2005

<sup>324</sup> Propos recueilli dans un maquis le 5 avril 2005

<sup>325</sup> Précisons pour dire que le "parlement" de Yopougon est particulier. Il est composé de militants du FPI qui l'ont créé en 1992 pour échanger sur la vie de leur parti et sur la vie politique nationale

<sup>326</sup> Propos recueilli le 8 avril 2005

Des leaders de la Jeunesse du Front populaire ivoirien (JFPI) et des orateurs des Sorbonnes rejettent cette accusation qui leur paraît « *grave et non fondée* ». Le président de la *Sorbonne originelle* réagit en ces termes : « *Que les jeunes du G7<sup>327</sup> apportent les preuves de leur accusation. C'est une accusation qui peut prospérer à l'étranger. Mais ici en Côte d'Ivoire, tout le monde sait qu'à la « Sorbonne », c'est la parole. Nous sommes différents des jeunes du bloc rebelle qui ne compte que sur les armes pour prendre le pouvoir, et qui pour cela n'hésitent pas à tuer. Le voleur voit des voleurs partout. Nous, nous avons choisi de militer pour la démocratie par la parole...* »<sup>328</sup>. Idriss Ouattara, président de la Fédération des parlements et agoras de Côte d'Ivoire précise : « *nos espaces ne sont pas inscrits dans la violence. Ceux qui disent le contraire veulent nous donner mauvaise conscience et ternir l'image de marque des parlements et agoras. Ça participe de la stratégie du bloc rebelle qui est la diabolisation de tout ce qui les empêche de prospérer. On ne peut pas diaboliser quelque chose et vouloir l'expérimenter; car ceux qui nous accusent ont essayé de créer des espaces similaires, mais ça n'a pas marché* »<sup>329</sup>. Quant à un responsable de la JFPI, il considère que la démocratie a été toujours une propagande en ce qu'elle est une expression populaire qui ne saurait se confiner dans des espaces élitistes. Il s'interroge : « *comment des jeunes qui militent pour la perpétuation de la rébellion peuvent-ils se sentir à l'aise dans un espace de démocratie? Comment défendre les thèses d'une rébellion et apprécier des lieux où la rébellion est considérée comme une insulte à la modernité et contraire à la démocratie?* »<sup>330</sup> Tout en affirmant que les Sorbonnes rappellent le modèle de l'agora athénien dans la Grèce antique, il s'expose à la réplique du jeune leader du RJR qui répond que : « *j'aurais aimé que ça*

---

<sup>327</sup> Le G7 était la coalition des parties de l'opposition (PDCI, RDR, UDPCI, MFA) et des groupes rebelles (MPCI, MJP, MPIGO) créée après les Accords de Marcoussis signés en France. Avec l'Accord politique de Ouagadougou du 4 mars 2007, les mouvements rebelles appelés « Forces nouvelles » se sont rapprochés du Chef de l'État, Laurent Gbagbo, portant ainsi un coup de grâce à leur alliance avec les principaux partis de l'opposition.

<sup>328</sup> Propos recueilli à la Sorbonne le 13 avril 2005

<sup>329</sup> Propos recueilli le 13 avril à la Sorbonne

<sup>330</sup> Propos recueilli dans un maquis le 9 avril 2005

*réponde à la vocation des agoras de la Grèce antique. C'étaient des lieux de débats contradictoires, de l'expression plurielle ».*<sup>331</sup>

Plus prolixes, les responsables des Sorbonnes rétorquent en insistant sur le fait qu'ils dirigent des lieux de débats contradictoires et que c'est par manque d'arguments que les responsables du G7 et ceux qui partagent leurs thèses ne viennent pas dans les Sorbonnes. Le président de la *Sorbonne originelle* dit avoir invité le responsable des jeunes de l'ancien parti au pouvoir. Mais que ce dernier a fait faux bond au dernier moment. Tout en reconnaissant la hauteur d'esprit du président de la *Sorbonne originelle* pour cette invitation, le responsable en question dit s'être désisté parce qu'il craignait pour sa sécurité. Le président de la *Sorbonne originelle* n'est pas convaincu par cet argument : « *nous ne pouvions pas inviter pour tuer. C'est justement parce que nous voulions que nos espaces gardent leur caractère de tribune de débats contradictoires qu'on l'a invité. Il n'est pas venu. Alors, qu'on ne parle pas d'espace de pensée unique.* »<sup>332</sup> Idriss Ouattara (président des parlements et agoras de Côte d'Ivoire) va encore plus loin pour souligner qu'après la signature des Accords de Linas-Marcoussis en janvier 2003, il a invité tous les signataires desdits Accords. Des lettres officielles leur ont été adressées. Seuls les leaders du FPI et du PIT (parti ivoirien des travailleurs) ont répondu à leur invitation. Il prévient : « *nos espaces sont libres. Vous pouvez être du RDR et du PDCI et venir défendre le programme de votre parti ou une thèse. Mais attention, évitez de faire un discours qui fait l'apologie de la rébellion. Dans nos espaces, on fait l'apologie de la vérité et de la démocratie, pas l'apologie du crime et du mensonge* »<sup>333</sup>. Ce qui est révélateur ici, ce n'est pas tant le fait que ce soit ces deux partis qui aient répondu à l'invitation des Sorbonnes que l'acte même d'inviter tous les partis politiques. Cette démarche dénote de la prétention des Sorbonnes à contrôler les hommes politiques.

---

<sup>331</sup> Propos recueilli le 15 avril dans un café à Cocody

<sup>332</sup> Propos recueilli le 17 avril 2005

<sup>333</sup> Propos recueilli le 13 avril 2005

Les *Sorbonniens* rejettent l'accusation selon laquelle ils sont au service du parti au pouvoir (le FPI) et disent être uniquement du côté de la vérité. Et si cette vérité se trouve du côté du FPI ils n'en sont pas responsables. Un dirigeant de la *Sorbonne solidarité* traduit cette idée de la manière suivante: « *pour nos activités, nous ne demandons pas l'avis du FPI. Si c'est parce que nos positions rencontrent celles du FPI qu'on dit que nous sommes manipulés par le FPI, je suis désolé mais nous ne pouvons pas faire l'apologie d'une rébellion. Je ne me vois pas en train de dire que Soro Guillaume (chef de la rébellion) est beau, intelligent, qu'il a le sens du devoir, qu'il est démocrate. Un démocrate ne prend pas les armes* ».<sup>334</sup> Salam Dintigo, orateur de la « Sorbonne originelle » abonde dans le même sens :

*À la Sorbonne, nous ne défendons pas un pouvoir. Nous défendons des idées. La Sorbonne est née en 1982. Si nous devions défendre un pouvoir, c'est le PDCI qui était le seul parti sur la place. Nous pouvions donc défendre le PDCI. Nous ne l'avons pas fait. Si c'est pour de l'argent aussi, le RDR et son leader Alassane Ouattara en ont beaucoup. Si nos idées coïncident avec celles du FPI, c'est donc le FPI qui est à notre solde, car il nous a trouvé là puisque ce parti s'est officiellement déclaré en 1990 ».*<sup>335</sup>

L'intervention qui nous paraît résumer la position des défenseurs des Sorbonnes se trouve dans les propos apologétiques d'un animateur du « Congrès d'Abobo » :

*Il faut accepter les adversaires pour former un peuple. Il faut la résistance et forger une nation à partir des ennemis. On n'empêche personne de dire ce qu'il pense. On n'est pas là pour faire la promotion de la pensée unique. Les parlements sont des lieux de libre expression et de contradiction. Entre animateurs, nous n'avons pas toujours les mêmes positions sur les sujets. Si tu ne te sens pas libre, c'est que ce que tu vas dire n'est pas fondé, surtout dans un contexte de guerre où il y a d'un côté ceux qui soutiennent la rébellion et de l'autre, ceux qui sont contre. Toutes les ethnies viennent dans les parlements. On y va volontairement. On ne trie pas au volet ceux qui y vont. Les rebelles vont dans les parlements mais ils n'ont pas le courage de parler car ils ont déjà pris les armes. Qui peut avoir le courage d'affirmer que prendre les armes est une bonne chose? Nous ne sommes pas des partisans de Gbagbo, nous sommes pour la Côte d'Ivoire. Pour que nous puissions exprimer nos*

<sup>334</sup> Propos recueilli le 28 mars au parlement de Wakouboué à Yopougon

<sup>335</sup> Propos recueilli le 25 mars à la Sorbonne au Plateau



*différences, il faut bien qu'il y ait un espace dans lequel nous nous tenons : c'est la Côte d'Ivoire.*<sup>336</sup>

De toute évidence, les avis sont divergents sur les Sorbonnes à Abidjan. Ces regards croisés contribuent à renforcer le rapport des Sorbonnes au politique. Et sous ce rapport au politique, les Sorbonnes gagnent en importance. Les gens s'y intéressent et la fréquentent de plus en plus en grand nombre.

En définitive, la Sorbonne politique est la signification de *l'agir* interactif de la communication sur scène à Abidjan. La *parole* est dans la bouche de ceux qui ont crié pendant longtemps en silence dans une société dont on dit qu'elle est riche, mais où s'est installée la disette pour une grande majorité de gens. Espace de *rencontre*, de la *parole* et d'échanges divers, les Sorbonnes sont devenues un lieu où la société ivoirienne (symboliquement), tout au moins dans sa composante abidjanaise, vient exploser en *émotion collective*. Cette explosion collective des *émotions* est due, selon les animateurs mêmes des lieux, à la libération de la parole dont ils sont témoins et agents d'historicité. On a vu que les Sorbonnes sont un univers de liens sociaux et de conflits. C'est un univers où, pour parler comme Lamizet, « tous les conflits qui sont l'essence de la sociabilité parviennent à la connaissance de tous pour être mis en scène et actualisés sous les yeux de tous ».<sup>337</sup> Il nous apparaît que ces conflits appartiennent à un cheminement de construction de liens sociaux puissants. C'est parce qu'aussi la Sorbonne est traversée par des conflits, c'est parce qu'également elle s'approprie les conflits de la société qu'elle est un phénomène politique. Un phénomène social ne devient véritablement politique que lorsqu'il est parcouru par des conflits. Le propre du politique est qu'il secrète du conflit. « Le champ politique, dit Bourdieu, est une arène qui se donne comme telle et dans laquelle il y a des combats, des affrontements déclarés (et/ou) il y a accumulation de force, de capital

---

<sup>336</sup> Propos recueilli le 4 avril 2005

<sup>337</sup> Lamizet, Bernard, Op.cit., p.13

politique, c'est-à-dire de réputation. »<sup>338</sup> Mais comment penser le politique autrement que politiquement? Comment le penser par *le bas*? C'est une question cruciale. Elle trouve une réponse dans le sens pratique de la reconstruction sociale sorbonnienne du politique.

---

<sup>338</sup> Bourdieu, Pierre, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, 2000, p.39

## CHAPITRE V

### LES SORBONNES COMME LIEUX D'UN ORDONNANCEMENT SOCIAL DU POLITIQUE

Dans les chapitres précédents nous avons essayé de retracer la naissance de la Sorbonne et son autonomisation en tant que phénomène politique. C'est la dimension historiographique de l'archéologie. Dans ce chapitre-ci, à partir précisément de l'observation des Sorbonnes entre 2005 et 2008, nous nous attachons à démêler en quoi pratiquement leurs gestes constituent une construction sociale du politique. Il s'agit en clair de démontrer que les Sorbonnes sont une sphère de médiation sociétale. Elles tiennent leur rôle de construction du politique en faisant tenir ensemble des citoyens dans le partage de l'altérité. Elles définissent un type de rapport de soi à soi et aux autres (une gouvernementalité) tout en étant un centre fragmenté et de mobilité (en réseau). Nous sommes ici dans l'élément de l'archéologie qui cherche à donner un sens politique à ce qui se passe dans l'espace et le temps sorbonnien.

Le chapitre est organisé autour de deux grands points. Le premier point traite de la structure sociale et du fonctionnement des Sorbonnes. Nous y montrons qu'au cœur des vecteurs structurels des Sorbonnes s'ordonnent une sociabilité et une mise en scène des acteurs sociaux à *la base*. Le deuxième point aborde les fonctions qu'elles assument. Ce sont des fonctions sociales et politiques. Dans leur fonction sociale, les Sorbonnes sont des lieux de lutte contre la fragmentation et d'expulsion des angoisses sociales. Dans leur fonction politique, les nouveaux « maîtres de la

parole » que sont les jeunes remettent au centre de la vie politique moderne (étatique) la culture de *l'arbre à palabre* tout en remettant en crise la domination des aînés dans la société d'hier et dans les partis politiques classiques d'aujourd'hui.

## **5.1. Structure sociale et fonctionnement des Sorbonnes**

Au sein des Sorbonnes, la *rencontre* et la *parole* produisent du lien entre ceux et celles qui les fréquentent. Elles s'épanouissent à travers un complexe de vecteurs structurels que sont le marché, le rapport entre orateurs et auditeurs. Au cœur de ces supports sociaux réels ou symboliques s'ordonnent une sociabilité et une conscience des problèmes de la société ivoirienne. Rappelons qu'il y a l'espace de la Sorbonne du centre-ville du Plateau où cohabitent la *Sorbonne originelle* et la *Sorbonne solidarité*, et les Sorbonnes de quartier qui sont apparues aux lendemains du déclenchement du conflit armé en 2002. Si dans le fond, elles fonctionnent globalement de la même manière, il y a tout de même quelques particularités.

### **5.1.1. L'espace Sorbonne au Plateau**

La place de la Sorbonne au Plateau est un univers complexe de liens sociaux. Dépossédés de moyens économiques pour satisfaire aux besoins que la société de consommation leur miroite, des gens confrontés à l'exclusion économique s'approprient ce territoire pour en faire un espace d'exposition des problèmes du pays. Cette place devient une configuration articulée sur la culture de déclassés de tous genres et de tous âges: la Sorbonne appartient à la fois aux femmes, aux jeunes et aux vieux, même si elle est avant tout majoritairement le lieu des jeunes hommes. Elle est leur point de convergence, de *rencontre* et d'échanges divers dès le lever du soleil. Son emplacement n'est certainement pas superflu. Il répond à un besoin de visibilité

pour les uns (les *Sorbonniens*) et de rentabilité économique pour les autres (notamment les femmes qui mènent essentiellement des activités commerciales). Nichée au cœur du Plateau où se trouvent les plus importantes institutions étatiques, la Sorbonne se situe au cœur du pouvoir d'État. Elle est dans l'entre-deux de la rue<sup>339</sup> et elle semble dire par cette géographie sociale que le pouvoir n'a pas le monopole du contrôle de la rue. Celle-ci devient un espace de concurrence entre logique étatique et logique sociétale lorsque s'avèrent nécessaires les revendications démocratiques.<sup>340</sup> Supplantée par deux gros arbres qui protègent du soleil de midi, dans son enceinte clôturée d'un mur à plusieurs entrées, les gens y entrent et en sortent, sans oublier la circulation des automobiles. Le tout fait de la Sorbonne un environnement bruyant, un genre de croisée des chemins animée.

Chacun y joue son rôle et contribue à faire des lieux un endroit essentiel de regroupement transethnik et transconfessionnel. En dépit des scénarios de crises, la sociabilité sorbonnienne bouscule les certitudes des discours institués à prétention scientifique. Les armes n'y prospèrent pas. Ses vecteurs structurels sont : le marché-rencontre qui est un marché où la fonction sociale est plus importante que la fonction économique. Il y a aussi les cercles de discussions dans lesquels s'articulent orateurs et auditeurs formant un pôle de lien social qui est l'élément d'attraction, l'âme même de la Sorbonne : c'est la Sorbonne de la *parole*. Elle est une forme sociale instruite par le principe de la *parole* et de la critique, donc par le *principe argumentatif*.<sup>341</sup> Le rapport *sorbonniens/sorbonnards* construit le tissu symbolique de l'espace à travers la construction des identités supportées par les *sorbonniens*. Il s'y construit un « nous » dont la norme référentielle essentielle est la *rencontre* et la *parole* comme vecteurs de socialité des déclassés déconstruisant le champ politique classique. Cette

<sup>339</sup> Janin, P. « Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire) » dans *Politique africaine*, no.82, pp.177-189

<sup>340</sup> Lafargue, Jérôme, « La rue africaine en mouvement : politique et action collective », *Politique Africaine*, no.64, 1996, pp.24-38

<sup>341</sup> La Sorbonne s'accorde ainsi avec la fonction cognitive de l'espace public habermassien, à la différence que la Sorbonne n'est pas un regroupement de bourgeois

parole qui se trouve essentiellement dans la bouche des jeunes se professe aussi dans sa forme musicale : le Zouglou qui chante la réalité sociale des jeunes en Côte d'Ivoire<sup>342</sup> dans l'intermède des orateurs.

#### **5.1.1.1. La Sorbonne, un marché-rencontre**

La Sorbonne au plateau est un marché contrairement aux autres Sorbonnes des quartiers. Ce marché existe depuis le milieu des années 1990. Au fil des années, il est devenu important compte tenu de la grande affluence en ce lieu. Du lundi au vendredi, commerçants, consommateurs et ceux qui cherchent à « tuer le temps » convergent dans ce territoire sans distinction de sexe ou d'âge. Les femmes y ont installé des « maquis » de fortune où les travailleurs et les élèves viennent s'en prendre à leur faim entre 12h et 15h. On y trouve diverses nourritures, des habits, des médicaments traditionnels, des journaux, des œuvres d'art etc. C'est surtout dans cette intervalle de temps que la Sorbonne bat son plein. Des articles estampillés « made in China » se mélangent avec buvettes et autres « secrétariats »<sup>343</sup> en plein air. La vente de supports musicaux et autres DVD souvent piratés fait bon ménage avec l'ambiance générale où chacun est appelé à se débrouiller pour s'en sortir. Des charlatans et autres « prophètes » offrent à ceux qu'ils attirent l'illusion de solutions à leur problème d'emploi, d'amour, de chance. Le plus connu en cette matière se nomme « *vis-à-vis* ». <sup>344</sup> Avec eux le rêve est permis pour ceux dont la vie urbaine n'érode pas la conscience traditionnelle. La tête est en ville avec tout ce qu'elle offre de modernité; mais les pieds ne libèrent pas le village. La ville est de toute façon le prolongement du village. Ici et là, on voit aussi et encore des entrepreneurs religieux. En tant de crise, Dieu est plus que jamais un rempart. Ils viennent prier pour la paix, pour que « Dieu » délivre le pays de ses ennemis, et qu'il « *ferme les portes d'entrée*

<sup>342</sup> Lire, Blé, Raoul Germain, Art.cit. pp.168-184

<sup>343</sup> Des femmes y sont installées avec leur machine à dactylographier

<sup>344</sup> Ce surnom signifie qu'il agit en toute transparence, atteste de l'efficacité des prescriptions.

*de la Côte d'Ivoire à l'invasion française* ». <sup>345</sup> Les écouter apaise les consciences angoissées et donne un semblant d'espoir. Mais il faut compter avec cet état d'esprit. Sinon que faire dans un contexte où les promesses de la « refondation » de la Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo tardent à se réaliser et qu'à cause de la guerre la pauvreté continue de prendre le pas sur la possibilité de s'en sortir? Dans cet univers de tous les échanges, la *rencontre* des gens qui vivent les mêmes conditions sociales ou de copains joue un rôle significatif. Elle renforce la conscience de groupe et de sensibilité partagée. La *rencontre* fait de la Sorbonne un espace de convivialité, un lieu propre pour ceux qui la fréquentent avec assiduité.

La Sorbonne marché-rencontre brise la rationalité du Marché, le marché du capitalisme en ce qu'il a d'aliénant dans le rapport marchand, d'instrumentalisation de la production. Elle est la contexture du marché africain. Le marché africain est un espace de sociabilité. L'étude de cas de Jean-Pierre Guingane du marché de Ziniaré au Burkina-Faso est éclairante à ce sujet. Il montre en effet que le marché africain est un espace de construction de l'esprit citoyen. On n'y va pas dans le seul but d'acheter ou de vendre des biens de consommation. L'on y va aussi pour s'informer, se former et participer à la vie de la société. Laissons parler l'auteur pour mieux comprendre la signification de la vocation de communication et de socialisation de la Sorbonne-marché-rencontre :

(...) Dans les zones périurbaines et rurales, la fonction du marché ne se réduit pas à sa dimension économique ; il n'est pas seulement affecté à l'échange et/ou à la vente de marchandises. Mais aussi et surtout il est un lieu de communication socioculturelle (...) Le marché demeure un instrument de communication dans la mesure où il rend possible l'échange entre individus et entre communautés. On peut sans exagérer faire du marché le carrefour périodique qui favorise pleinement la circulation des nouvelles de tout genre. Il permet de soulever tous les problèmes d'actualité de la communauté. S'il réalise des buts économiques, il faut dire que le marché est aussi un nœud extrêmement important dans le réseau des communications sociales. C'est là que se diffuse de façon tantôt formelle, tantôt informelle, les informations sociales, administratives, institutionnelles, les nouvelles politiques (...) En outre, c'est au marché que s'échangent les cancans, que se rencontrent les

---

<sup>345</sup> Le 2 mars 2005, en notre présence à la *Sorbonne Solidarité* cette prière a été adressée à Dieu par un peu plus de mille personnes, les mains levées au ciel.

amis et parents, que se contractent les alliances, que commencent les relations amicales, amoureuses, que l'on côtoie les gens de passage [...].<sup>346</sup>



**Figure1. Une vue de la Sorbonne-marché au Plateau**

La Sorbonne marché-rencontre est à l'image du marché africain. Elle encastre l'économique dans le social, signifiant par cela qu'il y a une distinction entre *Marché* et *marchés*, et que le marché africain est un « agora » comme l'a montré Serge Latouche.<sup>347</sup> Toutes les classes d'âge, tous les sexes, toutes les ethnies, toutes les appartenances religieuses et politiques s'y côtoient, même en situation de guerre. Dans ce sens, la Sorbonne marché-rencontre est un espace ouvert et neutre. Elle est un lieu où les identités particularistes se diluent. Personne ne vient à la Sorbonne pour

<sup>346</sup> Guingane, Jean-Pierre, « *Le marché africain comme espace de communication* », Conférence-débat, sur [www.cauris.org](http://www.cauris.org)

<sup>347</sup> Latouche, *L'Autre Afrique. Entre don et marché*, Paris, Albin Michel, 1998; « Le marché, l'agora et l'acropole : se réapproprier le marché », *Réfractions*, no.9, 2002, pp.17-26



crier qu'il est de tel ou parti politique, de telle ou telle ethnie. C'est un lieu pacifique où se font la *rencontre* et l'apprentissage de l'Autre. Les amitiés s'y tissent ou se renforcent, des rencontres amoureuses s'y font. Bien attablé ou debout avec son morceau de pain ou de galette on y commente l'actualité politique nationale et internationale, les matchs de football, telle ou telle émission de télévision ou de radio, les relations de travail dans les bureaux. Bref, la Sorbonne est un espace de circulation d'informations et de communication. À ce compte, elle est un support de socialité. À y voir de près, la principale denrée échangée est bien la *parole*. La fonction économique constitue tout de même la raison d'être du marché de la *Sorbonne*. À la fin de la journée à 18h, chacun rentre chez soi avec l'intention ou l'obligation de revenir le lendemain puisque pour les commerçants il y va de la survie de beaucoup de personnes adossées au foyer familial. Car la Sorbonne-marché est l'espace d'insertion économique de plusieurs personnes, surtout les femmes. Dans le fond, leurs activités constituent le rabattement du politique sur l'économique sous le feu de la paupérisation. Elles traduisent l'indissociable effort de libération à l'égard des contraintes matérielles avec la quête de la liberté et de la dignité sociale.

#### **5.1.1.2. La Sorbonne des cercles de discussion**

Au-delà de la « cohue » du marché, la Sorbonne est d'abord et avant tout la place de cercle d'échanges, de discussions instituées, où l'on vient s'informer et écouter les orateurs qui se tiennent au milieu d'un cercle d'auditeurs. Entre 8h et 9h le décor est planté. Chaises et bancs sont disposés en cercle. Pour s'asseoir et suivre les orateurs du jour il faut payer 50 ou 100 FCFA. Du matériel de sonorisation n'est pas en reste pour amplifier la voix des orateurs qui se font appeler « professeur », « docteur », « sénateur », « prophète » etc. Pour chaque journée, il y a un invité spécial qui est soit un orateur d'une autre Sorbonne soit un universitaire, un homme

politique ou une personne de la société civile sans oublier les orateurs propres et bien connus à la Sorbonne.

Le programme est bien établi. Entre 9h et 11h la première strate de l'attroupement est formée : ce sont les fidèles, le noyau dur de la Sorbonne ou encore les *Sorbonnards*. Ces inconditionnels des lieux échangent sur des sujets tirés de l'actualité. C'est la séance de « *travail dirigé, (TD)* » nous informe un responsable de la *Sorbonne originelle*. On commence par partager des informations générales, puis un sujet est soumis à l'analyse. Chacun exprime son opinion en la partageant avec les autres. C'est le « Parlement » institutionnel étatique dans la rue, dans la proximité des gens ordinaires. Le « Parlement » de la rue est une des modalités de la reconstruction sociale du politique. Il signifie sans doute que « l'agir ne supporte pas de représentation, pas plus au sens d'imagination de sa fin qu'au sens de délégation de pouvoirs. »<sup>348</sup> Les débats à l'Assemblée nationale sont repris, décortiqués et appréciés. Lors de nos enquêtes, les sujets étaient dominés par la crise ivoirienne. Chaque résolution de l'ONU, l'attitude de l'ONUCI, de la France, le comportement des acteurs politiques ivoiriens passent au crible de l'examen critique. Chacun y va de son analyse selon sa compréhension des événements. L'actualité internationale n'échappe pas à ces discussions à ciel ouvert où les acteurs font preuve de leur culture générale : la guerre en Irak, en Afghanistan, la nature du système international, les problèmes politiques africains etc. Rien ou presque rien n'est négligé. Un modérateur est chargé de distribuer la *parole* à ceux qui ont quelque chose à dire. Les échanges sont contradictoires, interactifs. Personne n'a le droit de monopoliser la *parole*, puisque l'enjeu c'est de s'écouter. *C'est le principe de la démocratie directe* nous dit Dr Salam Djintigo,<sup>349</sup> un des *Sorbonniens* les plus anciens et les plus célèbres. Le modérateur du jour (ce n'est jamais toujours le même modérateur) veille à faire respecter ce principe.

---

<sup>348</sup> Lefort, Claude, *Essais sur le politique*, Paris, Le Seuil, 1986, p.130

<sup>349</sup> Salam Djintigo anime la Sorbonne depuis 1990.

A partir de 11h30, la place est laissée aux orateurs attitrés : les *Sorbonniens*. Sur une estrade en bois, ils entretiennent des auditeurs, sur divers sujets. Les *Sorbonnards* sont en grande majorité des hommes; plus encore des jeunes. Les femmes fréquentent très peu<sup>350</sup> ces lieux sans y être totalement absentes. Quand on est loin des Sorbonnes, l'image qu'on a des *Sorbonniens* est celle de désœuvrés, des oisifs qui n'ont rien à faire. Mais en les approchant il y a comme un sentiment paradoxal qui anime l'observateur. Sans qu'ils ne soient des gens particulièrement extraordinaires, on constate que ce sont des jeunes instruits, cultivés : en général ce sont des enseignants, des universitaires et autres fonctionnaires, les étudiants ou travailleurs autonomes qui vont expliquer certains éléments de la vie. Mais ce sont aussi des diplômés en quête d'un premier emploi, des jeunes qui sont également des victimes de la guerre parce que ne pouvant travailler. Donc, on peut dire que les porteurs de la parole sont des gens intellectuellement autonomes.

Le peuplement journalier moyen de la *Sorbonne originelle*<sup>351</sup> et de la *Sorbonne Solidarité* est de sept cents trente (730) personnes. En période de tension politique ce nombre peut augmenter considérablement. Tout semble bien organisé. Chacun des orateurs attitrés est « spécialiste » d'un domaine : analyste politique, juriste, historien etc. De véritables tribuns, les *Sorbonniens* préparent visiblement avec un certain sérieux les questions qu'ils abordent. Ils font références à des sources fouillées d'ouvrages, d'internet ou de journaux. Pendant des heures, ils tiennent en haleine les auditeurs qui les encouragent en leur lançant des pièces d'argent. Leurs surnoms de « professeur », « docteur », « sénateur » etc. confortent la construction identitaire d'intellectuels de rue qui se donnent pour mission d'être la « lumière du peuple ». Ils prétendent sans détour avoir pour but d'enseigner et d'éclairer le peuple. Ils s'autoproclament porteurs de la parole des Ivoiriens qui voient clairs désormais : « *Nous sommes la parole du peuple* ». Tout en parlant au nom du peuple, ils parlent

---

<sup>350</sup> Voir le peuplement des Sorbonnes à l'annexe

<sup>351</sup> idem.

aussi au peuple. Médiateurs de l'information à l'instar des journaux, les *Sorbonniens* proposent leur analyse « d'érudits » de l'actualité nationale et internationale. Les auditeurs les écoutent souvent avec une certaine fascination qui ne remet pas pourtant en cause leur attention critique. Car les tribuns peuvent aussi induire le peuple en erreur et certains débats peuvent être corrompus. Ces tribuns des Sorbonnes sont porteurs de paroles fortes. L'aspect vernal dans tout cela est qu'ils peuvent être des démagogues, faire de l'intox ou colporter des rumeurs. Quelle que soit l'attitude du public envers les orateurs ; qu'elle soit une attitude de fascination ou non, il y a un lien profond, un lien significatif entre eux.

Les discussions interactives et le spectacle des orateurs, sans même tenir compte de leurs contenus, qui d'ailleurs n'est pas figé, mais changeant en fonction de l'actualité et des préoccupations des acteurs, font de la Sorbonne un espace social structuré dans sa dimension culturelle et anthropologique par le langage qui s'y produit. La *parole* est la norme fondamentale. Ce ne sont pas les muscles qui s'y affrontent, mais les mots. La violence physique est proscrite tandis que les débats d'idées et la bagarre des mots sont valorisés positivement. On peut tout dire, pourvu qu'on ne porte la main à personne. Le public en jugera à travers ses réactions d'approbation ou de désapprobation. Être capable de porter la contradiction, c'est respecter ces préceptes Sorbonniens : « *la force des arguments et non les arguments de la force. Les armes c'est la fin de la parole. A la Sorbonne on use de la raison* », dit un *sorbonnien*. À la Sorbonne « *on ne parle pas pour parler* », dit un autre ; et d'insister sur le principe de la cohérence. « *Même quand tu mens, il faut être cohérent dans ton mensonge* ». C'est la raison pour laquelle « *n'est pas docteur ou professeur qui veut, mais qui peut* »<sup>352</sup>. Les *Sorbonniens* n'hésitent pas aussi à rappeler, quand ils le jugent nécessaire, la règle primordiale de la Sorbonne inscrite dans la phrase : « *Ici, c'est la Sorbonne* ». Dans cet énoncé est affirmée l'identité de la Sorbonne. Être

---

<sup>352</sup> Propos entendus à la Sorbonne originelle le 25 mars 2005

à la Sorbonne signifie être dans un espace de liberté, un espace où l'on fait l'exercice de la liberté dans la quête de la démocratie. Montrant leur attachement à la démocratie, les *Sorbonniens* aiment à clamer : « *vox populi, vox dei* » et se disent engagés à défendre à tout prix cette voix du peuple dont ils se croient les porteurs.



**Figure 2. Une vue de la Sorbonne de la parole au Plateau**

La Sorbonne de la *parole* est aussi structurée par la musique Zouglou qui a une incidence sur la construction de l'espace des Sorbonnes. Les Sorbonnes et le Zouglou sont enchaînés à l'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire. Le Zouglou est la matérialisation artistique de la révolte des jeunes Ivoiriens contre le système politique à partir de 1990. Il est un genre de musique populaire s'élaborant « avec les formes et les contenus de la conscience populaire ivoirienne qui se retourne et tombe amoureuse de sa propre image dans ce miroir chantant.»<sup>353</sup> Le Zouglou chante les réalités sociales de la jeunesse ivoirienne; ce qu'elle endure, ses attentes envers la société, ce qu'elle refuse. Il est un outil de communication de masse dont les thèmes

---

<sup>353</sup> Konaté, Yacouba, Art.cit., p.323

participent de la formation de l'opinion publique.<sup>354</sup> Il offre à ces gens « sans importance » cet espace symbolique, leur « chez soi »; puisque c'est aussi leur création. Le Zouglou fait des Sorbonnes des espaces conçus par la musique. Il est ce lieu dans les Sorbonnes où ceux qui y sont engagés s'adonnent à la danse exutoire dans l'intermède des orateurs. Intéressons nous à présent aux Sorbonnes des quartiers.

### **5.1.2. Les autres Sorbonnes des quartiers**

Les Sorbonnes des quartiers apparaissent après le déclenchement de la rébellion en 2002. La Sorbonne du plateau cesse d'être le seul espace de rencontre et de discussion. Dans presque tous les quartiers d'Abidjan il en existe. Leur naissance a été soit suscitée ou encouragée par les « patriotes », principalement par « l'alliance des « jeunes patriotes ». La guerre que la Côte d'Ivoire a connue était une situation d'exception où les citoyens ont été amenés à réagir et à définir leur position. Sont appelés « patriotes » les Ivoirien(nes) qui étaient contre la rébellion et qui se sont portés à la défense des institutions de la république contre ce qu'ils considéraient comme une attaque contre la Côte d'Ivoire, une ingérence de l'extérieur pour changer l'ordre politique dans ce pays. Cependant, la création des Sorbonnes de quartiers relève de la volonté des jeunes et autres acteurs sociaux desdits quartiers engagés dans la lutte dite patriotique que nous aborderons au chapitre suivant.

---

<sup>354</sup> Blé, Raoul Germain, Art.cit.



**Figure 3. Une vue d'une Sorbonne de quartier : le «Tout puissant congrès d'Abobo»**

Globalement, toutes les Sorbonnes suivent la même ligne de fonctionnement. Toutefois, des différences subsistent. Alors que les Sorbonnes au Plateau commencent leurs activités à partir de 8h du matin, c'est à 16h que les Sorbonnes des quartiers se mettent en place. La raison est que le matin chacun vaque à ses occupations. Ni la fréquentation des Sorbonnes ni leur animation ne sauraient être un travail malgré ce qu'on pourrait en dire. Par contre, il est compréhensible que les Sorbonnes au Plateau débutent leurs activités le matin, puisque Plateau est un centre de convergence des travailleurs, d'élèves, de commerçant(e)s, de gens qui vont se « débrouiller » ou d'autres chercheurs d'emploi.

Dans la plupart des Sorbonnes les discussions débutent à partir de 16h. Il y a un organisateur des débats. On commence par les informations générales. Ceux qui

ont une information à faire partager avec les autres le font. Elle peut porter sur les questions socioprofessionnelles (lancement d'un concours de la fonction politique, un décès dans le quartier etc.) ou sur l'actualité politique. Ensuite, un sujet est proposé pour être débattu. Au « Congrès d'Abobo », cela s'appelle un *atelier*. Les discussions interactives sont suivies, comme dans les Sorbonnes au Plateau, d'intervention d'orateurs qui se succèdent pour entretenir l'auditoire sur un thème précis. Il y a aussi quelques fois un orateur « invité spécial ». Nous constatons que dans les Sorbonnes les moins peuplées, il n'y a que des échanges interactifs alors que les Sorbonnes les plus achalandées combinent débats interactifs et *speech* d'un orateur.

Il existe quelques différences entre les Sorbonnes des quartiers. Certaines d'entre elles ne fonctionnent uniquement que par des échanges interactifs des participants. Le « parlement Abidjan-banco » dans la commune de Yopougon en est un exemple. Ce « parlement », il faut le préciser, est singulier par rapport aux autres Sorbonnes : c'est une création des militants du FPI. Il se trouve dans l'enceinte du siège local de Yopougon de ce parti. C'est ce qui expliquerait selon un interlocuteur que ce « parlement » fonctionne uniquement par des discussions interactives. Il semblerait aussi que ce type de fonctionnement soit le propre des Sorbonnes de quartiers moins pauvres ou rassemblant des gens d'un niveau relativement élevé de scolarité. Ceux-ci font un usage critique de la raison. Tandis que dans les Sorbonnes où il ya plus de désœuvrés et donc plus de désespérés, les acteurs seraient plus radicaux. Il y a peu de place aux échanges interactifs. Ceux qui fréquentent cette catégorie de Sorbonnes sont accrochés aux discours des orateurs. Ce serait des abonnés aux manifestations de rue qui n'attendent que les mots d'ordre. Pour ces gens dont on dit qu'ils ont un « *esprit révolutionnaire* », le temps passe et leur avenir reste incertain.

Mais le parcours des Sorbonnes dans différents quartiers ne nous a pas permis de vérifier cette catégorisation. D'abord, quel que soit le quartier considéré, les



Sorbonnes sont animées par des personnes bien scolarisées. Dans les quartiers réputés pauvres les gens sont aussi bien scolarisés. La pauvreté n'est pas un obstacle à la discussion. Même dans les quartiers dits de riches comme ceux de Cocody (commune où habitent, en général, des gens aisés), les gens n'ont pas moins un « *esprit révolutionnaire* ». Ils ne sont pas moins radicaux. D'ailleurs, selon certains *Sorbonniens*, ceux qui ne fréquentent pas particulièrement ces espaces sont souvent les plus radicaux. C'est le cas des jeunes de 15 à 20 ans. Ceux-ci n'auraient pas de temps à consacrer à la discussion. Ils n'attendent que d'être convoqués dans la rue. Or, les « *parlements sont des espaces de la raison* » dit un interlocuteur.<sup>355</sup>

Quoi qu'il en soit, ce qui est apparu plus évident, c'est que le peuplement journalier d'une Sorbonne joue pour beaucoup dans son mode de fonctionnement. Ce peuplement est fonction de l'actualité politique. Quand l'atmosphère politique est tendue comme c'était le cas pendant les heures chaudes de la crise, les Sorbonnes grouillent de monde à la recherche d'informations. À ces moments, la tendance générale dans toutes les Sorbonnes est d'écouter des gens réputés mieux informés (des orateurs) qui viennent expliquer, analyser des éléments pertinents de l'actualité. L'orateur invité est contacté au moins un jour avant. Il rencontre les responsables pour une séance de préparation de son intervention. Pendant son *speech* l'assistance est invitée à l'« *encourager* » en offrant des pièces de monnaie. Ceux des auditeurs qui veulent s'asseoir sur les bancs ou chaises installés pour l'occasion doivent payer entre 25 et 100 FCFA dépendamment de l'importance du moment et de la qualité de l'invité. Les sommes recueillies constituent la source officielle de financement des Sorbonnes pour un meilleur fonctionnement : pour payer les frais d'électricité tirée de chez un habitant du quartier, pour le système de son, pour assurer les frais de déplacement des orateurs invités s'il le faut, etc. Il arrive, nous faisait-on savoir, que des « *tontons ou des tanties du quartier* » apportent leur soutien financier et/ou

---

<sup>355</sup> Propos recueilli le 5 mai 2005

matériel aux *Sorbonniens*. Toutefois, dans la situation de guerre où ceux qui sillonnent ces espaces, ceux qui tiennent de grands discours, ceux qui donnent des conférences sont de la mouvance patriotique. Il apparaît donc plausible que ces espaces soient financés par eux.

Les Sorbonnes sont des lieux de mobilité. On a qu'à voir le mouvement des orateurs ou conférenciers qui passent d'une Sorbonne à une autre. Cette mobilité indique qu'elles fonctionnent en réseaux.

#### **5.1.2.1. Les Sorbonnes en réseaux**

La circulation de l'information à travers le mouvement des orateurs unifie les Sorbonnes. Elle les tient ensemble, sans éroder leur autonomie les unes envers les autres dans leur fonctionnement respectif. Les Sorbonnes en elles-mêmes, en tant que support social, unifient ceux qui s'y retrouvent. Nous sommes dans l'élément de la *rencontre*, indispensable aux liens sociaux, et donc au déploiement de réseaux. Ce que nous appelons réseaux, c'est la socialité, ou si on veut, la sociabilité nourrie par la *rencontre* permettant diverses modalités d'attachement ancré dans un lieu (en l'occurrence ici les Sorbonnes) tout en étant tout aussi ressenti : les réseaux sorbonniens offrent une proximité à la fois géographique et intersubjective. Être en réseau, c'est être en lien, en relation les uns avec les autres. Le réseau érige l'individu en fondateur de sa propre réalité sociale. Dans cette réalité sociale, la *parole* est productrice d'identité, elle extériorise, tout en organisant une vision du monde.

Nous avons déjà dit que les Sorbonnes renforcent leur institutionnalisation avec la création de structures nationales (fédération des parlements et agoras de Côte d'Ivoire, Fédération nationale des orateurs des parlements et agoras de Côte d'Ivoire). Ces superstructures n'auraient pas pour autant un pouvoir d'orientation et de contrôle

des activités de chaque espace. Cette réalité est exprimée par un responsable du « Congrès d'Abobo » quand il affirme : « *chaque parlement et agora est une conscience, donc autonome. Le président n'a pas de pouvoir d'orientation des informations que nous avons à traiter* ». Cependant, notre interlocuteur reconnaît que « *quand la nation est en péril, nous recevons des instructions du bureau national pour ne pas agir de manière dispersée* »<sup>356</sup>. Il fait ainsi référence à l'organisation des manifestations de rue pendant la guerre qui ont nécessité un minimum de coordination. Le bureau national des Sorbonnes a prétention à être le point central de dimension nationale. Il entend être le lien entre toutes les Sorbonnes. Toutefois, la place de la Sorbonne au Plateau est sans conteste la référence principale. C'est en son sein que se trouvent les orateurs les plus populaires, reconnus comme des tribuns. Ceux-ci sont souvent invités ici et là pour entretenir les foules, propager la « *parole* » dans les autres Sorbonnes de quartiers. Cela montre que les Sorbonnes sont interreliées, elles se rapprochent les unes des autres à travers le mouvement des orateurs.

Il serait sans doute simpliste de voir le réseau sorbonnien sous une forme pyramidale. La réalité est plus complexe. La Sorbonne au Plateau est la figure emblématique de toutes les Sorbonnes, moins à cause de ce que les orateurs les plus connus s'y trouvent qu'en raison de son ancienneté et de sa position géographique. Elle est un *centre*. Comme tel, elle est un haut lieu de *rencontre*. Et son rapport aux autres Sorbonnes à travers la mobilité des orateurs peut être vu de ce fait comme un lien de faisceaux. Or, les Sorbonnes des quartiers ne sont pas que des consommateurs passifs de la *parole* venue du Plateau. Elles la produisent. Elles ont leurs orateurs propres, leurs propres problèmes et besoins du quartier. Elles invitent d'autres *Sorbonniens* ou des conférenciers selon leur propre volonté. Il faudrait retrouver dans la *rencontre* même l'acte fondateur du lien. Rappelons que notre perspective

---

<sup>356</sup> Propos recueilli le 6 avril 2005 au « Congrès d'Abobo »

théorique est que la *rencontre* et la *parole* sont au fondement du politique, le politique entendu comme ce qui fait lien. La *rencontre* libre (on n'oblige personne à aller dans une sorbonne) des gens du quartier dans un espace établit un lien entre eux. Toute relation sociale a un support matériel. Les Sorbonnes constituent ce support matériel de plusieurs jeunes ou moins jeunes qui y trouvent un certain sens d'être-ensemble.

Les Sorbonnes sont des centres vers lesquels la *rencontre* rapproche les usagers. Elles rapprochent les usagers tout en se rapprochant les unes des autres. Elles sont à cet égard, un centre fragmenté. Le rapprochement des Sorbonnes n'est pas à confondre avec la contiguïté physique. Ce sont les pratiques sociales qui établissent les liens entre les différents espaces. L'espace n'est plus alors une simple spatialité, mais une abstraction, c'est-à-dire « le support matériel des pratiques sociales du temps partagé ».<sup>357</sup> La mobilité des orateurs peut être vue comme circulation de flux dans les réseaux sorbonniens qui contribuent à en faire un lieu anthropologique. Marc Augé définit le lieu anthropologique, entre autre, comme « la possibilité des parcours qui s'y effectuent, des discours qui s'y tiennent, et du langage qui le caractérise ».<sup>358</sup> Les liens sociaux tissent la toile des Sorbonnes. Ces liens ne sont évidemment pas dépourvus d'ancrage géographique. Il ne s'agit peut-être pas du concept de « relation pure » proposé par Giddens.<sup>359</sup> On sait que les Sorbonnes sont des espaces physiques essaimés dans différents quartiers d'Abidjan. Mais ce sont les liens sociaux qui les organisent. Il se crée ainsi une proximité davantage intersubjective que géographique.

---

<sup>357</sup>Castells, Manuel, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 2001, p.511

<sup>358</sup>Augé, Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, p.69

<sup>359</sup>Une relation pure est selon A. Giddens, « une relation sociale qui ne renvoie qu'à elle-même, c'est-à-dire qui repose fondamentalement sur de la satisfaction ou des gratifications intrinsèques à la relation elle-même », cité par Andrée Fortin, « Espace social, réseau et communauté à l'ère de l'internet » in Saillant, Francine et Gagnon, Éric, (Sous la dir.) *Communautés et socialités. Formes et force du lien social dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005, p.97

En nous intéressant à leurs fonctions nous pourrions découvrir leur signification sociale et politique dans le système politique global ivoirien.

## **5.2. Fonctions des Sorbonnes**

Les Sorbonnes assument deux grandes fonctions : une fonction sociale et une fonction politique. Elles constituent à notre observation le corpus d'une gouvernementalité particulière. Dans ces deux fonctions, il y a une conduite de soi à soi et aux autres. En ces lieux, et dans un contexte de crise sociopolitique profonde, les jeunes agissent en étant certainement conscients de leur condition sociale. Partant de là, ils s'érigent en constructeurs de liens sociaux forts afin que la vie soit vivable pour eux, et ce dans un élan citoyen.

### **5.2.1. Fonctions sociales comme expression citoyenne des Sorbonnes**

Notre hypothèse générale de la reconstruction sociale du politique trouve dans cette partie une des lignes forces de l'argumentation. Il ne s'agit pas pour nous de ressasser les activités de solidarité menées dans les Sorbonnes. Nous avons déjà dit plus haut que dans ces lieux l'on donne des informations sur les concours d'entrée à la fonction publique, sur des cas de décès dans le quartier, la vente à des prix modiques de documents scolaires afin d'aider les élèves dans leurs examens. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit de détailler ici. Dans la perspective archéologique qui est la nôtre, il faut aller au fond des choses pour faire apparaître les fonctions sociales fondamentales des Sorbonnes. Cette démarche permet de voir qu'une de leurs fonctions fondamentales qui relèvent de leur pouvoir de reconstruction sociale du politique est qu'elles sont un vecteur de lutte contre la fragmentation sociale, et de

par le fait, un vecteur d'expulsion des angoisses sociales. C'est de cela qu'il s'agit. C'est donc à cela que nous nous en tenons ici.

Nous savons depuis le premier chapitre de cette recherche, qu'historiquement les Sorbonnes appartiennent à une culture de déclassés sociaux. Le désœuvré (tous les *sorbonnards* ne sont pas des désœuvrés, encore moins les *sorbonniens*) qui fréquente les Sorbonnes est une victime sociale. C'est parce qu'il n'a pas de travail qu'il y passe son temps pour tromper sa faim, notamment. Dans plusieurs familles à Abidjan il n'y a qu'un repas par jour pour nourrir plusieurs bouches. De nombreux membres d'une famille cohabitent dans des maisons qui ne peuvent les contenir adéquatement. Le matin, chacun doit aller à la recherche de ses illusions bien souvent le ventre creux en attendant l'unique repas du soir. Cohabiter à plusieurs dans la disette n'est pas sans provoquer des frictions. Lesquelles peuvent conduire à un relâchement des liens familiaux. Mais en se dispersant de la cour familiale, en voulant échapper aux potentielles tensions familiales, certaines personnes ont fait des Sorbonnes des lieux de refuges, de recours contre l'angoisse et contre la fragmentation sociale.

Nos enquêtes auprès d'un certain nombre d'usagers des Sorbonnes révèlent qu'ils trouvent dans ces espaces des gens pour exprimer ce qu'ils ressentent sans doute confusément. C'est cette réalité que traduit la dame qui a dit que « *grâce à eux nous entendons ce que nous pensons, ce qui est dans notre gorge* »<sup>360</sup>. Dans ces lieux, les usagers y trouvent l'être-ensemble qui permet de lutter contre la dispersion afin de diminuer l'angoisse puisque ce sont des espaces où « *on se vide le cœur* ». Les gens vont chercher dans les Sorbonnes quelque chose qui leur manque. Il y a un vide à combler chez eux. Combler le vide, le manque, mais pas en terme matériel. On ne distribue pas la nourriture dans les Sorbonnes. Elles ne sont pas des agences d'emploi. Mais le vide se comble dans le partage de l'expérience sociale des uns avec

---

<sup>360</sup> Propos recueilli le 12 mars dans un maquis à Yopougon

les autres. Savoir qu'on n'est pas seul dans sa condition existentielle peut certainement apaiser et donner de l'espoir.

Il est vrai que *Sorbonniens* et *Sorbonnards* ont en partage la volonté de reconstituer au plan subjectif une interprétation globale de la vie sociale en faisant l'épreuve du manque dans le partage de l'altérité. « C'est l'altérité propre au manque, dit Pierre Ouellet, qui me pousse vers un autre, non pas pour qu'il le comble mais pour qu'il l'éprouve avec moi et fasse l'expérience conjointe de cette altération où l'on se croise, non tant dans une identité commune que dans une altérité vécue en commun. »<sup>361</sup> En venant se divertir, s'informer et même se former dans les Sorbonnes, les *Sorbonnards* sont sans doute dépossédés de quelque chose qui les possède. Et c'est cette absence, c'est ce manque qui les conduit dans les espaces de rencontre et de discussion, vers les autres, en l'occurrence les orateurs. Inversement les *sorbonniens* (les orateurs) eux aussi vivent un manque qu'on peut jauger à l'aune du désir d'héroïsme. La *parole* apparaît pour les orateurs comme une manifestation de l'héroïsme. Ils sont des conquérants du droit à la *parole*, devenant ainsi une force en soi pour se hisser comme une puissance anonyme au-dessus de ceux qui prennent plaisir à les écouter. Être maître de la parole en Afrique c'est avoir une certaine prise sur le principe fondateur du monde.<sup>362</sup> Cela confère respect et considération. Ceux qui écoutent partagent l'héroïsme des *porteurs de la parole* comme si ceux-ci agissaient par procuration. D'où le sens des applaudissements courants parce que l'orateur est leur héros. Ainsi, orateurs et auditeurs des Sorbonnes sont intimement liés dans ce partage de l'altérité comme fondement du lien social. Ils s'articulent dans ce rapport qui rend raison d'un mode singulier de sociabilité en fonction duquel s'ordonne l'expérience du politique.

---

<sup>361</sup> Ouellet, Pierre, « Les communautés de parole. La coexistence esthétique comme fondement du lien social » dans Saillant, Francine et Gagnon, Éric (dir.), *Communautés et socialités. Formes et force du lien dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005, p.242

<sup>362</sup> Pour comprendre l'importance de la parole dans la compréhension du monde en Afrique lire par exemple Griaule, Marcel, Op.cit.

Dans les Sorbonnes, l'éloge est un élément qui a un effet social important. Notre idée est que l'éloge et le politique ont un lien quelles qu'en soient la forme et la connaissance que nous en avons. L'éloge de la Côte d'Ivoire et de Laurent Gbagbo est remarquable. À travers les discours élogieux, les *Sorbonnards* et les *Sorbonniens* cherchent à échapper au désespoir. Pris entre l'enclume de la paupérisation et le marteau de la guerre, ils peuvent au moins se donner l'illusion d'avoir une prise sur leur destin. Les *Sorbonniens* magnifient la Côte d'Ivoire. Comme beaucoup d'Ivoiriens d'ailleurs, ils pensent que ce pays est « *béni de Dieu* ». La preuve est selon eux, les immenses potentialités économiques dont il regorge : il y a de l'or, du diamant, du pétrole, du gaz etc. en abondance. Il regorge de ressources humaines bien formées. Ses terres sont fertiles à tel enseigne que tout ce qu'on y jette pousse. La nourriture ne manque pas en Côte d'Ivoire. Pendant la guerre en effet, les marchés de vivriers ont été régulièrement approvisionnés par les femmes. Les *Sorbonniens* disent avec fierté que la Côte d'Ivoire n'a pas eu recours à l'aide alimentaire de la Communauté internationale qui, dans d'autres pays du continent, « *jette de la nourriture des avions pour nourrir les pauvres Africains* ». <sup>363</sup> Au contraire, en 2005 la Côte d'Ivoire en guerre a apporté une aide alimentaire au Niger (pays voisin au Nord) en proie à la famine. Toutes ces choses font de la Côte d'Ivoire, aux yeux de certains *Sorbonniens*, un pays exceptionnel. La richesse du pays donne aux *Sorbonniens* et aux *Sorbonnards* des raisons d'espérer. Ils croient aux lendemains qui chanteront. Cette idée d'un avenir radieux de la Côte d'Ivoire est partagée par des gens interrogés en dehors des Sorbonnes non sans un regard critique. Tous sont d'accords pour dire en substance que « *tchotcho pour nous va sortir un jour* ». <sup>364</sup> Néanmoins, certains soutiennent que cela dépendra des comportements des hommes politiques et des dirigeants qui doivent faire peu de cas de leurs intérêts égoïstes

---

<sup>363363</sup> Propos entendus au « Congrès d'Abobo » le 15 mars 2005

<sup>364</sup> Un jeune d'une vingtaine d'années s'exprimait ainsi en argot ivoirien (le *nouchi*) pour dire que vaille que vaille la Côte d'Ivoire va s'en sortir et que chacun aura de quoi manger décemment.



« *pour penser au peuple* ». Quoi qu'il en soit, et pour le dire de manière synoptique, nous dirons qu'en magnifiant les potentialités du pays et en misant sur des lendemains heureux de la Côte d'Ivoire, les *Sorbonniens* offrent aux *Sorbonnards* des raisons d'espérer, une sécurité morale et entretiennent leur esprit de résistance sociale. De cette manière, la parole élogieuse crée un attachement à la nation, elle est un exutoire des rancœurs et contribue à expulser les angoisses.

L'éloge du président Gbagbo était tout aussi un fait dans les Sorbonnes. Elles l'adulaient visiblement. Ce qui leur donne l'image du moule médiatique d'espaces qui servent de propagande au pouvoir. Ce qu'il faudrait voir ici ce n'est pas tant l'éloge en lui-même que sa portée sociale. On peut toujours faire l'éloge de qui on veut: d'une épouse ou d'un époux, d'un enfant, d'un athlète ou d'un leader charismatique. Cela importe peu à la limite. Ce qui compte à nos yeux c'est la signification et la portée de cet éloge.

En Afrique, l'éloge au pouvoir par les populations est bien connu. Aux lendemains des indépendances notamment, les artistes chanteurs par exemple se sont beaucoup illustrés à travers des chansons politiques pour célébrer les actions du chef de l'État. Lors de ses déplacements dans les régions du pays, les populations, les autorités administratives et politiques locales faisaient son éloge pour marquer leur attachement à la politique et à l'idéologie du président. Le rapport entre le président Gbagbo et les Sorbonnes semble structurel. Il s'enracine au moins depuis le retour au multipartisme en 1990 et semble être basé sur un principe exprimé par les *Sorbonniens* eux-mêmes : « *ceux qui défendent les causes justes auront notre soutien* »<sup>365</sup>. C'est ce principe qui expliquerait l'engagement de la Sorbonne aux côtés de l'opposition de 1990 à 1999. Depuis 1990 en effet, Gbagbo est positivement valorisé par plusieurs jeunes. Il est une sorte de figure mythique pour beaucoup

---

<sup>365</sup> Propos entendu à la Sorbonne au Plateau le 25 mars 2005

d'Ivoiriens, une figure de référence pour beaucoup de jeunes des années 1980 et des années 1990, chacun y allant selon ses raisons. Pour les uns, c'est parce que c'est le seul homme politique en Côte d'Ivoire qui s'est ouvertement opposé à Houphouët-Boigny dès le début des années 1970; c'est le premier exilé politique ivoirien officiellement reconnu comme tel par la France en 1986. Pour les autres, en 1990 c'est lui qui a affronté Houphouët-Boigny comme cela était inimaginable lors des élections présidentielles. Le parcours de combattant pour les libertés de Gbagbo qui l'a conduit plusieurs fois en prison pour se retrouver au palais présidentiel inspire de l'espoir à beaucoup de jeunes, et particulièrement ceux des Sorbonnes. Il bénéficie auprès d'une importante frange de la population du mythe du courage, et de l'espoir<sup>366</sup>. Il est un espoir pour des jeunes en raison aussi de son origine sociale modeste.<sup>367</sup> On l'appelle le « Woody » qui signifie en Bété (son groupe d'appartenance traditionnelle) « *garçon* » et qui contribue à cette figure de courage. Il n'est pas besoin d'être Bété pour porter cette image de Gbagbo jusque dans la conscience collective. Pour beaucoup d'Ivoiriens d'ailleurs, la guerre qu'a connue le pays est une injustice faite à Gbagbo, lui qui « *pendant trente années d'opposition n'a jamais levé un couteau contre ses adversaires au pouvoir* »<sup>368</sup> nous dit un vieillard. C'est donc pour les *Sorbonniens*, le sentiment d'injustice qui mobilise une grande frange des Ivoiriens de toutes tendances politiques, confessionnelles, socioprofessionnelles autour de Gbagbo contre la rébellion<sup>369</sup>.

---

<sup>366</sup> Comme nous l'avons indiqué dans la méthodologie, nos enquêtes ne se sont pas limitées dans les Sorbonnes, mais aussi en d'autres endroits comme les « maquis » pour écouter (surtout) et interroger une grande masse de personnes. On peut aisément se rendre compte de cette représentation du président Gbagbo dans ces lieux.

<sup>367</sup> C'était d'ailleurs un des thèmes essentiels de la campagne présidentielle de Laurent Gbagbo. Il disait en substance « *si moi, fils de pauvre je suis candidat à la présidence, c'est qu'il y a de l'espoir pour tous les pauvres de ce pays... il ne sert à rien de pleurer sur son sort, il faut se battre* ».

<sup>368</sup> Propos d'un vieillard lors d'une discussion autour de la personne du Président Laurent Gbagbo le 20 juin 2006

<sup>369</sup> En pleine crise, avant et après les Accords de Marcoussis, distinctement et les uns après les autres, les jeunes ont marché pour soutenir l'ordre constitutionnel, suivis des femmes, des artistes, des handicapés, des ordres professionnels et syndicats, de toutes tendances sociopolitiques.

Il n'est pas étonnant que les jeunes des Sorbonnes apportent leur soutien à celui qui les a soutenus dans leur lutte pour la libération de la parole dans les années 1990. Gbagbo est présenté de manière élogieuse comme « *une bête politique* », « *un stratège politique* », « *un génie politique* » qui a réussi à déjouer les « *complots* » et « *pièges* » des « *déstabilisateurs de la Côte d'Ivoire* », des « *impérialistes* ». Il est si courageux, selon des *Sorbonniens*, qu'« *il n'a pas fui le pouvoir pour s'exiler* » face à la rébellion. Il a plutôt lancé un appel à la résistance en restant dans le pays. Certains vont jusqu'à faire une comparaison entre le Général De Gaulle qui a fait son appel à la résistance de la France contre l'Allemagne depuis Londres le 18 juin 1940, alors que Gbagbo, quand bien même il était à Rome pendant l'attaque de la Côte d'Ivoire, « *est rentré pour prendre le devant de la résistance nationale* »<sup>370</sup>. Cette fonction laudative des Sorbonnes a pour effet de rassurer ceux qui écoutent. Et cela est socialement important, car savoir que le chef est courageux permet d'instaurer un certain climat de sérénité pour ceux qui écoutent. En outre, la parole d'adoration peut être un code de la société pour libérer les refoulements, liquider les souffrances.

Cependant, et il faut le souligner, si les Sorbonnes louent Gbagbo, si elles donnent l'apparence d'espaces de propagande du pouvoir Gbagbo, elles ne versent pas dans l'idolâtrie. Au demeurant, le propre de la jeunesse, c'est l'imprévisibilité, c'est la liberté, la liberté d'agir. Les jeunes savent bien ce qu'ils veulent. Leur liberté remet en question le discours de la manipulation ou de la propagande d'un pouvoir ; à tout le moins elle le nuance. A moins qu'on nie la réalité que toute (re)construction politique repose sur des valeurs, et que les acteurs ont la liberté de choisir le type de société idéale pour eux. C'est peut-être en cela qu'il faudra comprendre ce qui se dit dans les Sorbonnes du lien qui existent entre les *Sorbonniens* et le président Gbagbo : la foi commune dans l'État, dans la République et dans la démocratie. C'est ce qui justifierait d'ailleurs le *patriotisme étatique* ou institutionnel que nous abordons dans

---

<sup>370</sup> Propos souvent entendu dans les Sorbonnes en 2005

le chapitre suivant. Ce prétendu lien entre Gbagbo et les Sorbonnes n'est certainement pas seulement d'amour. Il est fort possible qu'il soit aussi et surtout de raison. Ce lien ne lie pas exclusivement Gbagbo aux Sorbonnes; lesquelles ne sont pas du reste hors de la société ivoirienne. Il semble lier aussi Gbagbo et une grande frange de la population par delà les militants de son parti (le FPI), comme le chercheur peut le constater à Abidjan sans grand effort d'enquête. Ce serait pour cela qu'à chaque moment critique de l'histoire de la Côte d'Ivoire, depuis au moins 1990, les Ivoiriens se sont portés à son secours : lors de la marche du 18 février 1992 dont nous avons parlé due au refus d'Houphouët-Boigny de sanctionner l'armée nationale qui est descendue nuitamment dans une résidence universitaire pour torturer, battre, et violer les étudiant(e)s etc., Gbagbo sera sauvé par la gendarmerie nationale face aux militaires qui voulaient l'abattre. Le 24 octobre 2000, lorsque le général Robert Guéï s'est autoproclamé vainqueur des élections présidentielles contre Gbagbo, les Ivoiriens sont descendus dans les rues du pays pour chasser « l'usurpateur » afin de faire triompher la démocratie, en reconnaissant sa victoire à Gbagbo proclamée par la Commission électorale indépendante. Lorsque la rébellion éclate en septembre 2002, les populations vont s'offrir en bouclier dans un vaste mouvement patriotique pour protéger le régime et les institutions de l'État. Nous le verrons. Les *Sorbonniens* font partie des acteurs de ces différentes phases de l'histoire politique récente de la Côte d'Ivoire. Donc, le rapport entre Gbagbo et les Sorbonnes ne serait pas purement un rapport d'idolâtrie. Il reposerait sur un idéal. Les Sorbonnes semblent nous dire ainsi de sortir de la superficialité simpliste en les taxant d'espaces de propagande d'un pouvoir pour chercher à comprendre le sens profond de cette pseudo-propagande. En tout état de cause, l'histoire des grandes réalisations politiques ou simplement humaines a toujours été l'histoire de la propagande. Aucune grande œuvre politique ne s'est faite sans propagande : le libéralisme, le socialisme, la démocratie etc. ont connu leur essor et leur influence sur le monde avec la propagande. La propagande peut être donc pensée comme un moyen de (re)construction du politique. Tel n'est pas de toute façon notre propos ici.

Actuellement, les Sorbonnes sont à l'épreuve de la paix depuis l'Accord politique de Ouagadougou (Burkina-Faso) du 4 mars 2007. Depuis lors, Soro Guillaume est premier ministre, nommé par Gbagbo. Le processus de paix semble être en bonne voie et l'heure est à la décrispation politique. Les propos belliqueux entre les différents partis politiques laissent progressivement la place aux rapprochements ou aux appels aux rapprochements des partis adversaires. Dans les Sorbonnes, les frustrations s'expriment, souvent, sans ménagement du président Gbagbo. Beaucoup de jeunes qui se sont investis dans la résistance contre la rébellion se disent être abandonnés par le pouvoir alors que les rebelles d'hier font un usage ostentatoire de leur richesse à Abidjan. Beaucoup d'Abidjanais se sentent nargués. L'enrichissement des gens du pouvoir est aussi critiqué dans les Sorbonnes. Ces gens du régime Gbagbo sont passés de la qualité de « refondateurs » à celle de « *refondateurs voleurs* ». La « refondation » qui est le projet politique de Gbagbo a aujourd'hui un sens péjoratif aux yeux de beaucoup d'Ivoiriens, et exprimés dans les Sorbonnes. Les gens manifestent de plus en plus un agacement face aux reports intempestifs des élections. Ils veulent travailler mais on leur oppose la situation de crise pour justifier l'absence de solidarité. Cette évolution montre en fait que les jeunes gardent toute leur potentialité subversive quand il s'agit de leur survie, pour laquelle ils se retrouvent pour échapper au désespoir. C'est au cœur de cette potentialité subversive que loge leur fonction politique.

### **5.2.2. Fonctions politiques**

Une des fonctions politiques d'importance des Sorbonnes réside dans la subversion du pouvoir des aînés. Cette subversion est double : d'abord elle apparaît comme la remise en cause de la gérontocratie de l'*arbre à palabre* au village, lorsque la *parole* se loge dans la bouche des jeunes qui s'en font désormais les maîtres.

Ensuite, cette subversion se manifeste par le refus de la domination des aînés au sein des partis politiques en s'érigeant en acteurs autonomes. Un troisième élément de la fonction politique des Sorbonnes est qu'elles sont une sphère de médiation sociétale. Les *Sorbonniens* se considèrent comme le pont entre la société et la vie politique par le *haut*. La liaison discursive constitue le lien sociétal ; le rapport d'information, de communication et de formation politique qu'ils ont avec la société est le moyen de cette médiation. Dans le processus de subversion, l'imaginaire social des acteurs joue un rôle décisif.

#### **5.2.2.1. Les nouveaux « maîtres de la parole » et l'esprit d'une nouvelle perspective politique**

Subvertir le pouvoir des aînés (d'hier et d'aujourd'hui) et promouvoir la libération des jeunes de leur emprise constituent l'esprit d'une nouvelle perspective politique des *Sorbonniens* qui passent désormais pour de nouveaux « maîtres de la parole ».

À écouter les *Sorbonniens*, il apparaît qu'ils projettent un regard positif sur la société traditionnelle. Ils la regardent d'un bon œil. Regard positif mais pas naïf. Car Ils sont conscients de la place des jeunes dans la culture anthropologique : les jeunes sont en général des sujets dominés. L'imaginaire positif sorbonnien se décline particulièrement comme une volonté de retourner à la tradition, sous forme d'inspiration et non pas par une idéalisation appauvrie du passé. Cet imaginaire convie à la référence à une socialité authentique, originelle que l'avènement de l'État moderne capitaliste a eu pour effet de désintégrer, de faire éclater.<sup>371</sup> Cette socialité est induite primordialement par la Parole fondatrice du monde, élément de cohésion

---

<sup>371</sup> Aujourd'hui, il n'est par rare dans plusieurs villages de la Côte d'Ivoire que les gens se retrouvent à la gendarmerie pour des problèmes qui étaient habituellement portés à la connaissance du chef du village et résolus au village.

sociale (mais aussi potentiellement de désunion). Donc, l'imaginaire positif sorbonnien renvoie à un repère identitaire qui semble remettre au centre de la vie politique contemporaine le modèle de la culture de l'*arbre à palabre*. Cela confère aux *Sorbonniens* une qualité authentiquement culturelle tant dans leur finalité que dans leurs modes de mobilisation et leur discours : ils prennent leur revanche sur les Aînés d'hier dans la société actuelle en se faisant désormais les « maîtres de la parole ».

En effet, dans les villages, sous l'*arbre à palabre*, les aînés sont assis. Ils ont le pouvoir. Être assis est un fait de pouvoir. Pendant ce temps, les jeunes sont debout. En se rendant « maîtres de la parole », les *Sorbonniens* prennent symboliquement le pouvoir. Ils ne sont plus debout. Ils sont dorénavant assis même quand on les voit debout en train de professer la *parole*. Cette dialectique du pouvoir traduit une sorte d'inversion sociale qu'il ne faut pas confondre avec le désordre. Le temps n'est pas suspendu, encore moins aboli. Mais le temps change et dans son mouvement il induit un développement politique sociétal. Si le développement peut être considéré comme le passage de soi à un soi supérieur, s'il est le contrôle sur son environnement, alors les Sorbonnes traduisent un développement politique. Et ce développement politique veut que la gestion d'une société ne soit pas uniquement l'affaire des seuls aînés. Il y a manifestement une remise en cause de la gérontocratie, une subversion du pouvoir des aînés. La parole sorbonnienne est une revanche sur l'hégémonie de la parole des aînés qui croient en avoir le contrôle total pour dominer la communauté.

Au sein de l'État moderne aujourd'hui, la place des jeunes est encore mitigée. Ils sont l'objet de toutes les promesses politiques. Il n'y a pas de formation politique qui ne fasse de la jeunesse l'enjeu de son programme de gouvernement. Après tout, ne dit-on pas que l'avenir appartient à la jeunesse? Or cet avenir, les jeunes ne le voient pas toujours reluisant si jamais ils l'aperçoivent à l'horizon de leurs espoirs. À l'intérieur des partis politiques, les jeunes gens sont souvent relégués aux ramassages

de chaises quand les femmes doivent s'occuper de la cuisine. Les structures de jeunes et de femmes n'agissent qu'à l'intérieur du cadre tracé par la direction du parti. Leur parole et leurs actions sont étouffées par les aînés quand elles n'obtiennent pas leur adhésion. En un mot, la marge de manœuvre de ces structures de jeunes et de femmes des partis politiques, appelées communément « structures spécialisées » est très réduite, elles ne sont pas libres. Les jeunes sont sous l'emprise des aînés du parti. Ils croient souvent naïvement qu'en les suivant, qu'en étant à leur dévotion, ils les aideront à s'en sortir socialement. Être dans les bonnes grâces d'un aîné peut être perçu comme un privilège. Bien souvent cette croyance conduit des jeunes dans la désillusion totale. Une fois utilisés, sans oublier même dans les conflits opposant les aînés à l'intérieur d'un parti, ces jeunes peuvent être abandonnés à eux-mêmes. Aujourd'hui, par exemple, beaucoup de jeunes du FPI (le parti actuellement au pouvoir) se sentent abandonnés après avoir servi le parti corps et âme dans les heures chaudes au moment où le parti était encore dans l'opposition. Dans les quartiers d'Abidjan, ils grognent, ruminent leurs frustrations. De recyclage politique en recyclage, les « vieux » n'entendent guère laisser la relève de la direction des partis aux jeunes générations. Il y a donc une reproduction de la domination ancienne des jeunes dans la société moderne étatique. Cadets sociaux au village, les jeunes et les femmes le sont aussi dans les partis politiques dans l'État moderne. Jean-François Bayart fait le même constat du statut de dominés des jeunes et des femmes au sein du parti unique au Cameroun sous Ahidjo.<sup>372</sup> Ces deux entités sont soumises à un contrôle qui peut être qualifié de procédure de caporalisation.

C'est face à cette autre gérontocratie<sup>373</sup> que des jeunes en Côte d'Ivoire construisent leur propre espace à partir duquel ils se font entendre. Les *Sorbonniens* n'ont de compte à rendre à personne qu'à eux-mêmes. Se dessine ainsi un refus des

---

<sup>372</sup> Voir Bayart, Jean-François, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985

<sup>373</sup> Cela ne signifie pas que les jeunes n'ont pas d'admiration pour certains aînés, que certains ne constituent pour eux un repère social, politique ou même symbolique.



jeunes d'être embrigadés par les partis politiques classiques. Dans ce refus, se construit une perspective de reconstruction sociale du politique. La vérité est que les responsables des Sorbonnes refusent de militer dans un parti politique pour préserver leur liberté d'action, garder la distance critique. À l'exception du « parlement Abidjan-banco » qui est au départ une création de militants du Front populaire ivoirien (FPI). Les convergences idéologiques avec quelque parti que ce soit ne sauraient éroder cette liberté. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de tentative de récupération politique,<sup>374</sup> ou encore qu'il n'existe pas de *Sorbonniens* sympathisants ou même militants de parti politique. Mais dans la mesure où les Sorbonnes sont une forme sociale, elles sont au-dessus des individus qui peuvent, à un moment donné, faire des choix libres.

L'occupation des Sorbonnes est liée à l'intégration sociopolitique des jeunes. L'enjeu politique ici est la démocratie. Celle-ci s'inspire de *l'arbre à palabre* pour ne retenir que l'importance de la *parole* comme élément primordial du vivre-ensemble. Les Sorbonnes ne sont pas des lieux de rassemblement des « Frères » du point de vue anthropologique. Sous *l'arbre à palabre* se sont des « Frères » du même village qui se réunissent. Ils ont en commun le sang comme la sève de l'arbre. L'arbre est le symbole de l'unité. Le sang est son fondement. La *parole* en est la trame. Les *sorbonniens* aspirent à construire un espace de la « *vraie démocratie* » comme ils le disent eux mêmes. Nous avons affaire à un espace public, même si à aucun moment de l'enquête il n'y a pas eu une référence claire au concept. Il est question avant tout d'engager de libres discussions et de faire exprimer les opinions. Ce qui signifie que l'action se fonde sur une acceptation à priori de la différence. Toutes choses qui supposent que chacun relativise ses points de vue. Les Sorbonnes présentent de ce fait l'image d'espaces propices au développement de la vie intellectuelle. C'est une idéalisation de l'intellectualité de rue qui fait penser à un rêve de culture

---

<sup>374</sup> Le propre d'un parti politique, c'est la recherche hégémonique.

démocratique qui cherche la participation non conventionnelle des citoyens à la vie publique. Il n'est pas rare en effet de voir que les *Sorbonniens* s'approprient des thèmes centraux de la démocratie tels que la laïcité et la sacralité du pouvoir du peuple. La formule « *vox populi vox dei* » par exemple, qu'ils aiment à répéter conserve bien dans leur esprit toute sa signification. Ils souscrivent sans détour au fait que la légitimité du pouvoir est inscrite dans la volonté du peuple autant que la finalité du pouvoir est de servir ce peuple. D'où les attentes des *Sorbonniens* que le pouvoir actuel réalise ses promesses électorales de 2000 envers les jeunes. Il faut pour cela disait un orateur de la « Sorbonne solidarité » « *qu'on le laisse travailler.* »<sup>375</sup>

En ce faisant désormais les « maîtres de la parole », les jeunes, par la médiation des Sorbonnes, prennent leur revanche sur les Aînés d'hier et d'aujourd'hui d'une manière ou d'une autre. Leur incursion dans le passé pour récupérer *l'arbre à palabre* à leur compte vise à renouveler le discours sur la société en libérant ce discours du carcan intellectualiste et étatique désincarné en vue de le nouer avec la société. Ce qui fait des Sorbonnes une sphère de la médiation sociétale, une manière d'agir sur la société, une gouvernementalité sociétale singulière.

#### **5.2.2.2. Les Sorbonnes, une sphère de médiation sociétale**

La fonction politique des sorbonnes est aussi manifeste dans le rapport de communication que les *Sorbonniens* établissent avec les *Sorbonnards*. Elles servent de relais de l'information et de la formation politique. Les Sorbonnes prétendent combler le vide de l'information moins marquée par des positions trop partisane que

---

<sup>375</sup> Les *Sorbonniens* estiment que la situation de guerre n'a pas permis au pouvoir actuel de réaliser ses promesses envers les jeunes. C'est une des raisons pour lesquelles ils sont remontés contre la rébellion et ceux qu'ils croient en être les soutiens et commanditaires

celle de la presse écrite, provoquant la déception des lecteurs. Cela nécessite une simplification du discours politique pour le rendre accessible à tous, contrairement à ce qu'a été le mouvement de la négritude dans les années 1950.

Un des traits marquant de la transition démocratique, c'est la floraison de la presse libre à partir de 1990. Ce printemps de la presse a joué un rôle important dans la prise de la parole et son usage politique. La surproduction médiatique due à l'augmentation du nombre de journaux livre aux populations urbaines diverses sources d'information politique. Cependant les journaux, par leur polarisation politique, par le traitement trop partisan de l'information, ne semblent pas combler le besoin de s'informer des lecteurs. La quête d'information conduit les citoyens à être des « titrologues » puis à se diriger vers les Sorbonnes, qui en font par cela même des espaces d'information et de communication. La « titrologie » est, en Côte d'Ivoire, la lecture des journaux à partir de leurs titres. Ceux qui la pratiquent s'appellent des « titrologues ». Liée à la soif d'information sur l'actualité politique nationale et internationale, la « titrologie » est selon Bahi Aghi

une attitude au sens sociologique du terme, c'est-à-dire une disposition acquise à réagir d'une manière donnée envers un fait rapporté par la presse. Elle inclut un pôle de conduite et va déterminer le comportement qualifié de « titrologue ». Ce faisant, cette attitude prend sa source profonde dans la caractérisation, le jugement négatif à l'égard de la presse. Il s'agit précisément d'une attitude de méfiance vis-à-vis de la presse en tant qu'elle rapporte l'actualité politique nationale et reflète la vie politique ivoirienne.... C'est un phénomène chargé des marques plus profondes de la quête d'identité et d'équilibre de la presse écrite pluraliste d'information générale et d'opinion. En définitive, il s'agit d'un phénomène fortement lié au traitement partisan de l'information politique dans un contexte médiatique profondément déséquilibré. Les personnes « titrologues » se tourneraient alors vers d'autres sources que les médias pour se situer et iraient alors consulter des personnes qu'elles croient informées, des « politomanes » pour dissiper leurs confusions et leurs angoisses par rapport à ce qu'ils ont lu de la presse.<sup>376</sup>

---

<sup>376</sup> Bahi, Aghi Auguste, « L'effet "titrologue" : Étude exploratoire dans les espaces de discussions de rues d'Abidjan », *Revue scientifique de Lettres, Arts et Sciences Humaines*, Université de Cocody, Abidjan, no.8, 2001, pp.129-167, citation pp.163-164

Cette citation volontairement longue vise à montrer que les Sorbonnes, de par les informations qui s'y diffusent et qui attirent des personnes qui ne font plus confiance à la presse, sont une médiation constitutive de la culture (culture de la rue), de l'opinion et de la citoyenneté. Les animateurs des Sorbonnes se disent des missionnaires « *éclaireurs du peuple* » en amenant celui-ci à déjouer les pièges de la presse partisane. Lequel piège se trouve dans sa fonction d'*agenda-setting* en déterminant d'avance ce qui doit faire l'objet d'attention, ce à quoi il faut penser.<sup>377</sup> Les orateurs « mieux informés » vont enseigner aux auditeurs.

Le deuxième acte de la fonction politique sorbonnienne relève de la déception vis-à-vis de la Négritude, mouvement littéraire et politique d'exaltation de l'identité africaine et de la fierté d'être Noir. Aimé Césaire l'Antillais, Léon-Gontran Damas le Guyanais, et Léopold S. Senghor le Sénégalais sont les figures emblématiques de la Négritude. Le philosophe ivoirien Boa Thiemélé Ramsès définit la négritude comme la

réappropriation de l'héritage africain dans sa totalité. En établissant le cordon ombilical entre les Noirs des Amériques et ceux d'Afrique, elle crée une conscience d'appartenance et met au jour l'identité culturelle africaine. C'est une négation de la négation car elle remet en cause le regard négatif que le colonisateur et le colonisé ont de la culture nègre. ». (Il ajoute que) « la Négritude permet de brandir cette couleur qu'on reproche aux Noirs et de dire que cette couleur n'enlève rien à l'humanité qu'elle représente. En somme elle crée le choc d'une prise de conscience et la nécessité de prendre en charge le destin de son peuple, pour affronter les préoccupations et les réalités présentes.<sup>378</sup>

Pourtant l'histoire de la négritude laisse voir deux péchés mignons. D'un côté, de par son caractère trop intellectuel son discours était incompris de la grande masse de la société. Celle-ci ne retenait du mouvement que le désir de se libérer de la colonisation. On parle des sociétés africaines sans que le discours qu'on tient sur elles ne la traverse. On parle d'elles sans que véritablement elles ne comprennent toujours

<sup>377</sup> Sur la fonction d'*agenda-setting*, voir Dorine Bregman, « La fonction d'agenda : une problématique en devenir » dans *Hermès Le nouvel espace public*, no.4, CNRS Edition, 1989, pp.191-202

<sup>378</sup> Boa Thiemele, Ramsès L., Op.cit., p.37

ce qu'on dit d'elles et pour elles. De l'autre côté, (et par suite) en se chargeant du problème politique de la libération nationale, la négritude ne pouvait pas ne pas constituer le point de départ d'un élitisme petit bourgeois qui s'affichera avec force après les indépendances. Le sociologue Abdou Touré avait déjà affirmé que « L'histoire du mouvement de la négritude laissait présager, dès son origine, qu'elle se métamorphoserait en idéologie de confirmation de l'ordre néocolonial. »<sup>379</sup> L'État postcolonial érigé n'a pas toujours développé des mécanismes régulateurs et institutionnels qui fassent le lien entre le discours de la société et le discours de l'État. Dans les faits, la société est oubliée. Il y a un État face à la nation et la question de l'identité collective est reléguée au second plan. Du point de vue des *Sorbonniens*, les Sorbonnes sont ces espaces de médiation sociétale retrouvée. Elles établissent un rapport de communication avec la société. À leurs yeux, pour que le peuple soit en phase avec le politique il faut une courroie de transmission, c'est-à-dire des gens informés des questions politiques nationale et internationale, qui décident ensuite de les expliquer aux populations. Il s'agit pour les *Sorbonniens* de substituer à la négritude littéraire la parole pratique, compréhensible par la grande masse de la population; d'autant plus que beaucoup de gens ne lisent pas ou ne savent pas lire. L'enjeu serait alors d'éduquer, d'éclairer la société. Une manière de le faire est de traduire en langage simple, imagé et théâtralisé, les informations sur la vie politique du pays.

---

<sup>379</sup> Touré, Abdou, Op.cit., p.21

## CHAPITRE VI

### LES SORBONNES, SUPPORTS GÉOGRAPHIQUES DU PATRIOTISME IVOIRIEN EN TANT QUE SCÈME DE RECONSTRUCTION SOCIALE DU POLITIQUE (2002-2007)

Ce dernier chapitre vise à indiquer de quelles manières les Sorbonnes ont été un maillon essentiel du mouvement « patriotique » qui naît en Côte d'Ivoire aux lendemains du déclenchement de la rébellion, et comment ce mouvement dessine une reconstruction sociale du politique. L'état de guerre est un état d'exception qui interpelle chaque citoyen et où les gens sont amenés à réagir et à définir leur position. C'est ainsi que les espaces des Sorbonnes se définissent comme des lieux de promotion du « patriotisme », c'est-à-dire des lieux où des individus qui prétendent se saisir du destin de la nation ivoirienne se rencontrent et se mobilisent.

L'hypothèse discutée est que durant la période de la guerre, les Sorbonnes ont été des ancrages géographiques du mouvement ivoirien dit patriotique, des espaces de sa mise en ordre, de canalisation de l'énergie sociale pour la faire exploser dans la rue contre la rébellion et pour la paix. Elles sont le lien qui unit les gens qui appartiennent au mouvement dit patriotique, et qui leur permet de se retrouver. La vocation de ce mouvement, supporté essentiellement par les jeunes, est la protection des institutions de la république: c'est un patriotisme qu'on peut qualifier d'*étatique*. Il est un schème, une sphère de reconstruction sociale du politique; parce que l'acte de défendre l'État qui se produit dans les Sorbonnes peut être vu comme une inversion des fonctions. Habituellement, et selon la théorie, c'est l'État qui a pour mission de protéger les

citoyens. Or voilà que ce sont les citoyens à *la base* qui sont amenés à défendre l'État affaibli par des forces anomiques, menacé dans ses fondements, pour le rétablir dans son intégrité afin qu'il demeure le cadre pertinent de l'unité nationale et du vivre-ensemble. Cette prise en charge du patriotisme par les acteurs sociaux populaires apparaît comme l'expression d'un long processus de prise de conscience des jeunes du fait national. Il se manifeste sous diverses formes comme les manifestations de rue, la musique et l'humour dans son expression langagière.

Le chapitre est divisé en quatre points. Dans le premier nous présentons le lien entre les Sorbonnes et les «patriotes». Cette présentation permettra de comprendre le rapport idéologique, symbolique et concret qui existe entre les Sorbonnes et le mouvement patriotique dans son ensemble, que nous développons par la suite dans le chapitre. Dans le deuxième point nous expliquons le sens politique du patriotisme ivoirien. Dans le troisième nous exposons certaines modalités pratiques telles que les manifestations de rue, la musique et l'humour qui font de ce patriotisme un élément de reconstruction du politique par *le bas*. Enfin, dans un dernier point nous en dégagerons les implications théoriques.

### **6.1. Les Sorbonnes et les «patriotes», quel lien?**

Les Sorbonnes sont devenues à partir de 2002, des espaces des «patriotes». Les Sorbonnes, les «jeunes patriotes», les « patriotes » et la « musique patriotique » sont liés par la géographie sorbonnienne où se meut quotidiennement l'esprit nationaliste et le désir de sauvegarder les frontières nationales. Cet esprit construit le mouvement patriotique et le pousse à défendre l'intégrité de l'État et de ses institutions. Ce mouvement se déploie parfois dans l'humour comme une forme de

dédramatisation des événements, qui autrement plongeraient les populations dans l'angoisse totale.

En effet, les Sorbonnes sont des lieux où les jeunes qui se disent «patriotes» se retrouvaient pendant la guerre. Lorsque la rébellion éclate le 19 septembre 2002, les responsables des Sorbonnes et des autres «jeunes patriotes» décident de la combattre. L'Alliance des «jeunes patriotes» est créée dans la mouvance. Elle regroupe plusieurs organisations syndicales ou politiques qui se disent choquées par l'idée de prendre le pouvoir par les armes. Ce sont notamment, le Congrès panafricain des jeunes patriotes (Cojep) de Charles Blé Goudé, la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), la Jeunesse du Front populaire ivoirien (JFPI), le Cercle Alassane Dramane Ouattara (CADO) (qui a suspendu son soutien au président du RDR, l'accusant d'être derrière la rébellion), la Sorbonne du Plateau etc. Blé Goudé en est le président pendant que le président de la *Sorbonne originelle* Richard Dacoury est le premier vice-président. À côté de l'Alliance des «jeunes patriotes», plusieurs autres mouvements de jeunesse «patriotique» ou de soutien au président Gbagbo vont se créer. Parmi eux, il y a l'important mouvement des «femmes patriotes» regroupant des ONG féminines et des organisations de femmes de certains partis politiques tels que le FPI et le PDCI-RDA. La présidente Bro Grégbé est issue du PDCI-RDA.

À partir de ce moment, ces alliances «patriotiques», particulièrement celle des jeunes, vont susciter et encourager la création d'autres Sorbonnes dans presque tous les quartiers d'Abidjan, car auparavant il n'y avait que la place de la Sorbonne originelle au plateau. Leur souci était de quadriller la capitale économique, centre de l'économie nationale, lieu du pouvoir politique étatique, pour être prêt à enclencher un mouvement de masse si cela s'imposait. Les Sorbonnes devraient constituer des remparts sûrs contre d'éventuelles attaques des rebelles et de leurs soutiens; surtout dans une ambiance de psychose entretenue par les chefs de la rébellion qui disaient



avoir une «cinquième colonne» à Abidjan prête à frapper le pouvoir à tout moment. Il fallait qu'Abidjan soit une forteresse imprenable. C'est une stratégie de protection et d'endiguement. La prise d'Abidjan par les rebelles signifierait, selon les «jeunes patriotes» *Sorbonniens*, non seulement la chute du régime Gbagbo mais surtout la mise à plat des institutions de l'État et le viol du principe démocratique et républicain. Prendre le pouvoir par les armes était inacceptable. Avec l'occupation spatiale plus ou moins rationnelle d'Abidjan, les Sorbonnes pouvaient alors jouer pleinement leur rôle de défenseuses de la République. On assiste à une véritable explosion du nombre de Sorbonnes au début de la guerre. Celles-ci déchaînent leurs potentialités politiques et deviennent des lieux où des gens vont se rassembler, se parler, s'informer ou dénoncer les rebelles et certaines puissances internationales. On y aigüise le sentiment nationaliste. Bref, les Sorbonnes sont devenues des espaces étendus de *rencontre* et de mobilisation «patriotique». C'est très souvent dans ces endroits que les manifestations patriotiques de rue dont Abidjan a été la scène à partir d'octobre 2002 ont été organisées, et portées à la connaissance des populations. Les «jeunes patriotes» et les «femmes patriotes» les sillonnaient pour sensibiliser, mobiliser les foules. D'autres «patriotes» adultes vont leur apporter du soutien logistique: systèmes de sonorisation, chaises, bancs et moyens financiers. Lorsque les circonstances l'exigeaient, les adultes qui sont souvent des autorités politiques ou des intellectuels universitaires parcouraient les Sorbonnes pour informer les populations, analyser la situation politique comme le processus de négociation avec les rebelles, les différents Accords signés, les résolutions de l'ONU, le rôle nébuleux de la France sous Jacques Chirac et de l'ONU sous Kofi Anan jugé en termes de soutien à la rébellion etc. Cela se faisait généralement à l'invitation des *Sorbonniens*, ou à l'initiative de ceux qui voulaient utiliser leur tribune pour porter un message.

En temps de guerre la musique peut aussi mobiliser le sentiment patriotique et magnifier le désir de paix. Les chansons jouées dans les Sorbonnes étaient des chansons patriotiques composées par des artistes zouglou essentiellement. Il est vrai

que toutes les chansons « patriotiques » ne sont pas l'œuvre des *Zougloumen*. Mais le mouvement zougloutique garde la palme d'or de ces compositions. Le rapport entre le Zouglou et les Sorbonnes n'est pas nouveau. Nous avons déjà dit que le Zouglou et la Sorbonne étaient sociohistoriquement liés. Si les *Zougloumen*, qui sont des jeunes, s'engagent dans le mouvement dit patriotique c'est parce qu'ils partagent la même conscience nationaliste et le même besoin de paix, et celui de protéger l'État, que les autres jeunes qui animent les Sorbonnes. Quel est le sens politique de ce mouvement patriotique qui est promu dans ces espaces?

## **6.2. Le sens politique du « patriotisme » déployé dans les Sorbonnes**

L'approche ethniciste de la crise ivoirienne tend à situer géographiquement le patriotisme en Côte d'Ivoire. Le patriotisme dans les zones qui étaient sous contrôle du gouvernement central serait un « patriotisme du Sud ». Ce qui laisse entendre qu'il y aurait un « patriotisme du Nord » qui serait radicalement opposé à celui du Sud. Cette manière de voir les choses semble occulter l'enjeu de la guerre qui est le pouvoir d'État. À l'observation, les rebelles qui avaient occupé le Nord, une partie du Centre et de l'Ouest du pays n'ont jamais eu pour projet de faire sécession afin de créer un État autre. Leur objectif maintes fois exprimé était de renverser le régime Gbagbo. Ils visaient le pouvoir central d'Abidjan. Il ne saurait donc y avoir un « patriotisme du Nord » tout comme il peut y avoir de « patriotisme du Sud », qui n'ont jamais été exprimés ainsi. Penserions-nous au « patriotisme du Centre », de l'Ouest? Le mouvement dit patriotique qui s'exprimait en Côte d'Ivoire ne semblait défendre une région ou une religion. Il était composé d'artistes, de travailleurs, de toutes les classes et conditions sociales etc. Ce sont des personnes qui ont soutenu qu'ils refusent la guerre et l'occupation d'une partie de la Côte d'Ivoire. Ce genre de patriotisme ne connaît certainement pas d'ethnie, de géographie, de religion. Les

discours « des jeunes patriotes » dans les Sorbonnes étaient dirigés essentiellement contre l'implication directe ou indirecte, à travers l'ONU, de la France dans la crise ivoirienne. Ils croient que c'est l'ex-puissance colonisatrice qui est derrière la rébellion. Le patriotisme ivoirien n'est-il pas alors l'expression d'une conscience nationale?

### **6.2.1. Le « patriotisme » dans les Sorbonnes comme une manifestation de la conscience des jeunes du fait national**

Le « patriotisme » qui se manifeste dans la crise ivoirienne apparaît comme le surgissement de quelque chose qui était enfoui dans la conscience des jeunes représentés par ceux qui animent et fréquentent les Sorbonnes aujourd'hui. De nos entretiens avec des *Sorbonniens* et de certains intellectuels universitaires, il ressort que l'attitude des jeunes est la manifestation d'un processus lointain de prise de conscience. Elle est le produit d'un enchevêtrement de facteurs. Exposons quelques uns.

Il est bon de savoir que beaucoup d'Ivoiriens de la génération des années 1960 jusqu'aux années 1990 n'ont pas étudié à l'étranger contrairement à ceux des générations précédentes. Ils ont étudié au pays avec des enseignants Ivoiriens, surtout à partir des années 1980. De ce fait, ils sont plus sensibles à la culture et à l'identité nationale. Ensuite, beaucoup sont victimes de la crise du « miracle économique ivoirien », entre autres sous la pression des institutions financières internationales. Instruits et ouverts au monde à travers la littérature et les médias, ils ont pris progressivement conscience que la Côte d'Ivoire et l'Afrique ne sont pas véritablement indépendantes. Le continent subit la loi des grandes puissances. Cela se voit notamment, aux yeux des jeunes interrogés, par les nombreux coups d'État dans les pays africains comme reflet de la géopolitique internationale dans le contexte de

la Guerre froide; même si la Côte d'Ivoire avait été épargnée jusque là.<sup>380</sup> L'assassinat de Thomas Sankara en octobre 1987 quelques mois après une visite officielle du président français François Mitterrand renforce chez ces jeunes Ivoiriens leur perception de l'injustice dans le système international. L'offensive néolibérale des années 1990 finit par les convaincre que leur sort est scellé. Ils se frottent à la violence économique du néolibéralisme à travers les difficultés qu'ils vivent. Les coupables de cette violence sont les gouvernements occidentaux qu'ils savent derrière les institutions financières internationales. Celles-ci utiliseraient les politiques d'ajustement structurel, la privatisation, pour réactualiser la colonisation de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en alliance avec leurs agents locaux parachutés à la tête des États. Pour les jeunes des *Sorbonnes* en particulier, l'enjeu de la guerre en Côte d'Ivoire est de maintenir le pays dans la dépendance. Partant de cette perception, les causes de la guerre sont rejetées sur l'Extérieur. Elles sont à comprendre dans la boulimie du néolibéralisme qui n'épargne aucun pays et qui est prêt à tout pour s'imposer, y compris par la guerre en profitant des contradictions politiques internes tout en s'appuyant sur des acteurs politiques locaux. Les jeunes donnent ainsi un écho à la thèse de Claude Serfati, selon laquelle les guerres infra-étatiques d'aujourd'hui « ont de forte connexion avec la mondialisation ».<sup>381</sup> Naturellement, le regard et le ressentiment des jeunes et bien d'autres Ivoiriens se tournent vers l'ancienne puissance coloniale : la France qui veut maintenir son influence économique et politique sur le pays. Or l'instrument politique semble lui échapper avec l'arrivée au pouvoir en 2000 de nouveaux dirigeants nationalistes. La guerre serait le moyen par lequel elle tente de rétablir les anciens dirigeants qui étaient et qui sont encore à sa dévotion. Parmi eux, le plus apte à défendre les intérêts du capitalisme international est, selon beaucoup de jeunes *sorbonniens*, l'ancien premier ministre et ancien Directeur général adjoint du FMI, Alassane Ouattara.

---

<sup>380</sup> Elle a perdu sa virginité le 24 décembre 1999 le coup d'État, avant de rejoindre la liste assez longue des pays africains ayant connu ou qui connaissent la guerre civile le 19 septembre 2002

<sup>381</sup> Serfati, Claude, *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Paris, Textuel, 2001, p.35

En parcourant les Sorbonnes, il est remarquable que les *Sorbonniens* n'ont pas une bonne image d'Alassane Ouattara. Ce technocrate lié au système bancaire international est désigné premier ministre en 1990 par Houphouët-Boigny.<sup>382</sup> Sa mission est d'appliquer les politiques impopulaires d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Il assumera cette fonction de 1990 à la mort du président en 1993. C'est sous sa gouvernance que le transport gratuit des étudiants a été supprimé. C'est sous lui que les répressions les plus sanglantes des élèves et étudiants ont été orchestrées, notamment en 1991 et 1992.<sup>383</sup> C'est encore lui, considéré comme la courroie de transmission du FMI et de la Banque mondiale qui a affirmé en février 1992, à l'Assemblée nationale, que son plan de redressement de l'économie ivoirienne aurait pu réussir s'il n'y avait pas eu le multipartisme. Le gouvernement de l'époque avouait ainsi l'échec de son plan de redressement économique proposé par le premier ministre quelques mois plutôt. La stabilisation de l'économie devrait se réaliser en 100 jours. Ce plan reposait essentiellement sur la réduction des salaires, l'augmentation du prix des denrées alimentaires de première nécessité, la privatisation des entreprises d'État, les coupures dans les services sociaux etc. On sait les ravages sociaux de ces politiques inspirées de Washington.

Voilà autant de facteurs qui constituent la clef de compréhension d'une sorte de contentieux entre M. Ouattara et plusieurs jeunes de la génération des années 1990. Les jeunes des Sorbonnes les expriment avec une certaine virulence, voire avec

---

<sup>382</sup> Il semblerait que les Institutions financières internationales ont fait pression sur Houphouët-Boigny pour accepter Alassane Ouattara à ce poste.

<sup>383</sup> Dans la nuit du 17 au 18 mai 1991 l'armée nationale fait une descente dans la résidence universitaire de Yopougon. Elle brutalise, blesse, torture les étudiant(es). Des cas de viol d'étudiantes sont avoués. Cette descente avait pour but de mater et museler le puissant Syndicat des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (FESCI). L'opposant Laurent Gbagbo demande et obtient d'Houphouët-Boigny une Commission nationale d'enquête. En février 1992, la Commission rend ses conclusions au chef de l'État, demande des sanctions contre l'Armée. Houphouët-Boigny refuse de sanctionner les mis en cause par la Commission. Laurent Gbagbo appelle les « démocrates » à prendre la rue pour protester contre le refus du Président de sanctionner les responsables des brutalités exercées sur les étudiant(es). Lors de la marche du 18 février Laurent Gbagbo et plusieurs « démocrates » sont arrêtés et emprisonnés pendant plusieurs mois.

amertume. Au-delà donc du jeu politique par *le haut* qui tendrait à l'exclure de la compétition électorale présidentielle, il y a ce contentieux qui ne semble pas encore être digéré par ceux qui en éprouvent un ressentiment. Le sens du rejet d'Alassane Ouattara ne se consumerait pas par conséquent dans un travail identitaire au sens négatif du terme. Il apparaît fondamentalement, pour ceux qui l'assument comme la crainte d'un système de distribution de la pauvreté dont il serait un digne représentant en Côte d'Ivoire. « *si ce monsieur devient président, il va vendre la Côte d'Ivoire, et les Ivoiriens sont morts* » affirme un *Sorbonnard* au « Congrès d'Abobo ». <sup>384</sup> C'est un état d'esprit qui anime de nombreux *Sorbonnards* et *Sorbonniens*. Les *Sorbonniens* sont convaincus que l'enjeu de la guerre est de porter Alassane Ouattara à la tête de l'État. Il faudrait prendre acte de cela; surtout que la déclaration de Soro Guillaume, chef de la rébellion en mai 2003, dans une ville du Nord-ouest (Séguéla) et un sacrifice humain filmé à Korogho (au Nord) ne viennent pas contredire cette conviction. <sup>385</sup>

La guerre est un facteur de renforcement du sentiment nationaliste enraciné dans le temps : d'où le patriotisme. Il signifie pour les patriotes, désir d'indépendance réelle, volonté de défendre la patrie, l'État et ses institutions.

### 6.2.2. Le « patriotisme » comme expression d'un attachement à l'État

Le « patriotisme » en mouvement dans les Sorbonnes viserait à protéger l'État et ses institutions contre les forces rebelles afin de préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale. Si tel est le cas, c'est un *patriotisme étatique*. Il n'est donc pas géographiquement mutilé. Il prend son envol à partir de l'appel au « sursaut

---

<sup>384</sup> Le 4 avril 2005

<sup>385</sup> En mai 2003, le chef de la rébellion Soro Guillaume a affirmé que c'est pour Alassane Ouattara qu'ils ont pris les armes et non pour faire partie d'un gouvernement

national » lancé par Laurent Dona Fologo<sup>386</sup> aux lendemains du déclenchement de la rébellion. Derrière la rébellion, ce dignitaire du PDCI-RDA voit un vaste mouvement de déstabilisation des Institutions de l'État et de l'héritage de paix du défunt président Houphouët-Boigny dont il se considère comme l'un des plus fidèles disciples. Il a appelé les Ivoiriens à un dépassement des identités particularistes et partisans pour défendre le pays en danger. Cet appel qui lui vaut le surnom de « père du sursaut national » a suscité, chez les Ivoiriens qui rejettent la guerre et la division du pays en deux, un fort sentiment d'appartenance nationale. C'est ainsi que dépassant l'identification à l'ethnie ou à la géographie, naît un « patriotisme » reposant sur la loyauté envers l'État et ses institutions.

En effet, le *patriotisme étatique* ivoirien semble défendre une vision unitaire de la Côte d'Ivoire « *une et indivisible* » comme aiment à marteler les *Sorbonniens*. Il envisagerait l'avènement d'une communauté politique organisée autour des valeurs comme l'amour de son pays, le respect des Institutions : attitude qui exclut et proscriit l'usage des armes comme la route d'accès au pouvoir. Il traduirait, par ailleurs, l'idée d'un emportement pour résister et combattre tout ce qui signifie la mise de l'État sous tutelle, sa recolonisation en dépit de l'indépendance octroyée.<sup>387</sup> C'est peut être pour cette raison que J.-F. Bayart a pu dire que le conflit ivoirien n'est ni religieux ni ethnique. Son enjeu serait la recherche par les Ivoiriens d'une « seconde indépendance ».<sup>388</sup> C'est dans cette même voie que le célèbre écrivain nonagénaire Bernard Dadié, dans son style littéraire, est amené à situer le sens politique du patriotisme ivoirien :

Le grand rassemblement, sur la place de la République est la preuve que l'Ivoirien est enfin sorti des ténèbres dans lesquelles on le maintenait pour des intérêts qui n'étaient pas toujours les intérêts du peuple. Décolonisé enfin?! Il

---

<sup>386</sup> Laurent Dona Fologo est président du Conseil économique et social. Originaire du Nord, il est dignitaire du PDCI-RDA pour avoir été le secrétaire général de 1990 à 2002.

<sup>387</sup> N'da, Paul, « Le but des mouvements patriotiques », Abidjan, *Le Courrier d'Abidjan*, 12 juin 2006

<sup>388</sup> Lire dans *Le Nouvel Observateur* du 6 février 2003

a retrouvé ses racines, sa dignité, son honneur. Il ne rasera plus les murs. Patriotes, plongez hardiment dans l'histoire, et bâtissez le pays, votre pays comme le Français a bâti le sien....Samedi 2 Novembre 2002. Une date capitale dans notre histoire, la Côte d'Ivoire aux mains nues, spontanément marche libre enfin, des Occidentaux marchent, des handicapés marchent, des frères des autres pays marchent à nos côtés. Tous des Résistants. Des hommes libres, des Patriotes. Hier, c'était l'appel du 18 juin 1940 pour barrer la route à l'invasion de la France... Aujourd'hui, c'est la marche historique du 2 Novembre 2002 pour sauver la Côte d'Ivoire qui vit son 18 juin 1940, et ancrer ce pays dans l'histoire. Aujourd'hui, ici et maintenant est la Côte d'Ivoire qui ne sera pas détruite par ses propres enfants; qui ne sera pas détruite par ceux qui ont levé des cohortes stipendiées. Oui, nous sommes morts; morts, tués mais avec l'espérance du cœur... <sup>389</sup>

Ce passage illustre bien le fait que le patriotisme ivoirien n'est pas un patriotisme ethnique, territorialement amputé. D'autres Africains et même, des Libanais et des Occidentaux marchent aux côtés des Ivoiriens pour résister à la guerre, vue comme une tentative d'invasion française. Le rapport que le texte établit avec la Résistance en France contre l'invasion allemande est édifiant à cet effet. Les forces armées françaises déployées en Côte d'Ivoire, présentées en missionnaires pour sauver un pays qui serait gagné par l'autisme identitaire est perçue différemment sur le terrain comme une armée d'occupation par ceux qui font l'expérience de leurs agissements quotidiens dans le pays.

Par ailleurs, dans le passage ci-dessus, le patriotisme est associé à la résistance. Cela a des implications. Celui qui résiste protège sans doute quelque chose. Il s'agit pour les « patriotes » de protéger la Côte d'Ivoire. Mais s'ils se contentent de résister c'est parce qu'ils se disent que les forces en présence sont très inégales. Pour les *Sorbonniens*, derrière la rébellion il y a une force bien plus

---

<sup>389</sup> Dadié, Bernard, « Enfin, une nation ?... » dans *Fraternité-Matin*, Abidjan, 8 mars 2003, L'auteur est un octogénaire écrivain Ivoirien bien connu. Il a été un compagnon de l'ancien président Houphouët-Boigny sous qui il fut ministre de la Culture.



puissante: la France, qui est plus forte militairement, médiatiquement et diplomatiquement que la Côte d'Ivoire. La rébellion n'étant à leurs yeux que la face visible de l'iceberg. Il nous semble que dans cette résistance il y a une sorte de renonciation qui ne serait pas une abdication ou une résignation. La résistance renonce à la guerre, mais pas à la bataille. C'est peut-être pour cela que les « patriotes » dans les Sorbonnes disent combattent la guerre en se mobilisant quotidiennement, au besoin en prenant d'assaut la rue pour le but. Mais comment peuvent-ils être contre la guerre alors que le président qu'ils prétendent soutenir aussi la fait lui? N'y a-t-il pas là une contradiction? La réponse des « patriotes » *sorbonniens* rencontrés à Abobo et au Plateau est que le président ne faisait pas la guerre. Il ne pouvait la faire puisqu'il n'en avait pas les moyens militaires. Le président est dans la résistance, parce que disait-il que la guerre lui a été imposée. Voici comment se présente l'argumentation: si la guerre a été imposée au président et aux « patriotes », c'est qu'ils ne la voulaient pas. Étant donné qu'il est difficile de faire ce qu'on ne veut pas, on se retrouve dans une situation de contrainte où nécessairement on est dans une position défensive.

Il semble clair, par le ton dur de son premier discours dès son retour d'Italie où il était en visite officielle quand la rébellion a commencé, que le président Gbagbo a voulu faire la guerre. Il y a renoncé à partir du 17 octobre, date de la signature du *cessez-le-feu* sous les auspices de la CEDEAO à Bouaké (fief de la rébellion). Il aurait surtout renoncé à faire la guerre parce qu'il se serait rendu compte de l'écheveau complexe de la rébellion. Le pouvoir ne pouvait prendre le risque politique d'affronter militairement la rébellion sans se heurter à la France. Effectivement quand il a pris ce risque en novembre 2004, il a vu la France se dresser militairement devant lui en transposant la guerre au coeur du pouvoir à Abidjan. Nous y reviendrons plus bas. Donc, les *Sorbonniens* soutiennent que le pouvoir et les « patriotes » n'ont fait que résister. Celui qui résiste se défend. Il n'est pas mu par un esprit guerrier. Il ne renonce pas pour autant à la bataille. Mais il se bat afin que la guerre ne prospère pas

en revendiquant la reconquête des zones assiégées en vue de recouvrer la paix pour tous. On peut convenir qu'on a affaire à une logique paradoxale, mais pas pour les *Sorbonniens*; laquelle logique met en marche l'esprit patriotique qui refuse d'être sectaire.

C'est ainsi que dans les Sorbonnes, les jeunes et autres « patriotes » dénoncent la prise en otage des populations du Nord et des autres régions assiégées. L'enquête de Colette Braeckman dans le Nord de la Côte d'Ivoire en 2004 rend d'ailleurs compte de l'évocation de la prise en otage par les rebelles de cette partie du pays. Des personnes interrogées par elle, disent que les nordistes ont été victimes de manipulations, qu'ils ont été trompés. Et que pendant qu'ils souffrent, les rebelles eux se sont enrichis et roulent carrosse. Ils sont fatigués de la guerre comme d'ailleurs tous les Ivoiriens.<sup>390</sup> C'est pour cela qu'à quelques reprises, et à partir des Sorbonnes, les «jeunes patriotes» ont lancé l'opération «libération du Nord». Ils en ont été chaque fois dissuadés par le président Gbagbo qui estimait que cette mission appartient aux militaires. La volonté de libérer le Nord repose sur l'idée de la souveraineté et de l'indivisibilité de la Côte d'Ivoire. Pour les *Sorbonniens*, la Côte d'Ivoire est indivisible. Ils le disaient en stigmatisant l'iniquité du discours de l'*ivoirité* pour justifier la guerre. Pour eux, ce ne sont pas les gens du Nord qui font la guerre, dans le fond. S'ils ont soutenu la cause de la rébellion à un moment donné, ce qui ne semble plus être le cas,<sup>391</sup> c'est parce qu'ils ont été manipulés, intoxiqués par les élites politiques de la région, avec parfois des discours lénifiants. Il suffisait simplement de dire que Gbagbo n'aime pas les musulmans, de diffuser une certaine idéologie de

---

<sup>390</sup> Voir Braeckman, Colette, «L'Afrique de l'Ouest sous tension. Grande fatigue des Ivoiriens», *Le Monde diplomatique*, septembre 2004

<sup>391</sup> Depuis janvier 2008, le président Gbagbo multiplie des voyages et des actions d'État au Nord et dans les autres régions anciennement sous contrôle de l'ex-rébellion. Il y annonce la fin de la guerre et la reconstruction de ces régions. Dans toutes les villes et villages qu'il parcourt, il est accueilli dans une liesse populaire. Les populations lui expriment leur joie de retrouver la paix et la république et leur soutien à sa politique tout en exposant des doléances.

victimisation<sup>392</sup> pour que se libèrent des ressentiments et l'adhésion à une entreprise de guerre; puisque de ce qu'on leur disait il s'agirait de retrouver la liberté. C'est de cette manière qu'on parvient à contrôler l'état mental des gens pour finir par prendre en otage toute une région.

On peut encore convenir avec les *Sorbonniens* que « le patriotisme » qui se manifeste dans les Sorbonnes n'est pas géographiquement mutilé parce que la guerre n'oppose pas gens du Nord et gens du Sud contrairement à la représentation médiatique du conflit ivoirien. Les chefs de la rébellion ne sont pas tous du Nord, et ne sont pas tous des musulmans. Soro Guillaume est certes du Nord, mais il est chrétien. Les « patriotes » et les *Sorbonniens* ne sont pas uniquement des gens du Sud, ni uniquement des chrétiens. Ce serait certains pays qui ont des visées hégémoniques en Afrique de l'Ouest comme par exemple le Burkina-faso de Blaise Compaoré<sup>393</sup>, et la France « néocoloniale et impérialiste » de Jacques Chirac qui attaqueraient la Côte d'Ivoire, selon un orateur de la *Sorbonne solidarité* au Plateau. Ce serait une guerre politique qui met en jeu l'intérêt national menacé. À la Sorbonne de Wacoubouet, le 28 juin 2006, l'orateur « invité spécial » du jour Ellie Hallassou<sup>394</sup> traduisait cette idée de la manière suivante: « *Le sens du combat est la défense du pays en tant qu'Ivoirien. C'est une question de conscience quand sa terre est attaquée. Quand nos parents fuyaient la guerre au Liban, la Côte d'Ivoire nous a accueillis. On doit la défendre jusqu'au dernier souffle.* ». C'est pour cela que les leaders politiques ivoiriens qui appellent à la mise sous tutelle onusienne de la Côte

---

<sup>392</sup> Séry Bailly a fait la critique de cette idéologie dans une perspective de réconciliation nationale et de paix dans *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2005

<sup>393</sup> Il semblerait que pour certains présidents des pays de l'Afrique de l'Ouest Houphouët-Boigny a tellement dominé la région qu'ils n'accepteraient pas qu'un autre président ivoirien perpétue cette domination. Lors d'un discours de Gbagbo en 2003, il a répondu en disant que le président des États-Unis est l'homme le plus puissant au monde, et que quel que soit le président ivoirien, peu importe son âge, il sera l'homme le plus puissant de l'Afrique de l'Ouest compte tenu de son poids dans la sous-région.

<sup>394</sup> La presse nationale l'appelle « le libanais patriote de Gbagbo ».

d'Ivoire<sup>395</sup> sont vus comme des « *sorciers* », <sup>396</sup> des menaces contre l'intérêt national pensé en termes de souveraineté économique et politique. Les mots comme impérialisme qui ne semblaient plus à la mode ressurgissent dans la bouche des jeunes qui y trouvent les raisons de défendre la souveraineté de leur pays et de préserver son intégrité territoriale. Dans certaines Sorbonnes, le drapeau national « Orange Blanc Vert » est fièrement hissé. Ce « patriotisme » semble faire battre les cœurs au rythme des frustrations dont les Sorbonnes sont les lieux de canalisation.

Pour une vieille femme que nous avons réussie à interroger dans son « maquis » à Yopougon<sup>397</sup> *« la crise a provoqué mort et désolation. Égorger, violer, c'est un souvenir difficile à oublier. On ne suivra plus quelqu'un. Les blancs nous ont trop volés. Mais la guerre est un café noir<sup>398</sup> pour nous. Les vrais Ivoiriens sont derrière Gbagbo, les faux derrière la France. »*. Elle définit la démocratie comme *« un truc qu'on vend au marché, même les enfants peuvent l'acheter »*. Ce dernier énoncé contient deux idées. La première est que la démocratie n'a pas de frontière. Elle est une quête permanente, un chemin dont personne n'a le monopole de la capacité d'emprunter. La preuve est que même un enfant connaît le chemin et peut s'y engager sans une tutelle paternaliste étouffante. La deuxième idée contenue dans la parole de la vieille femme est que la démocratie est un produit marchand. Dans ce cas, elle est source de conflit parce que le discours de la démocratie peut être démagogique. Son but étant pour ceux qui veulent la vendre, le contrôle du marché du pays à démocratiser. La rébellion semble être la voie d'une telle démocratisation

---

<sup>395</sup> Pendant la guerre les dirigeants du RDR et du PDCI-RDA réunis au sein du Rassemblement des houpouétistes (RHDP) ont régulièrement demandé la mise sous tutelle onusienne de la Côte d'Ivoire.

<sup>396</sup> Dans les sociétés africaines, les sorciers sont mal vus puisqu'ils sont considérés comme des « mangeurs d'âme ».

<sup>397</sup> Il a fallu trois semaines et plusieurs rendez-vous avortés pour qu'enfin cette dame qui se dit militante de première du PDCI-RDA se soumette à nos interrogations. Certainement parce que cette dame de plus de soixante ans ne nous connaissait pas. Propriétaire d'un « maquis » dans la banlieue de Yopougon nous avons dû établir un lien de confiance en devenant un client plus ou moins assidu

<sup>398</sup> Elle veut dire qu'avec la guerre les Ivoiriens seront plus vigilants désormais. Elle fait l'effet du café noir qui maintient en éveil.

puisqu'on considère qu'elle résulte d'un déficit démocratique. Or, l'idée de cette dame est que la crise ivoirienne n'est pas nécessairement liée à une absence de volonté démocratique en Côte d'Ivoire. Mais plutôt à une visée monopolistique sur l'économie ivoirienne dans un contexte où on parle pourtant de mondialisation. Dans la mesure où « *les blancs ont trop volé* », « l'enfant » peut décider de jouer librement le jeu du marché. Cette dame sait que le prix à payer pour cette audace est gros. D'où la nécessité d'une résistance patriotique.

Pour le dire d'un trait, l'État semble être la raison de l'engagement dit patriotique qui se manifeste dans les Sorbonnes. Les discours et l'esprit de ce « patriotisme » n'indiquent pas qu'il est campé sur la protection d'une région contre une autre, d'un point cardinal contre un autre. Si tel est le cas, on peut dire que les Sorbonnes et les autres « patriotes » qui les parcourent laissent une porte à la réconciliation nationale. Sinon leur « patriotisme » serait un patriotisme appauvri, immédiat, fermé à la réconciliation nationale. Et il n'aurait pas été étonnant que la Côte d'Ivoire fût plongé dans les pires désastres humains que le Libéria, la Sierra-Leone et le Rwanda ont connus. Ce qui apparaît comme un engagement à défendre l'État pour sa souveraineté et pour son intégrité est comme un travail de reconstruction du politique par les gens d'*en bas*. Il importe d'en présenter certaines modalités pratiques.

### **6.2.3. De quelques modalités pratiques du *patriotisme étatique* comme éléments de reconstruction du politique par le bas**

Sous sa figure « patriotique », les Sorbonnes continuent d'être un nid social et un nid de réflexion. Elles sont devenues une instance où les jeunes mobilisent la masse pour prendre d'assaut les rues quand cela s'avère, selon eux, nécessaire. La prise de la rue se fait sous le mode d'une démonstration populaire de force. La rue

sert aussi de lieu de batailles rangées avec l'armée française et/ou les Forces armées ousiennes déployées en Côte d'Ivoire. Le but demeure la défense des institutions de la République. On peut se limiter à trois moments charnières pour l'explication.

Le premier moment, c'est quand Laurent Gbagbo se rend à Paris le 23 janvier 2003 dans le cadre des Accords de Linas-Marcoussis. Dans les Sorbonnes qui bouillonnent de monde, c'est « la veillée d'arme ». Les jeunes qui redoutaient un coup de force, en l'absence du président, dorment au dehors, gardent une attention vigilante sur la télévision et la radio nationale. Il semble qu'en temps de guerre les instruments de communication sont beaucoup convoités. C'était bien le cas en Côte d'Ivoire. Leur intention comme on nous l'a dit à la place de la Sorbonne au plateau était de sécuriser le pays jusqu'au retour du président.<sup>399</sup>

Le deuxième moment crucial, c'est lorsque l'armée française, sous ordre du président Jacques Chirac, détruit la flotte militaire ivoirienne le 6 novembre 2004 suite à des raids de l'Armée nationale à Bouaké (capitale de la rébellion) qui auraient tué huit soldats français et un civil américain. Les Abidjanais descendent dans les rues pour s'attrouper une fois encore autour des institutions de l'État. Mis en déroute par l'armée française à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny qu'ils entendaient protéger aussi, les jeunes ont encerclé la résidence du chef de l'État pour empêcher que l'armée française ne vienne le kidnapper<sup>400</sup> avec la dizaine de chars postés à l'Hôtel Ivoire, à quelques centaines de mètres du domicile présidentiel. Les « patriotes » vont demeurer dans la rue pendant près de deux semaines à partir du 6 novembre 2004. Tandis que l'armée française lèvera le camp le 9 novembre après qu'elle ait tiré sur les manifestants faisant 64 morts et 2000 blessés selon les sources médicales ivoiriennes. Il est à noter que depuis l'annonce des Accords de Linas-

---

<sup>399</sup> Certains *Sorbonniens* racontent que cette action visait à dissuader les complicités au sein des Forces de défense et de sécurité ivoirienne.

<sup>400</sup> Les manifestants redoutaient l'expérience de l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide qui aurait été kidnappé par les États-Unis pour le renvoyer en Afrique.

Marcoussis le 25 janvier 2003, les affrontements réguliers ont eu lieu entre les mouvements des « jeunes patriotes » et les forces armées françaises à la base du 43e BIMA. Cette base militaire est un symbole fort de la France en Côte d'Ivoire. Elle était le centre de focalisation des manifestations populaires, souvent violentes en réaction à la nature de l'implication française suffisamment affichée en faveur de la rébellion. Linas-Marcoussis était jugé par les « jeunes patriotes » comme une « *institutionnalisation de la rébellion* » et donc inacceptable. D'autant plus que cette institutionnalisation de la rébellion visait à fragiliser le pouvoir, l'État et ses institutions.

Le troisième moment capital est celui des affrontements tout aussi violents qui a eu lieu entre les « jeunes patriotes » et la Force militaire onusienne. C'était les 15, 16 et 17 janvier 2006 suite à la proclamation de la dissolution de l'Assemblée nationale ivoirienne par le Groupe de travail international (GTI), organe onusien de suivi du processus de sortie de crise qui était basé à Abidjan. Selon un *Sorbonnien* interrogé au plateau « *c'était pas le rôle du GTI de dissoudre les institutions d'un État souverain. On ne pouvait pas l'accepter. Il fallait mourir plutôt que d'être humiliés comme ça. C'était pas une partie de plaisir ce jour là; parce que trop c'était trop. Et ces casques bleus ont vu notre capacité de mobilisation. Ils ont compris que la Côte d'Ivoire n'est pas le Congo où ils peuvent faire ce qu'ils veulent.* »<sup>401</sup> À part ces moments de violences frontales avec les forces armées étrangères, les manifestations de rue étaient généralement pacifiques. Elles se déroulaient dans une ambiance carnavalesque où chants, danses et l'humour s'entremêlaient

En effet, l'humour a joué un rôle tout aussi important dans la lutte dite patriotique. Dans les Sorbonnes les orateurs font très souvent recours à l'humour, quelques fois à travers le *nouchi* pour dire les choses. Le *nouchi* est un argot ivoirien.

---

<sup>401</sup> Propos recueilli le 28 juin 2006

Il est une poésie de la rue qui change au gré du quotidien. De ce fait, il symbolise le renouvellement du vocabulaire, et le renouvellement permet de réveiller l'esprit. L'utilisation de l'humour et du *nouchi* comme moyens de communication est un art de parler. Si les Sorbonnes sont des espaces de la *parole*, cette *parole* doit être dite de manière esthétique. Comme si l'esthétique du langage était le moyen efficace du laisser aller du public à l'écoute de l'orateur. Si les *Sorbonniens* communiquent bien souvent à travers l'humour c'est parce que celui-ci est un antidépresseur qui empêche de faire triste mine en dédramatisant les situations difficiles. Car quelles que puissent être ses causes, la crise résulte en fin de compte de ce que la politique a fait perdre le sens de l'humour chez l'Ivoirien. L'humour donne confiance à celui qui se bat pour son pays et lui permet d'espérer. Faire triste mine c'est déjà renoncer à la bataille en s'avouant vaincu. Sous cet aspect, l'humour n'est plus seulement un art de parler, il devient aussi un art de la paix. Comme si face aux obus et aux « Kalach », des citoyens opposaient le rire en invitant à la paix. Sa voie de succès n'est pas qu'il soit confiné dans un espace donné, mais qu'il envahisse tout le corps social. Philippe Duval s'en rend bien compte qui le dit dans son livre sur la crise ivoirienne que l'humour est présent dans le quotidien des Ivoiriens.<sup>402</sup> Il s'est manifesté dans les nombreuses marches populaires contre la guerre, en leur donnant des allures de carnaval, ce moment de désordre dont la finalité est pourtant de retrouver l'ordre. Il semble que c'est de cette manière qu'apparaît la liberté. Les grands changements ne succèdent-ils pas à des moments de désordre apparent? Les slogans au cours de ces manifestations rivalisaient d'engagement et d'originalité. Les Accords de Marcoussis deviendront « raccourci de Marcoussis », « Lina ma cousine », « Marcoussis Racis ». L'embargo sur les armes imposé à l'État ivoirien par l'ONU sera aussi dédramatisé à travers l'ironie : « embargo, c'est pas ma go<sup>403</sup>, donc on s'en fout! ». Même le ras-le-bol s'exprime dans l'ironie sur les pancartes. Par exemple, au cours de la marche du 2 février 2003, un « marcheur » affiche sur sa pancarte : « Je suis xénophobe et

<sup>402</sup> Duval, Philippe, *Fantômes d'Ivoire*, Paris, Éditions du Rocher, 2003

<sup>403</sup> La « go » dans le langage populaire ivoirien, c'est la jeune fille qui peut être aussi la copine.



après? » Cette inscription a fait le tour du monde à travers les médias français. Elle signifiait pour eux la preuve de la xénophobie des Ivoiriens. Alors que les « jeunes patriotes » y voient l'expression du ras-le-bol d'un peuple taxé à tort, selon eux, de cette réputation négative. Toujours est-il que l'humour contribue à exhiber le « patriotisme » dans l'esthétique du langage que les *Sorbonniens* savent bien manier.

Les manifestations de rue ne sont pas les seules modalités pratiques de la reconstruction sociale du politique dans son acception « patriotique ». La musique a joué un rôle décisif dans la consolidation de la conscience nationale et du sentiment d'attachement au pays. Elle indique une rationalité du *patriotisme étatique*. Le professeur Séry Bailly est certainement le premier à écrire sur cette dimension culturelle du patriotisme ivoirien. Dans *Deux guerres de transition. Guerres civiles américaine et ivoirienne* il écrit :

La culture ne peut manquer d'être influencée par le contexte social dans lequel elle est produite. Elle ne le reflète pas passivement mais agit pour faire advenir la crise ou pour la résoudre. Dans une période de guerre, c'est la musique qui domine mais cela n'empêche pas que d'autres arts comme le théâtre, la peinture ou la littérature, puissent se manifester. Dans cette perspective, on peut avoir une conception large de la culture pour inclure même l'art vestimentaire et l'humour comme formes de créativité humaine face à la laideur de la violence<sup>404</sup>.

La production musicale a été abondante avec la guerre. Comme s'il fallait faire la guerre en chantant, comme pendant la guerre civile américaine de 1861 à 1865. Des thèmes « patriotiques » ont été proposés par le mouvement Zouglou, en première ligne. Presque tous les *Zougloumen* ont chanté au moins une chanson « patriotique », soit individuellement soit au sein d'un collectif. Et ce n'est peut-être pas un fait du hasard. Le Zouglou est une musique des jeunes. Il est leur instrument chantant de combat contre les vicissitudes de la vie. *Sorbonniens* et *Zougloumen* sont tous sensiblement témoins des mêmes réalités du quotidien. Et la guerre que le pays a connue en a été une. Les chanteurs zouglou n'ont pas intérêt à ce que le pays sombre

---

<sup>404</sup> Bailly, Sery, *Deux guerres de transition. Guerres civiles américaine et ivoirienne*, Abidjan, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2003, pp.147-148

dans la guerre. Comment pourraient-ils alors vivre de leur art? Une fois que la paix pointerait à l'horizon, ils pourraient chanter ce qu'ils veulent, faire la critique des faits sociaux et politiques sans complaisance, comme ils savent bien le faire. Pour que cela soit ainsi, il eût fallu d'abord contribuer à l'effort de paix. Ce qui n'est pas à confondre avec un soutien aveugle à un régime, un soutien acheté par le pouvoir en dépit des apparences qui peuvent être trompeuses pour l'analyse politologique.

Certains *zougloumen* ont chanté les contraintes inhabituelles que la guerre impose dans la vie quotidienne en raison du couvre-feu qui bouleverse les modes de vie des Ivoiriens. Cette situation est déplorée par le collectif Youssouba qui chante « on veut s'amuser, arrêtez vos fusils », le collectif 1+1 qui chante « on est fatigué, libérez notre pays » quand un autre collectif composé de Soum Bill, Petit Yodé, Petit Denis et autres composaient « Libérez mon pays ». D'autres encore, dans un esprit civique et citoyen invite les Ivoiriens de toutes les appartenances sociopolitiques à faire la paix au nom de l'unité nationale. Dans la même veine, et comme le relève Séry Bailly, « d'autres analysent les rapports intercommunautaires, font la promotion de la paix et l'arrêt des destructions ». Il souligne qu'« au début de la crise c'est l'œuvre de Paul Madis qui a véritablement incarné la résistance. Il (l'artiste) demande aux différents protagonistes d'arrêter et de ne pas détruire son pays. »<sup>405</sup> Les chanteurs Aïcha Koné et Gadji Céli (qui ne sont pas des artistes zouglou) ont chanté la paix et la détermination dans la résistance, tandis que Gustave Guiraud, Antoinette Konan, Assalé Best et autres chantaient « L'Ode à la Patrie » pour célébrer la Côte d'Ivoire et les Ivoiriens. Doukouré Stéphane alias « Douk Saga » est arrivé avec le concept de « Coupé décalé ». Dans ses chansons, l'artiste baptisé « héros national » dit avoir inventé ce concept pour ramener la joie de vivre chez les Ivoiriens tétanisés par la guerre. Il semble l'avoir bien réussi car le « coupé décalé », qui est un avatar du Zouglou, a joué à l'évidence sa fonction distractive et antidépresseur de la danse. Le

---

<sup>405</sup> Bailly, Séry, Opt.cit. p.150

concept apparaît inviter les Ivoiriens à surmonter les obstacles (coupé) pour aller de l'avant (décalé). Cela est possible en libérant le corps avec « sagacité » (la manière de danser qui manifeste la puissance du mouvement du corps) pour apaiser les esprits.

Au total, les différentes compositions musicales suivent une même trajectoire idéologique et culturelle: la liberté, la paix, l'amour de la patrie en réclamant sa libération. De la sorte, le mouvement zouglou dans son engagement « patriotique » (tout au moins)

conduit directement les jeunes, selon la formule du sociologue Raoul Blé, à une maturité citoyenne, déroutante pour les adultes qui, hier, les traitaient de contestataires, de voyous et d'irresponsables. L'espoir d'un changement est en train de naître et nul ne peut contester le rôle important des chanteurs zouglou dans la lutte contre le Sida, la corruption, la prostitution et leur engagement patriotique dans le sens de la réconciliation nationale afin que la Côte d'Ivoire retrouve la paix.<sup>406</sup>

Devenus adultes, les jeunes, à travers leurs chansons populaires, indiquent aux aînés la voie du politique en temps que vivre-ensemble. Tout comme les Sorbonnes indiquent l'importance de la *rencontre* et de la *parole* dans le vouloir vivre-ensemble. Pour ces jeunes chanteurs, la tribu, l'ethnie, le parti politique, l'appartenance religieuse s'effacent face à la nécessité d'être ensemble. Partout en Côte d'Ivoire, y compris dans les zones anciennement occupées par la rébellion, les populations ont dansé au rythme des chansons Zouglou. Ces chansons ont pu dynamiser le mental des Ivoiriens, bousculer des certitudes.

Le mouvement Zouglou a certainement été récupéré, pour un temps, par le pouvoir. Si c'est le cas, cette récupération paraît subtile. Elle s'est faite en permettant son accès aux médias pour diffuser des messages en faveur d'un pouvoir en difficulté, fragilisé depuis le 19 septembre 2002. Il est peut-être plus juste de dire que le pouvoir

---

<sup>406</sup> Blé, Raoul Germain, Art.cit., p.179

central s'en est servi comme une arme politique, sans doute en raison de la puissance de ce mouvement dans l'environnement artistique ivoirien. Il y a là peut-être aussi quelque chose qui dépasse la simple question de la récupération ou de la manipulation politique. À bien suivre les chanteurs Zouglou, on peut comprendre que leur engagement dit patriotique n'avait pas un but essentiellement alimentaire comme une certaine lecture pourrait le laisser croire. Et si ceux qu'on croit manipulés agissaient par liberté? À moins qu'on pense que les chanteurs Zouglou n'ont pas la conscience de la liberté. On devrait aussi se demander pour quelles raisons ils n'ont pas chanté pour la rébellion. N'est-ce pas parce qu'eux aussi, comme les Sorbonnes et tous les autres « patriotes », refusent la guerre, revendiquent l'indivisibilité du pays et demandent sa libération? En tout état de cause, les différents registres « patriotiques » ont pour finalité la paix et l'unité nationale. Tout le monde semble être engagé à résister pour la paix et pour la liberté. Nous supposons que chaque Ivoirien finit par prendre conscience de la laideur de la guerre. On le voit encore, ce mouvement est l'œuvre des gens d'*en bas*. Il porte son écho dans les Sorbonnes qui en sont le point géographique quotidien le plus concret.

Pourtant, il se pose la question incontournable de la violence. Un tel travail populaire de reconstruction du politique peut-il faire l'impasse sur la violence? Quel est le sens de cette violence?

### **6.3. Violence et reconstruction sociale du politique**

Nous voulons parler ici des manifestations populaires qui se déportent dans la rue. Elles sont une forme de violence qui fait des Sorbonnes des lieux de tensions. Si nous devons penser sans préjugé, nous devrions reconnaître qu'au fondement de toute (re)construction il y a de la violence. C'est le propre de toute société. Nous dirons

même que c'est la nature des choses. Il s'impose de comprendre la rationalité de cette violence.

Pendant la guerre, nous l'avons dit, les manifestations patriotiques des jeunes ont quelque fois viré dans la violence. Les affrontements fréquents avec l'armée française au 43<sup>e</sup> BIMA, ceux avec les forces armées onusiennes montrent que la violence peut être le propre de l'action collective. Parler « d'extrémisme ultranationaliste », c'est occulter les motivations, les orientations d'acteurs qui dénoncent diverses formes de domination sociale, politique voire culturelle. De la même manière réduire l'engagement des « jeunes patriotes », y compris dans sa dimension violente, à la propagande d'un président qui ferait d'eux « une pseudo-société civile »<sup>407</sup> ne saurait suffire. Au contraire, ne faudrait-il pas voir dans la violence une ressource parmi d'autres que mobilisent les acteurs sociaux à des fins collectives<sup>408</sup> sans limiter leur horizon à de l'idolâtrie et au ventre? Les manifestations des jeunes remettent-elles en cause la démocratie? En ligne générale, les jeunes dénoncent la présence des armées étrangères qu'ils considèrent comme des armées d'occupation. Ils disent se lever contre les orientations de la résolution de la

---

<sup>407</sup> On conçoit généralement la société civile comme un groupe social politiquement organisé et opposé au pouvoir étatique. Mais dans son ouvrage de 1994, Alain Touraine, depuis longtemps défenseur de la « société » contre l'État, a nuancé cette sensibilité en insistant sur la nécessité pour les mouvements sociaux de « négocier » les changements souhaités dans le cadre des structures institutionnelles existantes afin notamment d'éviter la destruction anarchique des sociétés contemporaines. Il fait alors valoir le « participationnisme » quant au type de rapport entre la société civile et l'État. Voir. *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard, 1994, pp.211-212. Voir aussi Alain Touraine et Paul Thibault, « Républicains ou démocrates ? », *Projet*, no.233, 1993, pp.26-34

<sup>408</sup> Cette partie de notre analyse s'inspire de la théorie de la « mobilisation des ressources » qui a marqué la sociologie et les sciences politiques dans les années 1970. Elle cherche à comprendre la violence en l'associant à des contestations sociales ou politiques. Elle est guidée par l'idée que les grandes luttes des années 1970 aux Etats-Unis comme en Europe occidentale ne compromettent pas la démocratie, mais qu'au contraire elles peuvent y contribuer pleinement. Les représentants de ce paradigme sont notamment, John D. Mccarthy et Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, no.82, 1977, pp.1212-1241 ; l'historien-sociologue Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading (Mass), 1978

crise imposées de l'extérieur<sup>409</sup> qui sont de nature à nier la souveraineté de l'État ivoirien. Dans cette perspective, leurs actions de rue portent des significations sociales, une rationalité politique.

La bataille avec l'armée française au 43<sup>e</sup> BIMA à la suite de l'annonce des Accords de Marcoussis le 25 janvier 2003 visent à dénoncer « *l'institutionnalisation de la rébellion* » consacrée par lesdits Accords.<sup>410</sup> En ce constituant en bouclier du président Gbagbo au cours des événements des 6, 7, 8 et 9 novembre 2004,<sup>411</sup> les jeunes, les femmes et autres « patriotes » entendent empêcher le renversement du Président par l'armée française. Les autres violents affrontements avec les forces de l'ONU les 15, 16 et 17 janvier 2006 sont une réaction contre la dissolution prononcée de l'Assemblée nationale ivoirienne le 15 janvier par le Groupe de travail international (GTI) de l'ONU. Cette décision sur laquelle l'ONU reviendra rapidement a été perçue par les « jeunes patriotes » comme une manœuvre de la France tendant à humilier la Côte d'Ivoire. Le président de l'Alliance des « jeunes patriotes » Charles Blé Goudé traduit cette impression en affirmant : « La France a décidé de nous faire boire le calice de l'humiliation jusqu'à la lie. Tenez-vous prêts à mettre fin à cette provocation de trop avant même qu'elle ne connaisse un début d'exécution. »<sup>412</sup>

---

<sup>409</sup> Après la signature du dernier Accord de Ouagadougou, l'ex-chef politique de la rébellion et actuel premier ministre, Soro Guillaume a reconnu que si les premiers Accords entre protagonistes de la crise ont échoué depuis 2002, c'est parce qu'ils ont été imposés de l'extérieur. Il situait ainsi les chances de réussite de l'Accord de Ouagadougou puisqu'il a été écrit et signé par les acteurs concernés eux-mêmes.

<sup>410</sup> Les Accords de Marcoussis obligeaient le président Gbagbo à partager le pouvoir avec les rebelles et avec les partis de l'opposition qui les soutenaient (PDCI, RDR, UDPCI, MFA).

<sup>411</sup> Selon le bilan officiel du ministère de la Santé diffusé par l'Agence France Presse (AFP) du 18 décembre 2004, lors ces événements il y a eu 2226 blessés dont 291 par balle et 57 manifestants tués par le contingent de la force Licorne.

<sup>412</sup> Cité dans Bassompierre, Karène, « Les patriotes de Gbagbo paralysent Abidjan », Paris, *Le Figaro*, no 19115, 17 janvier 2006, p.3

Les acteurs sociaux ont recours à la violence de la rue pour pénétrer dans l'espace politique, exercer une pression sur la Communauté internationale en cherchant à minimiser son influence sur le pays. On peut constater que les réactions populaires des « patriotes » sont proportionnelles aux modalités d'implication de la Communauté internationale dans la crise ivoirienne. En fait, elles correspondent à des phases d'obstacles dans la résolution de la crise. Ce qui signifie pour les jeunes le prolongement de leurs difficiles conditions sociales. Ils sont soucieux de la souveraineté de leur pays alors qu'il est fragilisé par l'écheveau complexe de la rébellion. C'est ainsi qu'apparaît la logique rationnelle des acteurs sociaux subalternes, et la façon qu'ils ont de développer ce qu'ils appellent la « Résistance ». La défense de la République passe par la mise sur pied d'un rapport de force face aux forces militaires, politiques, médiatiques et diplomatiques étrangères que les jeunes croient être les obstacles à la résolution de la crise dans le respect de la souveraineté de la Côte d'Ivoire.

Dans cet univers rationnel, certains actes de pillages des biens de certains Français et de commerces d'autres Ivoiriens constatés lors des événements de novembre 2004 donnent l'image de réactions aveugles, irrationnelles. Dans le même temps, ces actes semblent nous montrer que dans les mouvements collectifs les conduites ne sont pas uniformes. Dans une foule, les individus ne répondent pas tous, de manière soumise, aux seules directives des leaders. Ce rapport à la violence de l'action collective de rue se situe à un niveau proprement politique. Il fait apparaître un principe d'opposition en mettant en lumière un adversaire, la France et l'ONU en l'occurrence. Mais il définit aussi un objectif politique : la paix, la liberté, la survie de l'État et de ses institutions. Il y a là, une articulation du social et du politique sans les figer dans un utilitarisme appauvri. La violence a, dans ce cas, un caractère hautement politique. Elle peut être une ressource de (re)construction du politique tout en conservant une charge négative immédiate du point de vue des victimes. Ces

modalités de ce patriotisme ivoirien appellent une manière de les voir, des implications théoriques.

#### **6.4. Des implications théoriques du *patriotisme étatique***

On a souvent tendance à oublier qu'une théorie est une manière de voir un phénomène qu'il soit naturel ou social. Mieux, c'est la manière dont le phénomène se laisse appréhender. Le chercheur est son interprète. Il n'a pas le droit de trahir le sens du message. Être objectif, c'est rendre compte le plus fidèlement possible de ce que dit l'objet étudié. Quand on parcourt les Sorbonnes, il se dégage que le patriotisme qu'elles proposent se veut une modalité particulière de construction d'une culture politique: il semble définir une adhésion rationnelle à l'État, qui servirait de support à un ordre démocratique.

Les *Sorbonniens* disaient que « *Celui qui prend les armes n'est pas un démocrate* »<sup>413</sup>, puisqu'il refuse l'ordre du droit et de la loi. Le patriotisme des Sorbonnes poserait alors un problème structurel lié à la nature de l'État. Le problème serait le sens de la démocratie, de la liberté dans un État dominé, faible, et qui est confronté à des situations politico-économiques aux effets corrosifs. L'État ivoirien, comme les États africains, est un État sous ajustement, dépendant des puissances économiques et politiques internationales. Ses institutions sont en permanence menacées par des forces centrifuges internes et externes. Il est susceptible de tomber dans l'exaltation des identités ou dans le repli sur les particularismes culturels. Dans un tel État, les individus peuvent avoir ou ont même le sentiment d'être attaqués de partout. C'est aux linéaments de ce poids des faits et, au rapport à l'identité nationale encore problématique que semble se fonder la philosophie du patriotisme sorbonnien.

---

<sup>413</sup> Propos entendu le 29 avril 2005 à la Sorbonne au plateau



Elle semble vouloir imposer à la conscience collective la nécessité de fonder une identité politique sur la base des principes démocratiques dont le support le plus significatif est le dialogue permanent. Les Sorbonnes sont une figure de ce dialogue. Le *patriotisme étatique* tel qu'il se manifeste dans les Sorbonnes est, en effet, tenu, pour parler comme Habermas, par « un pouvoir communicationnel » qui se dégage du dialogue entre les citoyens placés dans une « situation idéale de parole ».<sup>414</sup> Une telle identité politique se forge dans la *rencontre* et dans la volonté d'agir ensemble comme tremplin d'un projet politique dont l'ambition est de dépasser l'État pour construire une nation. Ce serait le sens du nationalisme ivoirien défendu dans les Sorbonnes.

Depuis 1990, le nationalisme semble marqué du sceau de la négativité. Il est devenu quelque chose de dangereux subitement. Pourtant, c'est le nationalisme qui a fondé tous les États centraux (occidentaux). Les registres du « patriotisme » ivoirien semblent indiquer une volonté de construire une nation ivoirienne à partir du cadre national existant: l'État. Il y a comme un besoin d'État des jeunes Ivoiriens au moment où l'ordre du marché triomphant exige son démantèlement. Il y a un besoin du politique au moment où l'ordre mondial travaille à la dépolitisation des sociétés, singulièrement dans les États faibles. Deux logiques contraires mais suffisantes, en effet, pour que le *mouvement patriotique étatique* se sente incompris, attire les jugements les plus négatifs. Parce que c'est un mouvement qui paraît comme contre nature. Il ramènerait à contre courant de la mondialisation qui pourtant elle même ne peut et n'a pu se faire sans États.

Comme une sorte de logique paradoxale encore, les jeunes placés dans une situation de *parole* et d'action collective portent visiblement secours à l'État par le pouvoir de la rue. On le sait, l'État est un lieu important du politique. La politologie classique y trouve d'ailleurs son lieu privilégié. Mais l'État étant faible et vulnérable

---

<sup>414</sup> Habermas, Jürgen, *Droits et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997, p.145

aux aléas de tous genres, dans la situation où il se sent frustré dans sa souveraineté, pourquoi les mouvements populaires ne seraient-ils pas son point de secours? C'est aussi là que se trouvent des points d'achoppement conceptuel. Comment ceux qui ont inventé l'État et l'ont imposé aux autres civilisations peuvent-ils encore travailler tout au moins à son affaiblissement? Les manifestations populaires observées à Abidjan et les mobilisations dans les Sorbonnes contre la rébellion, la France et les résolutions de l'ONU pour soutenir l'État et ses institutions apparaissent comme la réponse des acteurs sociaux à *la base* à cette contradiction. Les populations défendent l'État comme pour dire qu'il est effectivement l'espace de l'unité nationale. Celle-ci ne se trouve pas dans les particularismes ethniques qu'on voudrait voir prospérer par la propagation du discours de l'ethnicité sur la Côte d'Ivoire. La voie de la rue est le moyen approprié pour dire que l'histoire s'écrit aussi dans et par la rue. Les marches gigantesques de résistance dont Abidjan a été la scène au plus fort de la crise en sont des expressions concrètes. La « gouvernance par la rue » trouve ici toute sa pertinence. Gouverner par la rue, c'est ouvrir un nouvel espace du politique qui montre que le pouvoir ne se trouve plus uniquement au Palais présidentiel ou à l'Assemblée nationale, mais il se trouve également dans la rue. Un tel pouvoir est si massif, si encombrant et quasiment diffus qu'il arrive à dérouter les grandes menaces contre l'État et ses Institutions. Et ce, de telle manière que quand on croit avoir vaincu militairement le gouvernement central, il se dresse ce pouvoir difficile à anéantir. Ceux qui ont conçu le coup d'État qui allait par la suite devenir une rébellion n'ont certainement pas tenu compte de la réaction des populations, de leur capacité de mobilisation républicaine. Donc, quand l'État est menacé c'est le peuple qui vient à sa rescousse. Nous sommes là dans l'élément d'une inversion des fonctions entre l'État et la société.

## CONCLUSION

Notre propos a porté sur les Sorbonnes, sur le regard épistémologique que la science politique peut jeter sur elles dans le bouillonnement politique actuel en Côte d'Ivoire. La tâche ne fut pas aisée. Le risque que le chercheur soit taxé de partisan, de les valoriser positivement n'est pas nul. Il nous a fallu surmonter ce complexe, cette peur pour tenter d'apporter des réponses aux interrogations qui nous travaillaient sur ces espaces de *rencontre* et de *discussion*. Nous cherchions à comprendre leur positionnement face à *la* politique et *au* politique, c'est-à-dire en fin de compte leur signification politique. Il s'agissait pour nous d'interroger les formes de socialité qu'elles expérimentent afin de comprendre en quoi elles constituent une structuration particulière du politique. Pour nous apaiser de ces préoccupations, il a fallu situer les Sorbonnes par rapport aux figures théoriques classiques médiatrices du politique. Il a fallu aussi les situer dans leur historicité propre, puis au confluent de leur identité culturelle ancrée dans la parole ; des liens sociaux significatifs qu'elles permettent de voir, des pratiques et fonctionnement qui les déterminent, les façonnent et les incarnent. C'est en ayant pris acte de tout cela, à partir d'observations appuyées par des entrevues, et en suivant une démarche archéologique, que nous avons abordé les Sorbonnes en tant qu'objet important du regard politiste qui les conçoit comme lieux de reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la *rencontre* et de la *parole*. Les Sorbonnes sont un objet important pour penser le social, le politique et le culturel. Ceux-ci trouvent leur ancrage dans ces espaces qui par conséquent peuvent être pensés là où se logent le social, le politique et le culturel. Tous ces éléments se localisent dans les Sorbonnes pour en faire une forme sociale complète.

Un tel regard nécessitait qu'on revienne sur le paradigme *du politique par le bas* que les « pères fondateurs » semblent avoir abandonné sous prétexte que « les

modes populaires d'action politique » en Afrique n'ont pu réussir, n'ont pas de chance de réussir une alternance, encore moins une alternative aux pouvoirs en place à la fin des années 1980. Nous nous sommes, quant à nous, démarqués de cette approche paradoxalement *du haut du politique par le bas*. Nous avons plutôt prêté attention à la manière dont insidieusement ou ouvertement les acteurs sociaux dominés remettent en cause les pouvoirs qui, hier comme aujourd'hui, essaient de les maintenir sous domination, ainsi qu'aux formes de liens sociaux significatifs qui leur permettent de surmonter les difficultés du quotidien ; aux formes d'engagement politique, comme le *patriotisme étatique* qu'ils mobilisent en vue de la survie de l'État et de la démocratie. Pour y arriver, il fallait retracer les mutations sociopolitiques successives depuis l'époque du parti unique jusqu'à la guerre en 2002 qui ont présidé à la naissance de la Sorbonne en 1982 puis à son autonomisation et son développement pour s'imposer comme un phénomène politique important dans le système politique global ivoirien.

La théorie de la reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la *rencontre* et de la *parole* que nous avons mobilisée, fait droit à notre souci de comprendre la revanche de la société. Une revanche qui s'exécute dans les Sorbonnes d'Abidjan et qui montre que les acteurs sociaux se font voir de plus en plus dans la sphère nationale, munis de ressources puissantes et capables de donner, face aux acteurs politiques classiques, une référence nouvelle au politique. Une telle théorisation, nous en sommes conscients, est encore au stade embryonnaire, au stade de l'esquisse. Elle a besoin d'être approfondie. Nous avons simplement voulu affronter le défi épistémologique de l'élaborer dans la recherche du dévoilement du sens politique des Sorbonnes. Ce que nous voulons signifier ici, c'est que cette thèse se veut théorique.

La *rencontre* se fait dans la Sorbonne-marché, dans celles des discussions, dans les actions collectives patriotiques de rue qui s'organisent aussi dans les

Sorbonnes, dans la musique Zouglou, socio-historiquement liée aux Sorbonnes en tant que porteuse de parole forte des jeunes qui dépeignent les maux de la société ivoirienne. La *rencontre* est la condition première de toute socialité. Sans *rencontre* il n'y a pas de lien et sans lien il ne peut y avoir de socialité ou la possibilité même d'un vivre-ensemble. La *rencontre* crée l'espace. On se rencontre dans un espace, mais c'est la *rencontre* qui fonde cet espace. L'espace, l'espace social bien entendu, ne saurait exister avant la *rencontre*. C'est parce que je vois l'Autre devant moi que je me sens dans un espace de sociabilité. Et cet espace est nécessairement fondateur d'une identité culturelle, puisque face à la différence de l'Autre il faut créer les conditions de l'être-ensemble. Nous sommes ici dans l'élément où la différence se libère plutôt que de se cristalliser. L'identité culturelle des Sorbonnes se manifeste dans la *parole* comme son point de repère premier, puis dans l'idéal de la République et de la social-démocratie comme projet politique pour lequel les *Sorbonniens* et les *Sorbonnards* sont prêts à se battre.

Comme nous l'avons constaté et dit, dans le fonctionnement des Sorbonnes la *parole* constitue la trajectoire de leur identité culturelle. Le pouvoir des *Sorbonniens* se trouve dans la *parole* et la *parole* est le lieu d'exercice non seulement du savoir-pouvoir comme dirait Foucault, mais aussi de savoirs et contre-savoirs pratiques. La *parole* se construit dans sa pluralité qui peut écorcher notamment en temps de guerre. Puisqu'il faut se battre, la *parole* peut être une arme redoutable, une victoire sur la force des armes. Car, celui qui prend les armes a brisé les liens de la *parole* pour faire triompher la force brutale. Par contre, celui qui maintient ce lien veut ramener les choses à la *parole*, c'est-à-dire à l'ordre de la raison. C'est dans cette logique que le mouvement de la non-violence tel que conduit par Gandhi en Inde et Martin Luther King aux États-Unis ont été une arme redoutable contre les forces coloniales et ségrégationnistes. Ceux qui se battent avec les mots finissent toujours par gagner la bataille puisque tôt ou tard il faudra faire taire les armes ou le fouet pour retrouver les liens de la *parole* où se construit la paix. L'expérience historique montre qu'aucune

formation sociale ne devient démocratique si elle n'est inspirée par une volonté des individus à se parler pour rendre possible le vivre-ensemble. Si le monde occidental est devenu démocratique, c'est parce que leurs peuples ont surmonté les conflits souvent très sanglants qui les opposaient, en créant les mécanismes institutionnels nécessaires qui leur permettent de régler leurs différends autrement que par les armes, la violence. Les débats parlementaires auxquels nous avons assisté sur le petit écran au Québec et au Canada, par exemple, quelque soit leur ton et leur virulence parfois, restent dans les limites de la *parole*. En privilégiant ainsi la *parole* on fait la promotion de la démocratie. C'est ce que nous sommes amenés à constater dans les démocraties occidentales.

Le regard projeté sur la crise ivoirienne par certains observateurs en termes de Nord/Sud tend à faire croire que les Sorbonnes étant dans les zones sous contrôle gouvernemental, elles ne sont de ce fait même que composées uniquement de gens « du Sud ». Une telle position n'est pas prouvée par l'enquête de terrain. Elle est tributaire de la méconnaissance des acteurs sur scène, d'un imaginaire projeté sur eux, de ce qu'on aimerait qu'ils soient. Les Sorbonnes ne sont jugées que sur la période de la crise politico-militaire, comme si chacun entraînait dans une logique de stratégie de guerre où ce qui compte c'est la démolition de l'adversaire. La théorie indique que tous les mouvements sociaux sont l'expression des contradictions de la société. Ils impriment tous leur marque à l'ordre social de manière différente certes, mais de manière décisive dont l'impact doit être soigneusement élucidé par l'analyse des faits concrets. Il n'y a pas de mouvement social constructif en soi, de même qu'il n'y en a pas de destructeur en soi. On peut essayer de démontrer, comme nous l'avons fait dans cette étude, que les Sorbonnes constituent un schème de reconstruction sociale du politique. On peut aussi tenter de prouver le contraire. Ce qui compte ce n'est pas le fait d'éprouver de la sympathie pour les Sorbonnes ou d'être consterné face à ce qu'elles font. Ce qui compte c'est le nécessaire travail de terrain en essayant autant que possible de mettre entre parenthèses nos imaginaires et fantasmes sur des

phénomènes qui attendent d'être compris. On ne peut faire l'impasse sur la réalité que les Sorbonnes sont des manifestations de nouvelles contradictions sociales, des champs de résistance sociale potentiellement porteurs de changements profonds. Au plan théorique, nous ne devons pas omettre de poser la question de quoi sont porteuses les Sorbonnes quelle que soit ce que nous voulons bien dire sur elles. Sont-elles porteuses de changement démocratique et de nouvelles formes d'intégration politique et sociale? Doivent-elles être prises comme un phénomène aux effets corrosifs et potentiellement destructeur, ou au contraire comme un phénomène structurant et constructeur de liens sociaux précieux, comme soubassement d'une société en transition vers la démocratie? C'est aussi en cela que l'attention à la *parole* nous paraît essentielle pour penser le politique.

La force de la *parole* est qu'elle peut recoudre le lien social brisé. Lorsque les armes sont forces de loi, la paix ne devient possible qu'en retrouvant le lien de la *parole*. C'est pour cela qu'il est nécessaire, et même vital, de ne pas briser ce lien. Au contraire, il faut le maintenir, même dans les situations de forte adversité. Car le silence ne rapporte qu'à ceux qui demandent de nous taire. La paix post-crise est l'œuvre du dialogue retrouvé. Les Accords politiques de Ouagadougou (APO) du 4 mars 2007, rédigés et signés conjointement par le gouvernement central d'Abidjan et les anciens rebelles sans une tutelle internationale encombrante semblent, on l'espère, symboliser le dialogue retrouvé entre les Ivoiriens. Les appréciations négatives des Sorbonnes par les politiques n'ont plus cours. Ceux qui ne pouvaient y prendre la *parole* du fait de leur alliance et accointance avec la rébellion s'y expriment désormais. Par exemple, le 24 avril 2008 Mr. Cissé Baongo Ibrahim, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, membre de la direction du Rassemblement des républicains (RDR), parti considéré comme le principal allié de la rébellion, était l'invité de la Sorbonne au Plateau. Son dernier livre « Alassane Dramane Ouattara, une vie singulière » dans lequel il dit sa part de vérité sur la personne de l'ancien premier ministre ivoirien était au centre des débats.

Déjà en août 2006, les leaders de jeunesse de l'opposition et ceux des « jeunes patriotes » avaient sillonné les Sorbonnes d'Abidjan pour inviter les jeunes et les populations ivoiriennes à tourner le dos à la violence pour aller à la paix. Depuis le 4 mars 2007 des responsables des « Forces Nouvelles » (l'ex-rébellion) sont intervenus dans les Sorbonnes. De même, Charles Blé Goudé le leader de l'Alliance des « jeunes patriotes » a été reçu au « Sénat »<sup>415</sup> de Bouaké (fief de l'ex-rébellion) où il a fait un meeting en juin 2007. C'est de cette manière que l'on retrouve les liens de la *parole* pour engager le dialogue, qui dans son mouvement dialectique est forcément source de paix. C'est encore pour cela que l'impératif sorbonnien, « *Ici, c'est la Sorbonne* » faisant de la *parole* la norme culturelle essentielle est un schème de reconstruction sociale du politique.

Se limiter à la période de la guerre pour apprécier la force de la *parole* dans la (re)construction sociale du politique n'aurait pu suffire. Nous avons vu comment le flot de parole sous sa forme symbolique du « murmure » dans les « maquis » au début des années 1980 a été stratégiquement déterminant dans la naissance de la Sorbonne du Plateau en 1982. La parole « murmurée » des « maquis » et celle de la critique par détour du régime politique de parti unique dans la Sorbonne naissante avaient une telle charge stratégique que le pouvoir ne pouvait se douter du mouvement social qui était en train de se construire en vue du changement de l'ordre politique. Ce changement arriva effectivement en 1990 avec le retour au pluralisme politique. Les « maquis » et la Sorbonne des années 1980 ne sont certes pas les seuls acteurs de cet avènement. Mais ils ont été des acteurs stratégiques majeurs utilisant la *parole* comme seul instrument de communication et de conscientisation.

Le tout n'est pas de se rencontrer et de se parler. Encore faut-il nourrir un idéal, un projet politique. Nous n'entendons pas par projet politique une ambition à

---

<sup>415</sup> C'est un espace similaire à ceux des Sorbonnes d'Abidjan.



prendre le pouvoir d'État et à l'exercer, mais un engagement en faveur d'une cause et la mobilisation des moyens pour la réaliser. Les *Sorbonniens* sont fortement imprégnés de l'idée de démocratie et de république. C'est pour cela que les Sorbonnes sont des espaces d'organisations des manifestations populaires « patriotiques », et c'est encore pour cela que les jeunes peuvent s'offrir en bouclier de la république et de ses institutions, prêts à mourir pour les sauver. Ce projet se construit, se consolide pour certainement se prolonger par des conduites sociales dans ces espaces que les jeunes occupent et non dans les institutions étatiques, du moins pour l'instant. Nous disons pour l'instant parce que ce projet politique et les mobilisations des jeunes ces dernières années en Côte d'Ivoire pour le nourrir ne va-t-il pas les conduire à une autre forme de revanche sur les aînés en voulant les affronter sur le terrain de la politique? Une certaine histoire de l'espace public national telle que décrite par Habermas n'est-elle pas en train de se répéter en Côte d'Ivoire? Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on le sait, naquit en Europe un espace public national contre les monarques absolus, qui permit à la bourgeoisie de prendre le contrôle de la politique pour l'ériger en une chose publique, objet de débat puis finalement sujette à démocratie.

Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, un tel processus semble être en cours avec la volonté affichée des « jeunes patriotes » de se présenter aux élections législatives et municipales contre les aînés. Ils se disent que s'ils sont capables de défendre la république sous le feu de la guerre pourquoi ne pourraient-ils pas prétendre à la gestion des affaires publiques en temps de paix. Les événements sociopolitiques successifs depuis 1990 jusqu'à la guerre en 2002 ont propulsé les jeunes sur la sphère publique. Ils ne sont plus de simples jeunes manipulables à souhait. Ils ont acquis une certaine maturité politique qui leur donne le droit de vouloir eux aussi postulés à des postes électifs (être députés, maires, etc.). Les aînés sont obligés d'en tenir compte. S'ils refusent la légitimité d'une telle volonté des jeunes, ils seront amenés contre leur gré à les affronter dans l'arène politique tôt ou tard. Le fait que, d'une part, le chef de

l'ex-rébellion Soro Guillaume soit devenu premier ministre et, d'autre part, que le leader des « jeunes patriotes » Charles Blé Goudé ait une stature politique nationale sont la preuve du grand bond en avant des jeunes dans la sphère politique nationale. Il est devenu impertinent de dire que les jeunes sont incapables de diriger l'État, puisque le premier ministre Soro Guillaume et Charles Blé Goudé ont moins de 40 ans tous les deux. Soro Guillaume comme premier ministre semble réussir là où les aînés sexagénaires (Seydou Diarra et Charles Konan Banny) ont échoué dans le processus de sortie de crise. Aussi, les actions de Blé Goudé visant l'insertion sociale post-crise des jeunes à travers les microprojets indiquent-elles la prétention des jeunes à gérer les affaires publiques. Que les deux ex-leaders et camarades de la Fédération estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI) aient emprunté deux voies différentes (Soro Guillaume dans la rébellion et Blé Goudé dans le mouvement patriotique) a certainement peu d'importance dans cette logique. Ce qu'il est important de constater est que les jeunes de la génération 1990, très politisés, semblent s'emparer de l'espace public face aux aînés de plus en plus blasés. Une telle volonté affichée ne saurait souffrir de légitimité pourvue qu'elle reste imprégnée de l'idéal républicain et démocratique.

C'est dire que les Sorbonnes ont tout de même une influence certaine sur le système politique global. Il serait problématique d'insister sur la division géographique du pays due à la guerre pour rejeter leur influence politique nationale. Certes, l'on peut se demander comment un phénomène qui se produit surtout à Abidjan peut avoir un tel impact dans une situation de division du territoire en Nord/sud. Une telle question ne manque pas de bon sens, mais elle occulte le fait que l'espace public n'a pas qu'une dimension spatiale. Il a aussi et surtout une dimension abstraite, symbolique sous sa prise politique. C'est ce que l'état de la connaissance sur le concept a montré, notamment avec Habermas. C'est en effet dans son acception abstraite que ce qui se passe dans des aires géographiques différentes peut avoir des échos lointains. La dimension symbolique de l'espace public entend rendre compte de

la circulation des idées, des informations. À l'ère des technologies de l'information et de communication avancées (internet, télévision, radio, cellulaire) on peut savoir ce qui se passe dans un espace géographique donné situé dans la distance. Dès lors, il serait curieux de savoir que les Ivoiriens étaient tellement divisés en Nord/Sud qu'ils sont devenus sourds et aveugles à ce qui se passait de l'autre côté des barrières. Pourtant, il nous semble que dans toute société c'est dans les conditions de division sociale, de conflit, d'adversité que les individus s'intéressent davantage à ce que les uns et les autres font, pensent, les stratégies développées de part et d'autre, etc.

Quoi qu'il en soit, il nous apparaît pertinent, au regard des faits, de nuancer la division géographique effective de la Côte d'Ivoire en Nord/Sud. Certes, il y a avait (ce n'est plus le cas depuis le 30 juillet 2007) une division territoriale de *fait* (à ne pas confondre avec une division *effective*), mais il faudrait aller au-delà de la surproduction médiatique et des positions idéologiques sur cette division; lesquelles en effet mettent en jeu des stratégies politiques des protagonistes dans le conflit ivoirien. Voir la division du pays comme quelque chose de radical est peut être défendable pour ceux qui en font leur position épistémologique pour appréhender la réalité du politique dans la Côte d'Ivoire en guerre. Mais ce n'est pas la seule manière de voir la réalité des faits, à moins qu'on surestime la dimension idéologique qui est aussi une guerre d'images et de représentation. On serait forcé et condamné à ne voir que la division géographique *effective* du pays, les problèmes identitaires repérables dans les hostilités ethniques et religieuses ou encore celle de l'exclusion des segments sociaux et politiques, en rapport avec la lutte pour le pouvoir qu'on voudrait qu'ils soient la seule réalité du politique en Côte d'Ivoire. On peut retenir au moins trois faits vérifiables pour nuancer la division *effective* de la Côte d'Ivoire en Nord/Sud.

Premièrement, tous les fonctionnaires restés dans les zones occupées par la rébellion continuaient à aller prendre leur salaire dans les villes sous contrôle gouvernemental, même quand leur accointance avec la rébellion était avérée.

Deuxièmement, la circulation des personnes et des biens (commerciaux par exemple) n'ont pas eu de fin radicale qui montrerait que les Ivoiriens du Nord et du Sud ne veulent plus se voir et se sentir. Il est vrai que les déplacements n'étaient pas toujours faciles. Ils étaient même pénibles. Mais cette difficulté était plus liée aux pratiques de « racket » (extorsion d'argent aux transporteurs et voyageurs) par des soldats des deux côtés de la « frontière ». Cette pratique est d'ailleurs courante en Côte d'Ivoire et elle continue même en temps de paix. Troisièmement, d'un point de vue symbolique ou abstrait, attaché tout de même aux faits, on peut se demander où se situe le Nord? Où se situe le Sud? En dépit de la guerre n'y a-t-il pas des Ivoiriens du Nord au Sud, et vice versa? On ne peut fermer les yeux sur le fait que l'instrumentalisation de l'identité par les hommes politiques a créé une certaine distanciation des rapports sociaux au sein de la population. Mais cette distanciation est-elle si rigide qu'elle anéantirait toute possibilité de rapprochement? Est-il vrai que les Ivoiriens du Sud et ceux du Nord n'avaient plus rien à se dire qui honorerait le vivre-ensemble? Le Nord et le Sud géographique ne sont-ils pas des catégories mentales, des catégories a priori de l'esprit comme dirait le philosophe Emmanuel Kant? Le Nord/Sud Ivoirien peut être aussi bien une construction mentale et idéologique au même titre que le Nord/Sud, l'Ouest/Est à l'échelle mondiale. C'est certainement dans l'interstice de cette construction que réside la division effective de la Côte d'Ivoire. Or, ne sommes-nous pas déjà au Nord quand on se croit au Sud? Cette position philosophique s'opérationnalise par le fait que les gens du Nord vivant au Sud sont à la fois au Sud et au Nord. Et tant mieux, puisque c'est cela qui rend possible la réconciliation, la *rencontre* des uns et des autres. Sur ce terrain les politiciens n'avaient pas le choix que de se mettre sur le chemin de la réconciliation, car qu'on le sache ou non la pression sociale sur les protagonistes en conflit était si réelle des deux côtés qu'ils ne pouvaient maintenir la division géographique de *fait* plus durablement. Les Accords de Ouagadougou qui ont fait sauter la zone onusienne d'interposition; la flamme de la paix du 30 juillet 2007 à Bouaké avec la présence de Laurent Gbagbo et de sept chefs d'État africains, le redéploiement en cours de

l'administration sur toute l'étendue du pays, les audiences foraines, la visite de l'ex-chef rebelle Soro Guillaume à Gagnoa ville natale de Laurent Gbagbo, à l'invitation du leader des jeunes patriotes Blé Goudé, les visites actuelles et autres actions d'État du président Gbagbo dans les régions anciennement propriétés des ex-rebelles en sont des expressions éloquentes.

Si les Sorbonnes sont porteuses d'un idéal politique, la question de leur devenir a-t-elle encore un sens? Pourquoi une telle question ne se poserait-elle pas? Les faits sociaux ne sont-ils pas menacés de bifurquer dans un sens comme dans l'autre? Les individus ne sont-ils pas aussi conditionnés par les circonstances historiques? La quête de la liberté et de la démocratie ne peut-elle pas être corrompue au risque de tomber dans l'impolitique ne faisant de la politique qu'un agrégat d'intérêts conduisant à la violence perpétuelle? Comment faire régner l'ordre d'un projet politique porteur d'un meilleur vivre-ensemble sur l'habitude de la violence destructrice de ce vivre-ensemble?

Il faut poser la question du devenir des Sorbonnes. Ces espaces vont-ils continuer d'exister de sorte à permettre une transformation qualitative en profondeur de la société ou bien vont-ils disparaître de la scène sociopolitique ivoirienne? Qu'est ce qui pourrait conduire à cette dernière éventualité? Ce questionnement peut être poussé à l'extrême. Il restera ouvert. Il est souhaitable que les réponses soient diverses, contradictoires; que l'interprétation du phénomène des Sorbonnes ne fasse pas toujours l'unanimité. C'est de toutes les façons la condition d'une nécessaire évolution de notre discipline dans le champ restreint des études africaines et africanistes sur la Côte d'Ivoire. Répondre à un tel questionnement n'est pas aisée de prime à bord. Les faits sociaux sont imprévisibles. Une conjoncture particulière peut remettre à plat tout un système de pensée et de vision, tout un ordre social. Il suffit que la Côte d'Ivoire renoue avec un régime particulièrement anti-démocratique et répressif, que ce régime décide d'anéantir les Sorbonnes pour que probablement elles

n'existent plus. C'était le cas entre 1998 et 1999 lorsque le pouvoir PDCI-RDA sous le président Henri Konan Bédié a décidé de faire disparaître la Sorbonne au Plateau. D'ailleurs aujourd'hui, des intellectuels issus de ce parti voient dans les Sorbonnes une force rétrograde et insalubre qui ne mérite pas d'exister.

Cependant, on peut prendre le risque, non sans une certaine aisance, de dire que les Sorbonnes ont encore un bel avenir. Elles vont perdurer. Et ce pour au moins trois raisons. La première est que ces endroits sont vitaux pour beaucoup de gens qui les fréquentent; puisqu'ils permettent de lutter contre la fragmentation et l'angoisse sociales, ainsi que le partage de l'altérité pour supporter les difficultés du quotidien. La deuxième raison est que le retour de la Côte d'Ivoire dans la dictature est très peu probable. Aucun régime politique, quel que soit le parti dont il est issu, ne peut dorénavant verser dans la répression sauvage des mouvements sociaux. Il risquerait de perdre le pouvoir très rapidement. D'une part, parce que dans le contexte international actuel l'appel à la démocratie et à la liberté est fort. Par conséquent, une telle dérive ne serait acceptée ni par la Communauté internationale ni par les acteurs sociaux nationaux. D'autre part, parce que depuis 1990 la Côte d'Ivoire connaît une profonde mutation : les individus sont de plus en plus sensibles aux questions de liberté et de justice. C'est ce que François Roubaud semble percevoir quand il dit que les Ivoiriens ne sont pas nostalgiques de l'ère Houphouët-Boigny<sup>416</sup>. Les jeunes de cette génération 1990 pénètrent progressivement les appareils de l'État : administration publique, armée, police, gendarmerie etc. Ils sont mêmes pour plusieurs en avant-garde de la politique nationale. Cette génération de jeunes est liée d'une manière ou d'une autre par l'histoire des Sorbonnes. Certains en ont été des animateurs, d'autres d'assidus *Sorbonnards*. Il y a une mutation des mentalités chez beaucoup d'Ivoiriens du fait notamment de son ouverture au monde de sorte que les notions comme démocratie, droit de l'homme, liberté, justice sociale ont du sens pour

---

<sup>416</sup> Roubaud, François, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, no.206 été 2003

lui. La troisième raison réside dans l'idéal politique même des Sorbonnes : fonder un espace public républicain et démocratique. Un tel projet, s'il n'est pas dévoyé, peut de plus en plus attirer l'adhésion des populations, des différents segments de la société aux Sorbonnes tout en les consolidant. C'est avec l'adhésion de la société au projet bourgeois d'un État moderne libéral que les monarchies absolues d'Europe ont perdu le pouvoir à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle au profit des bourgeois. Tout régime politique sensé ne peut ignorer ces quelques éléments évoqués. De telle manière qu'un retour en arrière à l'autoritarisme qui viserait à faire disparaître les Sorbonnes est quasi impossible.

Mais ces conditions générales que l'histoire offre en faveur de la pérennité des Sorbonnes peuvent s'avérer insuffisantes si les conditions socio-économiques des animateurs restent précaires. Dans ce cas, il y a un risque que les Sorbonnes deviennent des lieux de mafias organisées pour l'accumulation de l'argent avec les taxes imposées aux commerçant(e)s à la place de la Sorbonne au Plateau. Le système scolaire devra permettre aux jeunes de se former adéquatement, et après la formation leur offrir des facilités d'accès à un emploi. Faute de quoi les *Sorbonniens* ne seront que des sans emplois, des désœuvrés obligés d'animer des espaces de libres échanges pour s'en sortir économiquement. L'animation des Sorbonnes deviendrait alors un travail. Et l'idéal affiché de défendre les institutions de la république menacée par la guerre peut être un opportunisme insoupçonné pour sortir de sa condition sociale misérable. Certains *sorbonniens* peuvent rouler carrosse<sup>417</sup> parce qu'ils se sont engagés dans le combat patriotique. Où est donc la puissance de l'idéal patriotique s'il ne devient qu'un moyen d'enrichissement, un moyen pour sortir de la collégialité de la galère, s'ériger en démiurge sauveur de la république pour en tirer les dividendes financières? Certes, la démocratie dépend de l'engagement des citoyens. Mais quel est l'avenir de la démocratie avec des citoyens qui ne sont pas libres parce

---

<sup>417</sup> À voir certains *sorbonniens*, on a l'impression qu'ils ont financièrement bien bénéficié de leur engagement « patriotique ».

qu'ils n'ont pas accès aux richesses du pays? Que vaut la démocratie dans une conscience où la liberté, tributaire aussi de l'*avoir*, est menacée? C'est là la grande différence entre l'espace public habermassien qui est celui des bourgeois et l'espace public sorbonnien en Côte d'Ivoire qui appartient aux prolétaires.

Par ailleurs, les *Sorbonniens* doivent garder leur relative autonomie face aux partis politiques. Une meilleure façon de dévoyer l'idéal qu'ils se sont donné, c'est justement de s'inféoder à un parti politique. C'est pour cela que les positions de certaines personnes selon lesquelles les Sorbonnes doivent s'ouvrir et accepter toutes les tendances politiques nous paraissent sérieusement dangereuses. Que les Sorbonnes soient des lieux où les opinions diverses, voire divergentes s'expriment, voilà ce qui est souhaitable pour l'avenir de la démocratie avec des citoyens libérés de toutes pesanteurs, libres et libérateurs comme le dirait Harris Mémel Fôté. Mais qu'elles deviennent des espaces où les segments de partis politiques vont s'affronter nous laisserait perplexe quant à l'issue positive d'une telle éventualité. Les partis politiques ont bien sûr le droit d'intervenir dans les Sorbonnes s'ils y sont invités par les *Sorbonniens* comme cela se fait déjà. Les *Sorbonniens* eux aussi doivent parler de tous les partis politiques avec objectivité, sans ressentiment: la raison ne devrait s'encombrer de vilains sentiments. Ce que nous disons, c'est que les animateurs de ces lieux doivent se garder de s'inféoder à un parti pour garder leur distance critique face aux faits sociopolitiques. C'est de cette manière qu'ils continueraient à participer plus ou moins efficacement aux questions concernant la société ivoirienne, et qu'ils continueraient à être des acteurs de reconstruction du politique et non des idéologues prisonniers de la ligne politique d'un parti.

Il nous semble, enfin, que l'avenir des Sorbonnes dépend de la crédibilité des informations et messages diffusés. Elles ne doivent pas être des endroits où prospèrent les rumeurs. Il est vrai que certains messages lancés dans les Sorbonnes laissent pantois quant à leur véracité. Pour certains orateurs, le souci de donner des



informations vérifiables, de dire la vérité ne résiste pas à leur désir de paraître, au désir d'héroïsme face à un public qu'ils croiraient suffisamment naïf à tel point qu'il serait incapable de distance critique face à ce qui lui est livré. Ils donnent quelquefois l'impression de tout savoir, sur tout. Ils peuvent lancer l'information qu'un tel artiste est admis à un concours de la Fonction publique alors qu'il n'en est rien; ou que l'Accord de Ouagadougou est un deal entre le chef de l'ex-rébellion Soro Guillaume et le chef de l'État Laurent Gbagbo sans en donner les preuves. La puissance de leur verbe est souvent si forte que des auditeurs se laissent souvent emportés. Comment pouvait-il en être autrement si pour certains auditeurs les Sorbonnes servent à lutter contre l'angoisse sociale? Dans le partage de l'altérité chacun peut avoir tendance à écouter ce qui l'apaise! Il faut cependant reconnaître aux *Sorbonniens*, en général, leur capacité d'analyse et la pertinence de ces analyses qui ne manquent pas de regard critique.

L'avenir des Sorbonnes dépend donc aussi des *Sorbonnards* (les auditeurs). Ceux-ci doivent aiguïser et renforcer leur vigilance critique afin d'éviter d'être intoxiqués en rappelant les orateurs à leurs écarts mensongers ou aux exagérations. On peut être fasciné par un orateur à tel enseigne qu'on tombe amoureux de sa propre image dans ce miroir parlant. Tout de même on doit être capable de faire ce retour réflexif nécessaire à la compréhension de ce qui est là devant soi.

La question de l'avenir des Sorbonnes va de paire avec une autre. Les Sorbonnes agissent-elles sur l'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire, ou au contraire sont-elles agies par les conjonctures qui ont marqué et marquent le pays? Autrement dit, sont-elles des acteurs historiques ou bien sont-elles prisonnières des événements qui adviennent à leur insu? Ici encore, si la question peut venir aisément, il n'en est pas de même pour la réponse. A priori, au regard de l'histoire de la naissance et du développement de la Sorbonne (pour devenir les Sorbonnes) on peut affirmer que ces espaces sont engendrés par les circonstances historiques : la

naissance de la Sorbonne en 1982 est engendrée par la crise des mythes du système de parti unique. La sortie de la Sorbonne des débats philosophico-religieux pour s'engager politiquement relève du processus de démocratisation des débuts des années 1990. Sa multiplication est provoquée par la guerre que le pays a connue à partir de septembre 2002. Au vu de tout cela, on peut dire que les Sorbonnes sont déterminées par les conjonctures extérieures, desquelles dépend leur historicité. Elles n'auraient donc pas une historicité propre. Mais s'arrêter à ce niveau d'analyse peut étioiler notre compréhension du phénomène Sorbonne qui est avant tout l'histoire des acteurs sociaux en mouvement.

En effet, on est dans la situation où il faudra se prononcer sur le rapport qui existe entre la poule et l'œuf. Est-ce la poule qui engendre l'œuf ou c'est le contraire? Confions-nous à la dialectique pour dire que la poule et l'œuf s'engendrent mutuellement : la poule pond de l'œuf. Une fois pondue, l'œuf donne naissance à un poussin qui deviendra soit un coq soit une poule. L'œuf ne vient-il pas ainsi d'engendrer la poule? De même on peut affirmer que la Sorbonne, puis les Sorbonnes et les conjonctures qui les travaillent s'engendrent mutuellement. La naissance de la Sorbonne en 1982 appartient à la volonté d'acteurs sociaux dominés qui entendaient satisfaire le besoin d'espace critique dans un ordre politique où la parole était comprimée. Cet avènement de la Sorbonne est venu renforcer la crise des mythes du parti unique. En face du projet du parti unique de construire une société organique sont apparues des formes spécifiques d'indocilité et d'innovations sociales. Si en 1990 la Sorbonne est sortie des débats philosophico-religieux pour s'engager politiquement c'est parce que les acteurs aspiraient à la liberté et à la démocratie contre l'autoritarisme du parti unique. Les débats entre les *Sorbonniens* au cours des années 1980, outre le caractère de critique par détour, étaient un exercice à la démocratie. La conjoncture internationale de 1990 n'était qu'un coup d'accélérateur de l'histoire en mouvement depuis déjà longtemps aussi bien dans les campus universitaires que dans les « maquis ». L'engagement patriotique des Sorbonnes à

partir de septembre 2002 n'est pas primordiallement dû à la guerre. Mais il est l'expression d'un état de conscience des acteurs sociaux. C'est parce qu'ils nourrissent un idéal républicain, démocratique et socialiste; c'est parce qu'ils ont une conscience du fait national, que tout ce qu'ils considèrent comme contraire à leur réalisation déchaîne une énergie sociale, de l'émotion collective, du patriotisme. Les actions collectives des acteurs sociaux dominés sont la manifestation d'un imaginaire social construit et structuré par leurs conditions matérielles d'existence. Pour appréhender donc les explosions collectives des cadets sociaux dans la rue il faudrait retourner d'abord aux sources de leur imaginaire social. Nous pourrions alors comprendre que les jeunes qui trouvent dans les Sorbonnes des lieux de prédilection pour s'exprimer ne sont pas des acteurs passifs de l'histoire. À moins que nous croyions que ces espaces soient advenus *ex-nihilo*, sans une dynamique sociale conduite par des acteurs qui se cherchent des espaces de liberté. C'est justement cette recherche de liberté qui fait des acteurs sociaux des moteurs de l'histoire; et les conjonctures nationales ou internationales qu'ils traversent viennent parfois donner un coup de force à ce mouvement. Dans leurs dynamiques, les Sorbonnes marquent de leur puissance stratégique et de leur force de mobilisation collective l'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire.

On peut constater que dans le contexte actuel de sortie de crise, de projection dans la Côte d'Ivoire post-crise, les Sorbonnes ne sont pas passives. Elles ne sont pas désertées. Les gens continuent de les fréquenter pour s'informer, écouter et participer aux débats. Ils y sont aussi et encore toujours pour échapper à l'angoisse du quotidien, pour perdre le temps. Ces espaces continuent de la sorte de jouer leur rôle de décompresseur. Les discours des *Sorbonniens* ne portent plus sur la guerre et les stratégies à développer pour protéger la république. Ils portent sur la sortie de crise. Ils analysent toutes les décisions du gouvernement dans cette perspective. Ils portent à l'analyse les préoccupations des populations quant aux élections. Les Ivoiriens souhaitent les élections le plus rapidement possible. Ils semblent être conscients que

les élections sont la véritable porte de sortie de la crise. Mais l'angoisse ne les lâche pas. Les citoyens redoutent leur prise en otage par les hommes politiques avec les incessants reports de la date des élections présidentielles. Les *Sorbonniens* évoquent ces problèmes avec une sérénité émotive. Car la classe politique ne semble vraiment pas pressée pour aller aux élections. Les problèmes techniques qui se posent par rapport au désarmement total des ex-combattants et par rapport au recensement électoral ne semblent pas tout à fait leur déplaire. Chaque parti politique étant représenté au gouvernement, les joutes électorales signifient pour certains, qui redoutent une défaite, la fin du « festin » national au sommet de l'État. Tant qu'ils sont au gouvernement dans une situation de transition ils peuvent piller le pays à travers les ministres qui les représentent, entretenir la corruption sur toute la chaîne de l'État. Pendant ce temps, les populations souffrent. La pauvreté est grandissante et les problèmes empirent avec la crise alimentaire qui frappe les plus pauvres de plein fouet. Tous ces problèmes sont abordés et déplorés dans les Sorbonnes actuellement. C'est en continuant ainsi à poser les problèmes de la société, à être les « *éclaireurs* », lucides et avisés du peuple que les Sorbonnes continueront à être des espaces de reconstruction sociale du politique.

Conclusion écrite à Abidjan  
entre le 10 avril et 12 mai 2008

## ANNEXE A

### LES SORBONNES IDENTIFIÉES ET VISITÉES DANS LE DISTRICT D'ABIDJAN

#### SECTEUR A (**Anyama-Songon-Dabou-Plateau**) : 6 Sorbonnes

Sorbonnes	<b>Anyama <i>Le peuple</i></b>	<b>Anyama <i>Le retrouvaille</i></b>	<b>Songon <i>RJP</i></b>	<b>Dabou <i>Congrès</i></b>	<b>Plateau <i>Sorbonne originelle</i></b>	<b>Plateau <i>Sorbonne solidarité</i></b>	Total
Peuplement journalier moyen	80	60	50	120	380	350	1040
Jeunes	64	24	40	108	285	263	784
Adultes	16	36	10	12	95	87	256
Hommes	72	36	45	114	266	245	778
Femmes	8	24	5	6	114	105	262

Jeunes : 75%

Adultes : 24.6%

Hommes : 74.80%

Femmes : 25.20%

**SECTEUR B (Cocody-Attécoubé-Adjamé-Grand-bassam) : 6 Sorbonnes**

<b>Sorbonnes</b>	<b><i>Parlement Cocody 1</i></b>	<b><i>Parlement cocody 2</i></b>	<b><i>Parlement D'Anono</i></b>	<b><i>Attécoubé Le tribunal</i></b>	<b><i>Parlement Williamsville</i></b>	<b><i>Forum de Bassam</i></b>	<b>Total</b>
Peuplement journalier moyen	200	300	400	90	180	130	<b>1300</b>
Jeunes	170	270	280	81	126	117	<b>1044</b>
Adultes	30	30	120	9	54	13	<b>256</b>
Hommes	180	240	360	72	171	127	<b>1150</b>
Femmes	20	60	40	18	9	3	<b>150</b>

Jeunes : 80.30%  
Adultes : 19.70%

Hommes : 88.47%  
Femmes : 11.53%

**Commune d'ABOBO : 5 Sorbonnes**

<b>Sorbonnes</b>	<b><i>Les résistants</i></b>	<b><i>TPCA Congrès</i></b>	<b><i>Le Sénat</i></b>	<b><i>Le Patriote</i></b>	<b><i>Le Peuple</i></b>	<b>Total</b>
Peuplement journalier moyen	170	800	300	160	150	<b>1580</b>
Jeunes	153	640	285	112	105	<b>1295</b>
Adultes	17	160	15	48	45	<b>285</b>
Hommes	136	720	285	128	120	<b>1389</b>
Femmes	34	80	15	32	30	<b>191</b>

Jeunes : 82%  
Adultes : 18%

Hommes : 87.91%  
Femmes : 12.09%

N.B : TPCA= Tout Puissant Congrès d'Abobo

### Commune de YOPOUGON : 14 Sorbonnes

Sorbonnes	<i>Panthéon</i>	<i>Maison blanche</i>	<i>Abidjan Banco</i>	<i>Parlement Sidéci</i>	<i>Parlement terminus 47</i>	<i>Parlement Dialogue</i>	<i>Parlement Wakouboué</i>
<b>Peuplement moyen journalier</b>	450	150	70	400	220	60	350
<b>Jeunes</b>	315	105	49	280	143	39	245
<b>Adultes</b>	135	45	21	120	77	21	105
<b>Hommes</b>	360	120	63	320	209	57	280
<b>Femmes</b>	90	30	3	80	16	3	70

Sorbonnes	<i>Parlemnt 16e</i>	<i>TPI</i>	<i>Le Capitole</i>	<i>Parlement Koweit</i>	<i>Le Congrès</i>	<i>La marine</i>	<i>L'indépendant</i>	<b>Total</b>
<b>Peuplement moyen journalier</b>	190	100	105	210	60	80	160	<b>2605</b>
<b>Jeunes</b>	171	80	73	189	36	72	112	<b>1909</b>
<b>Adultes</b>	19	20	32	21	24	8	48	<b>696</b>
<b>Hommes</b>	133	70	95	168	54	64	144	<b>2137</b>
<b>Femmes</b>	57	30	10	42	6	16	16	<b>356</b>

Jeunes : 73.28%  
Adultes : 26.72%

Hommes : 82.03%  
Femmes : 17.97%

### Commune de PORT-BOUET : 6 Sorbonnes

<b>Sorbonnes</b>	<i>Conscience noire</i>	<i>Sagesse</i>	<i>De Jean- Folly</i>	<i>Patriote de Port-Bouet</i>	<i>Sorbonne d'Adjoufou</i>	<i>Vridi cité</i>	<b>Total</b>
Peuplement journalier moyen	200	250	150	350	300	180	<b>1430</b>
Jeunes	140	200	90	245	240	108	<b>1023</b>
Adultes	60	50	60	105	60	72	<b>407</b>
Hommes	190	245	147	343	294	176	<b>1395</b>
Femmes	10	5	3	7	6	4	<b>35</b>

Jeunes : 71.54%

Hommes : 97.55%

Adultes : 28.46%

Femmes : 2.45%

### Commune de KOUMASSI : 6 sorbonnes

<b>Sorbonnes</b>	<i>Franc- parler</i>	<i>Cours suprême</i>	<i>Parlemt du 05</i>	<i>Parlement Inch'allah</i>	<i>Parlement sogephia</i>	<i>Parlement Bia-sud</i>	<b>Total</b>
Peuplement journalier moyen	350	270	200	300	300	250	<b>1540</b>
Jeunes	210	189	180	240	225	136	<b>1180</b>
Adultes	140	81	20	160	25	34	<b>360</b>
Hommes	315	257	196	294	238	162	<b>1462</b>
Femmes	35	13	4	6	12	8	<b>35</b>

Jeunes : 76.62%

Hommes : 94.94%

Adultes : 23.38%

Femmes : 5.06%

N.B : Le peuplement moyen journalier est déterminé à partir du nombre de places assises : les bancs et les chaises, et à partir d'un comptage systématique ou approximatif des participants-auditeurs.



ANNEXE B

LE QUESTIONNAIRE DE LA RECHERCHE TERRAIN

Les entrevues étaient structurées autour de trois questions principales : qu'est-ce que les Sorbonnes? Comment sont-elles apparues sur la sphère publique ivoirienne? Quelle est leur signification politique?

**1. Dans les Sorbonnes avec les Sorbonniens**

Quelle est l'histoire des Sorbonnes?

Qui sont les animateurs des Sorbonnes? Quelles sont leurs conditions sociales et leur place dans la société?

Qui fréquentent les Sorbonnes? Quel type d'auditoire?

Sont-ils porteurs d'un discours qui vient d'en haut ou d'en bas?

Les Sorbonnes ne tendent-elles pas à cristalliser les opinions politiques en confortant les idées figées des personnes qui y vont régulièrement?

N'y a-t-il pas un risque de promotion de la pensée unique au regard de leur soutien au président Laurent Gbagbo? Avec l'institutionnalisation des Sorbonnes n'y a-t-il pas un risque que les professionnels de ces espaces deviennent des démagogues?

Quel est leur rapport au pouvoir et au régime Gbagbo?

Quels sont leur rapport avec les institutions étatiques et les partis politiques?

Quels sont les rapports des Sorbonnes à la presse?

Quel est leur rapport à la société globale?

Quelle importance des Sorbonnes dans le contexte de guerre? Ne serait-il pas plus démocratique que les partisans de la rébellion viennent défendre leur option?

Comment fonctionnent les Sorbonnes et quelle est la dynamique d'interaction entre elles?

Quels sont leurs moyens de fonctionnement? Quelles sont les sources de ces moyens?

De quelle heure à quelle heure fonctionnent-elles?

Quel est le sens de la disposition circulaire dans les Sorbonnes?

## **2. Dans le champ des Sorbonnards (ceux qui fréquentent les Sorbonnes)**

Qui sont-ils? Que font-ils dans la vie?

Pourquoi fréquentent-ils les Sorbonnes?

Quelle est la fréquence de leur présence en ces lieux?

Quelle est la spécificité d'une Sorbonne par rapport à une autre?

Militent-ils dans un parti politique?

Que pensent-ils des orateurs (sorbonniens)?

Pensent-ils que ce sont des espaces de libre expression?

## **3. Dans le champ universitaire**

Que représentent les Sorbonnes dans la vie politique ivoirienne? Comment évaluer leur impact politique? Quel est le rapport des Sorbonnes avec l'ordre social et politique du village ou l'arbre à palabre?

Quel est leur rapport avec l'Agora grec ancien?

Quelle est leur originalité?

Comment les acteurs en sont-ils arrivés à trouver des espaces pour s'exprimer publiquement?

Quel regard sur les animateurs des Sorbonnes?

Avec l'institutionnalisation des Sorbonnes n'y a-t-il pas un risque que les professionnels de ces espaces deviennent des démagogues? Quelle est leur signification ou comment les situer par rapport au développement démocratique? Est-ce un développement parallèle du système politique global ou un produit du système politique?

Représentent-elles un enjeu de pouvoir? Et à quel niveau de degré? Quel est l'avenir de ces espaces?

**4. Dans les quartiers, marchés et maquis**

Que pensent-ils des Sorbonnes? Les fréquentent-ils?

Contribuent-elles à la paix ou entretiennent-elles les tensions?

Sont-elles nécessaires?

Que pensent-ils des animateurs ou professionnels de ces espaces?

Que pensent-ils du fait que les Sorbonnes soutiennent le pouvoir Gbagbo?

Connaissent-ils l'histoire des Sorbonnes?

## BIBLIOGRAPHIE

Aghi, Bahi, « L'effet "titrologue" : étude exploratoire dans les espaces de discussion de rues d'Abidjan », *Enquête. Revue scientifique de lettres, arts et sciences humaines*, Université de Cocody, Abidjan, 2001, pp.129-167

Aghi, Bahi, « La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue Africaine de Sociologie*, no.7, 2003, pp.3-19

Akindès Francis, « Restauration populaire et sécurité alimentaire » *ORSTOM, ch. Sci. Hum*, 27, 1991, pp.169-179

Akindès, Francis, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Codesria/Karthala, 1996

Akindès, Francis, « Inégalités sociales et régulations politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible ? », *Politique Africaine*, no.78, juin 2000, pp.126-141

Akindès, Francis, « Le lien social en question dans une Afrique en mutation » dans Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville (sous la dir.), *Souveraineté en crise*, Québec, L'Harmattan et les Presses de l'Université Laval, 2003, pp.379-403

Akindès, Francis, « Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire », *Séries monographiques*, Dakar, CODESRIA, 2004

Akoto, Yao Paul, *L'envol du tisserin*, Roman, Abidjan, CEDA, 1986

Alain, Marie « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », in A. Marie (dir.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, 1997

Alain, Marie, « Pas de société civile sans démocratie. Contre l'État et sa société, l'exigence des jeunes chômeurs abidjanais engagés dans l'opposition », in F. Leimdorfer et A. Marie (dir.), *Individualisations citadines et développement d'une société civile : Abidjan et Dakar*, Paris, Université de Paris-Gescivia-Iedes, 1998, pp.63-111

Amin, Samir, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Editions de Minuit, 1967

Amondji, Marcel, *Côte d'Ivoire. Le P.D.C.I. et la vie politique en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1986

Amondji, Marcel, *Côte d'Ivoire : La dépendance et l'épreuve des faits*, Paris, L'Harmattan, 1988

Azoulay, Gérard et Dillon, Jean-Claude ; *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*, Paris, Karthala, 1993

Arendt, Hannah, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Levy, 1961

Arendt, Hannah, *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972

Arendt, Hannah, *Qu'est ce que la politique ?*, Paris, éd. Seuil, 1995

Assogba, Yao, « Problématique de la gouvernance en Afrique au Sud du Sahara. Tendance générale en Afrique francophone », *Revue Canadienne d'Études du développement*, no. Spécial, 1996, pp.57-73

Augé, Marc, *Théorie des pouvoirs et idéologie. Étude de cas en Côte d'Ivoire*, Paris, Hermann, 1975

Augé, Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992

Azoulay, Vincent, « L'espace public : un concept opératoire en histoire grecque ? » <http://lampo.univ-paris1.fr/W3/espacepubliccitesquarecques.pdf>

Badie, Bertrand, *L'État importé : essai d'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, A. Fayard, 1992

Bailly, Séry, *Deux guerres de transition guerres civiles américaines et ivoirienne*, Abidjan, EDUCI, 2003

Bailly, Séry, *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2005

Bakary, Tessy, *La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1992

Balandier, G. *Le désordre, Éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1985

Banégas, René, « Retour sur une transition modèle : dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise » dans Quantin P. et Daloz J.-P., *Transitions africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, pp.23-94

Bassett, Thomas J. « "Nord musulman et Sud chrétien": les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique contemporaine*, été 2003, pp.12-27

Bassompierre, Karène, « Les patriotes de Gbagbo paralysent Abidjan », Paris, *Le Figaro*, no 19115, 17 janvier 2006, p.3

Bayart, Jean-François, *L'État au Cameroun*, Paris, Fayard, 1979

Bayart, Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode » dans *Politique africaine*, no.1, 1981, pp.53-82

Bayart, Jean-François, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985

Bayart, Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, A. Fayard, 1989

Bayart, Jean-François, Stephen, Ellis et Hibou, Béatrice, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997

Bazin, Laurent, *Entreprise, politique et parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte d'Ivoire dans le monde actuel*, Paris, L'Harmattan, 1998

Bidima, Jean-Godefroy, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris, Michalon, col. Bien commun, 1997

Biaya, Tshikala K., « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », dans *Politique Africaine*, no.80, décembre 2000, pp.12-31

Blé, Raoul Germain, « Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire » in *Afrique et développement*, vol.XXXI, no.1, 2006, pp.168-184

Boa Thiemelé, Ramsès L., *L'ivoirité Entre culture et politique*, Paris, L'Harmattan, 2004

Bourdieu, Pierre, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, 2000

Bourmaud, Daniel, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997

Bratton, Michael et Van de Walle, Nicolas, *Democratic Experiments in Africa: Regime Transition in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997

Bregman, Dorine, « La fonction d'agenda : une problématique en devenir » dans *Hermès Le nouvel espace public*, no.4, CNRS Edition, 1989, pp.191-202

Broohm, Octave Nicoué, « De la gestion traditionnelle à la gestion moderne des conflits : repenser les pratiques anciennes », *Ethiopiennes Revue négro-africaine de littérature et de philosophie*, no.72, 2004

Bruno, Sarrasin, « Les Coûts sociaux de l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne: Evolution des critiques externes et des réponses de la Banque Mondiale », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 31, No. 3, 1997, pp. 517-553

Buijtenhuijs, Robert, « Les hauts et les bas du politique par le bas », *Politique Africaine* no.46, 1992, pp.150-153

Caillé, Alain, « Aporie du rationalisme individualiste méthodologique », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XXVI, no.82, 1988, pp.10-32

Caillé, Alain, « Nature du don archaïque », *Revue du MAUSS*, no.12, 1991, pp.51-78

Campbell, Bonnie Kathleen, *L'idéologie de la croissance : une analyse du plan quinquennal de développement (1971-1975) de la Côte d'Ivoire*, Québec, Association canadienne d'études africaines, 1976

Campbell, Bonnie, « L'ajustement structurel en Afrique : l'expérience de la Côte d'Ivoire », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 29, No. 2 (1995), pp. 290-302

Campbell, Bonnie, « Réinvention du politique en Côte d'Ivoire », *Politique Africaine*, no.78, Juin 2000, pp.142-156

Castells, Manuel, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 2001

Castoriadis, Cornelius, *La montée de l'insignifiance*, Paris, Édition Seuil, 1996

Castoriadis, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1999

Champagne, Patrick, « Opinion publique » et débat public » dans Isabelle Pailliat (sous la direction) *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, 2000

Chaudoir, Philippe, « Des arts de la rue : l'émergence d'une nouvelle forme d'investissement de l'espace urbain » dans *Discours et figures de l'espace public à travers les « Arts de la rue »*. *La ville en scène*, Paris, L'Harmattan, 2000

Christin, Olivier, « La formation étatique de l'espace savant. Les colloques religieux des XVIe-XVIIe siècles », *Actes de recherche en sciences sociales*, no.133, juin 2000

Cogneau, Denis et Mesplé-Somps, Sandrine, « Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique », *Afrique Contemporaine*, no, 206, été 2003

Comi, Toulabor, « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo » dans Bayart, Jean-François, Mbembe, Achille et Toulabor, Comi, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1998

Contamin, Bernard et Fauré, Yves-André, *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire. L'histoire d'un ajustement interne*, Paris, Karthala-ORSTOM, 1990  
Constantin, F. et Coulon, C. (dir.), *Religion et transition démocratique en Afrique*, Paris, Karthala, 1997

Coquery-Vidrovitch, C. *Afrique Noire : permanences et ruptures*, Paris, L'Harmattan, 1992

de Bach, Daniel, « L'insertion ivoirienne dans les rapports mondiaux » dans Fauré, Y.-A. et Médard, J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982

Decalo, S. « The Process, prospect and constraints of democracy in Africa », *African Affairs*, no.91, 1992

de Certeau, Michel, *L'invention du quotidien, l'Arts de faire*, Paris, UGE., 1980

de Sardan, Olivier J.-P., « Sciences sociales, africanistes et faits de développement », dans P. Boiral et al, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, Paris, Ciface-Karthala, 1985

Dembélé, Ousmane, « Côte d'Ivoire : La fracture communautaire », *Politique africaine*, no.89, 2003, pp34-48

Diégou, Bailly, *La réinstauration du multipartisme ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995



Deleuze, Gilles, *Pourpalers. 1972-1990*, Paris, Minuit, 1990

Détienne, Marcel, « L'espace de la publicité, ses opérateurs intellectuels dans la cité », dans M. Détienne (éd.), *Les savoirs de l'écriture en Grèce ancienne*, Presses Universitaires de Lille, 1992

Désy, Carole, « La résistance transnationale: quelle vision du monde? » dans Duchastel, Jules et Canet, Raphaël, (sous la dir.), *Crise de l'État, revanche des sociétés*, Athéna Éditions, Québec, 2006, pp.205-218

Diarra, Samba, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny. Fracture dans le destin d'une nation*, Paris, Karthala, 1997

Dieterlen, G, et Fortes, M, *African system of Tough*, London, Oxford University Press, 1991

Dieng, Amady Aly, « Les enjeux de l'ajustement structurel en Afrique », Communication à la Conférence sur *Les enjeux politiques de l'ajustement structurel*, Dakar, CODESRIA, 9-12 septembre 1991

Diouf, Mokhtar, « La crise de l'ajustement », *Politique Africaine*, no.45, 1992, pp.62-85

Dozon, Jean-Pierre, « Gbahié Koudou Jeannot, le prophète annonciateur de la crise », *Cahiers d'Études Africaines*, no. 138-139, XXXV- 2-3, 1995, pp.305-331

Driss, N.O, « L'irruption de Makkam Ech-Chahid dans le paysage algérois : monuments et vulnérabilité des représentations », *L'homme et la société*, no.146, 2003

Dubresson, A., *Villes et industries en Côte d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala, 1989

Durufilé, Gilles, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Paris, Karthala, 1988

Duval, Philippe, *Fantômes d'Ivoire*, Paris, Éditions du Rocher, 2003

Duvignaud, J. *Fêtes et civilisations*, Paris, Actes Sud, 1991

Éla, Jean-Marc, *Afrique. L'irruption des pauvres. Société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, L'Harmattan, 1994

Éla, Jean-Marc, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994

Ela, Jean-Marc, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire. Les défis du « monde d'en-bas »*, Paris, L'Harmattan, 1998

Ehivet, Gbagbo Simone, *Paroles d'honneur. La première dame de Côte d'Ivoire parle...*, Paris, Éditions Pharos Jacques-Marie Lafont/Ramsay, 2007

Fauré, Christiane, *La démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1985

Fauré, Y.-A., « Le complexe politico-économique », dans Fauré, Y.-A et Médard, J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982

Ferry, Jean-Marc, « Les transformations de la publicité politique », dans *Hermès Cognition Communication Politique*, Paris, éd. du Centre National de la Recherche Scientifique, 1989

Fortin, Andrée et Sanderson, Duncan, *Espaces et identités en construction. Le Web et les régions du Québec*, Montréal, Éditions Nota bene, 2004

Fortin, Andrée, « Espace social, réseau et communauté à l'ère de l'internet » in Saillant, Francine et Gagnon, Éric, (Sous la dir.) *Communautés et socialités. Formes et force du lien social dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005, pp.95-107

Foucault, Michel, *Dits et écrits*, Paris, Quarto/Gallimard, 2001

Foucault, Michel, *Sécurité, territoire, population (1977-1978)*, Paris, Gallimard/Seuil, Collection « Hautes Études », 2004

Freitag, Michel avec la collaboration d'Yves Bonny, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002

Front Populaire ivoirien, *Fonder une nation africaine démocratique et socialiste en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1998

Gadou, D.M., « Effervescence religieuse en Afrique noire : approche historique et anthropologique », *Kasa Bya Kasa Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de sociologie*, no.2, 2001, pp.9-38

Gauchet, Marcel, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985

Gbagbo, Laurent, *Côte d'Ivoire : Économie et société à la veille de l'indépendance (1940-1960)*, L'Harmattan, Paris, 1982

Gernet, Louis, *Anthropologie de la Grèce antique*, Paris, Ed. François Maspéro, 1968

Ghorra-Gobin, Cynthia, (Sous la direction), *Réinventer le sens de la ville : Les espaces public à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan, 2001

Gibbon, Peter, « Towards a Political Economy of the World Banks, 1970-1990 » Communication à la Conférence sur “*Les enjeux politiques de l'ajustement structurel*”, Dakar, CODESRIA, 1991

Gold, G., Gadou, D., Cissé, G., “La mode du pagne à Abidjan: Pratiques et représentations féminines en milieu urbain” dans Bioterre, *Rev.Inter. Sci. de la Terre*, no. Spécial, 2002, Actes du colloque international, Centre Suisse du 27-29 Août 2001, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire

Gombo, Jean-Louis et al, *La guerre du cacao. Histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Lévy, 1990

Gouffern, Louis, « Les limites d'un modèle ? À propos d'État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, no.6, 1982, pp.19-34

Griaule, Marcel, *Dieu d'eau. Entretien avec Ogotemmêli*, Paris, A. Fayard, 1997

Guingane, Jean-Pierre, « *Le marché africain comme espace de communication* », Conférence-débat, sur [www.cauris.org](http://www.cauris.org)

Habermas, Jürgen, *L'espace public Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1962

Habermas, Jürgen, *Droits et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997

Haeringer, Philippe, « Ville cruelle à la une. Un mois de presse en Côte d'Ivoire », *Cah. ORSTOM., Sér. Sci. Hum*, vol. XIX, no.4, 1983, pp. 585-589

Hegel, G.W. Friedrich, *La raison dans l'histoire : introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Union générale d'éditions, 1965

Henstch, Thierry, *Introduction aux fondements du politique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002

Heurgon, Edith « Imaginer des espaces publics constitutifs de « nous », dans Édith Heurgon et Josée Landrieu (Sous la direction, *Des « Nous » et des « Je » qui inventent la Cité*, Paris, L'Aube, 2003

Houngnikpo, C. Mathurin, *L'illusion démocratique en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2004

Hugon, Philippe, « La crise économique à Madagascar », *Afrique Contemporaine*, no.144, octobre/décembre 1987, pp.3-22

Huntington, Samuel, *The third wave. Democratization in the late twentieth Century*, Norman, Univ. of Oklahoma, Press, 1991

Janin, P., « Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire) », *Politique africaine*, no.82, 2001, pp.177-189

Jarret, Marie-France et Mahieu, François-Régis, *La Côte d'Ivoire. De la déstabilisation à la refondation*, Paris, L'Harmattan, 2002

Javeau, Claude, *La société au jour le jour Écrits sur la vie quotidienne*, Bruxelles, De Boeck-Wesmaels, 1991

Kant, I. « Réponse à la question. Qu'est ce que les Lumières ? » in *Vers la paix perpétuelle*, Paris, Flammarion, 1991

Kant, E., *Vers la paix perpétuelle*, Éditions GF Flammarion, 1992

Ki-Zerbo, Joseph, *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978

Kipré, Pierre, « Les discours politiques de décembre 1999 et l'élection présidentielle d'octobre 2000 : thèmes, enjeux et confrontations » in Marc Le Pape et Claudine Vidal (eds) *Côte d'Ivoire L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002

Kipré, Pierre, *Côte d'Ivoire. La formation d'un peuple*, Paris, Sides-Ima, 2005

Konan, Henri Bédié, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999

Koné, Amadou, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2003

Konaté, Yacouba, « Génération zouglo », *Cahiers d'études africaines*, no.168, 2002

Konaté, Yacouba, « Abidjan : malentendu, poésies et lieux propres », *Outre-Terre*, no.11 2005, pp.319-328

Koselleck, Reinhardt, *Le règne de la critique*, Paris, éd. Minuit, 1979

Kouakou, N'guessan François, « Le maquis abidjanais : un lieu de restauration ou de conscientisation ? », *Kasa Bya Kasa revue Ivoirienne d'Anthropologie et de sociologie*, no.1, Août-septembre-octobre, 1982, 131-145

Kouakou, N'guessan François, « Les « maquis » d'Abidjan. Nourriture du terroir et fraternité citadine, ou la conscience de classe autour d'un foutou d'igname », *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XIX, no.4, 1983, pp.545-550

Kouamé, N'guessan, « Le coup d'État de décembre 1999 : espoirs et désenchantements » in Marc Le Pape et Claudine Vidal (eds) *Côte d'Ivoire L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002

Koui, Théophile, *Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2007

Koulibaly, Mamadou, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2003

Koulibaly, Mamadou, *Sur la route de la liberté*, Abidjan, Presses des Universités de Côte d'Ivoire, 2004

Lafargue, Jérôme, « La rue africaine en mouvement : politique et action collective », *Politique Africaine*, no.64, 1996, pp.24-38

Lamizet, Bernard., *Le sens de la ville*, Paris, L'Harmattan, 2002

Latouche, Serge, *L'Autre Afrique*, Paris, Albin Michel, 1998

Latouche, Serge, « Le marché, l'agora et l'acropole : se réapproprier le marché », *Réfractions*, no.9, 2002, pp.17-26

Leblanc, Marie-Nathalie, « Les trajectoires de conversion et l'identité sociale chez les jeunes dans le contexte postcolonial ouest-africain : les jeunes musulmans et les jeunes chrétiens en Côte d'Ivoire », dans *Anthropologie et Sociétés*, vol.27, no.1, 2003, pp.85-110

Lefort, Claude, *Essais sur le politique*, Paris, Le Seuil, 1986

Lefort, Claude, « Les droits de l'homme et l'État providence », dans *Essais sur le politique XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986, pp.31-57

Le Pape, Marc, « Les statuts d'une génération. Les déscolarisés d'Abidjan entre 1976 et 1986 », *Politique africaine*, no.24, décembre 1986, pp.104-112

Le Pape, M., *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*, Paris, Karthala, 1997

Le Pape, Marc et Vidal, Claudine (eds), *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002

Levasseur, Carol, *Incertitude, pouvoir et résistances : les enjeux du politique dans la modernité*, Québec, Presses universitaires de Laval, 2006

Loucou, Jean-Noël, *Le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Neter, 1992

Mahou, A. *L'avènement du parti unique en Afrique Noire*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1969

Marchesin, P., (sous la dir.), « Mitterrand et l'Afrique », *Politique Africaine*, no. Spécial 58, 1995

Mandela, Nelson, *Un long chemin vers la liberté*, Paris, Fayard, 1995

Martin, Denis-Constant, *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988

Martin, Denis-Constant (sous la direction), *Sur la piste des OPNI (objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002

Martin, Hervé, « La chaire, la prédication et la construction du public des croyants à la fin du Moyen Age », *Politix*, no.26, 1994, pp.42-50

Mbembé, Achille, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1985

Mbembé, Achille, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988

Mbembe, Achille, *État, violence et accumulation, Leçons d'Afrique Noire*, Centre Lebret, 1988

Mbembé, Achille, « Brouhaha sur les transitions vers la « démocratie » et le « multipartisme » dans *Le Monde diplomatique*, mai, 1993

Mbonynkebe, Sebahire, « Faute, péché et réconciliation », dans *Aspects du catholicisme au Zaïre*, Kinshasa, CERA, FCK, 1980

Mc Sheffrey, Shannon, « Place, space and Situation : Public and Private in the Making of Marriage in Late-Medieval London », *Speculum*, no.79, 4, 2004, pp. 974-1008

Médard, Jean-François, « Jeunes et aînés en Côte d'Ivoire. Le VIIe congrès du P.D.C.I.-R.D.A », *Politique africaine*, no.1, 1980, pp.102-119

Médard, Jean-François, « La régulation sociopolitique » dans Fauré, Y.-A et Médard, J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982

Médard, J.-F. « Les pouvoirs africains », *Pouvoirs*, no.25, 1983

Meier, Christian, *La naissance du politique*, Paris, Editions Gallimard, traduction française, 1995

Memel-Fotê, Harris, *Le système politique de Ladjoukrou*, Paris, NEA, 1980

Memel-Fotê, Harris, « De la stabilité au changement : les représentations de la crise politique et la réalité des changements », dans Contamin, Bernard et Memel-Fotê (sous la direction), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala et L'ORSTOM, 1997

Memel-Fotê, Harris (Dir.), *Front populaire ivoirien, Fonder une nation africaine démocratique et socialiste en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1998

Mémel-Fotê Harris, « Un mythe politique des Akans en Côte d'Ivoire : le sens de l'État » dans P. Valsecchi et F. Viti (eds), *Monde Akan. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp.21-42

Mémel-Fotê, Harris, « Des ancêtres fondateurs aux pères de la nation », *Conférences Marc Bloch*, 1991, en ligne, <http://cmb.ehess.fr/documents40.html>, consulté le 31 août 2007

Mcarthy, John D. et Zald, Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, no.82, 1977, pp.1212-1241

Mgr Mudiji, Théodore, « Les ressources pour la paix dans les religions traditionnelles africaines », [http:// : www.afrikaworld.net/afrel/mudiji.htm\\_ftn1](http://www.afrikaworld.net/afrel/mudiji.htm_ftn1) consulté le 21 novembre 2006

Miège, Bernard, *La société conquise par la communication. Logiques sociales*, Grenoble, PUG, 1989

Monga, Célestin, *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994

Morin, Edgar, *La méthode, la nature de la nature*, Paris, Seuil, 1977

Morsel, J., *Appropriation communautaire du territoire, ou appropriation territoriale de la communauté ? Observation en guise de conclusion*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2005

Moussa, Ouattara, *Le grin : rires et blagues à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 2003

Mudiji, M. « Bases de la culture politique démocratique : entre l'agora et l'arbre à palabre » dans *La Responsabilité politique du philosophe africain*, Actes du IX<sup>e</sup> Séminaire scientifique de philosophie (Kinshasa, 20-23 juin 1993), Kinshasa, FCK, 1996

Muravchik, J., *Exporting democracy Fulfilling America's destiny*, Washington, AEI, 1991

Mwatha, Musanji Ngalasso, « Démocratie : le pouvoir des mots », *Politique Africaine*, no.64, 1996, pp.3-17

Nakam, Gérard, *Les Essais de Montaigne, miroir et procès de leur temps. Témoignage historique et création littéraire*, Paris, Slatkine, 2001

Nandjui, Pierre, *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1995

N'da, Paul, *Le drame démocratique africain sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1999

N'da, Paul, « Le but des mouvements patriotiques », Abidjan, *Le Courrier d'Abidjan*, 12 juin 2006

Olivier, Lawrence, « Vouloir vivre-ensemble et science », in *Épistémologie de la science politique*, sous la dir. De Guy Bédard, Lawrence Olivier et Jean-François Thibeault, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998

Ouellet, Pierre, « Les communautés de parole. La coexistence esthétique comme fondement du lien social » dans Saillant, Francine et Gagnon, Éric (dir.), *Communautés et socialités. Formes et force du lien dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005, pp.239-258



Peemans, Jean-Philippe, *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1997

Petersen, Annelise Ballegaard, « Sert uniquement à faire circuler » dans Larsen, Svend Erik et Petersen, Annelise Ballegaard, *La rue, espace ouvert*, Odense university Press, 1997

Quantin, Patrick, « Les élites politiques face aux transitions démocratiques », dans CEAN, *L'Afrique politique 1995 : le meilleur, le pire et l'incertain*, Paris, Karthala, 1995

Reynié, Dominique, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVIe siècle au XXe siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1998

Rigaudière, Albert, *Penser et construire l'État dans la France du Moyen Âge (XIII-XVe siècle)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003

Rist, Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1996

Rivière, Claude, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988

Rocher, Guy, *Introduction à la sociologie générale*, Tome1, Paris, L'action sociale, 1968

Rodotà, Stefano, « L'avènement de la technopolitique », *La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques*. Éditions Apogée, 1999

Rolph van der Hoeven et F.P.M. Van der Kraaij (dir.), *L'ajustement structurel et au-delà en Afrique Subsaharienne*, Paris, Karthala, 1995

Roubaud, François, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, no.206 été 2003

Rousseau, J-J, Fragments sur la guerre, « Que l'état de guerre naît de l'état social », *Contrat social*, Paris, Seuil, 1991

Sahi, Voho, *Une chronique de la révolution démocratique en Côte d'Ivoire (1989-1995)*, Paris, L'Harmattan, 2006

Saillant, Francine et Gagnon, Éric (dir.), *Communautés et socialités. Formes et force du lien dans la modernité tardive*, Montréal, Liber, 2005

Sauvage, André, « Éveil à l'espace public » dans Jean-Yves Toussaint, Monique Zimmermann, sous la direction, *User, Observer, programmer et fabriquer l'espace public*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2001, pp.21-45

Scott, J., « Everyday Forms of Peasant Resistance », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 13, no.2, 1986, 5-35

Sennett, R., *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil, 1979

Serfati, Claude, *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Paris, Textuel, 2001

Sévédé-Bardem, Isabelle, *Précarités juvéniles en milieu urbain africain. « Aujourd'hui, chacun doit se chercher »*, Paris, L'Harmattan, 1997

Strauss, Leo, « Qu'est ce que la philosophie politique ? » dans *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Paris, Presses universitaires de France, 1992

Sy, S. Madani, *Recherche sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali)*, Paris, A. Pedone, 1965

Sylla, Lanciné, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire*, Paris, Presses de la fondation nationales des sciences politiques, 1977

Sylla, Lanciné, « Démocratie de l'arbre à palabre et bois sacré. Essai sur le pouvoir parallèle des sociétés initiatiques africaines », *Annales de l'Université d'Abidjan*, Série D, t.13, 1980

Tarento, Dominico, « La métamorphose du privé. Réflexion sur la catégorie et son usage par Le Vayer », dans *Libertinage et philosophie au XVIIe siècle*, no.3, 2000, pp.45-66

Tessy, Bakary, *La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 1992

Teya, Pascal, *Côte d'Ivoire : le roi est nu*, Paris, L'Harmattan, 1985,

Thomas, Louis-Vincent, *L'idéologie socialiste et les voies africaines du développement*, Paris, Livre africain, 1966

Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading (Mass), 1997

Touraine, Alain et Thibault, Paul, « Républicains ou démocrates ? », *Projet*, no.233, 1993, pp.26-34

Touraine, Alain, *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard, 1994

Touré, Abdou, *La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire. Procès d'occidentalisation*, Paris, Karthala, 1981

Touré, Abdou, « la petite histoire de Nalewe Kpingbin Tiecoroba » Une émission de la radiodiffusion nationale ivoirienne », *Politique africaine*, no.3, 1981, 44-54

Touré, Abdou, *Les petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture*, Paris, Karthala, 1985

Touré, Abdou, « La jeunesse face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire », *Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines*, vol.21, no.2-3, 1985, pp.275-293

Tshiyembé, Mwayila, *État multinational et démocratie en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2001

Van Staëvel, Jean-Pierre, « Le quadi au bout du labyrinthe : l'impasse dans la littérature jurisprudentielle mâlikite (al-Andalus et Maghreb, 3<sup>e</sup>/IXe-9<sup>e</sup>/XVe s.) », dans Patrice Cressier, Mirabel Fierro et Jean-Pierre Van Staëvel dir., *L'urbanisme dans l'Occident musulman au Moyen Âge. Aspects juridiques*, Madrid, Casa de Velazquez, 2000

Veyne, Paul, *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1976

Voho, Sahi Alphonse, *Focal. Les mots pour le dire*, Abidjan, NEI, 2005

Weber, Max, « Le métier et la vocation du savant » dans *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'éditions, 1963

Williams, Gavin, « Les contradictions de la Banque mondiale et la crise de l'État en Afrique, dans Terray, Emmanuel, *L'État contemporain en Afrique* (sous la dir.), Paris, L'Harmattan, 1987, pp.359-385

Ziegler, Jean, *Les nouveaux maîtres du monde : et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2003

Zolberg, A.R., « Effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale », *Cahiers d'Études africaines*, octobre 1960, pp.140-149